



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

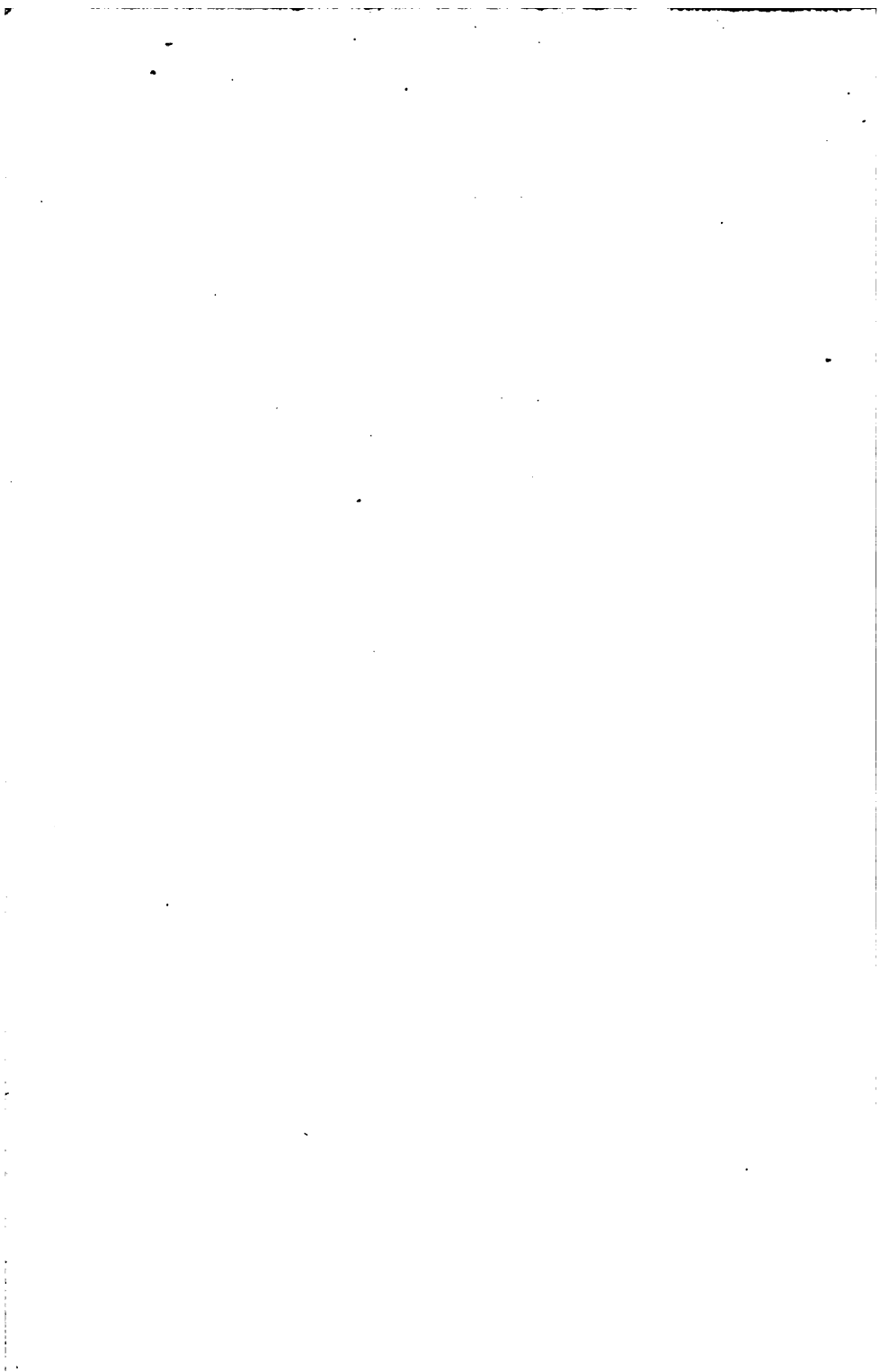


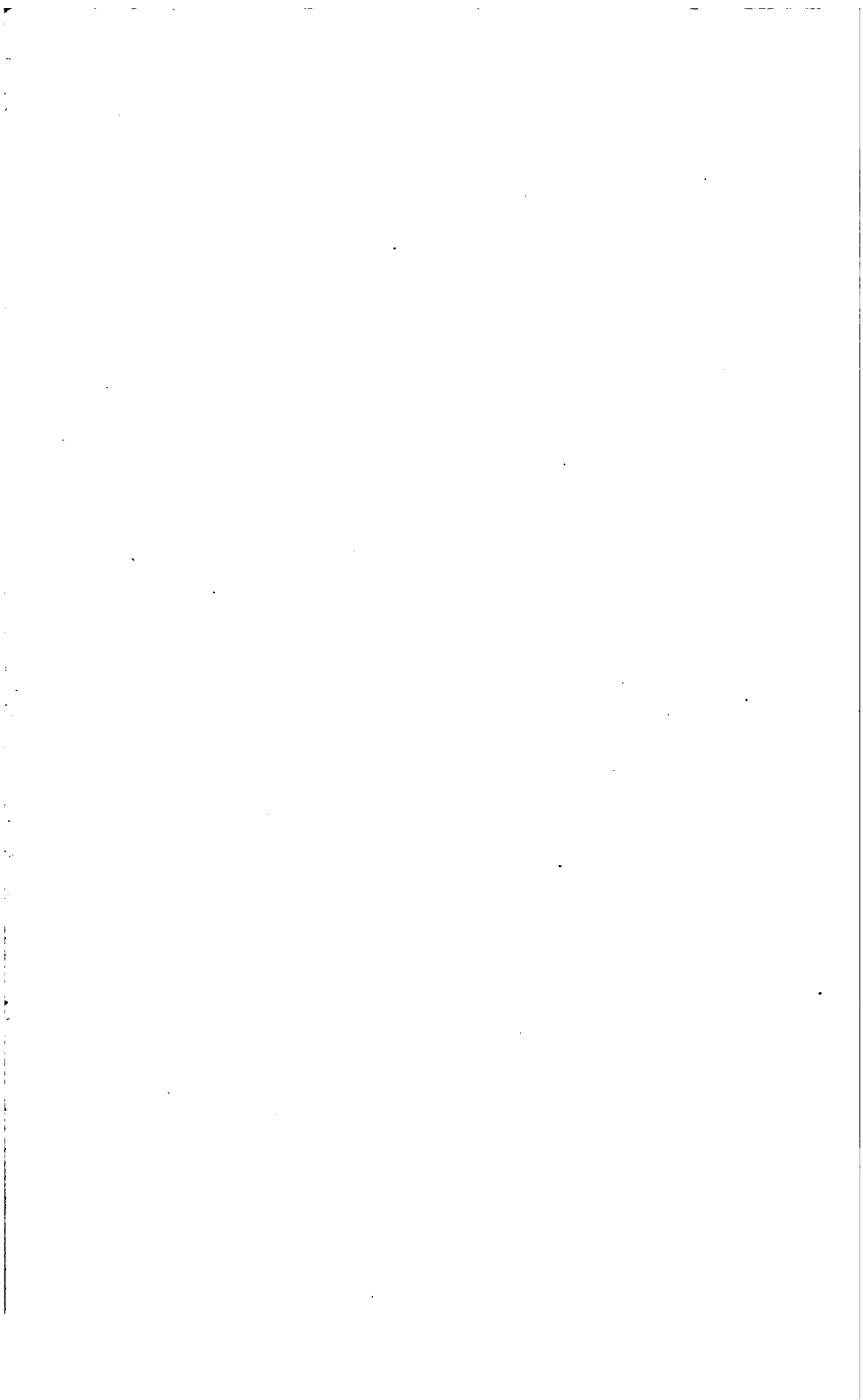


600008664U









CHARLES-MAURICE

LE TELLIER

ARCHEVÊQUE-ÉVÊQUE DE REIMS.

ÉTUDE

SUR SON ADMINISTRATION ET SON INFLUENCE

PAR

M. l'abbé J. GILLET

Supérieur du Petit Séminaire de Reims.

Chanoine honoraire,

Docteur ès-lettres.

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^e

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 75.

1881.

ARCHEVÊCHÉ

Reims, 3 Juin 1880.

DE

REIMS.

CHER MONSIEUR LE SUPÉRIEUR,

En abordant l'étude de l'administration de l'illustre Archevêque de Reims, Charles-Maurice Le Tellier, vous avez entrepris une tâche difficile. Les temps où il a vécu, les graves évènements auxquels il a été mêlé, les opinions théologiques qui prévalaient alors en France, la situation personnelle du prélat à la cour et vis-à-vis du roi, multipliaient les obstacles sous vos pas.

Aussi, suis-je heureux de vous féliciter de la manière dont vous en avez su triompher. Nourri d'une bonne doctrine, vous avez sagement fait la part des circonstances, et en restant fidèle au premier devoir de l'historien, qui est de dire la vérité, vous avez loué ce qui est digne d'éloge; et quand vous avez dû blâmer, vous avez renvoyé à chacun sa part des responsabilités. En vous livrant à de longues et patientes recherches, vous avez donné à nos jeunes prêtres un exemple précieux, dont je vous remercie, et que je ne saurais trop les encourager

*à imiter. Car c'est par le travail persévérant, joint à la
sainteté de la vie, que le clergé se rendra capable d'accomplir
la haute et difficile mission qui lui est dévolue.*

*Je suis heureux, cher Monsieur le Supérieur, de vous
donner, avec ma bénédiction, la marque de mon estime et de
ma paternelle affection en N. S.*

† *Benoît-Marie, Arch. de Reims.*

*A Monsieur l'abbé GILLET, Supérieur du Petit Séminaire
de Reims.*

PRÉFACE.

L'histoire des archevêques de Reims est une source de documents précieux pour la connaissance générale du pays.

Placés à la tête d'un diocèse particulièrement important par l'étendue de son territoire, la noblesse de ses origines et la grandeur de ses souvenirs, les archevêques de Reims forment comme le centre d'un mouvement religieux, moral et intellectuel fort intéressant à étudier. Ducs de Reims et chefs temporels de la cité, ils se trouvent constamment mêlés au développement et à la transformation des institutions communales. Pairs de France, et métropolitains d'une vaste province ecclésiastique, ils jouissent souvent d'une influence qui dépasse les limites de leur diocèse, et se fait sentir à l'Eglise de France tout entière.

Aussi l'histoire de ces personnages puissants a-t-elle sollicité l'attention de plusieurs bons esprits. Déjà de laborieuses études ont été faites sur ce point. On a raconté, avec des développements inégaux, les actes d'Hincmar, de Gerbert, de Jean Juvénal des Ursins, de Charles de Lorraine, etc.

Or, dans cette longue série d'archevêques, un nom a éveillé notre réflexion : c'est celui de Charles-Maurice Le Tellier, coadjuteur, puis archevêque de Reims, de 1669 à 1710.

Il reste bien de lui, dans les écrits du temps, quelques traits de caractère, mais ces traits sont fort incomplets, et font désirer une étude plus approfondie de cette vive et originale physionomie.

Son administration épiscopale qui dura quarante ans environ, nous présente, dans de larges proportions, le tableau de l'état religieux et intellectuel d'un vaste diocèse au dix-septième siècle. Son administration temporelle, comme duc de Reims, nous fait assister à une importante évolution du pouvoir municipal. Sa correspondance et ses actes divers nous offrent des indications nombreuses sur la situation d'une partie de la Champagne pendant la seconde moitié du dix-septième siècle ; et il est particulièrement agréable de pénétrer dans les détails de cette existence des provinces à une époque où la vie locale disparaît souvent absorbée par l'histoire générale du grand siècle.

Fils et frère de puissants ministres, objet de la faveur spéciale de Louis XIV, titulaire d'un siège illustre, et bientôt, par la longueur de son administration, doyen des archevêques de France, Maurice Le Tellier eut sur les affaires générales de l'Eglise, dans notre pays, une influence qu'il importe de connaître et de déterminer.

Envisagé dans cet ensemble, le sujet nous paraît donc plein d'intérêt; il est d'ailleurs nouveau et, jusqu'à présent, peu exploré; l'important ouvrage de dom Marlot sur l'histoire du diocèse de Reims s'arrête au pontificat du cardinal Barberin, le prédécesseur immédiat de Le Tellier. Les documents relatifs à la seconde moitié du XVII^e siècle sont restés généralement épars et inédits. C'est une mine féconde où d'autres peuvent encore largement puiser, et dont la richesse a stimulé nos efforts.

Toutefois, un pareil sujet n'était pas exempt de difficultés. Parfois les documents sont incomplets, et ce n'est qu'à force de pénibles recherches que l'on peut suivre la trame frêle et délicate qui relie entre eux les événements. Puis, la vie de Maurice Le Tellier n'est pas exempte de fautes. Actif et vigilant dans son administration, souvent plein d'initiative pour les œuvres et les institutions utiles, cet archevêque eut une part d'influence regrettable dans la

¹ M. de Vroil a récemment publié sur Maurice Le Tellier, dans la *Revue de Champagne et de Brie* quelques articles intéressants où nous avons puisé plus d'un renseignement utile.

lutte que soutint alors une grande partie de l'Eglise de France contre la papauté.

Les préjugés d'éducation, l'état général des esprits, et une humeur trop facilement emportée, l'entraînèrent parfois dans une vive opposition ; elle se manifesta surtout dans les assemblées du clergé de 1681 et 1682.

Pour Le Tellier, comme pour les autres prélats favorables au schisme gallican, une seconde erreur résulta de la première.

Une fois que se furent relâchés les liens de l'autorité qui rattachaient la France au Siège apostolique, l'intégrité doctrinale s'en ressentit bien vite. Le poison du jansénisme s'insinua facilement dans des esprits peu scrupuleux sur la valeur des enseignements pontificaux. On préféra la sombre et désolante doctrine du jansénisme à la morale véritable, aux enseignements miséricordieux de l'Eglise romaine. Et comme le jansénisme prétendait faire partie de l'Eglise malgré l'Eglise, et multipliait les subterfuges pour éluder les condamnations, facilement il altérait le tempérament religieux des catholiques rendus moins délicats sur le devoir de l'obéissance due au Souverain-Pontife. Le Tellier fut souvent la dupe de ces tristes illusions ; nous en retrouvons la trace dans plusieurs de ses actes, et notamment dans le courant de l'Assemblée de 1700.

Nous ne chercherons pas à dissimuler ces torts ; nous les raconterons avec sincérité ; nous tâcherons de démêler la

part exacte d'influence qui revient à l'archevêque de Reims au milieu de ces graves débats, mais en même temps nous le ferons avec impartialité.

En effet, d'une part, la vérité porte toujours avec elle sa propre justification. Les fautes et les passions de ceux-là même qui semblent nés pour la défendre, contribuent en définitive à la mettre davantage en lumière ; car elles montrent la puissance toujours subsistante et toujours invincible du vrai et du divin ; elles manifestent la misère et la fragilité des systèmes imaginés par des esprits prévenus, pour affaiblir la force de la vérité. L'histoire des intrigues du parti gallican et celle des fautes de Maurice Le Tellier, en sont une nouvelle preuve.

D'autre part, la justice réclame ici un exposé impartial des faits, nullement un réquisitoire. Elle exige qu'en rendant chacun responsable de ses fautes au tribunal de l'histoire, on tienne compte des préjugés, des influences, des intentions parfois sincères qui peuvent atténuer les plus graves responsabilités. C'est dans cet esprit que nous voulons juger la conduite de Maurice Le Tellier.

Enfin, si les qualités de son administration ne doivent pas nous faire oublier ses erreurs doctrinales, celles-ci, à leur tour, ne doivent pas nous faire méconnaître ses services. Pendant quarante ans, il s'appliqua avec intelligence et succès au bien du diocèse de Reims. Développement des lettres et de l'instruction populaire, restauration de la

discipline ecclésiastique, établissement des séminaires, organisation des paroisses, fondations utiles, témoignent de sa vigilance et de son activité; et sous ce rapport, il est digne de la reconnaissance de la province de Champagne et du diocèse de Reims. Maintenant que le calme s'est fait sur les questions religieuses auxquelles il fut mêlé, il nous semble que l'heure est venue de mesurer tranquillement ses fautes et ses services. Les premières ont été déjà plus d'une fois signalées, les autres n'ont pas été mis suffisamment en lumière. Il nous paraît important de le tenter dans l'intérêt de la justice et de l'histoire.

Dans l'impossibilité de tout embrasser, nous toucherons d'une manière secondaire au point de vue biographique, et nous étudierons beaucoup plus l'histoire de l'administration de Maurice Le Tellier, et celle de son influence sur les affaires de l'Eglise de France, particulièrement dans les assemblées de 1682 et de 1700.

Pour l'ensemble de notre travail, nous avons utilisé quelques-unes des importantes études déjà publiées relativement à l'histoire de Reims et du diocèse, notamment l'histoire de Marlot, et la collection de Varin. Nous avons aussi consulté l'intéressante histoire de M. Gérin sur l'assemblée de 1682, le journal de l'abbé Le Dieu, les Mémoires du P. d'Avrigny, ceux de Saint-Simon, de l'abbé de Choisy, et autres écrits du temps. Mais c'est dans les documents inédits que nous avons plus largement puisé.

La bibliothèque nationale nous a, sous ce rapport, fourni une mine précieuse, dont l'exploitation nous a été facilitée par la gracieuse et constante obligeance des administrateurs de ces trésors.

Là, nous avons compulsé les soixante volumes qui renferment les papiers de l'archevêque de Reims. Dans cette collection, malheureusement confuse, nous avons démêlé correspondance, sermons, notes, détails administratifs, renseignements multiples émanés de la main de Maurice Le Tellier et de ses collaborateurs. Nous y avons trouvé de nombreux Mémoires sur les questions ecclésiastiques, sur l'administration temporelle, et d'intéressants procès-verbaux sur les visites diocésaines. Des notes inédites du chanoine Lacourt, et la collection de Champagne, nous ont aussi fourni des indications utiles.

Nous en avons trouvé quelques autres à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, qui s'est enrichie de la magnifique bibliothèque de Maurice Le Tellier, léguée par lui au monastère de Sainte-Geneviève, et devenue, depuis, propriété nationale.

Le concours d'amis laborieux, en particulier celui de M. l'abbé Trochon, du clergé de Paris, docteur en théologie, a souvent soutenu nos efforts, et mérite toute notre reconnaissance. Enfin la Bibliothèque de la ville de Reims nous a procuré quelques ressources, dont l'intelligent et aimable concours de M. Duchénois nous a facilité l'étude. C'est là, en effet, que nous avons trouvé plusieurs lettres de Maurice

Le Tellier, un de ses principaux sermons, et ses mandements ; en même temps, l'histoire inédite de Bidet, et surtout les Mémoires, aussi inédits, de René Bourgeois, contemporain de Le Tellier, ont fort utilement complété nos ressources.

Nous souhaitons que ces recherches n'aient pas été inutiles, qu'elles puissent en quelque chose contribuer à éclairer l'histoire locale, et servir à l'honneur de la vérité.



CHARLES-MAURICE
LE TELLIER

ARCHEVÊQUE-DUC DE REIMS

Étude sur son administration et son influence.

CHAPITRE I.

Charles-Maurice LE TELLIER.

SES PREMIÈRES ANNÉES JUSQU'A SA PRISE DE POSSESSION
DU SIÈGE ARCHIÉPISCOPAL DE REIMS.

Naissance et éducation de Maurice Le Tellier. — Ses études. — Il est ordonné prêtre. — Il voyage en Italie. — Journal de ce voyage. — Correspondance entre Maurice Le Tellier et son père. — Conférences avec le pape. — Retour en France. — Comment il est nommé coadjuteur de Langres, puis de Reims. — Son arrivée à Reims. — Il officie aux funérailles de Henriette de France et de Henriette d'Angleterre. — Il sacre Bossuet. — Mort du cardinal Barberin, archevêque de Reims. — Le Tellier lui succède.

Charles - Maurice Le Tellier naquit à Turin, le 18 Juillet 1642. Il était le troisième fils de Michel Le Tellier, alors intendant de l'armée de Piémont, et avait pour frère aîné l'enfant qui devint plus tard, sous le nom de marquis de Louvois, le fameux ministre de la guerre. Le jeune

Charles-Maurice était né avec une constitution si délicate, que l'on désespéra un instant de lui conserver la vie ; aussi fut-il, le jour même de sa naissance, baptisé dans la maison paternelle, sans aucune solennité.

Objet de la faveur du cardinal Mazarin, et nommé dès 1643 ministre d'État de la guerre, Michel Le Tellier vint, avec sa famille, se fixer à Paris. Il voulut s'occuper lui-même de l'éducation de ses enfants. « Pour y donner une application particulière, écrit Claude Le Peletier, il pria M. le Cardinal de lui laisser les matinées des dimanches qu'il passait tout entières dans le collège de Clermont, à se faire rendre compte de leurs études ; prenant occasion de répandre dans le cœur de messieurs ses enfants, les semences de la vertu et de l'émulation, par les exemples et les discours qu'il croyait plus capables de faire impression sur leurs jeunes esprits, et lors même qu'il était éloigné de Paris par les voyages de la cour, il écrivait des lettres pleines d'instructions très-utiles, et il voulait qu'on lui rendît compte de tout ce qui se passait. M. Le Tellier n'a jamais rien relâché de cette exactitude pendant tout le cours des études de messieurs ses enfants, ayant été le premier homme de sa condition qui a donné ce bon exemple aux pères. » ¹

Toutefois, caractère inflexible, et janséniste rigide, Michel Le Tellier manquait de cette aménité bienveillante, qui, dans l'éducation, ouvre le cœur des enfants, et en fait

¹ Cité par M. Camille Rousset. hist. de Louvois. Edit. in-12. vol. I. P. 13.

jaillir la confiance et la bonté. Les notions du devoir étaient présentées d'une manière nette, mais austère et froide. Il paraît cependant que, pour rendre l'esprit de Maurice Le Tellier liant et modéré, son père lui avait de bonne heure donné comme camarade, M. Le Tourneux. C'était un jeune homme élevé d'abord chez les jésuites, et qui, plus tard, devint un des personnages les plus importants de Port-Royal.

L'Abbé de Voisenon dit malicieusement à ce sujet, que de tous les ouvrages de M. Le Tourneux, celui dont nous parlons est le seul qu'il manqua. Ajoutons qu'il ne paraît pas avoir possédé les qualités nécessaires pour y réussir.

Quoi qu'il en soit, le jeune Charles-Maurice grandit sous ces diverses influences, donnant des signes d'une intelligence précoce, d'un caractère déjà ferme, mais souvent hautain, enclin à la raideur et à l'emportement.

De bonne heure il fut destiné à l'Eglise, et reçut la tonsure dès l'âge de sept ans.

Après avoir fait à l'Université de Paris des études assez brillantes, il fut reçu maître ès-arts le 30 Juillet 1659. Mazarin félicita en ces termes Michel Le Tellier du succès de son fils :

« Vous ne me mandez pas, par modestie, de quelle manière votre fils l'abbé a soutenu les thèses qu'il m'a dédiées, mais on m'écrit de Paris qu'il a fait merveille, et je n'en suis pas surpris, sachant qu'il a bien étudié. » ¹

Bientôt Charles-Maurice suivit en Sorbonne le cours de

¹ Hist. de Louvois par M. Camille Rousset. Edit. in-12. T. I. P. 13.

théologie. Il nous reste de cette période de ses études un monument curieux, qui nous permet d'apprécier la méthode du jeune théologien, et de suivre, dans une certaine mesure, le mouvement de sa pensée : ce sont plusieurs de ses cahiers autographes conservés à la Bibliothèque nationale.¹

Sans former un tout complet, ils suffisent pour nous donner une idée de la nature et de l'étendue de ses travaux. On y trouve divers traités sur la Trinité, les Anges, la Grâce, les Sacrements ; plusieurs dissertations sur des points importants de l'histoire ecclésiastique, et un fragment de traité sur l'Eglise. L'ordre et la précision sont les deux qualités qui frappent tout d'abord quand on parcourt ces écrits. Exposé et division de la question, définitions rigoureuses, distribution des preuves, discussion lucide et méthodique des objections principales : tout dénote une sérieuse habitude d'envisager nettement les vérités, de les coordonner, et de s'en rendre bien compte. Loin de rester à la surface du sujet, ces études en pénètrent souvent les profondeurs. Relations des personnes divines ; nature des Anges, leur mode de connaissance et leurs rapports ; ordre naturel et surnaturel, vision béatifique ; tous ces graves problèmes de la théologie catholique sont étudiés à la lumière de l'Écriture, de la tradition et de la plus solide métaphysique. Saint Thomas est visiblement le maître dont on suit le plus fidèlement la trace dans tout cet enseignement.

¹ Biblioth. nat. Ms fr. n° 20,724.

L'histoire de plusieurs conciles célèbres des premiers siècles, et de quelques discussions fameuses, est ensuite résumée avec autant de clarté que d'érudition.

Il nous semblait particulièrement curieux de nous rendre compte du traité de l'Eglise; il nous eût montré la manière avec laquelle Charles-Maurice avait, au début de sa carrière, envisagé cette question qui joua plus tard un rôle si important dans sa vie. Peut-être aussi aurions-nous pu mesurer plus facilement le changement que les influences de cour opérèrent insensiblement dans ses pensées. Malheureusement ce document est incomplet. Commencant à traiter de l'autorité du pape, il note la délicatesse et la gravité de la question; « car, dit-il, les uns ont parfois exagéré cette autorité, les autres l'ont beaucoup trop amoindrie. » Il établit que le pape possède sur l'Eglise universelle une primauté d'honneur et de juridiction, et il le prouve par l'Écriture-Sainte, la tradition, et par l'histoire des appels en dernier ressort faits à la Papauté dans les questions en litige. Il établit nettement la nécessité de cette autorité pour maintenir l'unité dans l'Eglise. Mais à partir de cet endroit, la doctrine est moins précise; les points sur lesquels porte l'autorité pontificale sont vaguement déterminés, et la rédaction est interrompue sans donner ni une théorie bien nette, ni une doctrine absolument hétérodoxe.

Le Tellier subit en 1664 son examen de licence en théologie. Le sujet de ses thèses a été conservé, orné d'un fort beau portrait du candidat; on y traite des Sacrements

en général, et de la Confirmation en particulier. Nous y trouvons cette erreur théologique : « Le ministre de la confirmation est l'évêque seul, de telle sorte que le simple prêtre ne peut l'administrer, même avec la délégation du siège apostolique. » ¹

A l'issue de ses études théologiques, Le Tellier fut reçu docteur en Sorbonne, le 1^{er} Mars 1666. Avec quel succès se tira-t-il de cette dernière et solennelle épreuve ? Les opinions sont partagées. Quelques concurrents, jaloux déjà de sa fortune précoce, semblent s'être attachés dès lors à dénigrer ses talents ; d'autres, en plus grand nombre, cédant peut-être à une trop grande bienveillance, paraissent l'avoir exalté outre mesure. La vérité doit se trouver entre ces appréciations extrêmes, et Maurice Le Tellier fut généralement regardé comme un jeune homme instruit et intelligent, capable d'arriver promptement aux grands emplois, et d'en soutenir le fardeau avec honneur. Le 21 Février 1666, il avait été ordonné prêtre par Hardouin de Péréfixe, archevêque de Paris. Le roi n'avait pas attendu jusque-là pour lui donner des témoignages d'une faveur singulière, et déjà il l'avait doté de plusieurs abbayes puissantes.

Ce fut d'abord celle de Daoullas, dans la Basse-Normandie, à laquelle vinrent bientôt s'ajouter celles de St-Étienne de Caen, de St-Benigne de Dijon ; bientôt après, celles de N. D. de Breteuil et de St-Pierre de Lagny ; et il paraît que dès lors, le jeune Le Tellier en prenait les honneurs

¹ Société académique du Cotentin Tom. II. P. 194.

aussi fort au sérieux que les revenus. De passage à Dijon, il fit signifier au doyen de cette ville, que son titre d'abbé de Saint-Bénigne lui donnant le droit de présider une procession qui devait se faire le lendemain, il réclamait cette préséance. Admis peu de temps après au Parlement de Dijon, il fut chargé de complimenter la cour, dans un voyage qu'elle faisait à travers la Bourgogne, et il s'acquitta de cette mission avec un plein succès.

Pendant Michel Le Tellier songea à faire voyager son fils : c'était le moyen de le produire, et de lui frayer la voie aux honneurs. Son choix se fixa sur l'Italie. L'ancien intendant de l'armée de Piémont avait laissé dans ce pays plusieurs amitiés fidèles, toutes dévouées à sa fortune et à celle de son fils. La vue de l'Italie, cette patrie des arts semblait le complément naturel d'une éducation libérale. Puis, Rome apparaissait comme le centre avec lequel le jeune abbé Le Tellier devait nouer des relations plus suivies pour arriver sûrement aux honneurs de l'Eglise. Il nous reste, sur ce voyage, un document plein d'intérêt : c'est un journal inédit, composé sous les yeux de l'abbé Le Tellier et annoté de sa main, nous décrivant jour par jour les principaux incidents de la route. ¹

Le Tellier quitte Paris le 25 Avril 1667, accompagné de l'abbé Colbert, de Gerbais, docteur en Sorbonne, et de quelques autres personnes. Il passe par Troyes, Dijon et Beaune, recevant partout les compliments des corps de ville. Avant d'arriver à Mâcon, il est rencontré par le

¹ Bibl. nat. Ms. fr. N° 20,745.

grand Prévôt du Mâconnais accompagné de cent-vingt cavaliers et de deux carrosses, dans l'un desquels était l'évêque de Mâcon avec plusieurs membres de la noblesse, et dans l'autre le Président, le Lieutenant général et le Procureur du Roi du Présidial. Après avoir visité la ville, l'église de Saint-Vincent, et la collégiale de Saint-Pierre, il part pour Lyon où l'attendent des honneurs semblables. A Montmélian il visite la citadelle réputée une des plus merveilleuses de l'Europe, et dont le gouverneur fait mettre, à son approche, toute la garnison sous les armes. Il est également reçu à la citadelle de Pignerol avec les plus grands honneurs et au bruit du canon. Pendant qu'il fait le tour de la place, on aperçoit M. Fouquet « qui s'était élevé sur une fenêtre de sa chambre pour découvrir ce qui se passait au dehors. » Au retour de la citadelle, il trouve un carrosse envoyé par le duc Emmanuel de Savoie, avec une lettre très-flatteuse du prince. Le 20, il prend la route de Turin. A trois milles de la ville, les carrosses du Nonce du Pape et des ambassadeurs de France et de Venise viennent à sa rencontre. Le duc lui-même, dirige sa chasse du côté par lequel arrive son illustre visiteur, et l'accueille avec la plus parfaite courtoisie. Le Tellier était porteur d'une lettre de Louis XIV au duc de Savoie ainsi conçue.

« MON FRÈRE,

« Cette lettre vous sera présentée par le sieur abbé Le Tellier, qui va avec mon agrément, faire un voyage de quelques mois en Italie. Comme il est fils et frère de deux

secrétaires d'Etat de mes commandements, des services desquels j'ai la dernière satisfaction, beau-frère d'un des capitaines des Gardes de mon corps, et qu'il est lui-même un des principaux domestiques de ma maison et de ceux qui me sont les plus chers, moins par son nom et les services de ses proches, que par sa vertu et son propre mérite, s'étant déjà signalé parmi ceux de sa naissance par sa rare et profonde doctrine dans toutes les sciences les plus conformes à sa profession ; je ne puis pas douter, après tant de considérations jointes ensemble à la vive recommandation que je vous fais de la personne dudit sieur abbé, qu'il ne reçoive de vous, à son passage dans votre cour, tout le bon accueil et les témoignages d'estime et d'affection que je vous demande pour lui, et dont je vous saurai beaucoup de gré ; et comme d'ailleurs je l'ai expressément chargé de vous renouveler l'assurance de ma parfaite estime et de ma cordiale amitié, vous me ferez plaisir d'ajouter foi à tout ce qu'il vous en dira ; priant, sur ce, Dieu qu'il vous ait, mon frère, en sa sainte et digne garde

Ecrit à Oudenarde, le 1^{er} jour d'Août 1667.

Votre bon frère

LOUIS. » ¹

Le Tellier fut, en effet, traité à la cour de Turin de la façon la plus honorable ; le duc l'invita plusieurs fois à sa table, lui fit visiter ses maisons de campagne, et lui donna plusieurs fois la distraction de la chasse au cerf, dont le

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20745, fol. 32.

duc était fort amateur. Le jeune étranger y prit goût lui-même : méprisant la fatigue, il suivait partout le prince dans ces violents exercices, passant et repassant le Pô à gué, au grand étonnement des seigneurs dont plusieurs n'osaient imiter cette audace. Le reste du temps était employé à visiter Turin, ses rues, ses bibliothèques, ses palais et ses églises. Le Tellier note dans son journal, que le chapitre de Turin a une association jurée avec le chapitre de Reims en Champagne. « En vertu de cette association, écrit-il, les chanoines d'une église passant à l'autre, y reçoivent de droit les distributions manuelles, et on leur fait même l'honneur de leur distribuer les premières places. M. l'abbé Caroccio, prévôt de l'église de Turin alla en 1666 à Reims, et eut non-seulement le premier rang dans l'église quand il y assista, mais on le pria même de présider au chapitre. On veut que cette union ait pris son commencement de l'étroite amitié qui fut autrefois entre Saint-Maximin, archevêque de Turin, et Saint-Remi, archevêque de Reims. » ¹

La ville et la cour de Turin étaient en même temps l'objet des observations attentives de l'abbé Le Tellier. « Les mœurs des habitants, écrit-il, ne diffèrent guère de celles des Français ; et la cour particulièrement semble être un tableau raccourci de celle de France ; il faut avouer cependant qu'à la cour de France il y a plus de sérieux et de majesté. » ²

¹ Journal, fol. 41.

² Journal, fol. 68 et suiv.

Le 28 Septembre, Le Tellier quitta Turin, et, s'embarquant sur le Pô, se rendit à Casal dont il visita la forteresse. A Valenza la marche fut un instant entravée par les exigences de la garde espagnole qui arrêta toutes les barques. On passa cependant, grâce à un permis que délivra le gouverneur du Milanais, et l'on se dirigea vers Pavie. L'évêque de cette ville, suivi de son clergé, vint saluer Le Tellier. Celui-ci ne tarda pas à gagner Milan où le duc lui fit une brillante réception. Il en partit le 8 Octobre pour traverser Parme, Modène, Padoue, et arriva le 17 à Venise. Reine de l'Adriatique par l'activité de son commerce, sanctuaire des arts par la richesse de ses musées et la splendeur de ses édifices, Venise n'était pas moins célèbre par les grands travaux typographiques dont elle était le centre. Avec ce goût délicat pour les livres qui, dès lors, le distinguait, Maurice Le Tellier sut profiter d'une aussi bonne fortune. Il passa de longues heures chez les plus célèbres libraires, choisissant et achetant un grand nombre de ces ouvrages qui allaient former sa magnifique bibliothèque. Les manuscrits rares furent aussi pour lui l'objet d'une recherche intelligente ; il en fit copier plusieurs, notamment des fragments assez considérables de Saint-Augustin, qui ne se trouvaient qu'à la bibliothèque de Venise. Il étudia aussi la constitution politique du pays, et conduit par le doge, il visita le Grand-Conseil qui lui témoigna la plus respectueuse bienveillance.

De Venise, passant par Bologne, Le Tellier se rendit à

Florence. Une lettre datée de cette ville, et écrite à son père, rend compte de l'accueil que lui fit le Grand-Duc. Elle nous montre en même temps la tournure d'esprit du jeune Le Tellier, ses observations empreintes de causticité et de finesse. En voici un extrait :

« Je suis à Florence, dans un beau palais, traité par les officiers de M. le Grand-Duc. Je reçus, le 29, audience de son Altéssse, qui me reçut avec beaucoup d'honnêteté, vint au-devant de moi à la porte de sa chambre, dans laquelle, après m'avoir fait couvrir, nous nous promenâmes bien une demi-heure. La conversation se passa en nouvelles indifférentes, et sur les louanges du Roi. Ce prince est âgé de cinquante-cinq ans ; il a du mérite, et estime fort ceux qui en ont ; sa figure n'est pas agréable ; il est si occupé de ménager sa santé, que, pendant que j'eus l'honneur de demeurer avec lui, il changea de calotte cinq ou six fois, et je lui en vis jusques à quatre ensemble sur la tête. Le prince Léopold, à qui je fus rendre visite le 30, n'est pas plus beau que M. son frère ; je ne le crois pas fort habile homme ; et je suis trompé si, quand il sera cardinal, il se rend capable de faire figure dans un conclave. La Grande-Duchesse est d'un extérieur bien fait ; elle a l'esprit vif et agréable, et débite fort bien sa marchandise. » ¹

Ensuite Le Tellier décrit quelques-uns des principaux monuments de Florence, raconte sa dernière visite au Grand-Duc et les cadeaux qu'il en reçut : « un très-beau

¹ Bibl. nat. Ms. fr. 20746, fol. 16.

cabinet de pierres rapportées, et qui coûte bien, dit-on, cinq cents pistoles. » Il quitta Florence dans la litière du prince et se dirigea vers Rome, où il arriva le 4 Novembre.

Le pape qui gouvernait alors l'Eglise était Clément IX, élu le 20 Juin précédent. Aussi ferme sur les principes que miséricordieux envers les personnes, ce pontife venait d'accepter la soumission des quatre évêques français réfractaires à la dernière condamnation du jansénisme, tout en les dispensant d'une rétractation publique qui leur eût paru trop humiliante. Pendant son court pontificat, il fut souvent aux prises avec l'hérésie ; il eut à gémir des maux qu'elle causait à l'Eglise, et sentit enfin son courage brisé à la nouvelle de la prise de Candie par les Turcs (9 déc. 1669).

C'était à ce Pontife que Louis XIV adressait le jeune abbé Le Tellier, avec les recommandations les plus flatteuses. Clément IX le reçut avec affection, et se hâta de répondre à Louis XIV par une lettre dont voici la traduction :

« CLÉMENT IX, PAPE,

Très-cher Fils en J. C. salut et bénédiction apostolique.

« Touché des sentiments et des bons offices de votre Majesté, nous sommes tout disposé à accorder à notre cher fils l'abbé Le Tellier ce qu'il pourra nous être possible de lui donner selon la justice, et dans le Seigneur, autant que les circonstances et les temps nous en donneront l'occasion. Nous savons d'ailleurs que lui et les siens,

n'ont pas seulement en leur faveur le témoignage du Roi, mais qu'ils sont distingués par un vrai mérite, et par les plus précieuses qualités. Dès maintenant donc, l'environnant des témoignages d'affection et de respect qui conviennent à un homme de sa valeur appuyé d'une recommandation royale si pressante, nous l'accueillons et le traiterons avec toute la bienveillance dans Nous sommes capable. »¹

Maurice Le Tellier n'eut, en effet, qu'à se louer de l'accueil que lui fit la cour pontificale. Le pape le reçut plusieurs fois, et lui parla assez longuement de quelques-unes des difficultés qui se multipliaient entre les évêques de France et l'autorité romaine. Le Tellier raconte ces entretiens dans une série de lettres qu'il écrivit de Rome à son père. Précieuse à plus d'un titre, cette correspondance nous semble particulièrement intéressante, en ce qu'elle révèle la pensée, parfois naïve, de Maurice Le Tellier, et les jugements du pape et des cardinaux romains sur ces premiers débats. Voici quelques extraits de ces lettres :

« Rome, 14 Décembre 1667.

« Je ne puis vous exprimer le chagrin que j'ai eu d'apprendre par la lettre qui m'a été apportée par le courrier que vous m'avez dépêché, que celle que je me suis donné l'honneur de vous écrire le 8 du mois passé, ne vous ait pas été rendue. Cette lettre vous rendait amplement compte de mon voyage, et de la première audience que j'ai eue de Sa Sainteté. Je ne me consolerais pas quand je

¹ M. fr. 20745 fol. 45.

pense que vous avez pu croire un moment que j'ai été capable de manquer à mon devoir, en laissant partir un ordinaire sans vous donner de mes nouvelles, si je n'étais persuadé que celui qui est arrivé le 4, vous a rendu en même temps mes lettres du 8 et du 15. Cette dernière lettre vous disait avec quelle honnêteté le pape et toute la famille continuent à me traiter; cela ne se peut, en vérité, pas exprimer. Ce matin j'ai eu du pape une nouvelle audience; il me complimenta sur la grâce qu'il savait que le Roi venait de me faire en me donnant une grande abbaye¹; il m'a demandé des nouvelles de votre santé; il m'a commandé de vous dire de sa part qu'il vous donnait sa sainte bénédiction de tout son cœur; qu'il vous souhaitait toute sorte de fortune et de prospérité, parce que vous le méritiez et qu'il vous estimait infiniment; et qu'en mon particulier, il souhaitait mon avancement pour l'amour de moi et pour l'amour de vous, parce qu'il savait que vous m'aimiez beaucoup. C'est le compliment qu'il m'a ordonné de vous faire, par lequel vous connaissiez la bonté du cœur de Sa Sainteté, qui n'a, en vérité, pas de bornes.»²

A la date du 17 Janvier 1668, il écrit à son père la lettre suivante :

« J'ai eu l'honneur de baiser les pieds du Pape qui m'a reçu avec son honnêteté ordinaire..... Comme je croyais que la conversation allait finir, à cause que la nuit approchait, il m'a dit qu'il voulait m'entretenir devant mon

¹ Saint-Etienne de Caen.

² Bibl. nat. Ms. fr. 20746, fol. 12.

départ; et tout d'un coup il est tombé sur le retranchement des fêtes fait par M. de Paris. Je vous assure que j'ai été fort surpris. En substance, il prétend que M. l'Archevêque n'a pas pu le faire, et il dit que, quoiqu'il estime fort le clergé de France, il ne pourra pas s'empêcher de casser tout ce que les évêques ont fait, si d'eux-mêmes ils ne défont ce qu'il dit avoir été fait sans raison. Comme il ne m'appartient pas de discuter contre un pape, d'autant plus que je ne suis pas ici pour cela, je me suis contenté de dire que M. de Paris n'avait cru rien faire en cela qui blessât le respect qui était dû au Saint-Siège, duquel j'étais bien assuré que le clergé de France ne se départirait jamais. Mais il n'a pas paru prendre cette réponse pour argent comptant; et parce que j'ai vu qu'il me pressait, je lui ai demandé ce que Sa Sainteté m'ordonnait de faire. Il m'a dit qu'il désirait que, quand je serais à Paris, je dise à M. l'Archevêque ce que je venais d'entendre, afin de le porter à corriger son calendrier; il insiste fort sur ce qu'il a retranché des saints qui sont au canon de la Messe, et apporte pour exemple de ce qu'il fera si M. de Paris ne vient pas à résipiscence, une bulle que le pape Alexandre a donnée en cas pareil, sur ce que l'archevêque de Milan avait ordonné qu'on fêterait Saint-Benoît dans son diocèse; le pape le trouva mauvais, et cassa l'ordonnance du pauvre archevêque, sans que le roi d'Espagne y ait jamais trouvé à redire. Je ne sais pas qui peut porter Sa Sainteté à avoir une bagatelle comme celle-là si fort à cœur. Il m'a parlé d'une autre affaire, de laquelle il est

facile de juger du crédit que les moines ont ici : cette affaire est la réformation de tous les moines, que M. l'Ambassadeur sollicite de la part du Roi. Sa Sainteté m'a fait de très-grands discours qui aboutissent à faire connaître qu'on souffre avec peine, dans ce pays-ci, que les évêques se mêlent des affaires des moines : parce qu'ils prétendent que les évêques de France sont les ennemis de l'autorité du Saint-Siège, et que les moines en sont les protecteurs ; c'est sur ce principe qu'ils ne veulent pas nommer les évêques commissaires apostoliques pour faire cette réforme. Après une grande heure de conversation, il m'a congédié en me faisant plus d'amitiés que jamais. »¹

Ce n'était pas seulement le pape, mais encore les cardinaux qui témoignaient à l'envi le plus gracieux accueil à l'abbé Le Tellier. Il eut avec eux, pendant son séjour à Rome, des rapports assez fréquents, et fut particulièrement connus des cardinaux Bona et Odescalchi qui devaient, dans un si court intervalle, se succéder sur la chaire pontificale. En même temps il ne négligeait pas d'entretenir un commerce de lettres assez suivi avec les amis et les protecteurs qu'il avait laissés en France. Ses notes nous ont conservé le souvenir de ses principaux correspondants d'alors : c'étaient, outre les divers membres de sa famille, M. le Duc, M. le Prince, MM. Colbert, de Lionne, M^{me} de Coulanges, Bossuet, le cardinal d'Este. Dans le courant de Février 1668, il quitta Rome pour revenir en France.²

¹ Ms. fr. 20,746: fol. 28.

² Id. fol. 41.

Les circonstances ne tardèrent pas à faciliter son élévation aux plus hautes dignités de l'Eglise. La Rivière, évêque de Langres, avait joué un grand rôle sous la Régence. « Il connaissait les cours, dit Saint-Simon, et crut être très-habile en demandant l'abbé Le Tellier pour son coadjuteur, et en s'attachant ainsi un ministre et une famille dont la faveur allait grandissant. »

Le Tellier fut donc nommé coadjuteur de Langres le 30 mai 1668.

Toutefois ce ne fut là qu'un échelon pour s'élever très-rapidement à une plus haute fortune. Michel Le Tellier convoitait pour son fils la coadjutorerie de Reims. L'archevêque de cette ville était alors le cardinal Antoine Barberin. Italien d'origine, neveu du pape Urbain VIII, Barberin s'était, à la mort de ce pontife, retiré en France, et avait été nommé aumônier du roi et archevêque de Reims. C'était, disent les Mémoires, un prélat honnête, généreux et obligeant. Mais étranger à la langue et aux usages de la France, il ne possédait pas toutes les qualités nécessaires pour résoudre les difficultés qui surgirent sur le terrain de son administration. Le Chapitre de Reims, jaloux de ses privilèges dont parfois il exagérait la portée, engagea contre l'archevêque une lutte longue et opiniâtre. Des infirmités précoces rendaient d'ailleurs très-lourd au cardinal le fardeau du gouvernement d'un vaste diocèse. Puis, une peste, qui venait d'exercer à Reims les plus terribles ravages, augmentait ses impressions de découragement et de tristesse. La nomination de l'abbé Le Tellier

à la coadjutorerie de Langres lui fit faire quelques réflexions. Il se dit que, s'il pouvait l'obtenir pour coadjuteur, il lui serait facile, avec l'appui du ministre, de mettre son Chapitre à la raison. Cependant une lettre inédite de Michel Le Tellier nous apprend que l'esprit de Barberin était encore fort indécis.¹

L'ambitieux ministre, secondé par Colbert, se chargea de mûrir promptement la détermination du cardinal, et de préparer, dans l'esprit du roi, la nouvelle destination du jeune coadjuteur. « Ils représentèrent donc au prince que le siège épiscopal de Reims valait celui de Langres comme dignité et comme revenu, que le titre d'archevêque et la proximité de Paris le rendaient plus avantageux, et demandèrent la permission de cultiver les premières ouvertures faites par le cardinal Barberin. Le Roi répondit qu'il trouvait la chose fort bonne, et qu'il l'agréait de tout son cœur. »²

On agit promptement en ce sens. L'abbé de Choisy cite, parmi les personnes envoyées pour hâter la détermination du cardinal, un nommé Saint-Laurent, receveur général du clergé, et un religieux feuillant qui avait un grand pouvoir sur le cardinal Antoine. Ce dernier, dès les premiers jours de Juin, adressa au Roi une lettre afin d'obtenir de lui la nomination de l'abbé Le Tellier à la coadjutorerie de Reims, avant l'expédition de ses bulles en cour de Rome. Il appuyait sa demande sur les besoins du diocèse, dont les maux s'étaient accrus par la vacance

¹ Bibl. nat. Ms. fr. 20,749. fol. 16.

² *Ibid.* fol. 19.

du siège épiscopal qui avait duré plus de dix ans, et n'avait fini qu'en 1663 ; il alléguait aussi ses infirmités qui ne lui permettaient pas de faire une visite suffisante des paroisses. Louis XIV accorda volontiers à Barberin la faveur qu'il sollicitait de lui. Rome expédia les bulles qui décernaient à l'abbé Le Tellier, avec le titre de coadjuteur de Reims, celui d'évêque de Nazianze *in partibus infidelium*.

Cependant, cette nomination avait mis en éveil d'autres rivalités et d'autres ambitions. L'abbé Le Tellier avait, dès lors, un concurrent aux honneurs : le jeune duc d'Albret, neveu de Turenne. Turenne n'aimait guère les Le Tellier ; ceux-ci, et particulièrement le nouveau coadjuteur de Reims, le lui rendaient assez bien. Sous l'influence d'un dépit mal dissimulé, Turenne se laissa persuader de demander pour son neveu, le duc d'Albret, le coadjutorerie de Paris. Mais le roi l'éconduit poliment : il avait trop présent à l'esprit le rôle politique joué par le célèbre coadjuteur cardinal de Retz. En dédommagement toutefois, il promit de présenter prochainement le duc d'Albret pour le cardinalat. L'abbé Le Tellier sut la première partie de l'histoire. Quelques jours après, retournant à Paris, en tête-à-tête avec le duc d'Albret, il lui dit malicieusement en descendant la montagne de Chantecoq : « Voilà des tours (c'étaient les tours de Notre-Dame) qui vous siéraient bien, et que je vous souhaite de tout mon cœur. » « Je ne vole pas si haut, » répondit le duc d'Albret, qui affecta un air contrit et humilié, quoique, intérieurement, il se

sentit bien dédommagé par la nomination au cardinalat. Et dans la suite des années, l'archevêque de Reims ayant avoué au cardinal de Bouillon qu'il lui avait parlé des tours de Notre-Dame pour lui faire dépit, parce que son père venait de lui confier que le roi les avait refusées à M. de Turenne, le cardinal lui dit : « Je n'étais pas si abattu que vous croyiez ; le Roi m'avait accordé sa nomination au cardinalat. Nous nous moquions alors l'un de l'autre, et nous avions tous deux raison. » ¹

Dès que la nomination de l'abbé Le Tellier eut été agréée par la cour de Rome, il se fit, entre le nouveau coadjuteur et le Souverain-Pontife, un échange de lettres empreintes de respectueuse soumission d'une part, d'affectueuse estime de l'autre. Le Tellier remerciait le pape de ses faveurs, et lui promettait de s'appuyer toujours sur l'autorité du Saint-Siège pour procurer et développer le bien de son Église. Clément IX rappelait avec bonté les récentes entrevues qu'ils avaient eues à Rome ; faisait l'éloge de la piété, de la prudence et du zèle du nouvel élu ; prenait acte de sa soumission au Siège apostolique, et insistait sur la nécessité de cette complète obéissance.

« Le cardinal Barberin voulut lui-même sacrer son coadjuteur. La cérémonie se fit dans la chapelle de la Sorbonne, en présence de la Reine et de toute la cour, qui oublia ce jour-là que le Roi était à Saint-Germain, où il n'y eut personne de toute la journée. » ²

¹ Mémoires de l'abbé de Choisy. Liv. XI, Page 651— Edit. Guyot 1851.

² Mém. de Choisy.

Dès ce moment, on voit s'exercer ces critiques malicieuses, ces observations caustiques, que la prompte fortune du coadjuteur provoquait sur les lèvres de rivaux ambitieux et jaloux, et qui rendirent plus tard fort difficile la juste appréciation de sa conduite. Le coadjuteur fit son entrée solennelle à Reims au mois d'Avril 1669. Le conseil de ville arrêta, ainsi qu'il suit, le cérémonial de sa réception : « Sur ce qui a été reporté par M. le Lieutenant, qu'il a eu avis que Monseigneur le coadjuteur était parti de Paris, pour quoi il était à propos de délibérer sur les moyens de le recevoir, et les honneurs qu'on lui doit rendre. Conclu a été..... que l'on ira à Fismes lui rendre les civilités, qu'il y aura un corps de garde posé à l'entrée de la ville ; que le canon sera tiré le soir de son arrivée, le lendemain matin, et pendant la cérémonie de la prise de possession, et que ses armes seront posées aux portes de la ville et de l'hôtel de ville, avec la couronne ducale, et sous manteau. Et pour lui aller au-devant à Fismes, ont été nommés MM....., et le vin lui sera présenté dans six brocs. » ¹

Ce programme fut suivi, bien que le coadjuteur eût déclaré « qu'il ne souhaitait aucuns honneurs. » Le 12 Avril donc, sur les six heures du soir, le coadjuteur arriva à Reims, et fut complimenté par tous les corps. Le lendemain, veille du dimanche des Rameaux, il prit possession de l'archevêché, et s'éloigna le 22 pour retourner à Paris.

¹ Conclusions du Conseil de ville, année 1669. Pages 375 à 377.

Bientôt Le Tellier dut s'occuper des affaires de l'administration épiscopale à laquelle il prenait part. Il se trouva, dès le début, mêlé à un double débat. L'un était relatif à l'éternelle rivalité de l'échevinage et de l'archevêché ; nous en reparlerons au chapitre de l'administration temporelle. Qu'il nous suffise de dire ici, que l'affaire se termina par une sorte de transaction entre les deux pouvoirs. Toutefois, grâce à l'influence du nouveau coadjuteur, cette conclusion fut favorable à l'autorité de l'archevêque.

Une autre question, plus difficile à résoudre, était la division qui, depuis longtemps, existait entre le chapitre et l'archevêque. La discussion portait principalement sur diverses exemptions, dont le chapitre prétendait faire bénéficier les habitants de l'église métropolitaine, les domestiques mansionnaires et les francs-servants des chanoines. La lutte fut longue et opiniâtre. Mais enfin, le crédit du nouveau coadjuteur parvint à assoupir, sinon à éteindre complètement, ces pénibles divisions.

Dans ce même temps Maurice Le Tellier se trouva mêlé, par ses fonctions épiscopales, à des événements d'un autre ordre. En 1669, Henriette de France, reine d'Angleterre, s'éteignait au château de Colombes. La ville et la cour s'émurent à la mort de celle qui, fille, femme et mère de rois, avait connu dans sa vie de si étranges contrastes, et de si poignantes adversités. Ce fut Maurice Le Tellier qui officia pontificalement à ses funérailles. Peu de temps après, il remplissait le même ministère en présence de la triste dépouille de Henriette d'Angleterre. La Provi-

dence semblait à dessein placer le jeune évêque en face de ces catastrophes royales, pour lui faire sentir le néant et la fragilité des grandeurs qui venaient à lui d'une manière si prématurée.

Une autre circonstance vint illustrer le commencement de son épiscopat. Depuis longtemps une étroite amitié liait Le Tellier à Bossuet. Celui-ci était assez fréquemment reçu dans la famille des Le Tellier; il s'était plus particulièrement lié avec le jeune Maurice pendant les années 1658 et 1660, durant lesquelles il séjourna plusieurs fois à Paris. L'abbé Le Tellier s'employait volontiers à l'obliger. Bossuet eut en effet, à cette époque, un grand procès à soutenir relativement au prieuré de Gassicourt, près de Mantes, qui lui était disputé par un puissant compétiteur. L'abbé Le Tellier s'interposa près de ce dernier et obtint son désistement, en lui donnant un prieuré de sa nomination.¹

Le ministre Le Tellier cherchait dès lors toutes les occasions de servir le jeune prêtre, dont la réputation était déjà si brillante. Lui et son fils suivaient avec un intérêt sympathique la série croissante de ses succès. A la fin de l'année 1669, Bossuet fut nommé évêque de Condom; et ce fut au coadjuteur de Reims que fut dévolu l'honneur de le sacrer. La cérémonie eut lieu le 21 Septembre 1670 dans l'église des Pères Cordeliers de Pontoise. L'assemblée du clergé de France se tenait alors dans cette ville, et le sacre se fit comme en plein concile, avec un éclat inaccou-

¹ Mémoires de l'abbé le Dieu. Tom I, p. 68.

tumé. Cette circonstance solennelle resserra encore les liens d'amitié qui unit les deux évêques, et dont nous retrouverons souvent la trace dans la suite de cette histoire. Peu de temps après, l'appui de Michel Le Tellier contribua beaucoup à la nomination de l'évêque de Condom aux fonctions de précepteur du Dauphin.

Actif et impatient du repos, le jeune coadjuteur de Reims voulut achever de s'instruire en satisfaisant son goût pour les lointains voyages. Il avait déjà visité les provinces du midi et parcouru l'Italie, il désira voir à leur tour les pays du nord ; il fit une excursion en Hollande, et une autre en Angleterre. Suivant son habitude, il se rendit compte de tout ce qu'il rencontrait, notant ses principales observations avec un discernement intelligent. Son étude se porta spécialement sur l'état du protestantisme en Angleterre, la variété de ses sectes, les moyens pratiques de ramener les hérétiques à la vérité, et la nature de leurs principaux préjugés contre l'église catholique. Il était livré tout entier à ces études, qui formaient comme le complément de son éducation, lorsqu'un évènement inattendu le rappela à l'administration de l'Eglise de Reims.

Le cardinal Barberin avait vainement essayé de rappeler son chapitre à la soumission et à l'obéissance. Les chanoines, se prétendant forts de leurs droits, ne se prêtaient à aucune mesure de conciliation. Les rapports étaient tendus et la solution des questions en litige restait toujours pendante. Le cardinal crut que l'absence ferait une utile

diversion à ces débats ; en même temps il lui tardait de revoir sa terre natale, et de rétablir, sous le climat de l'Italie, une santé affaiblie par l'âge et les fatigues de l'administration épiscopale. Il s'éloigna donc de Reims pour se rendre à son château de Nemy, à dix lieues de Rome ; mais là, ses forces déclinerent rapidement, et il mourut le 3 Août 1671. Son corps fut rapporté à Reims et inhumé dans l'église du couvent des Jésuites.

Cet événement plaçait Maurice Le Tellier sur le siège archiépiscopal de Reims. Le nouvel archevêque n'avait que vingt-neuf ans. C'était assurément un âge bien jeune pour entreprendre l'administration d'un aussi vaste diocèse, au milieu de difficultés multiples, augmentées encore par les maux qui étaient résultés de la longue vacance du siège épiscopal. Toutefois, sans perdre de temps, Le Tellier se mit activement à l'œuvre. Dès le 1^{er} Septembre 1671, il publie un mandement par lequel il ordonne des prières pour le repos de l'âme du cardinal ; il enjoint de demander à Dieu qu'il le fortifie lui-même par le secours de sa grâce, pour le bien de l'Église qu'il lui a confiée. Puis, voulant se mettre immédiatement en rapport avec son clergé, il « ordonne à tous les prêtres de se présenter à lui dans son palais archiépiscopal pour y recevoir ses ordres, » Il indique un premier délai pour la réception des prêtres de la ville de Reims, un autre pour ceux qui sont « delà la rivière d'Aisne, » et un troisième pour les plus éloignés. Dès les premiers jours d'Octobre, il fait à Reims son entrée solennelle en qualité d'archevêque. Voici en quels termes

le conseil de ville arrêta le programme des nouveaux honneurs qui devaient lui être rendus :

« Conclu a été que mondit Seigneur sera reçu, et qu'il lui sera rendu tous les honneurs qui lui sont dus, et à cette fin, que deux de Messieurs se transporteront à Fismes pour le féliciter sur sa bienvenue ; que Monsieur le Lieutenant, accompagné de Messieurs de la ville et des habitants, précédés des archers du guet, sortiront de la ville ; et sera salué en campagne ; que les arquebusiers seront avertis pour se mettre sous les armes, et prendre leur poste hors des barrières de la dite porte allant en campagne, et que ladite compagnie sera renforcée de vingt hommes de chacune des douze compagnies de la ville, qui ne seront du jardin de l'arquebuse ; sans comprendre la compagnie qui sera de garde ledit jour, qui demeurera en la porte ; que lesdites vingt personnes choisies par les capitaines des onze autres compagnies, seront obligées de se rendre aux lieux et heures qui leur seront prescrits, pour être conduites par un connétable de la compagnie, présentées aux officiers du jardin, ensuite de quoi les connétables se retireront. Le tout en peine de dix livres d'amende pour les hommes défaillants ; que les portes de la ville seront ornées des armes du Roi, de Monseigneur, et de la ville ensemble. Ces inscriptions et festons posés à la diligence de MM.... qui en prendront soin. Que les canons et boîtes seront mis sur les remparts et tirés lorsque mon dit Seigneur sera entré, et encore le soir, et à son lever. » ¹

¹ Conclusions du conseil de ville. Ann. 1671 — Page 61. —

L'entrée solennelle se fit le 11 Octobre 1671 au milieu de l'affluence générale. L'archevêque reçut les compliments des différents corps de la ville, et prit possession de son autorité. Archevêque et duc de Reims, il était investi à la fois de la juridiction spirituelle et d'une autorité temporelle considérable. En même temps l'importance de son siège, et bientôt la longueur de son épiscopat, allaient lui donner un rôle principal dans les affaires de l'Église de France. C'est sur ce triple terrain que nous allons suivre successivement son action.



CHAPITRE II.

LE TELLIER, Archevêque de Reims.

SON ADMINISTRATION SPIRITUELLE. — CLERGÉ SÉCULIER.

Limites et organisation religieuse du diocèse de Reims. — Clergé séculier. — Plans de Maurice Le Tellier. — Visite faite par les doyens. — Visites de Maurice Le Tellier. — Ses notes. — Les maux de la guerre interrompent souvent ses visites pastorales. -- Réformes de divers abus et de cérémonies bizarres. — Rituel. — Nouveau catéchisme. — Conférences ecclésiastiques. — Ordonnances synodales. — Conflits avec les Parlements. — Secours aux prêtres infirmes. — Troubles apportés dans l'administration paroissiale par la guerre de la succession d'Espagne.

Le diocèse de Reims était, par son étendue et par la puissance de son organisation religieuse, l'un des plus importants diocèses de France dans la seconde moitié du dix-septième siècle.

Au nord, il avait pour limites, d'abord la rivière de la Semoy; puis une ligne qui, partant de la Semoy, passait au nord de Revin, et aboutissait, un peu au nord-ouest de Rocroi à la limite du diocèse de Laon. La Semoy, qui traversait le duché de Bouillon et la prévôté d'Orchimont, les partageait ainsi en deux diocèses : la rive droite faisait partie du diocèse de Liège, et la rive gauche, du diocèse de Reims.

A l'ouest, la limite du diocèse de Reims passait entre Aubenton (diocèse de Laon) et Bonne-Fontaine (diocèse de Reims) ; suivait la frontière du Rethélois ; traversait l'Aisne à Neufchâtel, et inclinant un peu vers le sud-ouest allait aboutir à Fismes. Ce bourg, ainsi que l'indiquait son nom (*finés*, Fismes), servait de point de séparation entre le Soissonnais et le pays rémois. A partir de Fismes, la limite, cotoyant le pays et le diocèse de Soissons, aboutissait à la Marne, un peu en amont de Châtillon ; puis s'éloignait par deux fois de la rive gauche du fleuve, pour enclaver dans le diocèse de Reims deux langues de terre, dont la deuxième comprenait la ville et le pays d'Épernay.

Au sud, la limite du diocèse de Reims, s'appuyant sur la Marne à deux lieues en aval de Châlons, touchait à la source de la Suippe ; longeait, en les enveloppant dans le diocèse de Reims, Vienne, Varennes, Montfaucon, Septsarges, et aboutissait à la Meuse à Brièule-sur-Meuse, la première paroisse qui, sur la Meuse, faisait partie du diocèse de Reims.

A l'est, la limite s'écartait un instant de la Meuse pour envelopper Fontaine, Dun, Milly, Lion, toutes paroisses du diocèse de Reims ; elle suivait ensuite le cours de la Meuse jusqu'à Inor, longeait le duché de Carignan, conquis à la France depuis quelques années, et qui restait sous la juridiction spirituelle de l'évêque de Trèves ; puis, cotoyant les paroisses de Moulins, Mouzon, Sachy, Messincourt, Escombres, les dernières qui fissent partie du diocèse de Reims, allait aboutir à la Semoy, un peu en amont de Bouillon.

Maurice Le Tellier demanda quelques modifications sur ces frontières. Le 6 novembre 1682, dans un Mémoire adressé à Louvois ¹ il exprimait le désir de céder à l'évêque électeur de Trèves, les paroisses d'Escombres, Messincourt et Sachy, et d'obtenir en échange celles de Beaufort et de Neuville, situées en deçà de la Meuse ; il proposait aussi de laisser à l'évêque de Trèves, Dun avec sa communauté de Minimes, ainsi que Milly, Brandeville et Fontaine, à condition d'avoir en retour Stenay qui avait alors six cents communians et trois succursales : Balan, Martincourt et Servigny. Mais cette négociation ne paraît pas avoir abouti.

La limite à l'est et au nord, offrait d'ailleurs un double inconvénient : le premier était de placer le diocèse dans le ressort de deux parlements. La plus grande partie relevait de l'autorité judiciaire du Parlement de Paris ; trente-et-une paroisses, situées dans la souveraineté de Sedan, la principauté de Château-Regnault, et le bailliage de Mouzon, étaient du ressort du parlement de Metz. Cette division créait alors une complication administrative assez sérieuse, vu le grand nombre de causes ecclésiastiques que les parlements s'étaient peu à peu habitués à évoquer à leur tribunal. Le parlement de Metz se montrait d'ailleurs d'un formalisme

¹ Bibl. nat. Ms. fr. N° 20711, fol. 11.

Pour les détails relatifs aux paroisses qui faisaient partie du diocèse de Reims, voir les Procès-verbaux des visites diocésaines, Bibl. nat. mss. fr. N° 6025-6034 ; les comparer avec le pouillé, dressé en 1776 par M. Bauni, chanoine de Saint Symphorien de Reims, et reproduit par Varin, archiv. admin. Tom. II, 2^e part. pag. 1046.

extrême en face de l'administration épiscopale de Reims; il se refusait à accepter les causes jugées en première instance par l'officialité de Reims, et il exigeait que l'archevêque établît un vicaire forain pour exercer la juridiction contentieuse sur les ecclésiastiques des paroisses qui ressortissaient au parlement de Metz.

Maurice Le Tellier représenta au Roi¹ qu'il lui était très-difficile d'établir, en ces petites paroisses, des gradués pour y exercer les fonctions d'official, que les PP. Lazaristes, qui administraient la paroisse de Sedan, ne pouvaient pas non plus en être légalement chargés, puisque ces pères n'avaient pas les grades requis; et le roi décida que toutes les causes ecclésiastiques du diocèse ressortiraient à l'officialité de Reims, sauf ensuite appel comme d'abus au parlement de Metz.

Une difficulté administrative plus grave encore provenait de ce que plusieurs paroisses, situées à l'extrémité orientale du diocèse, faisaient partie de pays étrangers. Les guerres alors si fréquentes en cette partie de la France en rendaient parfois l'accès difficile à l'archevêque de Reims, compliquaient les questions administratives d'embarras souvent fort sérieux. Cependant on savait faire la part des exigences religieuses. Nous voyons, en 1676, le roi d'Espagne donner à Maurice Le Tellier la permission de visiter les paroisses de son diocèse qui étaient sous son obéissance; il lui en facilite le parcours par plusieurs édits; et l'archevêque se plaint à rendre justice à l'élévation de

¹ Bibl. nat., ms. fr. 20714, fol. 88.

sentiments que le roi d'Espagne sut montrer en cette circonstance.

Renfermé dans les limites que nous venons d'indiquer le diocèse était divisé en deux archidiaconés : le grand archidiaconé, et l'archidiaconé de Champagne ; le premier comprenait dix doyennés et la prévôté de Braux,¹ le second huit doyennés,² Tout cet ensemble renfermait environ quatre cent quatre-vingt-six cures, deux cent cinquante-sept succursales, quatre-vingt-deux vicariats non compris ceux de Reims, et 175,634 communiant.³

A la tête de cette organisation paroissiale, apparaissait la ville de Reims distribuée en quatorze paroisses⁴ dont les églises titulaires rappelaient quelques-uns des plus beaux souvenirs de la Religion et de la Patrie. C'étaient : l'église de Saint-Etienne, probablement construite par Saint-Remi lui-même ; celle de Saint-Pierre-le-Vieil, ancien monastère de veuves établi par l'Apôtre des Francs ; celle de Saint-Julien, élevée par un des disciples de Saint-Remi, Attale, dont elle gardait la sépulture ; puis celles de Saint-Martin et de Saint-Maurice, mentionnées au testament de Saint-Remi. Avec une origine moins antique mais encore fort respectable, venaient ensuite : l'église de Saint-Hilaire, contem-

¹ Doyenné de la Chrétienté, de la Montagne, Fismes, Lavanne, Saint-Germain-Mont, Charleville, Rumigny, Mézières, Rethel, Mouzou.

² Dun, Grandpré Cernay-en-Dormois, Châtelet, Attigny, Betheniville, de Vesle, Epernay.

³ Voir, pour tous ces détails, les renseignements si précis contenus dans les procès-verbaux des visites diocésaines de Maurice Le Tellier Bibl. nat. mss. fr. 6025-6034.

⁴ *Ibid.* N° 6031. Ces paroisses réunies comptaient 21,900 communicants.

poraine de l'évêque Saint-Nivard; celles de Saint-Timothée et de Saint-Symphorien, unies toutes deux à un collège de chanoines; de Sainte-Madeleine, de Saint-Jacques, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Michel, de Saint-Sixte,¹ enfin celle de Saint-Denis, unie à l'abbaye du même nom.

Au centre, comme une reine environnée d'une cour nombreuse et brillante, se dressait, dans toute la splendeur de son architecture et avec la gloire de ses souvenirs, la vieille cathédrale gothique, Notre-Dame. Son sol gardait l'empreinte du sang de ce glorieux pontife, Saint-Nicaise, massacré en défendant son peuple contre les fureurs des Vandales. Là aussi se conservait le souvenir de la France sauvée, de Jeanne d'Arc victorieuse, de ces consécérations multiples imprimées à l'autorité royale, et de ces multitudes qui s'étaient succédées sous ces voûtes, comme l'âme toujours émue et toujours vivante de la patrie.

Auxiliaires du clergé séculier, soutiens des œuvres charitables, foyers de science, de prières et de vertu, les communautés religieuses s'étaient multipliées à Reims et dans l'étendue du diocèse.

Outre le chapitre de la Métropole, très-florissant au temps de Maurice Le Tellier, par le nombre de ses chanoines et le mérite exceptionnel de plusieurs d'entre eux², on comptait dans le diocèse six collégiales: celles de

¹ Quelque temps après, Le Tellier fit démolir l'église Saint-Sixte à cause de sa vétusté, et unit son titre à celui de Saint-Jean. L'église Saint-André, bâtie en 1529, n'était encore qu'un vicariat.

² Le Chapitre de Reims, au temps de Maurice Le Tellier, se composait de soixante-huit chanoines.

Saint-Symphorien , de Saint-Timothée et de Sainte-Balsamie à Reims ; puis celles de Montfaucon, de Mézières et de Braux.¹

Les abbayes du diocèse étaient au nombre de vingt-trois : six dans la ville : Saint-Remi, avec sa belle église et son précieux trésor, les reliques de l'Apôtre des Francs ; Saint-Nicaise, cette merveille d'architecture dont nos pères ont tant pleuré la ruine ; Saint-Denis, foyer toujours illustre des études monastiques ; Saint-Pierre-aux-Nonnes, Saint-Étienne et Sainte-Claire : ces trois dernières abbayes de femmes.

Dix-sept autres abbayes étaient disséminées sur divers points du diocèse. Les plus célèbres étaient : Hautvillers ; Igny, fondé par Saint-Bernard et rempli de ses souvenirs ; Mouzon, où les papes recevaient les empereurs, et où Thomas de Cantorbéry, persécuté, cherchait la solitude et la paix ; Chéhery et ses splendeurs ; et ce gracieux Elan, si recueilli, si solitaire au fond de sa vallée, avec sa légende de Saint-Roger, et ses tombeaux des comtes de Rethel. Parmi les abbayes de femmes, la plus célèbre était Avenay, fondée par Sainte-Berthe, princesse de sang royal, et qui reçut, au XVII^e siècle, la princesse palatine.

Dépendant souvent de ces puissantes abbayes, d'autres fois ne relevant que d'eux-mêmes, quarante-sept prieurés environ étaient répandus sur la surface du diocèse ; au

¹ Saint Symphorien , trente-deux chanoines. — Saint Timothée, douze. — Sainte Balsamie, douze. — Montfaucon, trente, et un prévôt. — Braux, douze, et un prévôt. — Mézières, treize. (Marlot, *passim*.)

premier rang apparaissait le monastère du Mont-Dieu, austère retraite, asile préféré de Saint-Bernard, et qui avait conservé toute la rigueur de la discipline ; puis venaient Rethel, Novi et les autres.

Outre ces abbayes et pieurés, le diocèse de Reims possédait encore deux commanderies : l'une, de Saint-Jean de Jérusalem ; et l'autre, de Saint-Antoine. Enfin, divers ordres religieux, Augustins, Carmes, Jacobins ou Dominicains, Minimes, Jésuites, Capucins, avaient fondé plusieurs maisons dans le pays. Les Filles de la Charité étaient partout, soignant les pauvres et les malades.¹ Et le savant chroniqueur de Reims au XVII^e siècle, dom Marlot, après avoir fait connaître les principaux d'entre ces établissements, termine par cette pieuse remarque : « Pour cette grande quantité de saints lieux fondés tant aux champs qu'en la ville, nous avons grand sujet d'admirer l'exquise piété de nos pères, et de nous fortifier d'autant plus dans la véritable créance de notre religion, que ces apparentes marques nous en découvrent l'excellence ; car, outre que leur sainte et agréable variété sert à la gloire de l'Église romaine répandue dans tout le monde, la campagne en reçoit un grand lustre par la beauté des édifices qui brillent comme autant d'étoiles au firmament de ce diocèse ; les étrangers y trouvent aussi matière de louer Dieu, en bénissant ceux qui en sont les auteurs. Et pour nous, il faut sincèrement

¹ Voir, pour le tableau de la vie monastique dans l'ancien diocèse de Reims, le remarquable *Discours prononcé par M. l'abbé Tourneur, à la cérémonie de la bénédiction du Monastère d'Igny, 21 Sept. 1876.*

avouer que nous serions du tout inexcusables, si, jouissant du travail des siècles passés, nous demeurions insensibles à la vue de tant de beaux monastères dressés tant pour offrir la sacrée oblation prédite par Malachie, que pour la commodité des pauvres voyageurs, la consolation des infirmes, le soulagement des défunts, et pour convaincre, par une touche secrète, l'incrédulité des siècles à venir. »¹

A peine élevé sur le siège archiépiscopal de Reims, Maurice Le Tellier sentit sa sollicitude éveillée au spectacle du riche et vaste champ confié à sa garde. Il fallait, dès le début, déployer beaucoup de vigilance et d'activité. Les maux de la guerre continuaient à s'appesantir sur une partie du diocèse qui se trouvait aux frontières de la France; de là résultaient un certain relâchement dans la discipline ecclésiastique, des difficultés nombreuses pour l'administration spirituelle; puis, dans les dernières années, le cardinal Barberin avait un peu laissé flotter les rênes du gouvernement, et n'avait pu suffisamment visiter les paroisses. Le nouvel archevêque se mit aussitôt à l'œuvre. Il porta simultanément son attention sur le clergé séculier et sur le clergé régulier. C'est sur ce double champ que nous allons suivre successivement la trace de ses efforts. Voyons d'abord ce qu'il fit pour le bon ordre des paroisses et du clergé séculier de son diocèse.

Avant de rien statuer, il voulut se rendre un compte exact de la situation; il eut désiré tout voir par lui-même; mais l'étendue du diocèse et la difficulté des temps ne permet-

¹ D. Marlot, *Hist. de Reims*, Tom. I. p. 702.

taient de procéder à un pareil examen qu'avec une lenteur nuisible peut-être à l'urgence de certaines réformes. Il préféra donc investir les doyens de sa pleine autorité, pour une visite des localités ; lui-même traça le plan très-précis des procès-verbaux qu'il demandait, et se les fit remettre à bref délai. La lettre qu'il écrivit, en cette circonstance, à tous les doyens, nous fait saisir son premier coup d'œil dans l'administration, et mérite d'être rapportée :

« J'aurais convoqué cette année un synode général de mon diocèse, si j'avais cru que cette assemblée y eût pu faire tout le bien que j'aurais désiré ; et je ne m'en suis abstenu que parce que j'ai été persuadé que ce synode se serait réduit à une cérémonie presque inutile, puisque, ne connaissant pas encore l'état des paroisses que Dieu a soumises à ma conduite, je n'aurais pu y faire aucun règlement qui eût du rapport aux abus et aux désordres qui se sont introduits dans mon diocèse par la longue vacance de mon Église, et par les malheurs des guerres passées. C'est dans cette vue que j'ai cherché les moyens de me procurer les lumières qui me manquent ; et, après les avoir tous examinés, j'ai cru ne pouvoir venir à bout de mon dessein, que par une visite générale de toutes les paroisses de mon archevêché ; mais connaissant que je ne la puis faire moi-même qu'en plusieurs années, et qu'ainsi je différerais trop longtemps à porter remède à ces désordres dont je ne puis pourtant éviter le cours avant qu'ils me soient connus, j'ai résolu, devant que de commencer la mienne, de charger tous les doyens ruraux d'en faire une très-exacte de toutes

les églises de leurs doyennés ; et, pour leur faciliter l'exécution de mes ordres, je leur ai adressé une instruction par laquelle il leur sera fort aisé d'y satisfaire.... »

« Je désire que vous fassiez cette visite incessamment, en sorte que vous soyez en état de m'en venir rendre compte dans le mois d'Octobre prochain. Je vous ferai avertir du jour précis auquel vous vous rendrez en cette ville pour le faire, et pour me porter le registre dont je viens de vous parler. Je ne veux point finir cette lettre sans vous dire que je veux, sur toutes choses, être instruit des mœurs des prêtres, et principalement de celles des curés, aussi bien que du soin qu'ils apportent à servir et à instruire leurs paroissiens. Après celui que je prends de vous charger de faire une attention particulière à cet article, vous devez compter que vous vous rendrez coupable devant Dieu de leurs négligences et de leurs désordres, si vous me les dissimulez. » « Donné à Reims, en notre palais archiépiscopal, le 7 avril 1672. » ¹

Une instruction très-détaillée ² accompagne cette lettre ; elle fixe d'une manière précise tous les points sur lesquels doit se porter l'attention des doyens. La situation de l'église, de la paroisse, et du curé y est successivement passée en revue avec le plus minutieux examen. Quel est le patron, le collateur, le revenu, l'état matériel des édifices religieux ? Tous les objets nécessaires au culte, sans omettre les livres liturgiques et les tableaux, sont-ils d'une décence

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. 20.721, fol. 12.

² *Ibid.* fol. 8.

et d'un ordre parfaits? Quelle distance sépare les églises paroissiales des succursales? Quel est le nombre des communicants, l'esprit de la population, son degré d'instruction religieuse? Quel est l'état des écoles, des confréries? On insiste sur la tenue exacte des registres paroissiaux, et la vérification rigoureuse et périodique des comptes de la fabrique. Quels sont les titres, l'âge, la capacité du curé? Est-il zélé pour instruire ses paroissiens? Quel est son revenu, l'état du presbytère, etc.

Plusieurs questions portent sur des circonstances locales, et sont autant de traits qui peignent l'état et l'esprit du temps. Quel est le nombre des hérétiques dans les paroisses, quelles sont leurs dispositions morales, quels sont les ermitages répandus dans le diocèse, et leurs hôtes plus ou moins autorisés? Y a-t-il beaucoup de mariages clandestins? C'était là un des abus contre lesquels Maurice Le Tellier eut le plus à lutter.

En même temps que cette instruction est donnée aux doyens, un mandement est envoyé aux curés et aux fidèles, pour leur enjoindre de recevoir les doyens comme les mandataires de l'évêque, et de fournir tous les éclaircissements nécessaires pour la connaissance exacte de la situation. La visite se fit, et se renouvela même périodiquement. Les procès-verbaux en ont été conservés dans les papiers de l'archevêque de Reims.¹ Plusieurs, par la précision et le sérieux des notes qu'ils contiennent, quelquefois par la tournure fine et piquante de leurs observations,

témoignent de l'intelligence et de la justesse d'esprit des doyens, dont Maurice Le Tellier voulut se faire, pendant toute son administration, de sérieux auxiliaires. Tous fournissent des traits, souvent courts, mais toujours fort précieux, pour refaire l'histoire et même la physionomie des paroisses du diocèse de Reims, pendant la seconde partie du XVII^e siècle. ¹

Ces procès-verbaux furent, dès le mois d'Octobre, centralisés à l'archevêché. Maurice Le Tellier en prit connaissance, souvent les annota de sa main, les compléta par les explications orales que les doyens furent appelés à lui fournir.

¹ Citons, entre mille, deux de ces précieux procès-verbaux :

Doyenné de Fismes. — Romain:

Saint-Timothée et Saint-Apollinaire, patrons. Il y a deux cents communions. M. le curé, Jean du Tilly, natif de Reims, âgé de trente-huit ans; il est à Romain depuis huit ans et demi; il a été quatre ans au séminaire; il est homme de bien et fait son devoir. Je lui ai recommandé d'avoir un peu plus de douceur et de ménagement pour conduire sa paroisse en paix. Il y a cinq autels : Saint-Timothée, la Sainte-Vierge, Saint-Hubert, Sainte-Barbe, Sainte-Catherine. M. le Commandeur du Temple est collateur, et décimateur pour le quart, M. le Président pour la moitié, et M. le curé pour le quart, et vingt-et-une livres de supplément. Il y a un calice, un ciboire et une boîte d'argent. J'ai recommandé qu'on envoie plus souvent les enfants à l'école et au catéchisme. Il faut un antiphonaire neuf.

Doyenné de Grandpré: — Brioules-sur-Bar: Mars 1674. Le cimetière manque de portee; les habitants vont s'en occuper. Suivant nos ordres, on vient de réparer la toiture du chœur et plusieurs endroits mauvais de l'édifice. — Un bourgeois de Brioules, nommé Colson, et sa femme, font demander à Monseigneur l'autorisation de vivre séparément auprès de leurs enfants, à cause de l'incompatibilité de leurs humeurs. A Verrière, secours de Brioules, un habitant doit depuis trente-trois ans à l'église pour la dîme qu'il a autrefois louée; il offre une pièce de pré; on va faire passer un contrat. J'ai fait renouveler les vaisseaux des saintes huiles.

Après cette première étude de l'état du diocèse, il se dispose à en faire lui-même la visite dès les premiers mois de l'année suivante, 1673. Pour que cette visite ait un résultat plus sérieux, et lui fournisse les lumières dont il désire s'environner, il en trace d'avance le programme. Non-seulement il fixe son itinéraire de façon à passer dans les centres plus peuplés et d'y réunir les enfants de six ou sept paroisses voisines moins importantes ; mais il veut, qu'après s'être rendu bien compte de la science religieuse des confirmands, on lui en envoie d'avance tous les noms. Il exige que l'on prépare toute la paroisse à la visite de l'évêque, par une série d'instructions religieuses, faites, plusieurs jours de suite, sur les principales vérités de la foi. Lui-même indique, dans son dispositif, les points de doctrine sur lesquels il veut que l'on insiste. Il ordonne qu'au jour fixé pour la confirmation, les curés convoqués, accompagnés de leurs marguilliers, apportent les registres paroissiaux et les comptes des fabriques, qu'il s'engage à contrôler : et ses notes font foi qu'il tenait cet engagement. Il veut aussi voir les maîtres des écoles, et être exactement renseigné sur leur science et sur leur conduite. D'ailleurs, il exige que le plus grand ordre et un recueillement vraiment religieux président à ces réunions. Enfants, maîtres et paroissiens, se rendront au lieu de la confirmation processionnellement, en chantant des hymnes et des psaumes, et s'en retourneront de même.

De 1673 à 1679, nous trouvons chaque année l'archevêque visitant une partie de son diocèse, en parcourant les points

les plus éloignés, et souvent de difficile accès. Il se rend attentivement, compte de tout, fait prendre des notes par ses grands-vicaires ; plus souvent, les prend lui-même. Ces nombreux autographes subsistent ; fort curieux à plus d'un titre, ils sont la preuve la plus éclatante de la vigilance administrative de l'évêque. ¹ L'état des églises et des

¹ Ces notes sont contenues dans les dix volumes des Procès-verbaux des visites diocésaines : Bib. nat. Mss. fr. N° 60,25 — 60,34. — Nous allons en citer quelques-unes en entier, avec les additions successivement faites par Le Tellier :

Doyenné de Vesle.—*Notre-Dame de Verzy*: A la présentation de l'abbé de St-Basle venu à Sillery le 18 Sept. 1674. Curé: d'abord M. Cloquet, curé du diocèse, âgé de 72 ans. Je viens de lui donner comme successeur M. Nicolas Hubert, prêtre de mon diocèse, âgé de 30 ans. C'est un jeune homme de très-bonne physionomie, qui fait le bien, et dont on peut espérer un grand changement dans la paroisse qui en a grand besoin. — Presbytère en mauvais état. — Assez-bien maintenant.

Doyenné de Grandpré. — *Notre-Dame de Briellès-sur-Bar*; a pour secours St-Thomas de Cantorbéry de Verrière, à la présentation de l'abbé de Mouzon — 200 communicants à la paroisse; 100 au secours. — Curé : M. François le Vasseur, prêtre de mon diocèse; âgé de 72 ans; très bon ecclésiastique. — Mort en 1684. Au mois d'Octobre, j'ai donné cette cure à M. Claude Pierret de Grandpré, qui a été élevé dans mon séminaire; il a si bien réussi dans les paroisses de Romain et de Bouconville, qu'il a possédées successivement, que je lui ai donné celle-ci; et l'ai fait en même temps doyen rural; il a de l'esprit, de la piété, de la capacité, et est âgé de 30 ans (oct. 1684). — En juillet 1703; fait de bien en mieux. — 11 nov. 1706, id. — 11 oct. 1707, je l'ai pourvu de la cure de St-Juvin dans ce doyenné.

Doyenné de Mézières.—*St-Martin de Sapogne*; à la présentation de l'abbé de Mouzon; 200 communicants— Curé: Jean Dunesme, prêtre de mon diocèse, âgé de 37 ans; c'est un rousseau qui est très-bon curé; je l'ai empêché de se faire religieux de St-Geneviève.— En avril 1687: fait toujours très-bien. — En 1698; toujours très-bien; je l'ai chargé d'avoir un nouveau calice à la place d'un qui est à sa paroisse, et dont le pied est de cuivre; a exécuté. — En juillet 1703; fait très-bien. id. en oct. 1704 — 26 oct. 1706, id. — 26 oct. 1707, id.

paroisses, les détails relatifs aux curés, s'y trouvent mentionnés, année par année, en traits nets, souvent lumineux et profonds. Là se retrouve la trace de plusieurs existences simples et laborieuses, employées au service du

Doyenné de Bétheniville. — St-Etienne-à-Arne; à la présentation de M. de Mesmes, venu à St-Souplet en 1679; 200 communicants; curé: M. Jean Bilot, prêtre du diocèse, âgé de 52 ans; il est du lieu; bon homme; paraît un peu grossier, mais a du sens et bonne intention; son peuple est bien instruit; il fait bien son devoir, et mène une vie fort solitaire. — Le presbytère n'est pas en état; le curé loge dans une maison qui lui appartient — Le Tabernacle est indécant; cimetière pas fermé: Réparations à faire au chœur à la charge de l'Hôtel-Dieu pour deux tiers, et du patron pour un quart — Un patronage à ma collation, de 100 liv. possédé par M. de la Tour. Je l'ai mis à mon séminaire — Le curé a donné dix écus pour aider à avoir un ciboire d'argent et un soleil; j'ai payé le surplus; j'ai aussi donné deux corporaux et un surplis — J'ai ordonné que des vingt écus que le sieur Pierre Valart doit à la fabrique, et qu'il s'est obligé de payer à Noël, on fasse faire un confessionnal et un parement d'autel; que des premiers deniers de la fabrique on refasse le coffre aux ornements qui est pourri; qu'on brûle moins de cire; on en brûlait jusques à 16 cierges aux grandes fêtes. Me souvenir du prieuré où l'on ne dit pas la messe. — Visite suivante: Beau tabernacle maintenant; réparations faites au chœur, cimetière fermé — En juillet 1703. Curé fait toujours bien; Oct. 1703, id. — Nov. 1706, le curé est si vieux que je l'ai obligé à avoir un vicaire que j'ai tiré de mon séminaire; il se nomme Jean Marchal et fait très-bien — 25 oct. 1707; le vicaire s'acquitte bien de ses devoirs — Le curé mort le 20 Mars 1708; j'ai donné le même jour la cure à Jean Marchal âgé de 28 ans, fait très-bien. (Bibl. nat. Ms. fr. n° 6027, fol. 129).

Doyenné de Cernay. — Je suis arrivé à Cernay le 6 Juin après-midi; j'y ai demeuré le 7, 8, 9, 10, et le 11 sur le midi, j'en suis parti. Pendant ce temps-là, j'ai visité la paroisse, confirmé plus de 4000 personnes; et j'ai entendu tous les curés du doyenné en présence des officiers et du doyen; et les habitants de leurs paroisses en présence les uns des autres, et séparément. (*Ibid.* n° 6028, fol. 91).

Il y a une notice de ce genre sur chaque paroisse du diocèse de Reims; toutes sont écrites de la main de l'archevêque; plusieurs fournissent de précieux détails sur les revenus des fabriques, des cures, sur les dîmes, etc., etc.

diocèse et de l'Eglise. On peut les suivre d'année en année; elles apparaissent avec leur physionomie spéciale, éclairée par quelques courtes et vives observations de Maurice Le Tellier : on peut même y voir le mouvement de leur zèle et jusqu'à l'inégalité de leurs efforts, qui, soutenus d'abord, fléchissent parfois un instant, puis se relèvent, stimulés par la parole épiscopale. Car l'archevêque redresse, avertit, sait attendre, tenir compte des progrès, au besoin pardonner, et récompenser des services rendus. De celui-ci, il écrit : « intelligence ordinaire, mais jugement très-droit ; plein de bonne volonté ; fort utile, et fait le bien. » De celui-là : « esprit solide, instruit ; un peu vif, mais fait le bien. » D'un autre, il écrit, une première année : « Peut bien faire, mais n'instruit pas assez ses paroissiens ; je l'en avertirai ; » et, l'année suivante : « esprit docile, fait mieux ses instructions : » enfin, après une troisième visite : « dévoué, capable, mérite mieux. » Sur un autre, on trouve cette note : « Très-honnête homme ; on n'en peut dire trop de bien. » Puis du même, en 1676 : « fait mieux que jamais : » Parfois ces observations ont un tour fort piquant. De quelqu'un, il écrit : « C'est un Normand, il faut le veiller. » Ses notes témoignent parfois d'une véritable bonté de cœur : on s'est plaint gravement à lui d'un curé déjà âgé ; quelque temps après il apprend que ce curé s'est corrigé, et il écrit : « C'est un bon vieillard qui est docile, et fait passablement son devoir ; il faut le laisser mourir en paix. » D'un vieil ermite, dont la condition ne lui paraît pas suffisamment autorisée, il écrit, avec le même tempérament de bonté : « J'ai ordonné

qu'on ne souffre pas qu'il s'y établisse un successeur à ce vieillard, quand il sera mort. »

En même temps, l'archevêque pourvoit lui-même aux besoins les plus urgents des églises. Il donne des calices, des ciboires, des aubes, des ornements; veille au bon ordre des cimetières, fait mettre des clôtures à ceux qui en sont dépourvus, et provoque, de la part des habitants, toutes les réparations, à faire aux édifices religieux. Ici, c'est l'église de Vonceq qui a besoin d'être agrandie; il étudie les projets, et facilite l'envoi des matériaux. Là, c'est Mouzon, dont l'église est aussi gravement compromise par sa vétusté; l'archevêque ordonne de réparer les collatéraux; mais la misère des habitants, ruinés par le campement des Impériaux, ne permet pas de trouver les fonds nécessaires: Le Tellier fait vendre la cloche qui se trouve sur la porte de Bourgogne, et en fait employer le prix aux travaux de l'Eglise.¹ Il supprime de vieilles églises: l'église de Brimontelle, dont il emploie les matériaux à la construction du séminaire de Reims. Il fait démolir de vieilles chapelles; celle de Marqueny, près de Coulommies; celle de Marqueuse, près de Vitry-lès-Reims; celle de Saint-Nicolas de Virlozet, et celle de Sainte-Anne, près de Saint-Thierry; plus tard celle de la Pompelle, près de Reims.

Des ordonnances motivées et rédigées au cours des visites pastorales, modifient avantageusement le service paroissial, les rapports des églises et des succursales, améliorent le tem-

¹ Bibl. nat. N° 20,718, fol. 29.

porel de certains curés.¹ D'autres, tracent des règlements pour des paroisses plus importantes.² Sedan reçoit le sien, dont nous aurons occasion de parler, Mézières³ et Rethel⁴ ont aussi le leur. Ce dernier est le plus complet; il détermine les rapports de juridiction entre la paroisse et les divers couvents de la ville, pourvoit au bon ordre des registres paroissiaux, à l'établissement d'un catéchisme qui sera fait tous les dimanches après les vêpres, ordonne diverses réparations à l'église et la démolition du Jubé qu'il fait remplacer par un balustre (28 Avril 1678). En même temps il encourage, puis ratifie la donation faite par Jean-Baptiste Brodart, seigneur de Bazancourt, de huit mille livres, avec moitié de sa maison et de ses meubles, pour fonder un établissement des Pères de la Mission, comprenant au moins quatre religieux, chargés de faire annuellement une mission à Rethel et dans les lieux des

¹ Une déclaration du Roi, 19 Janvier 1686, lui vint en aide, sous ce rapport. Cette déclaration constate, qu'en Mars 1666, les portions congrues, payées par les gros décimateurs aux curés et vicaires perpétuels, avaient été fixées à deux cents livres en deçà de la Seine, et à trois cents, pour celles où il faut un vicaire; mais ce tarif est reconnu insuffisant à cause de la nécessité d'avoir, dans les paroisses, près des nouveaux convertis, des curés capables et assez nombreux. La portion congrue est fixée à trois cents livres, outre les offrandes, honoraires et droits de casuel; et à cent cinquante livres pour les vicaires que les évêques jugeront à propos d'y établir. (Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,736, fol. 55).

² Ordonnance en forme de règlement pour les paroisses de la ville et faubourgs de Reims; Actes de la Province ecclésiastique de Reims, Tom. IV, Pag. 465.

³ Bibl. nat. Mss. fr. n° 20,717 et 20,719.

⁴ *Ibid.* n° 20,725.

environs du plat pays, jusqu'à quatre lieues à la ronde, et plus au besoin;¹ de son côté, Le Tellier fait plusieurs dons à l'église paroissiale, aux Minimes, aux Capucins, à l'Hôtel-Dieu.²

A Rethel encore, l'archevêque stimule le zèle du duc de Mazarin, qui bientôt publie une série d'ordonnances pour appuyer les plans de réforme de Maurice le Tellier. Ces ordonnances³ (Octobre 1682) établissent des amendes et des peines contre les blasphémateurs, et contre ceux qui transgressent le repos des fêtes d'obligation; elles traitent de la répression de l'usure, et surtout du bon ordre et de la fréquentation des écoles. L'intervention de l'archevêque provoque des ordonnances analogues dans plusieurs prévôtés des environs.

Cependant les maux de la guerre et les incursions des armées ennemies viennent souvent entraver les efforts de l'archevêque, et rendent parfois ses visites impossibles. Les troupes espagnoles ravagent la partie orientale du diocèse. Trop faibles pour leur opposer une sérieuse résistance, les petites places de Donchery et de Mouzon sont démantelées par ordre de Louis XIV (1673). Les Espagnols s'avancent jusqu'aux environs de Sedan. Force va être de mettre la Meuse entre l'ennemi et l'armée française, et d'abandonner les habitants de la rive droite du fleuve à leur malheureux sort. Effrayés, ceux-ci

¹ Bibl. nat. n° 20,725, fol. 88.

² *Ibid.* n° 28,752, fol. 37.

³ *Ibid.* n° 20,710, fol. 48.

écrivent à l'archevêque pour le prier d'obtenir la conservation des ponts qui les rattachent à la France et à ses défenseurs. Le Tellier emploie tout son crédit pour différer le pénible sacrifice ; mais enfin il fallut l'accomplir. « J'ai reçu, écrit-il au gouverneur de Sedan, le 28 Octobre 1673, une lettre du 23 de ce mois, des pauvres habitants de Donchery qui me font pitié. Je leur ai sauvé leur pont, tant que j'ai pu soutenir qu'il était inutile de l'abattre pour le service du Roi et le bien de la province, mais présentement les Espagnols étant entrés, il n'y a pas moyen de les défendre. On a donc ordonné de rompre leur pont et celui de Mouzon. Je vous prie donc de leur faire dire ce que le Roi a ordonné, afin qu'ils prennent leurs précautions.¹ »

Dès le commencement de l'année suivante, l'invasion ennemie continue d'une manière plus inquiétante encore. L'archevêque écrit le 1^{er} avril à M. de Termes, lieutenant du Roi à Sedan, « de faire travailler les dimanches et fêtes à la construction des tours et à la rupture des quais de la Meuse, ces ouvrages étant d'une nécessité pressante, et qui ne souffre aucun retardement.² » Toutefois pendant l'été de cette même année 1674, il put aller à Charleville, y passa trois jours, et visita les paroisses environnantes. Mais l'ennemi occupait les contrées voisines et y multipliait les ravages. Ses colonnes, ça et là,

¹ Biblioth. de Reims; Lettres de Le Tellier, *inédites*.

² *Ibid.*

passaient la Meuse; la terreur des populations allait croissant. L'archevêque écrit à Sedan pour calmer les inquiétudes : « Quoique l'ennemi ait brûlé quelque chose deçà la Meuse, il ne faut pas s'alarmer, parce que les troupes de l'arrière-ban filent pour aller aux ordres du maréchal de Créqui, à leur rendez-vous qui est sur la rivière d'Aisne. Il en est parti aujourd'hui, 22 septembre, de cette ville (Reims), deux escadrons venant du Perche et du Maine, qui sont très-bons; les autres provinces vont arriver incessamment; ainsi voici les frontières à couvert des insultes du Luxembourg.¹ »

Le maréchal de Créqui, en effet, défendit avec succès cette partie de la Champagne. Il débarrassa le pays, jusqu'à Sedan, des coureurs ennemis; puis, aidé des milices sedanaises, il alla s'emparer de la ville et du château de Bouillon. Cette place était aux mains de l'évêque de Liège; la faveur qu'il accordait aux Espagnols, fit craindre à Créqui que ces derniers ne parvinssent à obtenir la place, et à s'en faire un point d'appui pour pénétrer dans la Champagne. La situation de la province se trouvait ainsi notablement améliorée dès le commencement de l'année 1676. Maurice Le Tellier en profita pour visiter plus en détail cette partie de son diocèse. Il passa par Varennes, Verdun, Dun, Mouzon, et prolongea quelque temps son séjour à Sedan pour mieux étudier les besoins des nouveaux convertis, la situation des hérétiques, et travailler à leur conversion.

¹ Bibl. de Reims; Lettres de Le Tellier, *inéd.*

Les visites pastorales furent continuées avec le même soin pendant les deux années suivantes. Au commencement de l'année 1679, pensant avoir acquis une connaissance suffisante de l'état de son diocèse, Maurice le Tellier convoqua ses curés en assemblée synodale, et promulgua un certain nombre de statuts.¹

Ces règlements commencent par proscrire plusieurs abus, fruits de l'ignorance ou d'une piété mal entendue, et qui offraient aux protestants du diocèse un prétexte pour attaquer les doctrines et les usages de l'Église catholique. Ainsi il arrivait parfois que, des petits enfants venant à mourir sans avoir reçu le baptême, de pauvres mères égarées par la douleur portaient le petit corps inanimé à une chapelle voisine, persuadées, d'après une croyance qui avait cours dans le pays, que Dieu lui rendrait quelques moments de vie, pour qu'il pût recevoir le sacrement qui fait les chrétiens. Des prêtres peu éclairés avaient prêté le secours de leur ministère en ces circonstances, et avaient paru consacrer ce sentiment populaire. Le Tellier défendit expressément cette pratique, suggérant à ses prêtres de consoler les mères affligées par les insinuations d'une doctrine vraie, et d'une charité compatissante.

La prudence et le discernement avaient quelquefois manqué dans le choix des reliques et des images proposées à la vénération des peuples, dans la publication des miracles, dans l'établissement de plusieurs cérémonies. Ces abus devenaient, entre les mains des protestants,

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,721.

autant d'armes contre la foi. Les ordonnances synodales les proscrivent sévèrement, et tendent à purifier le culte religieux de tout ce qui pourrait en compromettre le sérieux et la grandeur.

L'instruction religieuse du peuple est l'objet tout particulier de la sollicitude épiscopale. Il est enjoint aux curés de multiplier les catéchismes, de donner régulièrement, le dimanche, à la messe paroissiale, une instruction solide, élémentaire, puisée aux sources de l'Écriture et de la tradition ; en évitant soigneusement les nouveautés, les matières subtiles et curieuses, les controverses irritantes, et l'emploi exagéré des auteurs profanes. La charité, le zèle, la science, et aussi la prudence, le tact, l'étude intelligente des circonstances et des hommes sont soigneusement recommandés comme moyens indispensables pour ramener au bien et persuader la vérité. Les ordonnances synodales passent ensuite en revue les sacrements, les dispositions qu'ils exigent, la manière de les administrer. Elles insistent particulièrement sur tout ce qui concerne l'instruction et l'éducation du clergé, la répression de la simonie, la convenance parfaite par rapport au culte divin.

Souvent, pour les soustraire au pillage des soldats ennemis, les habitants avaient entassé dans les églises et les sacristies leurs meubles et leurs coffres ; il est ordonné de profiter du retour de la paix, pour les en faire immédiatement sortir. A la fin de ces ordonnances, se trouvent des exhortations spéciales, adressées aux religieux, pour les engager à persévérer dans l'étude des lettres, et un

hommage particulier est rendu à la science et au travail exceptionnels des religieux de Saint-Remi et de Saint-Denis.

L'archevêque de Reims s'attacha bientôt à poursuivre, dans le détail, la répression des abus que visaient d'une manière générale, ses ordonnances synodales.

La piété naïve du moyen âge avait laissé dans la ville de Reims de très-curieux vestiges. Tolérables à une époque où le peuple cherchait, sans arrière-pensée, dans les cérémonies du culte, un aliment à ses goûts simples et religieux, ces pratiques n'étaient plus en harmonie avec un temps où l'esprit de réflexion, de critique et de scepticisme religieux envahissait les esprits; les abus d'ailleurs avaient cotoyé de très-près ces cérémonies populaires, dès les premiers débuts de leur institution, et s'étaient, avec le temps, considérablement aggravés. Le Tellier crut que le moment était venu de les supprimer. Il le fit par plusieurs ordonnances qui renferment à la fois l'historique et la condamnation de ces usages.

La première est relatif à la paroisse de Saint-Jacques de Reims. Il y avait dans cette paroisse une confrérie composée des personnes qui avaient visité l'église de Saint-Jacques de Compostelle, en Espagne. La fête de la confrérie était fixée au dimanche qui suit la fête de Saint-Jacques. Une grande procession avait lieu ce jour-là. Les pèlerins la suivaient avec leurs bourdons; plusieurs, couverts de vêtements particuliers, représentaient les Apôtres et récitaient le *credo* à haute voix; « un entre tous les autres, sous pré-

texte que la fête de Saint-Christophe concourt avec celle de Saint-Jacques, portait un enfant sur ses épaules, et assistait en cet état à la procession, prononçant de temps en temps ces paroles: « Enfant que tu pèses! » Et l'enfant répondait: « Christophe tu portes le monde.¹ »

L'archevêque laissa subsister la procession; mais il défendit la récitation à haute voix du *credo*, la représentation des Apôtres, et celle de Saint-Christophe.²

Il supprima un autre abus dans la même paroisse: « Sur ce qui nous a été représenté par notre Promoteur, dit-il, qu'il s'est introduit, il y a fort longtemps, dans la paroisse de Saint-Jacques, de notre ville de Reims, une coutume de chanter certains jours de l'année, dans le temps de l'offrande de la messe de paroisse, des chansons françaises en forme de noëls ou cantiques spirituels; que cette coutume, qui n'a jamais été approuvée par nos prédécesseurs, s'est apparemment établie par la vénération que les paroissiens de Saint-Jacques ont toujours eue pour la mémoire d'un de leurs curés qui les a composés au commencement du siècle passé, et sur la fin de sa vie, sans prévoir l'usage qu'on en a fait depuis sa mort, et dans un temps où la perte qu'il avait faite de sa vue ne lui permettait pas de s'appliquer autant qu'il eût été nécessaire pour mettre son ouvrage dans la perfection....., que sans examiner si ces chansons ne contiennent rien contre la foi et les bonnes mœurs, elles sont si mal digérées, les

¹ Actes de la Province ecclésiastique de Reims, Tom IV, P. 481.

² *Ibid.*

expressions en sont si barbares, et le chant si singulier, qu'on ne peut ni les lire sans mépris, ni les entendre chanter sans être excité à rire. »

« A ces causes, après avoir lu et examiné le livre qui contient lesdites chansons, et qui a pour titre : *« Noël et cantiques spirituels touchant l'Incarnation et Résurrection de notre Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ, par feu M. G. de la Lobe, docteur en théologie et curé de Saint-Jacques de Reims, nous faisons très-expresse inhibition et défense à tous les fidèles de notre diocèse, et particulièrement aux paroissiens de ladite église de Saint-Jacques, de les chanter.¹ »*

Mais la défense de l'archevêque ne fût pas écoutée. Quelques artisans recommencèrent à chanter les chansons proscrites. Le prélat alors eut recours au Parlement. La cour ordonna que la décision épiscopale fut exécutée selon sa forme et teneur; et enjoignit au substitut du Procureur général d'y prêter son appui.² Cette fois il fallut obéir.

Des abus d'un autre genre existaient dans la paroisse de Saint-Étienne de Reims. Une ordonnance de Maurice Le Tellier les raconte et les supprime: « Il nous a été représenté, dit-il au curé et aux paroissiens de Saint-Étienne, par notre Promoteur, lors de la visite que nous avons faite de votre paroisse, le 23 juillet dernier, que le Saint-Sacrement n'était pas conservé assez décentement dans le Tabernacle, que, contre l'ordre et l'usage de l'Église, il s'était introduit

¹ Bibl. de Reims; Ordonnances de Le Tellier.

² *Ibid.*

une coutume de chanter une épître en français et en latin le jour de la fête de Saint-Étienne, qui se célèbre au mois de décembre, et que cette cérémonie, bien loin d'exciter la dévotion des fidèles, donnait sujet de rire à ceux qui assistaient ce jour-là à la messe de paroisse, tant parce que le texte français est barbare, qu'à cause que deux sous-diacres, revêtus de tuniques, chantaient l'épître en français et en latin alternativement et sur un ton particulier; que le jour du Jeudi-Saint, sous prétexte de la Cène, on fait dans la sacristie un repas après-midi, avant de commencer le lavement des autels; que le dimanche dans l'octave du Saint-Sacrement, on fait descendre un pigeon, portant à ses ongles une couronne de fleurs pour mettre sur le Saint-Sacrement; qu'il y a un autel dans la nef, placé entre les deux portes du chœur, où l'on ne peut pas, sans distraction et sans indécence, célébrer la sainte messe; et qu'enfin il y a une somme laissée à la fabrique pour délivrer tous les ans un ou plusieurs prisonniers, et qu'il pourrait arriver que les officiers de la paroisse, à qui il appartient d'appliquer cette somme pour délivrer tels prisonniers qu'ils jugeront à propos, s'en servissent en faveur de leurs débiteurs qu'ils auraient fait arrêter prisonniers, dans l'espérance de retenir par leurs mains, en paiement de ce qui leur serait dû, la somme qu'ils auraient à distribuer. . . .¹ »

Après cet exposé des faits, l'ordonnance exige que le tabernacle soit convenablement fermé, et que l'on ne chante plus l'épître farcie de latin et de français; elle supprime le

¹ Actes de la province eccl. de Reims. T. IV, P. 481.

repas du Jeudi-Saint, la cérémonie du pigeon, l'autel placé entre les deux portes du chœur, et défend aux marguilliers et autres officiers chargés de disposer des sommes destinées à la délivrance des prisonniers, de les employer à la libération des gens qui seraient leurs débiteurs.

Restaient plusieurs autres cérémonies bizarres. Le jour de la Pentecôte pendant le temps de la messe, on jetait, par les ouvertures de la voûte de l'église cathédrale, des étoupes enflammées, pour représenter les langues de feu ; on figurait la descente du Saint-Esprit, par la descente d'une colombe qui venait se percher sur un arbre chargé d'échandés, et placé au milieu du chœur.¹ Aux processions des Rogations, il était d'usage de porter une figure de dragon volant, que le peuple appelait le *Bailla*, parce qu'il avait la gueule béante ; les trois premiers jours, ce dragon précédait la procession ; le jour de l'Ascension, il la suivait, pour marquer qu'il était dompté par les prières de l'Eglise.² Le Tellier proscrivit ces usages.

En vertu d'une ancienne coutume, dont il est difficile de préciser l'origine, les chanoines de la cathédrale gardaient la tête couverte de leur capuchon pendant le salut et la bénédiction du T. S. Sacrement. Louis XIV, passant à Reims pour se rendre au siège de Namur, fut choqué de cet usage ; il fit part de son impression à l'archevêque, et bientôt celui-ci, de concert avec le

¹ Collection de Champagne, n° 32, fol. 209.

² *Ibid.*

chapitre, proscrivit cette singulière exception.¹

Le Tellier supprima aussi, à cause des abus qui s'y étaient introduits, la procession qui se faisait annuellement à la chapelle de la Pompelle, près de Reims, au lieu où Saint-Timothée et ses compagnons avaient été martyrisés.

D'autres abus, d'une nature bien plus grave, exercèrent, pendant longtemps, la sollicitude épiscopale de Maurice Le Tellier. Le mariage, restauré par Jésus-Christ, élevé par lui à la dignité de sacrement, et subordonné dès lors aux lois de l'Eglise, avait été dans tous les siècles l'objet de la vigilance ecclésiastique. Conserver à la société conjugale l'honneur que lui avait restitué l'Evangile, assurer la stabilité du foyer domestique, et l'éducation matérielle et morale de la famille, l'environner de dignité et de respect; telle avait été la préoccupation constante de l'Eglise. Pour consolider davantage et perpétuer ces bienfaits, le concile de Trente avait décidé que le mariage ne saurait être valide s'il n'était, après les publications régulières, contracté en présence du curé de l'un des conjoints, et de deux témoins. Quelque grave que fût l'autorité qui imposait ces règlements, ceux-ci n'entraient que lentement dans la pratique: et il fallut à l'Eglise des efforts persévérants, pour les faire passer dans les mœurs du peuple chrétien. L'esprit d'indépendance et les excès de la réforme avaient affaibli les notions de l'autorité, et l'on voyait des fidèles qui, par une singulière contradiction, prétendaient contracter mariage

¹ Collection de Champagne, n° 32, fol. 209.

en face de l'Eglise, désobéissaient complètement aux lois relatives à la réception de ce sacrement. Il se trouvait même parfois des prêtres, assez peu instruits de leurs devoirs, pour prêter leur ministère à ces unions illégales.

Maurice Le Tellier combattit énergiquement ce désordre dans son diocèse. Il multiplia, à ce sujet, les ordonnances et les enquêtes, poursuivit rigoureusement les délits, et rappela sans cesse, sur ce point, la discipline de l'Eglise. Nous retrouvons, dans ses papiers, la trace d'une longue procédure contre un aumônier, du régiment de Beauffrenay, qui de passage à Aubigny, avait béni une de ces unions.¹ L'archevêque pria M. de Chamillart de lui prêter main-forte, et les coupables furent sévèrement punis. Dans une circonstance analogue, l'archevêque voulut donner un exemple semblable de salutare sévérité. C'était dans la ville de Rethel ; le directeur du grenier à sel, Savinien le Riche, venait d'épouser une jeune fille domiciliée comme lui dans la paroisse de Rethel. Tous deux se rendirent à Paris, et firent bénir leur union par le curé de Saint-Gervais, dont ils étaient parvenus à surprendre la bonne foi. A cette nouvelle, Maurice Le Tellier sollicite et obtient un arrêt du Parlement qui casse le mariage, et remet les conjoints à la discrétion de l'archevêque de Reims. Le prélat ordonne qu'ils soient d'abord séparés, et qu'après avoir obtenu dispense pour la publication des bans, ils se rendent, le dimanche suivant, à la messe de paroisse, et que là, à genoux, tenant en main un cierge allumé, ils écoutent

la lecture, qui sera faite publiquement, des lois de l'Église concernant le mariage ; qu'ils demandent ensuite pardon à tout le peuple, et donnent, pour les pauvres une aumône de vingt livres. Une fois la pénitence ainsi accomplie, ils pourront demander à leur curé légitime la consécration de leur union.¹

Plusieurs fois encore Le Tellier exigea des réparations semblables, et se montra toujours inflexible sur ce point de discipline ecclésiastique. Toutefois c'était peu encore de réprimer, par le détail, les abus qui se manifestaient dans l'administration des choses spirituelles ; l'important était d'en tarir la source par l'éducation du clergé et l'instruction du peuple. Nous raconterons plus loin tout ce que fit Maurice Le Tellier pour la préparation et l'éducation de son clergé. Il nous suffira de faire remarquer ici qu'il ne plaçait ses prêtres à la tête des paroisses qu'avec une attentive discrétion. Ses notes autographes attestent qu'il connaissait personnellement ses curés, leur valeur, et la portée de leur esprit et de leur jugement. Presque toutes les cures du diocèse étaient soumises au droit de présentation ; mais l'archevêque, avant d'agréer le titulaire ainsi présenté, se rendait compte de ses qualités aussi exactement que possible. Voici ce que nous lisons dans une lettre qu'il adresse à ses grands-vicaires, au sujet de la cure de Berru, près de Reims : « J'aime M^r. F. de tout mon cœur, mais aucune considération humaine ne me fera jamais donner une cure. Celle de Berru a plus de quatre

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. 20.723, fol. 25.

cents communicants; je veux la pourvoir d'un sujet capable et de bonnes mœurs : proposez m'en quelques-uns au plus tôt. Je ne trouve pas que celui que vous me désignez soit propre à la remplir. »

Une fois les curés placés à la tête des paroisses avec ce choix vigilant, il fallait leur tracer nettement la voie qu'ils devaient suivre pour le gouvernement de ces paroisses, et l'instruction du peuple. Le Tellier l'avait déjà fait par plusieurs ordonnances; il crut mieux réussir encore par la publication d'un nouveau Rituel : c'était le moyen de mettre plus d'ordre, d'exactitude et de régularité dans l'administration des sacrements et dans les cérémonies religieuses. Le Rituel¹ fut publié en 1676; il est à peu près contemporain de ceux qui furent publiés pour les autres diocèses de France. Il est précédé d'un avertissement où l'archevêque reconnaît la docilité des curés du diocèse de Reims à suivre les règles qui leur ont été tracées, et proclame la nécessité de l'ordre qui doit présider à l'administration des choses saintes. L'Avertissement finit en ces termes : « Nous aurions souhaité que ce nouveau Rituel eût pu être autorisé par le concile de notre province ; mais comme nous ne croyons pas être sitôt en état de l'assembler, nous nous contentons présentement d'offrir notre travail à toutes les églises de notre métropole, en faisant souvenir

¹ Rituel de la province de Reims, renouvelé et augmenté par l'Illustrissime et Révérendissime Messire Charles-Maurice Le Tellier, archevêque de Reims. — A Paris, chez Léonard, imprimeur du Roi et du clergé de France. — 1676.

nos seigneurs les prélats qui les gouvernent de cette belle maxime du onzième concile de Tolède : « *Justum est ut unusquisque sumat inde regulas magisterii, unde honorem consecrationis accepit, et juxta majorum decreta, sedes quæ unicuique sacerdotalis mater est dignitatis, sit Ecclesiasticæ magistra rationis.* »

Dans les réflexions générales concernant l'administration des sacrements, Le Tellier dresse une liste des livres dont il recommande la lecture à ses prêtres. Ce sont, après la Bible : les livres du Sacerdoce de Saint-Jean Chrysostôme, le Pastoral de Saint-Grégoire, les Confessions de Saint-Augustin, le Catéchisme du concile de Trente, la Somme de Saint-Thomas, Estius sur les Sentences et sur Saint-Paul, l'Imitation de Jésus-Christ, les œuvres de Grenade, la Somme du cardinal Tolet.

Les cérémonies de l'administration de chacun des sacrements sont précédées d'une instruction courte, mais résumant avec une netteté souvent remarquable l'enseignement de la théologie. Cette partie du Rituel diffère du Rituel romain par quelques divergences, regrettables assurément, mais relativement peu nombreuses et peu importantes. La question du revenu temporel des églises occupe, dans l'ouvrage, une assez large place. Le Tellier propose à ses curés un formulaire où sont passées en revue et résolues les principales difficultés qui peuvent se présenter dans les comptes des fabriques.

Comme complément du Rituel, Maurice Le Tellier publia

un Missel, un Bréviaire, et de nouveaux livres de chant.¹ Il est à peine nécessaire de remarquer que, si ces divers ouvrages témoignent de l'érudition et du tour ingénieux d'esprit de ceux qui les composèrent, ils manquent d'une qualité essentielle : ils sont composés en dehors de l'autorité et de l'approbation du Souverain-Pontife, à qui est soumise, de droit divin, l'organisation de la prière publique dans l'Eglise.²

En même temps, pour faciliter de plus en plus l'enseignement religieux du peuple, et lui donner plus de clarté, de régularité et de précision, Maurice Le Tellier s'occupa de la publication d'un nouveau catéchisme diocésain. Il se borna, sous ce rapport, à prendre ce qui lui parut le meilleur dans les autres diocèses. Les diocèses d'Angers, de la Rochelle et de Luçon lui servirent de modèles. En 1684 en effet, il leur emprunta d'une manière à peu près textuelle leur petit catéchisme, et, en 1692, il voulut faire bénéficier ses diocésains de leur grand catéchisme. L'ouvrage était divisé en huit parties, subdivisées en leçons, qui procédaient par demandes et par réponses, d'une manière généralement courte et lucide. La publica-

¹ Le diocèse paya pour l'impression des bréviaires et missels : le 11 Fév. 1681, 3000 liv. ; le 6 Mars 1684, 5000 liv. ; le 13 Nov. 1686, pour 400 gros bréviaires : 2800 liv. ; pour le missel, en Juin 1687, 4000 liv. et en Juin 1688, 4174 liv. On fit remettre aux libraires Bodart : 627 gros bréviaires à 8 liv., 791 petits bréviaires à 4 liv. 10 sols. ; 43 missels reliés à 13 liv. ; 531 missels en blanc à 10 liv. 10 sols ; 1000 diurnaux à 55 sols. — Bibl. nat. Ms. fr. 20,709 fol. 95.

² Une irrégularité plus grave fut la suppression des fêtes de précepte, depuis la fête de St-Pierre exclusivement, jusqu'à celle de St-Simon, sans accord préalable avec le Saint-Siège.

tion de ce nouveau catéchisme fut précédée d'un mandement dans lequel l'archevêque expliquait le but et la nécessité de ce résumé de doctrine religieuse. « Il est nécessaire, dit-il, que les peuples soient tous instruits, non-seulement des mêmes vérités, mais de la même manière et dans le même ordre; autrement il arrive que les peuples sont embarrassés et n'ayant pas assez de lumière pour comprendre que, ce qu'on leur dit dans un autre ordre et dans des termes différents, n'est dans le fond que la même chose, ils demeurent très-souvent dans des incertitudes fort dangereuses. »

C'était avoir fait déjà beaucoup que d'avoir ainsi précisé et coordonné les formules liturgiques et doctrinales; mais la science du clergé ne devait pas se restreindre à ces connaissances rudimentaires. Son devoir était d'en pénétrer le sens, d'en éclairer les profondeurs par des lumières théologiques plus abondantes; de raisonner les principes, d'en poursuivre l'application sur le terrain de la pratique, de montrer l'harmonie des vérités entre elles, et de posséder, dans une large synthèse, l'histoire religieuse, la Tradition, l'Écriture, les définitions de l'Eglise, et sa législation. Or, pour élever et maintenir le niveau de ces connaissances ecclésiastiques, plusieurs évêques de France avaient établi, dans leurs diocèses, l'usage de conférences périodiques, dans lesquelles les prêtres passaient successivement en revue les divers aspects des sciences théologiques. Maurice Le Tellier introduisit, dans le diocèse de Reims, l'usage de ces conférences. « Il est nécessaire (écrit-il dans l'ordon-

nance qui les constitue) de rendre raison des vérités enseignées, pour les faire mieux aimer, et déterminer les hommes à les mettre en pratique. Il ne suffit pas de dire à un homme passionné que son action est contraire à la loi de Dieu, il faut pouvoir lui en faire sentir le côté déraisonnable et ridicule. . . . »

Il insiste ensuite sur les avantages qu'on retirera de ces études communes : une noble émulation, des lumières nouvelles, résultat d'une discussion franche, mais toujours respectueuse et modérée : l'uniformité de vues dans l'administration des paroisses. Suit un règlement détaillé sur la manière dont ces conférences doivent se tenir. Elles auront lieu le quinze de chaque mois, depuis Avril jusqu'à Octobre inclusivement. La réunion se fera à l'église ; il y aura deux séances : l'une de dix heures à midi, pour traiter les questions relatives au dogme et à l'Écriture sainte ; l'autre de une heure à trois heures, pour traiter les questions de morale. Le repas, qui séparait ces deux séances, devait avoir une frugalité presque spartiate. Un premier règlement en fixait la dépense à quatre sols par tête ; un autre, plus indulgent, l'éleva jusqu'à douze sols. Des procès-verbaux, dressés par les doyens, devaient reproduire, d'une manière aussi exacte que possible, la physionomie des discussions, et être envoyés à l'archevêché. Plusieurs de ces pièces subsistent encore et attestent l'importance que le clergé donnait à ces travaux. Il nous reste aussi quelques-uns des questionnaires soumis à l'étude des ecclésiastiques ; ils portent sur les parties les plus

essentielles des Livres saints et surtout sur les principes et les applications de la Morale. Leur but manifeste est d'amener, non-seulement à préciser la doctrine, mais à en faire bien connaître les sources, et à familiariser l'esprit du clergé avec les plus grands auteurs ecclésiastiques, et avec la Tradition tout entière.

Divers documents prouvent que Maurice Le Tellier, s'intéressait personnellement à ces études de son clergé, qu'il en suivait les progrès, et qu'il savait, à l'occasion, récompenser les efforts. Voici à ce sujet, l'une des notes que nous trouvons tracées de sa main : « Conférences ecclésiastiques : s'ensuit l'uniformité, l'instruction des curés, les occupent, leur donnent de l'émulation ; les commencer le jeudi d'après Quasimodo ; me facilitera le discernement des meilleurs sujets pour remplir les bonnes cures. ¹ »

Stimulé par ces divers moyens, le clergé du diocèse de Reims répondit par ses efforts et ses lumières à l'appel de son évêque, et suivit noblement la voie qui lui était tracée. Le duc de Saint-Simon qui n'est pas prodigue de louanges, en fait lui-même cet éloge : « Le diocèse de Reims était le mieux réglé du royaume, le mieux pourvu des plus excellents sujets en tout genre, que l'archevêque savait choisir, s'attacher, employer, et bien récompenser. ² »

Cependant, quel que fût le bon ordre de l'ensemble, il était inévitable qu'il ne se trouvât quelquefois troublé par les

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,721, fol. 56.

² Mém. de Saint-Simon. Edit. de 1829, Paris, Sautet, Tom. VIII, P. 127.

fautes ou l'indocilité de certains membres. Il fallait alors punir ces infractions à la règle. Or, pour ces circonstances, les anciennes lois de l'Église étaient toujours en vigueur dans le diocèse ; le tribunal ecclésiastique, sous le nom d'officialité, instruisait la cause selon toutes les règles de la procédure ; et après débat contradictoire, rendait son arrêt. Alors, les prisons de l'archevêché ou celles du chapitre, plus souvent les portes d'une communauté religieuse, s'ouvraient pour recevoir le coupable pendant un temps proportionné à sa faute ; diverses pratiques de pénitence lui étaient imposées : c'étaient, assez généralement, plusieurs jeûnes par semaine, la récitation périodique de quelque longue prière, ou d'autres œuvres satisfactives.

Toutefois l'exercice de cette justice épiscopale était souvent entravée par l'autorité de plus en plus envahissante des Parlements. Ce n'était plus, en effet, seulement le Roi qui s'attribuait une partie du gouvernement de l'Église, c'étaient encore, et surtout, les Parlements qui multipliaient les appels comme d'abus. Ils avaient ainsi évoqué à leur tribunal un grand nombre de causes qui étaient exclusivement de la compétence ecclésiastique. S'agissait-il, par exemple, de déterminer les pouvoirs spirituels des séculiers et des réguliers ; le Parlement rendait un arrêt. Était-il question de prononcer sur la validité d'un mariage, la réforme d'une communauté religieuse, la force même d'un document épiscopal ou pontifical en matière ecclésiastique ; le Parlement

interposait son autorité. L'évêque jugeait-il nécessaire, après information juridique, de déplacer un curé ; le Parlement accueillait avec empressement l'appel comme d'abus, et annulait la décision épiscopale. Maurice Le Tellier eut plus d'une fois à lutter contre cette autorité tracassière et rivale. Ce dut être pour lui une occasion de réfléchir sur sa propre conduite, et de s'apercevoir du joug qu'il s'était imposé et qu'il avait imposé à l'Église de France, en acceptant si facilement l'intervention de l'autorité temporelle dans les affaires spirituelles.

L'un de ces démêlés eut lieu à l'occasion de la cure de Bohan, dans le doyenné de Mézières. Le titulaire de cette cure, Nicolas André, avait résigné son bénéfice en cour de Rome, en faveur d'un prêtre du diocèse de Liège, Hugues Adam ; mais Le Tellier ne jugea pas ce dernier apte aux fonctions pour lesquelles il se présentait, et refusa le *visz* que Rome ordonnait de solliciter de l'ordinaire pour la validité de la provision. Sur ces entrefaites l'abbé André mourut. Alors le chapitre de Mézières, à qui appartenait le patronage de la cure de Bohan, présenta un nouveau sujet qui fut agréé par l'archevêque. Mais l'abbé Adam ne se tint pas pour battu : il s'adressa au Parlement de Metz, dans le ressort duquel se trouvait la paroisse qu'il convoitait. Le Parlement se déclara en sa faveur, et chargea un grand-vicaire de Metz de donner le *visa* requis par la cour de Rome pour l'obtention de la cure en question. Le grand-vicaire circonvenu, eut la faiblesse de céder ; c'était la plus étrange confusion de

pouvoirs. A cette nouvelle, Le Tellier défère la question au Conseil du Roi; celui-ci casse l'arrêt du Parlement de Metz, et lui fait défense de prendre à l'avenir connaissance des refus faits par les prélats, sinon en appel comme d'abus; et dans ce cas, de renvoyer toujours les parties devant les juges ecclésiastiques. Aussitôt après la promulgation de cet arrêt, Le Tellier écrit la lettre suivante à l'évêque de Metz :

« Je vous supplie de faire de votre grand-vicaire la justice que le Conseil du Roi vient de me faire du Parlement de Metz ; et je vous assure que je vous épargnerais la peine de me la demander, si un des miens avait fait une pareille faute à votre égard. Après l'arrêt que je viens d'obtenir, et dont je vous transmets copie, je ne me plaindrais pas à vous de son procédé, si je ne savais qu'il est du véritable intérêt de l'Église de faire voir que nous ne souffrons pas que son autorité soit impunément violée et méprisée par nos propres officiers, qui bien loin d'aider, par un intérêt sordide ou par une bassesse indigne des ministres de Jésus-Christ, les séculiers à la détruire, devraient, comme nous, sacrifier leurs biens et leur vie pour la défendre. » ¹

L'évêque de Metz, dans sa réponse, déplore l'excès de puissance des Parlements qui forcent, dit-il, par divers moyens, les officiers des évêques à transgresser la discipline de l'Église ; il ajoute que cet abus est surtout fréquent dans les trois évêchés, remercie Le Tellier de sa lettre,

¹ Bibl. nat. Ms. fr. 1924, fol. 75.

et lui annonce la révocation de son grand-vicaire. Celui-ci, à son tour, s'excusa près de l'archevêque de Reims, échangea avec lui plusieurs lettres, et obtint son intercession pour rentrer en grâce auprès de son évêque.

Plus souvent, ce fut avec le Parlement de Paris que Le Tellier eut à soutenir ces démêlés administratifs. Une fois, entre autres, un nommé Bernisseau, curé de Liry, est déféré, pour diverses fautes, à l'officialité diocésaine. On informe juridiquement contre lui ; et, après un assez long débat, la cour ecclésiastique de Reims rend une sentence qui le dépossède de son bénéfice, et le condamne à une pénitence canonique, à l'issue de laquelle il pourra être promu à un autre bénéfice.¹ Bernisseau interjette appel au Parlement de Paris qui l'accepte, et déclare la procédure illégale pour plusieurs vices de forme, en particulier parce que l'on avait admis les ennemis de l'accusé à déposer contre lui. L'affaire fut révisée en la chambre des Tournelles. Les avocats demandaient la complète réhabilitation de l'accusé, la condamnation de l'archevêque et du promoteur de l'officialité à dix mille livres de dommages-intérêts. Le Tellier multiplia les démarches, les éclaircissements et les preuves ; le procès dura plus de deux ans, et finit enfin à l'avantage de l'archevêque, auquel on ne donna finalement tort que sur un point assez peu important.

Bien d'autres fois encore le prélat eut à lutter pour

¹ Bibl. nat. Ms. fr. 20710, fol. 1 et suiv.

maintenir l'intégrité de ses sentences et l'exécution de ses réformes.

Cependant au milieu des soins qu'il prenait pour élever et maintenir la valeur de son clergé, et pour en corriger les fautes, il avait été parfois attristé par un douloureux spectacle. Ça et là, à la tête des paroisses, il avait rencontré de bons et vénérables vieillards, qui supportaient depuis de longues années le poids d'un laborieux ministère. Ouvriers infatigables, ils continuaient vaillamment leur mission ; mais l'âge et les infirmités trahissaient leurs efforts. Leur vie régulière et leurs cheveux blancs étaient bien encore, au milieu des populations, la prédication la plus éloquente ; leur longue expérience était une précieuse lumière pour le jeune clergé ; néanmoins le service paroissial et l'instruction des peuples languissaient entre leurs mains, D'un autre côté, longtemps titulaires de bénéfices plus que modestes, obligés de partager encore avec les pauvres leur insuffisant revenu, ces vieux serviteurs de l'Eglise n'avaient pu songer aux besoins de leur avenir. L'administration était donc dans la pénible alternative, ou de laisser les paroisses en souffrance sous le gouvernement de pasteurs affaiblis, ou bien, en retirant à ces derniers leurs bénéfices, de les laisser plongés dans la plus complète misère. Maurice Le Tellier fut touché d'une aussi intéressante situation. Prenant l'initiative d'une œuvre qui lui parut absolument nécessaire, il fit une fondation d'une somme de quarante mille livres pour que le revenu en fût

réparti entre les curés vieux ou infirmes de son diocèse ;¹ il engagea les fidèles à s'intéresser à cette œuvre et à la développer par des dons et des fondations personnelles. Ce respect, ces délicates attentions pour la vieillesse, se manifestent assez souvent dans les notes et dans les actes administratifs de Maurice Le Tellier.

Divers auxiliaires avaient aidé Maurice Le Tellier dans l'application de tous ses plans de réforme. C'était d'abord, dès le début de son épiscopat, l'abbé Faure, l'un des premiers maîtres que lui avait donnés le chancelier, son père. Faure était l'objet d'une estime véritable et d'un attachement sincère de la part de l'archevêque, qui fait de lui le plus grand éloge.² Actif d'ailleurs, et dévoué, Faure soutenait le poids des affaires avec une rare facilité. Nous aurons, plus tard, l'occasion de parler de sa valeur théologique ; elle n'était malheureusement pas toujours au niveau de sa capacité administrative. Après le docteur Faure, ce furent surtout de Y de Seraucourt, et l'abbé de Louvois, tous deux vicaires généraux, qui partagèrent avec l'archevêque les soins de l'administration. Plus expérimenté et plus calme, de Y de Seraucourt exerçait une action réelle. L'abbé de Louvois, neveu de l'archevêque, était jeune encore ; il prenait des mesures parfois un peu précipitées, mais son oncle le rappelait à l'ordre avec une vigueur même parfois un peu rude, lui écrivant « qu'il l'avait fait son grand-vicaire pour le former à

¹ Bibliot. de Reims : Portefeuille Varin, N° 18.

² Bibliotheca Telleriana ; 1693. Præfat.

l'administration, mais nullement pour le laisser gouverner le diocèse à sa fantaisie. »

L'archevêque tenait à gouverner lui-même ; sur toutes choses il se réservait la décision, et ne souffrait guère que l'on prit des mesures en dehors de son autorité.

Il lui arrivait assez souvent de s'absenter de son diocèse et de séjourner à Paris. Néanmoins les Mémoires du temps le citent comme un prélat encore assez résidant ; et la régularité de ses visites pastorales, la série de ses actes administratifs garantissent l'exactitude de ce jugement. D'ailleurs, même absent de sa ville épiscopale, il était loin de se désintéresser des affaires de son diocèse. Chaque semaine, souvent même plusieurs fois par semaine, un exposé détaillé de toutes les affaires courantes était rédigé et signé par les vicaires généraux, ensuite expédié à l'archevêque ; celui-ci en prenait connaissance, puis, dans des notes marginales, toutes écrites de sa main, donnait sur chaque point sa décision, modifiait les avis préparés, sollicitait des réponses aux questions qui le préoccupaient le plus vivement. La lettre, ainsi annotée, était, dès le surlendemain au plus tard, réexpédiée à Reims aux vicaires généraux. Une partie de cette correspondance est conservée à la Bibliothèque nationale.¹ On ne peut se défendre d'admirer, à travers la précision de ces notes autographes, l'intelligente sollicitude de l'archevêque de Reims. Non-seulement l'état général des paroisses, mais le succès

¹ Biblioth. nat. Mss. fr. N^{os} 20712, 20713.

particulier d'une mission, l'état d'une école de village, la conduite d'un séminariste, éveillent son attention et provoquent, sous sa plume, quelque juste et utile observation.

Parallèlement à cette correspondance relative aux affaires spirituelles, il s'en fait expédier une autre sur l'état de la ville et la situation temporelle de la vicomté ; il la lit et l'annote avec la même ponctualité.

Sous l'empire de cette ferme et constante discipline, à la faveur surtout d'une paix bienfaisante, le diocèse de Reims semblait reflourir et réparer ses anciens désastres, quand de nouveaux malheurs vinrent fondre sur lui. La paix de l'Europe n'avait pas été de longue durée. La guerre de la succession d'Espagne se développa avec une série d'incomparables revers. La frontière de l'est eut particulièrement à souffrir, et le diocèse de Reims fut de nouveau, dans sa partie orientale, profondément troublé par la marche des armées ennemies. L'Autriche s'était levé contre nous, et les Pays-Bas, qui lui appartenaient, menaçaient nos frontières. Par ordre de Villars dont les armées couvraient le nord de la Champagne, des redoutes furent élevées sur la frontière du diocèse de Reims. Elles ne purent empêcher tous les ravages de l'ennemi.

Dès 1705, les habitants sont écrasés sous le poids des contributions que leur impose l'ennemi, et terrifiés par ses procédés menaçants. Les Prussiens de la province de Brandebourg, que l'Autriche venait d'ériger en royaume pour la récompenser du secours qu'elle lui apportait contre

la France, se montrent les plus impitoyables. Ils multiplient le pillage et l'incendie. Animés surtout contre le clergé catholique d'une haine de sectaires, ils le tracassent de mille manières. Au mois de juillet 1708, un détachement prussien se présente à Thilay. L'officier est porteur d'un ordre de l'intendant du roi de Prusse à Huy. En vertu de ce mandat, il doit faire prisonniers tous les curés de la prévôté de Château-Regnault, qui n'ont pas de sauvegarde particulière de la contribution ; en cas d'opposition, ordre est donné de piller, de brûler, et de tuer. Or, aucun avis de contribution extraordinaire n'a été transmis aux curés, qui payaient avec leurs paroissiens. L'officier exige un billet de cinquante pistoles ; un paroissien avance une somme de cent quatre livres. La troupe se retire emmenant prisonniers le vicaire de Nohan et d'autres personnes. Les malheureux passent dix jours dans les bois en proie aux plus cruelles anxiétés, et sont enfin mis en liberté.¹ Sur ces entrefaites, on fait demander des explications à l'intendant de Huy, nommé Happe ; ce dernier fait répondre que l'officier a parfaitement bien agi ; lui-même taxe le curé de Thilay à quatorze écus de contribution annuelle supplémentaire ; puis, additionnant d'une manière sommaire les frais de messages et les arrérages, porte le tout à la somme de cinq cents livres. L'imagination cupide de l'intendant prussien transformait par trop facilement en mines d'or les presbytères de campagne.

Averti de ces exactions, Le Tellier écrit à M. de

¹ Bibl. nat. Ms. fr. N° 20,712 — fol. 156.

Chamillart, et le prie d'interposer sa médiation pour adoucir ces excès.¹ Ces efforts sont impuissants. L'intendant de Huy décide que chaque curé doit prendre une sauvegarde qui lui coûtera dix-sept écus en espèces par an, et payer en plus les arrérages depuis huit ans que la guerre est commencée. C'était absolument impossible. Les curés sont aussitôt déclarés de bonne prise ; force leur est de quitter leurs paroisses ; ceux de Vrignes et de Viviers plus spécialement menacés s'éloignent les premiers ; les Capucins de Sedan les suppléent le mieux qu'il peuvent. Mais bientôt l'ennemi déclare qu'à défaut des curés, l'on arrêtera les religieux. Alors, de Château-Regnault jusqu'à Mouzon, le service paroissial est complètement désorganisé. A travers mille dangers, les Capucins multiplient leurs efforts pour administrer les sacrements.²

Les maladies et l'intempérie des saisons s'ajoutèrent aux maux de la guerre pour éprouver cette partie du diocèse de Reims. Une fièvre pourprée que l'on attribua à l'effroi causé par les ravages de l'ennemi, décima le pays.³ L'année 1708 fut si pluvieuse que les grains germèrent sur pied et ne produisirent presque rien. L'hiver de 1709, resté fameux dans l'histoire par ses rigueurs inouïes, pesa particulièrement sur ces populations déjà

¹ Bib. nat. Ms. fr. N° 20,713. fol. 156.

² *Ibid.* N° 20,714. fol. 6.

³ Voir, pour plusieurs autres détails fort intéressants : L'histoire de Gespunsart par M. l'abbé Péchenard docteur ès-lettres.

si malheureuses du Nord de la Champagne. Bien des gens allèrent à Liège demander l'aumône. L'archevêque de Reims multiplia lettres et mandements pour obtenir des secours. Il intéressa le Roi à la triste situation de cette partie du pays, et Louis XIV l'exempta pour cinq ans de toute espèce d'impôts.

Pour subvenir aux nécessités qui résultaient de toutes ces calamités, les assemblées générales du clergé votaient des dons gratuits au Roi, faisaient des emprunts dont la somme était répartie proportionnellement entre les différents diocèses. Or il fallait, en ces temps difficiles, une certaine habileté pour équilibrer ces budgets diocésains. Le Tellier s'occupa avec soin de cette question financière, et suggéra toujours les moyens les plus sages pour la bien résoudre; les procès-verbaux des assemblées du clergé de Reims ont conservé le souvenir des remerciements plusieurs fois votés à l'archevêque pour son concours intelligent en ces circonstances; et les registres des comptes, restés dans les papiers de son administration, attestent l'ordre parfait¹ que le prélat savait y mettre. Au dire de Bossuet, Maurice Le Tellier était fort entendu en

¹. Voici, d'après ces registres, l'indication de quelques-uns de ces emprunts et dons gratuits du diocèse de Reims, pour le secours de l'État:

Emprunts: en 1684, 99.644 livres; en 1690, 160.400 livres; en 1695, 120.000 livres; en 1702, 40.000 liv.

Dons gratuits: En 1695, l'assemblée générale du clergé vote 4 millions de subside extraordinaire; le diocèse de Reims est taxé à 109.003 liv.

Même taxe pour 1697.

En 1701, à l'occasion de la guerre de la succession d'Espagne,

ces questions¹ et son secours était précieux en des temps si calamiteux.

Nous venons de raconter les soins que Maurice Le Tellier donna au clergé séculier de son diocèse. Dans cette partie de son administration, l'archevêque de Reims se montra vigilant et actif, parfois raide, mais juste, voulant sincèrement le bien, et réalisant d'utiles réformes. C'est à son impulsion et à ses efforts persévérants que le diocèse de Reims fut redevable de ce bon ordre du clergé, de cette organisation des paroisses que les autres provinces admiraient dans la seconde moitié du dix-septième siècle, et dont les malheurs et les révolutions des époques suivantes ne purent effacer les vestiges.

l'assemblée générale vote quinze cent mille livres, et de plus quatre millions pour chaque année, tant que durera la guerre; le diocèse de Reims est taxé à 40.918 livres. — Par édit de Déc. 1691, le Roi avait créé des offices d'économes, greffiers ecclésiastiques, notaires royaux apostoliques et greffiers des gens de main-morte. Le diocèse de Reims racheta ces charges moyennant 29.700 livres.

Bibl. nat. Ms. fr. n° 20709. fol. 28.

¹Journal de l'abbé Le Dieu, Tom I, pag. 75.



CHAPITRE III.

LE TELLIER, Archevêque de Reims

SON ADMINISTRATION SPIRITUELLE. — CLERGÉ RÉGULIER

Rôle du clergé régulier dans le diocèse de Reims au XVII^e siècle. —
Disposition d'esprit de Maurice Le Tellier à l'égard des réguliers.
— Diverses réformes. — Monastère de Sainte-Marie de Monzon.
— Couvents de Charleville. — Chapitre de Braux. — Bénédictins
de Rethel. — Monastère de Signy. — Maison de Saint-Marcoul à
Reims; Hopital-général. — Ordonnance sur les réguliers.

En donnant, au commencement du chapitre précédent, la description générale de l'organisation religieuse du diocèse de Reims, nous avons nommé les principaux établissements monastiques qui s'y étaient fondés. Il nous reste à fournir quelques détails sur le rôle qu'ils remplissaient, sur le parti qu'en tira Maurice Le Tellier, et sur les mesures diverses qu'il prit à leur égard.

Les ordres religieux sont le développement naturel et nécessaire de l'Église catholique, les organes de sa vie, et les instruments au moyen desquels s'exerce son action.

Par les ordres religieux en effet, l'Église maintient, dans le monde, la pratique des conseils évangéliques

qu'elle a mission de perpétuer. Par eux encore, elle acquitte les deux grands devoirs de la prière et de la pénitence. La prière est, d'après la théorie surnaturelle de l'Evangile, la condition indispensable de la sanctification et du salut des âmes ; et dans la pensée de l'Eglise, les ordres religieux suppléent à l'insuffisance des prières de cette foule distraite par les préoccupations et les nécessités de la vie. La pénitence dans les cloîtres doit faire contre-poids aux iniquités publiques ; en vertu du dogme de la Communion des saints, elle profite aux pécheurs repentants ; elle maintient dans le monde l'esprit de renoncement et de sacrifice, base des vertus privées et publiques.

Aux ordres religieux encore l'Eglise confie spécialement la culture et la diffusion de la science sacrée, les œuvres de miséricorde, le soin de prêter un concours salutaire à l'apostolat du clergé séculier. Enfin, toujours soucieuse des bienfaits de la vraie civilisation, l'Eglise vit aussi avec bonheur les moines concourir largement aux progrès des lettres et des sciences, de l'agriculture, des arts ; et dans les jours de lutte, protéger les faibles, les pauvres et les abandonnés.

Tel a toujours été le rôle des ordres religieux dans l'Eglise ; tel il apparaît, dans le diocèse de Reims, sous le pontificat de Maurice Le Tellier.

Les monastères, que nous avons mentionnés au chapitre précédent, offrent pour la plupart, à cette époque, un spectacle de régularité digne des plus beaux jours du Christia-

nisme, et des exemples de haute perfection.

Dans toutes ces maisons l'on prie ; et dans ce pays de Reims, berceau de la France chrétienne, la prière des ordres religieux revêt un caractère particulièrement national dont Maurice Le Tellier comprend la grandeur. En effet, l'archevêque, dont la correspondance manifeste fréquemment les préoccupations patriotiques, reçoit-il la nouvelle de quelque éclatante victoire, il se hâte de la transmettre en termes souvent émus à ces communautés,¹ et par leur organe, la France remercie Dieu de sa protection. Une douloureuse défaite vient-elle contrister les cœurs, à la voix du Pontife, l'Église de Reims est à genoux. On prie à Saint-Nicaise, à Saint-Remi, aux Carmes, aux Augustins, aux Cordeliers, chez les religieuses de Sainte-Claire et de Saint-Pierre-lès-Dames. De Reims la supplication vole de sanctuaire en sanctuaire, jusqu'à Saint-Thierry, Saint-Basle, jusqu'au Mont-Dieu, jusqu'à Bonne-Fontaine, jusqu'aux extrémités les plus lointaines du diocèse de saint Remi. Elle va soutenir le courage de ceux qui combattent, consoler ceux qui succombent, ranimer dans tous les cœurs la confiance et l'espoir.

La pénitence et l'expiation ont leurs victimes volontaires dans les Cisterciens du Mont-Dieu, les Bernardins d'Igny, de Signy, de Bonne-Fontaine, dans les Carmes et les Franciscains. Tous offrent le spectacle de la vie laborieuse, pauvre et détachée. Ce n'était pas un médiocre encoura-

¹ Lettres et Mandements, *pussim*.

gement pour le peuple, écrasé souvent sous le poids des calamités publiques, d'apprendre de ces religieux à vivre et à mourir avec la résignation et l'espérance du chrétien.

La science fleurit aussi dans plusieurs abbayes du pays Rémois. Les bénédictins s'y sont multipliés, et la célèbre réforme de Saint-Maur, récemment introduite dans presque toutes leurs maisons, donne déjà les meilleurs résultats. Le laborieux chroniqueur, dom Marlot vient de mourir au monastère de Saint-Nicaise. Mabillon commence, à Saint-Remi, ses immortels travaux ; déjà dom Ruinart s'annonce comme son élève ; à Revin, le dominicain Billuart va bientôt paraître, et s'illustrer par ses prédications et sa science théologique. Les jésuites enseignent dans les collèges de Reims, de Charleville et de Sedan. Les Génovéfains se disposent à prendre la direction des séminaires. Les Capucins instruisent le peuple ; et à Sedan, dans des controverses restées célèbres, ils confondent la fausse science de l'hérésie.

Par tout le diocèse se sont ouverts pour les malades, les pauvres et les délaissés, des asiles où les religieux et les religieuses de divers ordres prodiguent leurs soins et leur dévouement.

Des religieux sont souvent députés pour l'administration des paroisses, plus souvent ils viennent en aide au clergé séculier par la prédication des stations de Carême, des missions diverses que l'archevêque multiplie ¹ pour soutenir et ranimer la foi des populations. Ce sont les

¹ Visites diocésaines et notes diverses.

Augustins, les Franciscains, les Dominicains qui sont le plus fréquemment employés à ce ministère.

L'agriculture et les arts profitent largement des travaux des moines. Le peuple vante la culture des terres d'Igny, et les merveilleux résultats obtenus sur celles de Bonne-Fontaine. Plusieurs églises et chapelles renferment des richesses d'architecture et de sculpture ; on admire la flèche d'Igny, la nef de Bonne-Fontaine, les voûtes de Signy, le chœur de Saint-Remi, les tours de Saint-Nicaise.

Les populations trouvent souvent dans les religieux leurs plus fermes et plus intelligents défenseurs. Les Bénédictins de Mouzon envoient au chef des armées lorraines, pour gagner sa bienveillance, un panier de leurs plus beaux fruits ; et par l'habileté de leurs procédés, sauvent du pillage la malheureuse cité. Les Capucins de Revin et de Donchery disputent avec courage aux soldats du Brandebourg les biens et la vie des populations de Thilay, de Gespunsart et de Braux.

Tels étaient les services que rendaient les religieux répandus dans le diocèse de Reims. Telles étaient les ressources qu'ils offraient à l'administration de l'archevêque.

Toutefois, pour tirer tout le parti possible de cette belle organisation, il importait d'en bien connaître le mécanisme, afin de le manier avec intelligence, et de ne pas briser les ressorts en essayant de les faire mieux jouer.

Or, parmi les congrégations religieuses du diocèse de Reims, les unes dépendaient directement de l'administration

épiscopale ; c'était à l'archevêque qu'appartenaient la visite du monastère, la réforme des abus, les modifications que réclamait, en diverses circonstances, la règle de la communauté. Les autres congrégations, (et c'était le plus grand nombre) étaient soumises à des supérieurs respectifs et à des chefs d'ordre, qui ne relevaient immédiatement que du Saint-Siège. Les sujets de ces congrégations étaient bien subordonnés à l'autorité épiscopale, quand, sortant de leurs monastères, ils prenaient une part plus ou moins grande à l'administration spirituelle des paroisses ; mais la vie intérieure du monastère, le droit de visite, le choix et la destination des sujets, les épreuves du noviciat, l'enseignement théologique échappaient, directement du moins, au gouvernement de l'évêque. Ce dernier ne jouissait, sur ces différents points, que d'un droit de vigilance extérieure et discrète, et ne pouvait agir que par voie de recours à l'autorité spéciale de laquelle relevait la communauté.

L'Eglise l'avait ainsi sagement établi, afin que les ordres religieux demeurent à l'abri des abus possibles du pouvoir épiscopal, sans que celui-ci fût cependant privé du respect dû à son caractère, et de la part d'autorité dont il a besoin pour gouverner les diocèses.

Or il importait de conserver cette organisation établie par l'Eglise. Il pouvait s'y glisser des abus : les meilleures institutions n'en sont pas exemptes ; mais il fallait essayer de les réformer par les voies légales, et nullement par des mesures radicales, beaucoup plus dangereuses que les abus

eux-mêmes. Malheureusement, au XVII^e siècle, l'esprit du Gallicanisme menaçait l'indépendance des ordres religieux. Plusieurs évêques, trop dociles à l'autocratie spirituelle des Parlements et du Roi, se croyaient permis d'exercer à leur tour une pression sur l'enseignement et la doctrine des corporations religieuses. Celles-ci résistaient et en appelaient au Saint-Siège, protecteur de leur indépendance, et dont elles défendaient la doctrine.

Nous avons vu que le pape Clément IX avait, dans un entretien privé, attiré l'attention de Maurice Le Tellier sur cet état de choses. Cependant, devenu archevêque de Reims, ce dernier céda trop au courant qui entraînait alors les esprits. Il désira sincèrement la réforme d'abus parfois trop réels ; mais il lui arriva de la poursuivre par un excès d'autorité bien plus nuisible que les abus eux-mêmes.

Cette remarque suffit à expliquer plusieurs points de sa conduite, dans ses rapports avec le clergé régulier du diocèse.

Dès le commencement de son administration épiscopale, Maurice Le Tellier avait eu à s'occuper de la situation pénible que la guerre et les incursions de l'ennemi faisaient au monastère des religieuses de Sainte-Marie de Monzon. Fondé en 1634, sous l'invocation de Notre-Dame-des-Prés par Henriette de la Vieuville, veuve d'Antoine de Joyeuse, comte de Grand-Pré, qui en fut la première Supérieure, ¹

¹ Les premières religieuses furent tirées du monastère de Saint-Pierre de Reims, ordre de saint Benoît.

ce prieuré fut d'abord abandonné à l'approche des troupes espagnoles : cependant les religieuses étant revenues en 1640, le monastère se développa par des acquisitions nouvelles. Mais en 1673, les fortifications de Mouzon sont rasées ; Les incursions ennemies recommencent plus nombreuses et plus redoutables.

Au milieu du désarroi général, la discipline du monastère de Sainte-Marie s'était relâchée ; Maurice Le Tellier résolut d'en resserrer les liens. Lui-même fit la visite du couvent, se rendit compte de ses besoins, et dressa un nouveau règlement plein de sagesse.¹ La règle de saint Benoît y était nettement rappelée. La régularité de l'office divin, la clôture, l'esprit de pauvreté et la défense de toute propriété individuelle, l'exclusion des religieuses admises sans autorisation suffisante, les mesures relatives à la bonne harmonie des membres de la communauté et à l'administration spirituelle de la maison sont les principaux points sur lesquels l'archevêque fit porter sa réforme. Puis, le prélat nomma la supérieure, désigna les assistantes, les tourières, et chargea Paul Bida, curé de Chémery et doyen de Mouzon, de veiller à l'exécution du nouveau règlement. ² Mais les événements furent plus forts que la bonne volonté de l'archevêque ; les maux d'une guerre incessante, en cette extrême frontière du royaume, rendaient la réforme difficile et faisaient craindre toutes sortes d'embarras pour le monastère. Alors

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. n° 20717, fol. 22.

² *Ibid.*

d'un commun accord avec la famille du fondateur, le prélat permit aux religieuses de quitter Mouzon pour aller s'établir à Paris.

L'attention de Maurice Le Tellier se portait en même temps sur les communautés religieuses d'un autre point de son diocèse, auquel il paraît avoir donné une vigilante sollicitude.

La cité de Charleville venait de naître et de se développer gracieuse et régulière, sous l'intelligente impulsion de Charles de Gonzague. Déjà la vie religieuse y poussait de profondes racines. Appelées par le duc fondateur, plusieurs communautés vinrent s'y établir: ce furent les Capucins, sur la place qui porte encore leur nom; un peu plus loin, les Carmélites; puis les Cordeliers. Sur la cime de ces montagnes, au pied desquelles la Meuse se joue une dernière fois au milieu d'un paysage plein de lumière, avant de s'enfermer dans ces gorges qui l'enserrent jusqu'à la frontière de France, un couvent de Jéronymites avait été placé,¹ comme la garde avancée de la prière et de la foi. Charles de Gonzague avait rêvé un instant, pour lui-même, la gloire des anciens croisés.² Il désira avoir dans la ville nouvelle une communauté de religieuses du Saint-Sépulcre; bientôt se développa la construction du nouveau monastère; la chapelle éleva dans les airs son élégante coupole, et montra gravées sur son portail, la croix de Jérusalem et

¹ L'église de Belair est l'ancienne chapelle du couvent.

² Il avait conçu un projet de croisade pour aller au secours des chrétiens opprimés par les Turcs en Asie et en Morée.

l'image du tombeau du Christ. C'était, au bord de la Meuse, comme un reflet des croisades, et des plus purs souvenirs de la chevalerie française.¹

Cependant, il ne suffisait pas d'avoir fondé ces monastères, il fallait les faire fleurir dans l'ordre et la discipline, au milieu du mouvement d'une cité naissante, et des embarras de la guerre. Maurice Le Tellier s'occupa de réparer les brèches que les malheurs des temps avaient pu faire à la régularité de ces communautés nouvelles. Le couvent des Jéronymites avait subi une assez rapide décadence, à cause de la difficulté de lui recruter des sujets et de lui trouver des supérieurs capables. C'était, en effet, le seul monastère de cet ordre qui existât dans le royaume; et, en 1672, il n'y avait plus, dans la maison de Belair, que trois prêtres et un frère convers. La négligence et le relâchement s'étaient peu à peu introduits dans la communauté ainsi diminuée. D'un commun accord avec le duc de Mantoue, gouverneur de Charleville, Maurice Le Tellier remplaça les Jéronymites par des Prémontrés, qui possédaient dans le diocèse plusieurs maisons florissantes: et ainsi rattachée à un tronc plein de sève, la petite communauté recommença bien vite à donner des fruits précieux de science et de vertu.

Le Tellier opéra une transformation analogue dans un autre monastère de Charleville appelé couvent de Bethléem.²

¹ Le monastère du Saint-Sépulcre est, actuellement, le Petit Séminaire; une aile de l'ancien couvent a été restituée aux religieuses.

² Ce couvent était installé à l'endroit appelé aujourd'hui *Tivoli*.

Cette maison était occupée par des Cordeliers; la plus grande partie des religieux étaient des moines irlandais bannis de leur pays après la révolution et le triomphe de Cromwell, en 1649. Mais il était difficile d'allier parfaitement ces deux éléments français et anglais dans le même monastère; le relâchement y avait d'ailleurs pénétré; puis, on ne pouvait pas employer utilement, pour la prédication et le ministère des paroisses, des religieux trop peu au courant de la langue, des habitudes et du caractère du pays. Le Tellier préféra les remplacer par des Récollets, branche réformée de la famille franciscaine, dont il admirait la régularité, la piété et le zèle.¹ Cette transformation fut achevée en 1684, et les moines irlandais furent transférés à Bar-sur-Aube et à Vassy.²

Après une période de régularité pendant laquelle on avait vu fleurir toutes les vertus sous l'administration de la princesse Claude de Moy comtesse de Chaligny, et de plusieurs autres supérieures qui lui succédèrent, la maison du Saint-Sépulcre avait perdu quelque chose de sa première ferveur. Maurice Le Tellier en fit faire la visite par le P. Leclerc, religieux génovéfain de Reims,³ et d'après les indications du zélé visiteur, il arrêta la décadence par des réformes pleines de sagesse, s'appliquant à faire de cette maison, déjà justement célèbre, un sanctuaire de recueillement et de prière, en même temps qu'un foyer de

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,753, fol. 251.

² Hist. du diocèse de Laon par dom Lelong. — Edit. Seneuze, à Châlons 1703; fol. 469.

³ Bibl. nat. Mss. fr. n° 20,718 fol. 120 et suiv., et 20,719 fol. 150.

bonne et religieuse éducation pour les jeunes filles de la contrée.

Aussitôt après la réforme du Saint-Sépulcre, l'archevêque voulut pourvoir plus largement à l'éducation gratuite des enfants pauvres à Charleville et dans les alentours. Dans ce but, il seconda de tous ses efforts le dessein d'une pieuse dame nommée Morel, qui, aidée de quelques autres dames, désirait se consacrer à cette œuvre, à Charleville et dans les campagnes voisines. En 1694, l'archevêque confirma l'établissement de cette communauté sous le titre de *Société séculière des Filles de la Providence*. Il leur donna des règlements destinés à les maintenir dans l'esprit de leur pieuse fondatrice. La prière, le détachement, le travail, faisaient le fond de leur vie, et elles devaient s'appliquer à enseigner aux jeunes filles pauvres, « la religion, la morale, la lecture, l'écriture et les travaux de leur sexe et de leur condition.¹ »

De Charleville, l'attention de Maurice le Tellier se porta sur les maisons religieuses des environs. Il mit fin, par de sages ordonnances, à quelques différends survenus entre le curé de Mézières et les chanoines de la collégiale de Saint-Pierre².

Non loin de là, les religieux de Saint-Hubert, de l'ordre de saint Benoît, possédaient le prieuré de Prix et adminis-

¹ Règlement donné par Maurice Le Tellier à la Société des Filles séculières de la Providence de Charleville. — Bibliot. de Reims.

² Règlement pour le Chapitre de Mézières. Bibl. nat. Ms. fr. N° 20,716, fol. 142.

traient la paroisse. Quelques-uns d'entre eux étaient aussi au prieuré de Saint-Thibault à Château-Porcien; mais le pape Urbain VIII avait décidé, pour la réforme de l'ordre, que ces religieux retournassent au couvent principal, et que ces prieurés fussent desservis par des curés séculiers.¹ Cette ordonnance était restée jusque-là lettre morte; l'archevêque de Reims en pressa l'exécution et la fit rigoureusement accomplir.

A quelque distance de Mézières et de Prix, en descendant la Meuse, se trouvait le Chapitre de Braux. Fondé en 829, par l'archevêque Ebbon, pour la garde des reliques de saint Vivent,² augmenté par Hincmar, à cause des miracles qui s'opéraient au tombeau du saint, le Chapitre de Braux fut chargé du ministère pastoral à Braux et dans la contrée, et eut le revenu des chapelles d'Aiglemont, de Gespunsart, de Deville, de Laifour,³ de Damouzy et de Houldizy.

Henri de Braine avait élevé à trente le nombre des chanoines, à condition que les vacances qui se produiraient ne seraient point comblées jusqu'à ce que les titulaires fussent réduits à douze. Le Chapitre accrut rapidement ses propriétés et acquit de grands biens dans les environs, particulièrement sur les bords de la Semoy.⁴

En 1592, Henri de la Tour, prince de Sedan, dépouilla

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. 20.764, fol. 53.

² Bréviaire hist. du Chapitre de Braux. 1^{re} partie.

³ Charte de Foulques, archev. de Reims.

⁴ Mézières, archives départementales, copies de Chartes d'acquisitions, série, 1, 9.

le Chapitre, pour doter l'académie protestante de Sedan et rétribuer ses professeurs ; la spoliation fut continuée sous les successeurs de Henri. Le revenu total, y compris ceux des diverses paroisses, n'était plus, en 1675, que de quatre mille livres, c'est-à-dire quatre cents à quatre cent cinquante livres pour chaque chanoine. Sur ce revenu déjà si maigre, plusieurs curés du voisinage, qui n'avaient pas de quoi vivre, demandaient encore des subsides annuels. Maurice Le Tellier n'imita pas, envers le Chapitre, la munificence de ses prédécesseurs : il en détacha plusieurs paroisses, et promit aux vicaires de Nohan, de Vrignes et d'Aiglemont une rente de cent-cinquante livres, à prendre sur ses revenus (1687). ¹ Le Chapitre désormais engagé dans des luttes multiples, et obligé de défendre ses droits pied à pied, ne mena plus qu'une existence affaiblie et précaire.

Des démêlés plus graves avaient, vers le même temps appelé ailleurs l'intervention de l'archevêque de Reims. La ville de Rethel possédait un ancien prieuré² de Bénédictins, qui relevait de l'abbaye de Saint-Remi, de Reims. L'église, depuis l'établissement des religieux, servait en même temps à la communauté et au clergé séculier de la paroisse ; celui-ci se fit assigner une chapelle à son usage : ce fut une

¹ Fragmenta, p. 33. 37.

² L'origine de ce prieuré remonte à la restitution de l'église paroissiale, longtemps usurpée par les comtes de Rethel, et remise aux mains de Raoul, archevêque de Reims, par le comte Hugues, à condition d'y établir une communauté de clercs ou de religieux (1118) Calixte II confirma, en 1119, la restitution de l'église et l'établissement des religieux. (D. Marlot. T. II. P. 609).

source de longues et malheureuses dissensions. Le prieur, se prétendant curé primitif, revendiqua, à ce titre, les droits et honoraires que le vicaire paroissial lui disputait. En 1279, on avait conclu une transaction en vertu de laquelle, après divers agrandissements faits à l'église, les paroissiens devaient entretenir la chapelle Saint-Nicolas et l'aile qui leur était destinée; celle du côté du cloître restait à la charge du prieur, ainsi que la nef du chœur et le chevet de la chapelle Saint-Pierre. Ce premier plan fut modifié dans ses détails par les constructions nouvelles et les embellissements qui se firent successivement dans l'église de Rethel;¹ mais il servit de base de partage entre le local destiné à la paroisse et celui qui était réservé au monastère.

Malheureusement ces arrangements ne purent procurer la paix. On sépara les deux nefs par un mur; on en vint parfois, de part et d'autre, à troubler les prônes et l'office divin; prieur et vicaire paroissial se disputèrent, sous les yeux des fidèles, les fonctions et les attributs du ministère pastoral. Maurice Le Tellier résolut de mettre fin à ces

¹ La chapelle Saint-Nicolas, concédée aux habitants, était primitivement placée dans la nef du prieuré. Les habitants la firent, avec l'autorisation du prieur, transférer au chevet de la nouvelle nef, dont l'achèvement fut retardé jusqu'en 1313. En même temps, les paroissiens, firent construire une aile parallèle sur le cimetière, du côté de la ville. Les voûtes de cette dernière construction ne furent édifiées qu'à la fin du XV^e siècle; à la même époque fut construit, au chevet de la nef paroissiale, le chœur de Saint-Nicolas avec un magnifique jubé. Un nouveau portail fut construit au XVI^e siècle, et enfin une tour d'un style très-différent fut élevée au XVII^e siècle.

disputes regrettables. Il procéda, il faut le reconnaître, d'une manière assez sommaire, et fit partir les religieux. Ceux-ci voulurent résister; mais l'archevêque s'appuyant sur son titre d'abbé de Saint-Remi, dont dépendait le prieuré, fort d'ailleurs de l'assistance du Roi, fit rendre, le 10 septembre 1684, un arrêt du Conseil, qui ne permettait plus aux religieux la moindre opposition. Le prieur était alors le savant D. Mège. Il se retira à Saint-Germain-des-Prés, où il mourut deux ans après.

Le Tellier s'opposa à l'arrivée de nouveaux religieux, et voulut résoudre définitivement la question, par l'ordonnance suivante : « Sur ce qui nous a été remontré que le service du prieuré a cessé par l'impossibilité où l'on est de trouver des anciens religieux de l'ordre de saint Benoît, que l'église du prieuré n'étant pas séparée de celle de la paroisse, en augmentant le nombre des prêtres séculiers qui y sont habitués, le service du prieuré se pourrait faire avec d'autant plus d'édification que, lesdits religieux n'y étant plus, l'office divin ne serait plus troublé dans cette église, comme il l'avait été de tous temps par les difficultés continuelles et indiscretes qu'ils avaient faites aux curés, et qu'ils avaient renouvelées, en diverses occasions, depuis que Dieu nous a appelé au gouvernement de notre Église; Ordonnons par provision, que le curé de Rethel recevra tous les revenus de la mense monacale, dont il acquittera les charges ordinaires, et entre autres celle de payer tous les deux ans cent livres au prêtre qui dessert l'église de Bertencourt, succursale de Rethel, et deux cent cinquante

à chacun des trois prêtres par nous choisis, en notre qualité d'abbé de Saint-Remi, lesquels feront avec lui, curé, et le clerc dudit prieuré, dans le chœur des moines, l'office divin en la même forme et manière qu'il était fait par les religieux de Saint-Maur. Le reste des revenus demeurera audit curé pour sa rétribution, et pour l'entretien des lieux réguliers, du luminaire, et des ornements dudit prieuré. »¹

Le Tellier s'intéressa aussi à l'Hôtel-Dieu de Rethel, construit en 1690. En 1703 il lui fit une donation généreuse qui permit d'appeler les sœurs de saint Vincent de Paul, pour y soigner les malades.²

Ce fut pendant le temps des visites qu'il fit à Rethel, que l'attention de l'archevêque de Reims fut attirée sur l'état de décadence où était tombé le monastère de Signy, à quelques lieues de Rethel. Cette maison avait été créée en 1134, par saint Bernard, qui tira des religieux d'Igny; elle ne possédait plus, au temps de Maurice Le Tellier, que sept religieux, dont l'un était curé de Signy, et un autre de Librecy. A la faveur de cette désorganisation, le relâchement s'était introduit dans la communauté. L'archevêque de Reims écrivit à l'abbé de Clairvaux, pour lui exposer la situation, solliciter une réforme, et lui indiquer les moyens de la réaliser plus sûrement. Il fallait éloigner quelques religieux, augmenter le nombre de ceux qu'on garderait, et mettre à leur tête un supérieur

¹ Hist. de Rethel par Jolibois, p. 173.

² Hist. de Rethel.

intelligent et zélé. Aidé des indications de l'archevêque, l'abbé de Clairaux rétablit à Signy la régularité des anciens jours, et l'abbaye commença une nouvelle période de gloire monastique et d'édifiantes vertus.

Cette régularité religieuse frappait l'esprit de Maurice le Tellier, et quand il la rencontrait quelque part, il en était l'admirateur sincère. C'était pour cette raison qu'il aimait tout spécialement la chartreuse du Mont-Dieu; souvent il s'y rendait au cours de ses visites épiscopales, et passait là plusieurs jours. Il voulut y conduire son frère Louvois; et l'on raconte que le ministre, en pénétrant dans le cloître du monastère, qui se déployait en élégantes arcades, fut frappé d'admiration, et s'écria que, s'il l'avait connu plus tôt, c'est sur ce plan qu'il eût fait construire la place Vendôme.

L'église et les cellules des religieux le disputaient au cloître par l'harmonie de leurs dispositions. Toutefois, quelque remarquable qu'elle fût par l'heureux arrangement de ses constructions, la chartreuse du Mont-Dieu l'était bien plus encore par la grandeur de ses souvenirs. Là, saint Bernard avait souvent médité et prié; on y voyait sa cellule, un de ses plus anciens portraits, une fontaine qui portait encore son nom. La prédilection du Saint pour cette belle solitude semblait l'avoir préservée des dangers du relâchement. A travers les âges, à travers les guerres et les pillages fréquents, l'esprit de l'illustre fondateur était toujours vivant, et les religieux savaient allier l'amour des lettres à la pratique de la vie contemplative.

Dom. Ganneron venait de mourir, laissant sur l'histoire locale des travaux du plus haut intérêt, et aussi quelques poésies qui ne sont pas sans mérite. D'autres religieux avaient suivi son exemple; tous surtout pratiquaient cette régularité dont l'archevêque de Reims faisait volontiers l'éloge et recommandait l'imitation.¹

En veillant ainsi au bon ordre des maisons religieuses situées aux points les plus éloignés de son diocèse, Le Tellier ne pouvait négliger celles de sa ville épiscopale. Nous verrons, dans un chapitre spécial, le parti qu'il sut tirer de celles qui se vouaient à l'éducation publique; il nous reste à parler ici du soin qu'il prit de celles qui s'employaient au ministère pastoral, et au soulagement des pauvres et des malades.

Il provoqua et obtint la réforme des Jacobins de Reims, stimula le zèle des Cordeliers, seconda les efforts des prêtres de la Mission; en même temps il organisa, pour le service des pauvres, de nouvelles familles religieuses.

La ville de Reims avait, en 1633, commencé l'établissement de son hôpital général. Les biens des léproseries de Saint-Eloi, de Sainte-Anne, et des Chartreuses² des paroisses y furent réunis, de même que la maison du collège des Écrivains³. Ce premier établissement était destiné seulement

¹ Lettres de Le Tellier, *passim*.

² C'était un corps de vingt-quatre administrateurs gouvernant le revenu des pauvres de chaque paroisse. (*Marlot*).

³ « L'hôpital d'Aubry-le-Crevé, bâti derrière l'Hôtel-de-ville, a retenu le nom de son fondateur; il semble que c'était autrefois un séminaire de clercs, comme il se lit en un testament de l'an 1314,

aux enfants des deux sexes qui devaient y être logés. Quelque temps après, dans le dessein de diminuer la mendicité, on y réunit les vicillards, et l'on acheta plusieurs autres maisons; ces deux établissements furent réunis en 1661. Mais en 1683, le grand bâtiment, pour le logement des femmes, ayant été achevé, la maison des Ecrevés, devenue inutile, fut vendue, et l'établissement transformé, dut recevoir, de l'archevêque, son organisation spirituelle.

Voici comment fut constitué le nouvel hôpital général aux termes du règlement donné par Maurice Le Tellier en date du 21 octobre 1685. ¹

La haute direction de la maison était confiée à un bureau d'administrateurs nommés par le conseil de ville. Chacun d'eux devait, à tour de rôle, passer une semaine dans l'hôpital général, et assister à tous les exercices communs. A l'intérieur de la maison, un ecclésiastique remplissait les fonctions d'aumônier et d'économe, et était préposé, en qualité de supérieur, au quartier des hommes. Il était secondé par un auxiliaire qui prenait le titre de maître des garçons.

Il y avait, pour le quartier des femmes, une supérieure

gardé au cartulaire de Saint-Timothée. Il fut augmenté par les bienfaits d'un chanoine de Reims, en 1335; et il n'y a pas soixante ans qu'il portait nom de collège où l'on enseignait les humanités. Les P.P. Jésuites et les Capucins s'y logèrent successivement lors de leur première entrée dans Reims. Maintenant (1650), il sert à la charité des femmes. » (*Marlot*, T. II. P. 405. —

¹ Statuts et Règlements de l'Hospital général de Reims. -- A Reims, chez Potier, 1686.

choisie par le bureau, aidée par d'autres religieuses qui remplissaient les fonctions de maîtresses et de sous-maîtresses, etc. Le noviciat de ces religieuses était de deux ans.

Venaient ensuite d'autres officiers inférieurs ; divers maîtres de métiers, bonnetier, tailleur, sergier, peigneur, cardeur, boulanger, chargés de présider aux travaux manuels et de pourvoir aux diverses nécessités de la maison. Des sergents, ou gardes, étaient commis pour empêcher la mendicité. Ils devaient, chaque matin, aller d'abord à l'hôtel-Dieu pour y prendre les passants reçus le soir précédent, et les conduire de là aux portes de la ville, puis aller par les églises, les places publiques et les rues, amener les mendiants à l'hôpital général, y laisser ceux de la ville, et conduire les étrangers hors des portes.

Les occupations de la journée étaient distribuées avec un ordre parfait. La religion présidait à tout, ennoblissait la destinée du pauvre, et rappelait tous les membres de l'administration à l'esprit de charité et de miséricorde. « Ils considéreront, dit le règlement, que le public s'étant déchargé sur eux des soins dus aux nécessités des pauvres, ils répondront du sacré dépôt qui leur est confié au tribunal d'un Dieu qui s'est déclaré le protecteur des affligés et des délaissés. Ils verront toujours dans les pauvres la personne même de Jésus-Christ. Quant aux pauvres, ils regarderont l'état dans lequel Dieu les a mis comme un effet de sa Providence et de son amour, et comme

une marque presque évidente de leur prédestination, et du dessein qu'il a de les sauver. Ils se conformeront à sa sainte volonté, et souffrant dans un esprit de pénitence, ils offriront à Dieu leurs peines en expiation de leurs péchés; ils le remercieront de la grâce qu'il leur a faite de leur donner un asile, où ils trouvent tout ce qui leur est nécessaire pour la vie de l'âme et du corps...¹ »

Tels étaient les nobles sentiments, l'esprit de respect, de résignation et de charité que le règlement, inspiré par la Foi, voulait faire régner dans l'hôpital général. L'enseignement assidu du catéchisme, la pratique de la prière et la fréquentation des sacrements en garantissaient la conservation.

C'était déjà beaucoup d'avoir ouvert ce vaste asile aux orphelins, aux pauvres et aux vieillards abandonnés; mais un autre genre de misère sollicitait la charité des Rémois et de leur archevêque: c'étaient ces malheureux qui, affligés de maladies incurables, réclamaient un asile où la religion les aidât à supporter leurs maux, et à s'en servir comme d'un trésor pour gagner la vie future.

L'hospice des incurables fut fondé en 1650, sous le vocable de saint Marcoul. Bientôt l'hôpital fut trop étroit pour le nombre des malades; et dès 1651, il s'agrandit de la chapelle et de la maison des Béguines de Sainte-Agnès, que céda Henri de Maupas, abbé de Saint-Denis de Reims. Enfin une troisième transformation se fit dans l'établissement: la ville acheta, du produit des quêtes faites à cette

¹ Règlement, pages 7, 36, 38, 44.

intention dans le bourg de Saint-Denis, la maison des Orphelins.¹ L'hôpital ainsi augmenté reçut de Maurice le Tellier, les règlements les plus propres à réaliser l'œuvre de charité à laquelle il était destiné.

C'est ainsi que, fidèle à la tradition de l'Église, d'après laquelle l'évêque est constitué le père et le protecteur des orphelins et des pauvres, Maurice le Tellier soutenait et multipliait les institutions de charité dans sa ville épiscopale.

Cependant, comme si les œuvres, dont l'homme est l'instrument, étaient condamnées à porter, par quelque endroit, l'empreinte de l'imperfection et de la fragilité humaines, le zèle que déployait Le Tellier, pour la conservation et la réforme de la vie religieuse dans son diocèse, ne fut pas exempt de fautes et d'erreurs. Il se servait des ordres religieux, il aimait à rendre justice aux mieux disciplinés ; mais son esprit nourrit parfois contre leurs membres une défiance un peu ombrageuse. Ses théories d'autorité trop absolue ne s'accommodaient qu'à demi d'un mécanisme que l'Église plaçait en dehors de l'action directe du pouvoir épiscopal ; des luttes de doctrine, des rivalités d'enseignement dont nous parlerons bientôt,

¹ Cette maison prit naissance en 1662, par la charité de Marie Brisset, épouse de Georges Varlet, bourgeois de Reims. Elle acheta, des quêtes faites, une maison dans le bourg Saint-Denis, où elle installa une chapelle avec un tronc et un écriteau ainsi conçu : Maison de N.-D. de la Pureté pour les pauvres orphelins. — Les magistrats l'obligèrent à se défaire de cette maison, en faveur de Saint-Marcoul ; elle en employa les deniers à l'acquisition d'une maison, rue du Barbâtre, où elle logea avec quelques autres dames de la Miséricorde, et y entretint un grand nombre d'orphelins. (Collections de Champagne. — n° 32. — fol. 207).

augmentèrent ses susceptibilités; enfin le désir sincère de réprimer des abus partiels auxquels il voulait porter remède, mais qu'il ne devait corriger que par des voies légales, contribua parfois à entretenir ses illusions. Toujours est-il que, dans le cours de son épiscopat, nous le voyons restreindre outre mesure les pouvoirs spirituels des réguliers, et surveiller leur enseignement d'une manière un peu jalouse et inquiète. Les Jésuites ou les Minimes soutiennent-ils quelque thèse qui ne cadre pas complètement avec les idées théologiques de l'archevêque, celui-ci les réfute et les condamne par des ordonnances précipitées; un humble Cordelier laisse-t-il, dans une obscure mission, échapper quelque proposition qui semble s'écarter tant soit peu de l'orthodoxie; plutôt que de laisser tomber une parole fugitive que ne répèteront pas les échos du lendemain, et de se contenter d'une observation sérieuse, mais personnelle, Le Tellier demande des réparations éclatantes et publiques. Il exige que les réguliers, au retour de chaque mission qu'ils auront prêchée, lui rapportent un certificat du curé et même des marguilliers de la paroisse; il limite leurs pouvoirs d'administrer les sacrements, même dans leurs chapelles respectives.

Ces dispositions d'esprit de Maurice le Tellier se manifestèrent surtout dans une ordonnance concernant les réguliers du diocèse de Reims, laquelle fut publiée le 24 mai 1697, et fit alors beaucoup de bruit. Dans cet écrit, l'archevêque commence par dire que, «dès qu'il a été appelé au gouvernement de sa métropole, il a cherché à se rendre

exact dans l'exercice de sa charge; qu'ayant souvent réfléchi aux moyens qui pouvaient le rendre fidèle dans son ministère, et lui donner une assurance morale de la probité et de la bonne conduite de ceux auxquels il jugerait à propos de confier la dispensation des saints mystères, il n'en avait pas trouvé de plus sûr, pour les séculiers, que de les faire élever dans ses séminaires, moyen qui lui avait réussi, par la singulière protection de Dieu; que, pour les religieux, il ne leur avait jamais donné que des approbations limitées à un certain temps, afin de les faire repasser souvent sous ses yeux, et de les exciter par là à s'observer de plus en plus, ce qu'il ne manquerait pas de continuer à faire; mais qu'il avait reconnu que le témoignage des supérieurs est parfois équivoque et trop complaisant, et que des religieux compromis dans un diocèse, avaient été trop facilement employés dans un autre; que le seul moyen de remédier à cet abus était de prendre, avec les réguliers, les mêmes précautions que celles, déterminées par les canons, à l'égard des séculiers. Or, sous ce rapport, l'usage très-ancien est que les prêtres qui sortent du diocèse de leur naissance, ne soient pas admis dans un autre à faire les fonctions de leurs ordres, s'ils ne représentent à l'évêque du lieu où ils sont, des lettres expédiées en bonne forme par leur évêque, et qui rendent témoignage du rang qu'ils tiennent dans l'Église, et de leur bonne conduite. »

Après ces considérations, il ordonne que les religieux venant d'ailleurs, qui seraient présentés par leurs supérieurs locaux, seront tenus d'apporter des lettres testimoniales

de leurs provinciaux, contenant une attestation en bonne forme de leur vie et mœurs, et de plus, un certificat de l'archevêque ou évêque du diocèse dans lequel ils auront fait leur séjour, ou de leurs vicaires-généraux; ce certificat rendra témoignage du bon usage que les réguliers auront fait des pouvoirs qui leur avaient été confiés; faute de quoi, ils ne doivent pas compter être employés dans le diocèse.¹ Cette ordonnance exagérait le droit de surveillance accordé aux évêques, et témoignait d'une trop grande défiance envers les religieux. Aussi fut-elle accueillie avec un sentiment de pénible surprise. Bossuet trouva la mesure indiscrette; c'est au sujet de cette ordonnance, qu'il écrit à son neveu, à la date du 29 juillet 1697: « L'ordonnance de M. de Reims ne fait ici aucun bruit. Je ne me signalerai pas par de semblables actes. C'est à ceux qui occupent les grands sièges à parler; pour moi, je me contenterai de faire les choses sans éclat.² » Cependant l'ordonnance fut appliquée au diocèse de Reims. Les religieux prirent le parti de faire le moins de changements possible dans leurs maisons, afin d'éviter, autant qu'ils le pourraient, les difficultés.

Non content d'avoir porté cette ordonnance pour les réguliers de son diocèse, Le Tellier aurait voulu la faire adopter par tout le clergé de France. En conséquence il la proposa à l'assemblée générale qui se tint à Paris en 1700. Dans la séance du 22 juin, il offrit de donner

¹ Ordonnance sur les réguliers, 24 mai 1697.

² Bossuet. — Edit. Firmin-Didot 1836, T. XII, P. 104, 5.

lecture de sa lettre pastorale. On le fit le jour suivant ; après quoi, l'archevêque de Reims dit que, « si les supérieurs de tous les ordres religieux avaient une aussi grande attention à ne pas souffrir parmi eux des sujets qui donnent du scandale, qu'il en avait toujours remarqué dans les congrégations des bénédictins de Saint-Maur et de Saint-Vanne, dans la société des jésuites, parmi les religieux de Sainte-Genève et quelques autres, il n'aurait pas été poussé, par le devoir de sa conscience, à faire cette ordonnance ; qu'il pouvait dire qu'il ne l'avait faite qu'après avoir pesé, au poids du sanctuaire, d'un côté, les inconvénients, de l'autre, la nécessité ; que la défense faite aux Jésuites par leur général, de prendre des lettres testimoniales, l'empêchait, contre son inclination, d'employer tous ces religieux, dont il estimait le mérite et la capacité ; que les Capucins avaient été les plus opposés à l'exécution de son ordonnance ; que le chapitre général des Prémontrés réformés avait aussi défendu à ses religieux de s'y conformer ; que, comme sa seule vue avait été le bien de l'Eglise et de son diocèse ; il n'hésitait pas à dire à la compagnie que, si elle croyait qu'il y eût quelque tempérament à prendre pour concilier la délicatesse des réguliers avec les devoirs d'un évêque, dans un article aussi essentiel pour la discipline, il se ferait un plaisir de marquer à l'assemblée l'inclination qu'il aurait toujours de se conformer à ses sentiments.¹ »

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1700 — P. d'Avrigny Edit. Paris, 1729 ; T. IV, P. 82 et suiv. — Journal de l'abbé Le Dieu, Tom. II, P. 54, 55, 89, 94.

Le 16 août, la question fut étudiée au bureau des réguliers, qui se tenait chez M. de Reims. On convint de demander à l'archevêque qu'il abandonnât son ordonnance, et qu'il y substituât un simple règlement.

Le Tellier s'occupa immédiatement de la rédaction de ce règlement; nous en retrouvons la minute parmi ses papiers. Le voici en substance :

Les Evêques feront la visite même des monastères exempts qui se trouvent dans leurs diocèses. Il sera défendu aux religieux de faire, le dimanche, dans leurs églises, aucune instruction ou prédication ayant la fin des messes de paroisses. Leurs pouvoirs spirituels seront subordonnés à des examens subis périodiquement devant l'évêque ou ses vicaires généraux. Pendant le temps pascal ils devront se munir d'une autorisation spéciale de l'évêque pour administrer les sacrements dans les églises de leurs couvents. Leurs sujets ne pourront être ordonnés, sans l'autorisation de l'évêque diocésain. Enfin, en passant d'un diocèse à l'autre, ils devront se munir de lettres testimoniales de l'évêque.¹

Le 21 août, l'affaire vint devant l'assemblée réunie; Bossuet en fut le rapporteur. Ses conclusions, beaucoup plus modérées que celles de Le Tellier, furent fort applaudies; on résolut unanimement de renouveler les règlements de la précédente assemblée du clergé, et d'y ajouter simplement celui-ci: que les réguliers, passant d'un diocèse à un autre, apporteront un témoignage de leur provincial.

¹ Bibl. nat. Ms. fr. N° 20,765 — fol. 166.

La proposition de M. de Reims, pour les témoignages des évêques, ne fut pas acceptée.¹

Privé de l'appui général du clergé et abandonné à lui-même dans cette lutte contre l'indépendance des réguliers, Le Tellier laissa subsister l'ordonnance pour son diocèse, mais il en tempéra les rigueurs dans la pratique et bien que parfois un peu entravée, l'action des ordres religieux continua à se faire sentir pour le profit général du diocèse. La Providence tira même le bien du mal. Comprendant qu'ils devaient compter avec la surveillance un peu sévère de l'archevêque, les religieux observèrent plus scrupuleusement leurs démarches et leur enseignement. De part et d'autre, on se donnait d'ailleurs des marques réciproques d'estime et de respect. Et tout en regrettant les préjugés d'éducation, la vivacité de caractère et les susceptibilités qui, parfois, abusèrent Le Tellier, et l'entraînèrent au-delà des bornes, on ne saurait contester qu'il tira largement profit des réguliers, stimula leur zèle, prévint quelquefois leurs écarts, et sut reconnaître leur dévouement et leur mérite.

¹ Journal de l'abbé Le Dieu, T. II. P. 94.

CHAPITRE IV.

LE TELLIER, Archevêque de Reims

SES RAPPORTS AVEC LES PROTESTANTS.

Situation du parti protestant en France. — Le Protestantisme à Sedan. — Visites de Maurice Le Tellier à Sedan. — Ses rapports avec les ministres protestants ; il prêche à Sedan, y fonde des écoles et des établissements divers. — Réparations de l'église Saint-Laurent. — Déclin et suppression de l'académie protestante. — Séminaire catholique. — Le Tellier et les nouveaux convertis. — Transformation du temple protestant en église catholique.

Il est un point de l'administration spirituelle de Maurice Le Tellier, qui nous semble réclamer une étude spéciale : c'est la conduite du prélat envers les protestants de son diocèse.

En effet, d'une part, la situation générale du Protestantisme en France subissait une transformation à laquelle se trouvèrent nécessairement mêlés tous les évêques du royaume ; d'autre part, le Protestantisme occupait, dans le diocèse de Reims en particulier, un point très-important, Sedan et le pays d'alentour ; et Maurice Le Tellier dut s'occuper spécialement de cette portion de son troupeau.

L'édit de Nantes et la paix d'Alais avaient fait aux protestants français de très-larges concessions. Toutefois la nation gardait ses théories relativement à la dissidence des cultes. L'unité religieuse semblait la garantie nécessaire de l'unité nationale, et le libre exercice de la religion réformée, moins un principe qu'une tolérance inévitable, mais dangereuse. Aux yeux de tous, l'État avait pour but et pour devoir de maintenir l'ordre spirituel fondé sur le catholicisme, aussi bien que l'ordre temporel ; et le Roi apparaissait encore comme l'*Evêque du dehors*, obligé de maintenir dans leur intégrité les vérités religieuses, et de les défendre contre les attaques de l'hérésie.

Ces idées, qui étaient celles de la nation, étaient celles de Louis XIV. Son absolutisme allait d'ailleurs grandissant. Puis, il conservait dans sa pensée le souvenir de la conspiration d'Amboise, des secours fournis aux Anglais par les protestants de La Rochelle, et des diverses tentatives faites par les réformés pour rompre l'unité nationale. On a de plus prétendu que, troublé des reproches que lui faisait sa conscience sur le dérèglement de ses mœurs, le Roi cherchait une sorte de réparation dans un plus grand zèle à soutenir la Religion et à détruire le Calvinisme ; et que, inquiet de ses luttes avec le Pape, il voulait donner des gages de son orthodoxie.

Toujours est-il que, par une série d'édits successifs, Louis XIV restreignit peu à peu la liberté des protestants. Dès 1662, il s'opposa à la réunion triennale du synode général ; en 1663, les *apostats* et *relaps* furent condamnés

au bannissement perpétuel. Un édit du 24 octobre 1665 autorisa les enfants des protestants à changer de religion, sans l'aveu de leurs parents, les garçons à l'âge de quatorze ans, les filles à celui de douze. En 1666, la faculté de diriger les académies et les collèges fut réservée aux catholiques seuls.

Les calvinistes français ayant, pendant la guerre de Hollande, entretenu avec leurs coréligionnaires des Provinces-Unies et du Braudebourg des correspondances suspectes, les édits et arrêts restrictifs de leur liberté recommencèrent; et en 1679, après la paix de Nimègue, on jugea que le moment était venu de détruire l'hérésie.

Dès cette même année 1679, on supprima les chambres mi-parties dans les Parlements de Toulouse, de Bordeaux et de Grenoble; on démolit un plus grand nombre de temples. Les mariages mixtes furent prohibés, les calvinistes exclus de plusieurs emplois publics, des professions de médecins et d'avocats, et des corps municipaux. Louvois appuya par la force militaire la lutte engagée contre l'hérésie.

Alors, l'émigration des calvinistes augmentant, Louis XIV porta, en 1682, des peines sévères contre les chefs de famille qui tenteraient de sortir de France. Il n'y eut d'exception que pour les ministres et les pasteurs. Le Roi les invita à passer à l'étranger, et ceux qui s'y refusèrent furent bannis.

Enfin en 1685 fut publiée la révocation de l'édit de Nantes, qui supprimait les privilèges accordés aux prétendus réformés par Henri IV et Louis XIII.

Telle était la situation générale faite aux protestants du royaume, et avec laquelle Maurice Le Tellier dut compter dans son diocèse. Elle était compliquée de la situation particulière de la ville et du pays de Sedan, qu'il est nécessaire de faire connaître.

Implanté à Sedan par Henri-Robert de la Marck (1556) qui apostasia la foi catholique,¹ et par Françoise de Bourbon, sa femme ; soutenu par les efforts d'une milice nationale, le Protestantisme s'était assez rapidement répandu dans la ville et dans l'étendue des Terres-Souveraines. Françoise de Bourbon, devenue régente (1574) pendant la minorité de Guillaume Robert, avait établi un collège protestant auquel furent attribués les biens de l'hospice catholique des Douze-Apôtres, la moitié des revenus de celui de Douzy, et plusieurs fermes destinées à l'entretien des lépreux.² Un bureau exclusivement composé de protestants, fut préposé à l'administration des bénéfices ecclésiastiques, que l'on dévolut, en grande partie, aux ministres de la Réforme.³ Guillaume Robert ne fit que passer au pouvoir, et fut remplacé, en 1588, par sa sœur, Charlotte de la Marck. Celle-ci embrassa avec ardeur le parti du Béarnais, et épousa en 1591,⁴ Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte

¹ P. Norbert: *Chron. des faits concernant la ville et les principautés de Sedan, Raucourt, Saint-Menges, et autres lieux*, Manusc. à la biblioth. de Sedan.

² Recueil d'ordonnances. — Chron. du P. Norbert.

³ *Ibid.*

⁴ Henri IV assista à ce mariage qui fut l'objet de grandes réjouissances à Sedan. Pour témoigner sa reconnaissance au roi, Henri de la Tour alla prendre la ville de Stenay.

de Turenne, qui prit le titre de duc de Bouillon et de prince souverain de Sedan et dépendances.¹ Sous son gouvernement, le joug qui pesait sur les catholiques fut notablement aggravé. Confiscation des biens ecclésiastiques, proscription du culte public, exclusion des charges pour tous les catholiques, défense faite aux religieux de prêcher, aux prêtres de correspondre avec le Pape ou avec les évêques ; jugement des questions catholiques attribué à un conseil exclusivement protestant : toutes ces mesures favorisèrent les progrès de la Réforme.² Une académie protestante avait été créée³ et dotée avec les dépouilles des catholiques, surtout avec les biens du Chapitre de Braux, auquel Henri de la Tour enleva les dîmes d'Illy, de Balan, de Bazeilles, de Torcy, du Fresnois et de Mezancelles.⁴ Ainsi enrichie et soutenue par la faveur des princes, l'académie sedanaise jeta un assez vif éclat. Elle compta parmi ses jurisconsultes, l'Alonette,⁵ Callias,⁶

¹ Le duc de Lorraine avait songé, pour faire cesser les hostilités, à marier son fils François de Vaudemont avec la princesse de Sedan. Voir pour l'histoire de cette négociation, P. Daniel, Henri III p. 218.

² Recueil d'ordonnances.—Ganneron; *Annales Montis Dei*.—Chron. de Norbert.

³ A la tête de l'Académie fut placé un Conseil de Modérateurs chargé de juger les différends. Ce Conseil rédigea le *Registre des Modérateurs*, qui fournit des détails fort curieux sur l'histoire de cette académie. — En 1615, on publia *Disciplina scholæ Sedanensis, seu leges item et distinctio et ordo lectionum scholæ Sedanensis*. Sedan. J. Jannon, 1615.

⁴ Recueil d'ordonnances.—Arrêt du 8 Nov. 1576.—Ch. de Norbert.

⁵ Il composa plusieurs ouvrages sur la noblesse, ses degrés, les généalogies et armoiries des plus célèbres maisons. Paris, 1576-1577; un traité *des affaires d'État, des finances, du prince et de sa noblesse*. Paris, 1595; une *Dissertation historique sur les maréchaux de France, et principales charges d'iceux*. Sedan, Abel Rivery, 1594; un livre contre l'astrologie judiciaire. Sedan, J. Salesse, 1600.

⁶ Il fut plusieurs fois Recteur de l'Académie, et présida des thèses dont on a conservé le souvenir.

Hérauld,¹ Jnetel; parmi ses poètes, des Hayons;² parmi ses théologiens, Tilénus,³ le précepteur de Turenne, et Dumoulin.⁴ Ce fut avec ce dernier que se mesura, dans des conférences restées célèbres, l'éloquent Père Joseph de Morlaix,⁵ religieux capucin; l'hérésie y fut battue en brèche; et la mort de Henri de la Tour en accéléra la ruine. Frédéric-Maurice, fils et successeur de Henri, avait épousé Éléonore de Bergh, fille du comte de Bergh, gouverneur de Frisc. Catholique fervente et éclairée, elle

¹ Hérauld occupa la chaire de grec à l'Académie de Sedan. Il publia des *Notes* sur un ouvrage de Jamblique relatif à la vie de Pythagore, Paris, 1587; et donna une édition, avec notes et commentaires, de Martial, d'Arnobé, de Minucius Felix et de l'Apologétique de Tertullien. En 1612, il fit une *Dissertation politique* sur les points controversés entre les Jésuites et l'Université de Paris; enfin il donna des *Notes* sur le livre du *Prince*, de Machiavel.

² Des Hayons composa un poème intitulé: *Les Mystères de notre Rédemption représentés en quatre tableaux*. Sedan, 1646; Liège, 1661. Il s'y rencontre de nobles pensées exprimées parfois en beaux vers. Il écrivit aussi les *Visions de Mélinte*, dans lesquelles il célèbre les chefs de quatre grandes maisons qu'il veut louer (Voir Biog. ardennaise, Bouillot, art. Hayons).

³ Tilénus disputa plusieurs fois avec le célèbre cardinal Duperron. On a de lui: *Syntagma disputationum theologicarum in Academia Sedanensi habitatum*, Sedan 1607-1611; *Examen systematis Petri Molinæi de duarum in Christo naturarum unionis hypostaticæ effectis* 1612. *Sanctæ theologiæ systema in Academia sedanensi explicatum*. Sedan J. Jannon 1617; *Disputationes Bellarmini, cum notis*. Tilénus prit vivement parti pour la secte des Arminiens contre celle des Gomaristes.

⁴ Dumoulin, d'abord professeur de philosophie à Leyde, puis ministre à Charenton, eut aussi plusieurs conférences avec Duperron; il prit parti pour les Gomaristes avec toute la fougue qui le caractérisait, et lutta contre Tilénus. Il composa plusieurs traités de théologie protestante.

⁵ Le P. Joseph de Morlaix, doué d'une science solide et de grandes qualités oratoires, obtint un grand succès par ses prédications; il publia contre Dumoulin un livre intitulé: *Lettre de Crescentin du Mont-Ouvert*; Reims 1641. (Voir dictionnaire historique, art. *Dumoulin (Pierre)* et *Oraison funèbre du P. J. de Morlaix*, Paris, 1661.

ramena son mari à la foi de ses ancêtres.¹

Les mesures de rigueur contre les catholiques furent sensiblement adoucies.² En 1642, Frédéric-Maurice, compromis dans la conspiration de Cinq-Mars,³ céda au roi de France, Sedan et les Terres-Souveraines, ne gardant pour lui que le duché de Bouillon.⁴

Devenue terre française, la ville de Sedan fut admirablement gouvernée et pacifiée par la sagesse du maréchal de Fabert.⁵ En 1643, à la demande de Louis XIII, Vincent de Paul envoya, à Sedan, des prêtres de la Mission, pour l'administration spirituelle de la paroisse, en leur donnant les plus sages conseils sur la manière de traiter avec les hérétiques, pour les ramener à la vérité.⁶

Le comte de la Bourlie continue l'œuvre si bien commencée par Fabert. Sous son gouvernement, en 1663, à la demande d'un grand nombre de pères de famille, Louis XIV établit à Sedan un collège catholique qui fut confié aux Jésuites,⁷ et fit promptement une rude concurrence aux écoles protestantes.

Ce fut en présence de ces éléments divers, de ces luttes encore récentes, de ces dissidences toujours profondes, que se trouva placé Maurice Le Tellier quand il prit, en

¹ *Mémoires du duc de Bouillon* par Langlade.

² En même temps, on prit à l'égard des protestants des mesures pleines de tolérance. — Edit du 10 août 1638.

³ *Mémoires* de Montrésor.

⁴ Ramsay. — *Hist. du vicomte de Turenne*; — *Antiquités de Sedan*; — *Mém. du duc de Bouillon*.

⁵ *Vie de Fabert* par Barra.

⁶ *Vie de Saint Vincent de Paul*, Abelly.

⁷ *Vie de Fabert*. — *Mémoires* du président Morel. — F. Norbert.

qualité d'archevêque de Reims, le gouvernement spirituel de la ville de Sedan. Il lui consacra tous ses soins, la visita souvent, se rendit compte de ses besoins religieux, et sut y pourvoir avec une intelligente sollicitude.

Dès l'année 1669 il est à Sedan,¹ encourage les catholiques, leur promet de les soutenir de son influence; en même temps il assure les protestants de ses dispositions bienveillantes; mais il exige que leurs ministres se conforment exactement à la teneur des derniers édits. Sa première préoccupation semble, en effet, avoir été d'endiguer l'hérésie, en la resserrant dans les limites que lui assignaient les lois du royaume.

Le 3 Septembre 1672, il écrit à M. de Termes, lieutenant du Roi à Sedan : « Le sieur d'Olivet m'a mandé que dans la souveraineté de Sedan, il y a des ministres qui ne font pas difficulté de baptiser, dans leurs prêches, les enfants nés d'un père catholique et d'une mère hérétique; comme la liberté qu'ils prennent est contraire aux édits, déclarations et arrêts, dont je vous envoie l'extrait, je vous prie de tenir la main à l'exécution de ce que je prescris audit sieur d'Olivet, pour réparer la faute que ces ministres ont faite; et afin qu'ils n'y retombent plus, je vous serai fort obligé si vous voulez bien les avertir que je ne souffrirai pas qu'en cela, ni en toute autre occasion, ils sortent des règles. Ceux que j'ai vus à Sedan m'ont paru si sages, que je ne doute pas qu'ils ne condamnent

¹ Le Tellier fait plusieurs fois allusion à cette première visite; — *Lettres, passim*, et sermon prononcé à Sedan en 1676.

eux-mêmes la conduite de leurs confrères, et ne fassent ce qui dépend d'eux pour empêcher que, dorénavant, ne m'arrivent pas de pareilles plaintes.¹ »

L'archevêque n'entendait pas, en effet, qu'on sortît des règles ; et quand les avertissements ne suffisaient pas, il employait de sévères menaces. Un ministre nommé Charloteau avait, contrairement aux édits, célébré un mariage mixte. Le Tellier écrit à M. de Termes : « Je vous prie d'envoyer quérir ce bonhomme Charloteau, de lui remettre ma lettre, et de lui dire, pour l'intimider, que je vous ai prié de l'emprisonner la première fois que vous saurez qu'il retombera dans une pareille faute.² »

Toutefois l'archevêque voulait que l'on observât la plus stricte équité ; et il se conformait lui-même à toutes les lois, dans ce qui concernait les rapports des catholiques avec les protestants.

« Puisqu'il est vrai, écrit-il à la même époque, que le père de la petite fille dont vous me parlez est mort huguenot, et qu'elle n'a pas encore douze ans, il est certain que, d'après les lois du royaume, ses parents de la Religion Prétendue Réformée sont en droit de prétendre son éducation. Mais, par les mêmes lois, quand elle aura douze ans, vous pourrez obliger les huguenots chez qui elle est, de souffrir que sa mère la voie, et qu'elle lui fasse déclarer en quelle religion elle veut vivre et mourir. Je vous prie de dire aux ministres de Sedan ce que je

¹ Biblioth. de Reims. Lettres de Le Tellier, *inéd.*

² *Ibid.*

vous mande sur cela, afin qu'ils apprennent à se faire toujours la justice que je me fais en cette occasion.¹ »

Cependant les maux de la guerre et les invasions des troupes espagnoles sur les Terres-Souveraines rendaient plus difficile à l'archevêque l'administration de cette partie de son diocèse. Mais loin de se laisser décourager, il voulut en faire attentivement la visite dans le cours de l'année 1673. Il s'arrêta à Donchery, à Sedan et à Mouzon.

Le nombre des catholiques de Sedan allait croissant; mais les malheurs des temps les avaient empêchés de pourvoir suffisamment aux besoins de leur culte. Les protestants avaient un temple d'une architecture massive et sévère, construit en 1593, par Henri de la Tour, et dont ils eurent la librejouissance jusqu'en 1685.² Les catholiques possédaient, près de la place de la halle, une église dédiée à saint Laurent.³ Cet édifice de style ogival, après avoir pendant longtemps simultanément servi à l'exercice des deux cultes rivaux, avait été, depuis quelques années, restitué exclusivement aux catholiques; mais il était dans un déplorable état de délabrement; la nef menaçait ruine, et le vaisseau était absolument trop étroit pour suffire au nombre toujours croissant des catholiques. L'archevêque s'intéressa à cette situation. Les villes de Donchery et de Mouzon venaient d'être

¹ Biblioth. de Reims. Lettres de Le Tellier, *inéd.*

² C'est l'église paroissiale actuelle.

³ Elle fut complètement démolie en 1799.

démantelées; Le Tellier obtint du Roi, que les matériaux tirés de ces démolitions fussent en partie employés, en partie vendus au profit des réparations qu'exigeait l'église Saint-Laurent; il donna immédiatement des ordres pour le transport et l'emploi le plus utile de ces débris et pressa l'exécution des travaux.¹ Grâce à ces soins, les catholiques de Sedan purent attendre, dans une église agrandie et consolidée, des jours plus propices à l'acquisition d'un nouveau temple.

Lorsque Créquy, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, eut purgé le nord-est de la Champagne des coureurs ennemis, et qu'il se fut emparé de Bouillon, la situation de la province sedanaise s'améliora; et dès le commencement de l'année 1676, l'archevêque put visiter cette partie de son diocèse. Il passa par Varennes, Verdun, Dun, Monzon, et arriva à Sedan vers la fin du mois de juin. Il s'y arrêta plusieurs jours, prêcha le jour de Saint-Pierre dans l'église paroissiale, et ne négligea rien pour fortifier les catholiques et surtout les nouveaux convertis. Il s'occupa d'organiser les œuvres les plus favorables à l'instruction du peuple, au développement et à la conservation de la foi. L'une des plus importantes fut celle des *Filles de la Propagation de la Foi*, à laquelle l'archevêque donna tous ses soins.

Dès le commencement de la réunion des Principautés à la couronne de France, Louise de Malval, dame de Neuville, souffrant de voir les jeunes filles pauvres privées

¹ Biblioth. de Reims. Lettres de Le Tellier.

d'écoles catholiques, et obligées, pour ne pas rester dans une complète ignorance, de fréquenter les écoles protestantes, se fit elle-même maîtresse d'école, ouvrit une classe gratuite pour les filles, et dota cette œuvre d'une rente annuelle de deux cent dix-sept livres. Elle y ajouta une maison destinée à servir de retraite aux jeunes filles qui désireraient abjurer l'hérésie et embrasser la foi catholique, et assura à cet établissement des revenus suffisants.¹ L'œuvre de Louise de Malval se développa rapidement; elle était, par ses statuts, placée sous l'autorité de l'archevêque: Maurice Le Tellier s'y intéressa vivement, fit agrandir la maison et la recommanda au roi, qui, par lettres patentes, autorisa les religieuses à recevoir des legs et des donations.² L'archevêque rédigea alors des règles pour l'institut ainsi développé; il détermina les conditions d'admission pour les institutrices, les soins à prendre pour l'instruction des femmes et des filles hérétiques qui désiraient se convertir; il rappela aux associés l'obligation qui leur était imposée d'instruire les jeunes filles de toute qualité « dans la crainte de Dieu et les choses nécessaires au salut; dans la lecture, écriture, couture et ouvrages convenables à la condition et à l'état de chacune.³ » Cette association,

¹ Hist. de Sedan par l'abbé Prignon. Tom III, P. 72. — Lettres patentes délivrées en 1668 pour l'établissement des *Filles de la Propagation de la Foi*. — Arrêt du parlement de Metz du 23 janvier 1669. — Comptes de la ville.

Le Tellier fit redresser plusieurs irrégularités et empiètements de l'arrêt du Parlement de 1669 par Lettres patentes du Roi en 1679.

² Lettres patentes de 1679.

³ Règlement des *Filles de la Propagation de la Foi*.

aidée de celle des *Filles de l'Ouvroir*, qui en était comme une annexe,¹ se dévoua avec persévérance et courage, à l'éducation des jeunes filles de Sedan.

Le Tellier s'occupa également des écoles de garçons² qui furent, peu de temps après lui, confiées aux religieux de M. de La Salle. En attendant, il fit surveiller attentivement la conduite et la capacité des maîtres, recommanda les examens et les inspections, et veilla à ce que les enfants fréquentassent régulièrement les classes.

En même temps qu'il multipliait les ressources du catholicisme à Sedan, Maurice Le Tellier était témoin des luttes et des divisions qui ruinaient l'académie protestante de cette ville. L'élection des ministres et des professeurs fut la cause de ces longues disputes. Le consistoire prétendait se réserver la nomination des ministres, à l'exclusion des modérateurs³ qu'il prétendait confiner dans l'administration du collège. Les modérateurs, s'appuyant sur ce que les ministres étaient en même temps professeurs, réclamaient une part dans l'élection. Le célèbre Jurieu fut l'un des noms autour duquel la dispute s'accrut le plus vivement. Finalement, il fut accepté comme professeur, subit à Sedan ses thèses de doctorat,

¹ Prégnon T. III, P. 77.

² Une pierre, dont nous devons la découverte à l'obligeance de M. Tarpin de Sedan, porte cette inscription: *École gratuite, fondée par le sieur Bichet, et établie par l'ordre de Monseigneur Charles-Maurice Le Tellier, archevêque duc de Reims, en l'an 1679.*

³ On appelait Conseil des modérateurs, le conseil préposé à l'administration du collège protestant.

et parvint à être nommé ministre. ¹ Bayle ² obtint le même résultat. Mais le bruit de ces divisions avait éveillé l'attention de Louis XIV; et le 9 juillet 1681, un arrêt fut rendu qui supprimait complètement l'académie de Sedan. Les professeurs se dispersèrent; Bayle et Jurieu se retirèrent en Hollande.

Au moment où l'académie fut dissoute, elle possédait encore trois mille livres de rente. Cette somme fut affectée à l'établissement d'un séminaire catholique, et à l'entretien de jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique. Ce fut spécialement pour organiser ce nouvel établissement, que Le Tellier vint à Sedan, au mois d'octobre 1682. Il dressa les règlements de la maison, et la confia à la direction des Lazaristes qui administraient la paroisse. On devait y enseigner seulement la philosophie, et l'archevêque s'occupait lui-même du choix des élèves qui devaient en suivre les cours, ³ se rendait compte de leurs aptitudes, et suivait tous leurs progrès avec une scrupuleuse attention

¹ Registre des Modérateurs.

² Bayle était relaps, c'est-à-dire que, né protestant, il s'était fait catholique, pour retourner ensuite au protestantisme; comme tel, il était, en vertu des lois du royaume, exclu de l'enseignement public. Basnage qui seul, à Sedan, connaissait cette particularité de la vie de Bayle, convint de garder le silence. Pour plus de sûreté, le relaps changea l'orthographe de son nom, et écrivit *Béle*, au lieu de *Bayle*; c'est le nom que portent les registres de l'Académie sedanaise.

³ Plusieurs notes autographes, trouvées dans les papiers de Le Tellier, attestent cet intérêt personnel au choix des étudiants et à leurs progrès.

Le collège calviniste fut, à la même époque, supprimé¹ et plus tard ses bâtiments furent concédés aux Jésuites² qui en jouirent jusqu'en 1762.

Le Protestantisme, battu en brèche par une multitude d'édits, reçut le dernier coup par la révocation de l'édit de Nantes en 1685.

A la suite de cet important événement, Le Tellier vint à Sedan pendant le cours de cette même année 1685.³ Vingt-quatre familles se convertirent à cette occasion. Madame de Termes, femme du lieutenant du Roi, fit son abjuration entre les mains du prélat.⁴ Un assez grand nombre de ses coréligionnaires suivirent son exemple ; plusieurs autres émigrèrent. D'après les registres des conversions et des émigrations, tenus sur l'ordre du Roi, du mois d'octobre 1685 au 10 novembre 1687, seize cent trente-six personnes abjurèrent le Protestantisme ; le nombre des émigrants fut de cent soixante. Il paraît que, en 1693, le nombre des émigrés, dans toute l'étendue des Terres-Souveraines, était de deux cents familles.⁵

¹ Avant que le collège calviniste fut totalement supprimé, la moitié de ses revenus avait été attribué aux catholiques. — Arrêt du Conseil d'Etat du 6 juillet 1663. Procès-verbal de l'intendant de Choisy contenant le concordat entre le P. Adam et le consistoire de Sedan, en exécution de l'arrêt du 6 juillet.

² Arrêt du 5 Nov. 1686. — Dès 1664, avec la part de revenu que dut leur payer le collège calviniste, les jésuites bâtirent un établissement qui depuis fut rasé, et remplacé par la maison qui sert encore aujourd'hui de collège.

³ Hist. de Sedan par Prignon. Tom II, pag. 41. Maucroix *Œuvres diverses* publiées par M. Louis Paris.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Archives de Sedan* ; et, *Estats des Noms des Religionnaires absents, et de ceux qui s'en sont rendus héritiers.*

Une lettre écrite à cette époque par Le Tellier à dom Mabillon nous fournit quelques détails intéressants sur la situation du Protestantisme dans le diocèse de Reims. La voici :

« J'ai obtenu ces jours-ci un arrêt célèbre contre les religionnaires de Sedan ; vous en trouverez quelques copies dans ce paquet ; je vous prie d'en donner une de ma part à M. le cardinal d'Estrées. Quand j'ai pris le gouvernement de mon diocèse, j'y ai trouvé treize exercices de la Religion Prétendue Réformée, et un collège fameux qui était à Sedan, où les hérétiques enseignaient les humanités, la philosophie et la théologie. Ce collège est métamorphosé en un séminaire de clercs que j'y fais élever aux dépens du Roi, qui a affecté pour toujours à ce séminaire quatre mille cinq cents livres de rente, que S. M. payait sur ses domaines aux hérétiques, pour la subsistance de leur collège. Les treize exercices sont tous supprimés, tellement que je n'aurai plus dans toute l'étendue de mon archevêché qui est, comme vous le savez, très-grand, que le temple qu'on va bâtir dans le faubourg durivage de Sedan, et de douze mille huguenots que j'avais dans mon diocèse, il ne m'en reste plus guère que la moitié. Tout cela est uniquement dû à la protection que le Roi donne à l'Eglise. Comme vous êtes dans un lieu où il est bon qu'on sache ce que ce grand prince fait pour elle, avec un plaisir et un zèle que je ne peux pas expliquer, j'ai été bien aise d'entrer avec vous dans ce détail, à l'occasion de l'arrêt que je vous envoie.¹ »

¹ Mabillon — œuvres posthumes, Tom I. p. 481.

Cependant, l'archevêque s'occupait spécialement des nouveaux convertis, des moyens de les affermir dans la Foi et d'éclairer ceux qui hésitaient encore. Une lettre, qu'il leur écrivit vers le même temps, nous révèle toute sa pensée sur les moyens de défense qu'employait l'hérésie, les armes qu'il fallait lui opposer, et les écueils dont on devait, pensait-il, se garder pour ne pas compromettre la Foi. Voici cette lettre.

« Nous avons toujours été persuadé que rien ne peut contribuer plus efficacement à la conversion de tous les protestants, qu'une explication nette et précise des dogmes que l'Église propose à croire à tous les fidèles, sur tous les points controversés. La connaissance que nous avons de la conduite de leurs ministres nous confirme dans cette pensée. Car il est constant qu'ils n'ont songé qu'à défigurer sa doctrine, en confondant malicieusement les opinions de l'École avec les décisions de l'Église, ou en lui imputant faussement des sentiments tout contraires aux siens ; en sorte que les Prétendus Réformés, n'ayant tous connu la doctrine catholique que par la forme hideuse qu'on lui avait donnée dans les prêches, vous ne l'avez pas reconnue quand nous l'avons donnée dans son naturel. Il faut même reconnaître que les écrits de quelques controversistes de notre religion, ont aidé, de longue main, les Prétendus Réformés à tomber dans ce piège, que leurs ministres leur ont tendu. Car le zèle de ces écrivains n'étant pas accompagné de science, ils ont souvent outré les matières. Nous en avons même encore parmi nous qui font la même faute, par la même raison, ou parce qu'ils

se persuadent très-mal à propos, qu'on se rapproche des hérétiques en désabussant ceux qui ont été nourris parmi eux de leurs fausses préventions. Ces considérations nous portèrent à donner, en 1671, notre approbation à un livre intitulé : *Exposition de la doctrine de l'Église sur les matières de controverse*, composé par M. l'évêque de Meaux, pour lors évêque de Condom. Dès que ce livre parut, les plus ardents défenseurs de la Religion Prétendue Réformée, connaissant que cet ouvrage était capable d'ouvrir les yeux à ceux qu'ils avaient si misérablement trompés, s'appliquèrent uniquement à le décrier ; et, pour cet effet, ils publièrent hardiment que M. l'évêque de Meaux avait adouci et atténué les dogmes de la Religion ; que tous les catholiques s'allaient élever contre lui, et que le Pape, ne s'accommodant pas de ses maximes, les censurerait indubitablement. Son livre a pourtant été approuvé dans toute l'Église, et elle en a tiré un fruit merveilleux. Le Pape même a bien voulu l'honorer de son approbation, par un bref que Sa Sainteté écrivit à M. l'évêque de Meaux, le 4 janvier 1679, qui est imprimé dans la cinquième édition de ce livre, qui fut faite en 1681. Vous savez que nous vous l'avons toujours proposé comme un ouvrage excellent, qui contenait la pure doctrine de l'Église, et dans lequel par conséquent, elle n'était pas défigurée ni altérée, comme vos ministres vous en assuraient.

« Dans tous les voyages que nous avons faits à Sedan depuis la révocation de l'édit de Nantes, nous avons connu plus que jamais que rien ne vous retenait si fortement

dans les erreurs que vous avez sucées, pour ainsi dire, avec le lait, que ces fausses impressions qu'on vous a données de la doctrine de l'Église, desquelles nous avons tâché de vous désabuser par nous-même, et par des missionnaires très-éclairés que nous y avons fait travailler pendant sept mois entiers.

« Comme il est de notre devoir de mettre tout en œuvre pour achever de vous convaincre de la mauvaise foi de vos ministres, nous avons cru être obligé à vous faire part de deux pièces qui peuvent beaucoup contribuer à notre dessein.

« M. le Cardinal Le Camus, évêque de Grenoble, dans le diocèse duquel l'hérésie avait fait un grand ravage, adressa, au mois d'avril dernier, à ses curés, une lettre dans laquelle il leur prescrivait la conduite qu'il voulait qu'ils tinssent à l'égard des nouveaux convertis de son diocèse.

« Cette lettre n'a pas été plus tôt publiée, qu'elle a eu le sort du livre de M. l'évêque de Meaux, dont nous venons de vous parler, mais d'une manière différente. Car le malin esprit a suscité des gens, enfants de l'Église par leur profession, mais en effet ses ennemis, qui ont osé répandre partout que la doctrine de cette lettre n'était pas orthodoxe; comme si on pouvait soupçonner M. le cardinal Le Camus d'avoir ignoré la doctrine de l'Église où le Saint-Esprit l'a établi évêque, ou d'avoir trahi sa conscience en la déguisant. Cette accusation qui a scandalisé les gens bien instruits a pu faire une méchante

impression sur vous qui êtes encore faibles dans la foi ; car le bruit qu'on a fait sur cela, a mis tous les nouveaux convertis du royaume dans le danger de craindre qu'on ne les ait trompés, quand on leur a dit que l'Église n'exige de ses enfants que ce qu'ils ont lu dans cette lettre sur le fait des images, des reliques, des indulgences, et sur l'invoation des saints. Mais Dieu a permis que la confusion que ces calomniateurs voulaient faire à ce cardinal retombât sur eux ; car le Pape vient de lui écrire un bref, en date du 18 du mois d'octobre dernier, dans lequel Sa Sainteté l'assure qu'elle n'a fait aucun cas des calomnies de ses accusateurs qu'elle traite d'ignorants. Cette manière dont il a plu à S. S. de s'expliquer sur cette lettre pastorale, désarme tous les ministres de la Religion Prétendue Réformée, et ne vous laisse aucun lieu de soupçonner que la doctrine qu'elle contient ne soit pas celle de l'Église catholique, puisqu'elle vient d'être approuvée par son chef qui a, de droit divin, une primauté de juridiction sur toutes les églises particulières ; c'est ce qui nous a déterminé à faire imprimer ces deux pièces que nous vous adressons avec une fidèle traduction de quelques décrets du concile de Treute.¹ »

D'autres notes de Maurice Le Tellier nous montrent que la question de l'autorité doctrinale et infaillible du Souverain-Pontife lui paraissait du nombre de ces points controversés dont l'affirmation effraierait les nouveaux convertis et éloignerait davantage les hérétiques. Il ne

¹ Biblioth. nat. ms. fr. 20,721 fol. 153.

remarquait pas, qu'en se plaçant sur le terrain vraiment surnaturel, l'infaillibilité pontificale n'offre pas à l'esprit plus de difficultés que l'infaillibilité du concile; et quant aux hérétiques, il put constater que cette concession ne les satisfaisait pas. Car à cette même époque, le ministre Jurieu, retiré en Hollande, inondait clandestinement Sedan de ses lettres pastorales. Il demandait que l'on sacrifiât l'autorité des conciles, le Sacrifice de la Messe, le culte des images, celui des saints, etc, et il faisait grand bruit d'une condamnation, que venait de faire l'archevêque de Paris, d'une traduction du bréviaire, et des versions de l'Écriture Sainte en langue vulgaire. Il paraît, en effet, que les protestants de Sedan s'étaient fort émus de cette récente affaire. Aussi Le Tellier fit-il, près de l'archevêque de Paris, des efforts pour qu'il fit réformer, en y substituant des termes moins généraux, la sentence de son official,¹ ce qui ne tarda pas à avoir lieu.

En cette même année 1688, le 25 octobre, l'archevêque alla à Sedan avec Robert de Cotte, architecte du Roi et beau-frère de Mansart, pour s'occuper de la transformation du temple protestant, donné aux catholiques en 1685. Cet édifice n'avait rien qui présentât le caractère d'une église catholique. Il eût été plus digne du grand Roi de la raser et de la remplacer par un édifice homogène d'un goût plus religieux et plus pur. On se contenta de le compléter par des annexes qui en font un édifice bâtard d'un genre assez lourd. L'ancien temple devint la nef de

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,711 fol. 27 et suiv.

la nouvelle église; Louis XIV fit bâtir à ses frais le chœur, les sacristies et les deux chapelles de la Sainte-Vierge et de saint Laurent qui y sont attenantes. A l'extrémité opposée, on ajouta le portail et les deux tours. ¹ On ouvrit le caveau construit par Henri de la Tour; et comme, suivant la discipline de l'Eglise, les corps de ceux qui sont morts hors de sa communion, ne peuvent être conservés dans un lieu destiné aux exercices du culte, les cercueils furent, d'après l'ordre de Le Tellier, transférés dans un autre caveau, dans la sacristie de gauche qui, pour cette raison, ne fut pas bénite. ² Les travaux de l'église furent terminés en 1692, et à cette date l'édifice fut livré au culte catholique, sous le vocable de Saint-Charles patron de l'archevêque.

Le Tellier continua à veiller à la conservation et au développement du catholicisme en ce point reculé de son diocèse. Après une visite qu'il y fit en juillet 1698, il adressa au Roi un rapport sur la situation religieuse de la contrée. Il représentait l'état de choses comme satisfaisant, demandait une augmentation dans le personnel des Lazaristes qui desservaient la paroisse, et se plaignait de plusieurs médecins qui, sous prétexte d'exercer leur art, faisaient activement de la propagande calviniste; ³ il signale aussi quelques écoles protestantes tenues en secret. Dans une autre visite, en 1704, il s'occupe du développe-

¹ Hist. de Sedan par Prignon, T. III. P. 90.

² Procès-verbal de la prise de possession et bénédiction de l'église Saint-Charles. En 1842 les cercueils furent transférés au temple protestant, où ils reposent.

³ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20.754. fol. 167.

ment de l'hôpital, de sa chapelle, et insiste de nouveau pour obtenir, dans les écoles, les meilleurs résultats possibles. Enfin, il fait maintenir un legs de deux mille cinq cents livres, fait par M. de Turenne, en faveur des nouveaux convertis.

De loin comme de près, Le Tellier s'intéresse vivement à l'état religieux de l'ancienne cité protestante. Sous l'influence de cette protection, le catholicisme quelque temps opprimé ne tarda pas à refleurir et à porter des fruits dignes de la piété de ce peuple un instant séduit par les artifices de l'hérésie.



CHAPITRE V.

LE TELLIER, Archevêque de Reims

SON ZÈLE POUR LES LETTRES.

Université de Reims. — Collège des Bons-Enfants. — Séminaires. — Collège des Jésuites. — Développement de l'Université et de son collège sous l'administration de Maurice Le Tellier. — Rivalité de l'Université et des Jésuites. — Collèges d'Épernay et de Mouzon; écoles monastiques. — Organisation et état des écoles populaires dans le diocèse de Reims. — Maurice Le Tellier et Jean-Baptiste de La Salle. — Écoles des religieuses de l'Enfant-Jésus. — Écoles de J. B. de La Salle. — Le Tellier protège les savants. — Son goût pour les livres. — Sa bibliothèque.

Élevé au milieu du mouvement intellectuel du XVII^e siècle, témoin des efforts que l'Église et les ordres religieux multipliaient pour étendre la science et la vérité, Maurice Le Tellier comprit vite que le zèle pour les fortes études était l'un de ses premiers devoirs, et une source d'honneur pour son administration épiscopale. Il avait d'ailleurs, personnellement, un goût sincère pour les lettres et les sciences, et se sentait incliné à en accepter sérieusement le patronage.

Les instruments ne lui manquèrent pas pour réaliser ses nobles desseins ; les uns, déjà éprouvés, ne demandaient qu'une constante application à s'en bien servir ; les autres, d'un mécanisme plus élémentaire et plus incomplet, allaient se prêter, entre ses mains, à des perfectionnements féconds en résultats.

A la demande du roi de France Henri II, et du cardinal de Lorraine, alors archevêque de Reims, le pape Paul III avait, en 1547, érigé canoniquement à Reims, une Université. La bulle d'institution était des plus flatteuses pour la vieille cité rémoise ; elle rappelait les titres qui la rendaient digne de cette nouvelle faveur : grandeur de ses souvenirs, beauté de ses monuments, mérite de son clergé, développement de sa vie religieuse et civile, fertilité de son sol, douceur de son climat, tout semblait propice à l'établissement d'une puissante Université. ¹

Le latin, le grec, l'hébreu, le chaldéen, la philosophie naturelle et morale, la théologie, le droit canonique et civil, la physique, la médecine et les arts libéraux devaient y être enseignés, de la même façon qu'à Paris, et dans les autres universités du royaume. ²

L'archevêque de Reims était constitué conservateur des privilèges de l'Université, investi du soin de rédiger des règlements, de les réformer, de faire ou de confirmer les élections des professeurs ; en un mot, de veiller à tout ce qui intéressait le développement du nouvel établis-

¹ Bulle d'institution. Varin, Archiv. législ. seconde partie, stat. Tom. II, P. 70.

² *Ibid.*

sement.

Treize prébendes, nommées pauvretés, fondées en l'église de Reims, ¹ quelques bénéfices simples, à la présentation de l'archevêque, de riches donations particulières, ² et la bienveillance générale placèrent vite la jeune Université dans un état prospère.

Vers cette même époque (1546), l'écolâtre de Reims, Paul Grand-Roux, venait d'obtenir du Chapitre la permission de transférer les écoles publiques du local de la rue des Tapissiers, qui tombait en ruines, en celui de l'ancien collège des Bons-Enfants. ³ Le cardinal de Lorraine développa les bâtiments de ce collège, agrandit la chapelle de Saint-Patrice, pour qu'elle servit au culte religieux de l'établissement et aux réunions générales des facultés

¹ Ces treize pauvretés provenaient d'une fondation faite par un chanoine de Reims en faveur de pauvres étudiants.

² Notamment celle de Messire Antoine Fournier, docteur de l'Université de Reims, primicier et chanoine de l'église de Metz; il donna d'abord un capital de vingt mille livres, auquel il ajouta encore d'autres offrandes.

Marlot. Tom IV. P. 324.

³ Le collège des Bons-Enfants était autrefois un hôpital pour douze pauvres enfants qui y étaient logés et instruits. Leur nombre fut augmenté par l'archevêque Ivelle. Ce collège occupait la place où fut autrefois une abbaye fondée par saint Gombet et de laquelle il ne restait plus que la chapelle de Saint-Patrice. (Marlot. Tom III. P. 599). Ce collège est devenu le lycée actuel.

« Il y eut aussi à Reims autrefois un autre collège, l'hôpital d'Aubri-le-Crevé, bâti derrière l'hôtel-de-Ville; ce fut primitivement un séminaire de clercs, comme il se lit en un testament gardé au cartulaire de Saint-Remi, de l'an 1314. Les Jésuites et les Capucins s'y logèrent successivement lors de leur arrivée à Reims. Depuis il servit à la Charité des femmes. »

Marlot. T. II. P. 403.

de l'Université; puis il y installa un grand-maitre, deux chapelains, un principal et plusieurs régents. Le Chapitre rivalisa de zèle avec l'archevêque pour doter le nouveau collège, où les écoliers affluèrent empressés et nombreux. A quelque distance du collège, dans la rue du Barbâtre, le même cardinal établit un séminaire; ¹ ce fut le premier qui fut fondé en France après le Concile de Trente, Ce local de la rue du Barbâtre ayant paru trop éloigné de la cathédrale, l'archevêque Louis de Guise de Lorraine transféra le séminaire dans une partie du collège des Bons-Enfants, qui subit, à cette occasion, de nouveaux agrandissements. ²

¹ Le cardinal de Lorraine unit au séminaire les douze pauvretés de Saint-Rigobert, les chapelles de son palais et du château de Portemars, les dîmes de Berru, des legs pieux faits par Thomas Cauchon et Claude Charpentier, six mille livres, le prieuré de Ventelay, la prévôté de Ville-Dommange, et quelques autres rentes annuelles.

(Marlot. T. IV. P. 413).

² L'inscription qui fut gravée sur la porte de ce premier séminaire nous a été conservée : La voici :

Est schola, qualem olim Samuel Danielque prophetæ
 Atque Heliseus, Heli, primi habuere duces;
 Et quam, post Christum, rexit Pantænus, Achilles,
 Clemens, et cæcus Dydimus, Origenes.
 Inde catechismum, fideique elementa petebant
 Prima catechumeni tum pietate rudes;
 Ast ubi fonte sacro infantes Ecclesia cœpit
 Tingere, res cessit, nomen adusque manet.
 Cessantem nimium nuper revocavit in usus
 Sacra Tridentini concio concilii;
 Pro quâ dux Remorum atque archiepiscopus urbis
 Carolus hanc proprio condidit ære domum,
 Hucque fovere sacros incepit primus alumnos
 Semine quod primum Gallia nostra dedit,
 Ergo diû vivat felix, quo auctore resurgit
 Subventura gregi quæ fuit ante schola.

Marlot, loc. cit.

A partir de ce moment, la maison du Barbâtre, devenue libre, servit pendant douze ans d'asile à de glorieux proscrits.¹ Leur gloire rejaillit sur la ville de Reims et sur l'Université dont leurs talents stimulèrent efficacement les efforts. C'étaient les docteurs catholiques bannis d'Angleterre à la suite du schisme de Henri VIII.² Bien vite la cité hospitalière s'était souvenue de l'accueil empressé, qu'en des jours également troublés, elle avait fait à Thomas de Cantorbéry, à Jean de Salisbury et à leurs compagnons d'exil;³ et elle partagea avec Douai l'honneur de recueillir les nouveaux fugitifs.

Un autre élément de force et d'émulation vint, peu après, s'ajouter aux ressources intellectuelles que possédait déjà

¹ Les exilés anglais habitèrent d'abord une maison dans la rue qui prit d'eux le nom de rue des Anglais, puis ils vinrent s'établir dans l'ancien séminaire du cardinal de Lorraine. Après le départ des docteurs anglais, la maison appartient aux Chartreux du Mont-Dieu; elle est aujourd'hui occupée par une filature (Rue du Barbâtre. N° 51).

² Le supérieur de ce séminaire anglais fut Guillaume Alan, loué par le pape Grégoire XIII, et qui laissa de nombreux écrits sur des matières de controverse. Près de lui brillèrent: Edmond Campian, martyrisé à Londres, qui composa, entre autres ouvrages, une *Chronique universelle*, une *Histoire d'Irlande* et l'*Histoire du divorce de Henri VIII*; puis, Guillaume Giffort, G. Bishop, auteurs de plusieurs écrits; Kellison qui fit un *Commentaire sur la troisième partie de la somme de saint Thomas, etc.*, Parmi les travaux de ces docteurs, on peut citer une version de la Bible nommée *Bible de Reims*.

Marlot T. IV. P. 447

³ Ils furent attirés à Reims par Pierre de Celle, abbé de Saint-Remi, et par l'archevêque Henri de France, frère de Louis le Jeune. Thomas de Cantorbéry écrivit une lettre touchante, pour remercier l'Église de Reims de son hospitalité, et prier le chapitre de faire instruire dans ses écoles le fils de sa sœur que, dans son dénuement, il était contraint d'abandonner.

l'Université rémoise. A la demande des habitants et du clergé de la ville, les Pères Jésuites étaient venus établir un collège à Reims. Les lettres patentes d'érection furent délivrées par Henri IV, le 26 Mars 1606.¹ Installés d'abord dans l'ancien collège des Écrevés, puis dans dans la rue Neuve, ils obtinrent plus tard le prieuré de Saint-Maurice. Par les libéralités de Bruslard de Sillery, abbé de Val-Roi, l'église fut augmentée de tout le chœur; un grand corps de bâtiment se déploya, où furent installées, avec les cours d'humanités, de mathématiques et de philosophie, des leçons d'Écriture-Sainte et de théologie dogmatique et morale.² Dès l'an 1609, les Jésuites avaient fait incorporer leur collège à l'Université de Reims, afin de pouvoir y présenter leurs élèves pour la collation des grades.³ Ils devaient, pour les obtenir, être munis de lettres de scolarité du recteur de leur établissement, et prêter serment à l'Université. Une marque publique de cette incorporation était l'assistance aux processions solennelles de l'Université.

Ainsi, Université, collège des Bons-Enfants, Séminaire, collège des Jésuites: tel était le rouage déjà bien ordonné que Maurice Le Tellier trouvait à sa disposition, pour le développement des études. Il faut lui rendre cette justice, qu'il ne négligea rien pour en maintenir et en augmenter l'activité féconde.

¹ Varin Archiv. législ. 2^e partie stat. Tom. II, p. 691.

² Bidet. *Mémoires*, Tom, II p. 171 — Le collège des Jésuites est devenu l'Hôpital général. On y admire encore l'ancienne bibliothèque des Jésuites, qui sert maintenant de lingerie, et les peintures du réfectoire

³ Varin, tom. cit. page 701.

L'Université attira tout d'abord son attention; il la voulait forte et brillante; il rêvait même, comme il le déclare dans plusieurs de ses lettres, d'en faire l'émule de l'Université de Paris. Il mit un soin tout particulier à en bien choisir les professeurs.

En vertu de son titre de protecteur de l'Université, il en révisa et en développa les règlements. Ces divers statuts, qui nous ont été conservés, retracent à nos yeux une image assez complète de cette institution. ¹

A la tête de l'Université, se trouvait le recteur. ² Pour obtenir ce titre, il fallait être docteur de l'Université de Reims ou de Paris, Français, séculier, avoir prêté serment à l'Université, y avoir rempli des fonctions pendant deux ans. Ceux qui avaient enseigné pendant six ans les lettres ou la grammaire au collège des Bons-enfants, ou bien qui étaient depuis deux ans bacheliers en théologie, ou licenciés *in utroque jure*, pouvaient également être promus au titre de recteur. La nomination se faisait par voie d'élection. Chaque année, le jour de Saint-Charles, les quatre facultés

¹ Statuta Universitatis remensis. Varin, Tom. cit. P. 629.

² Un arrêt de la Cour des aides détermine le nombre des officiers inférieurs de l'Université: six bedeaux des trois hautes facultés, et trois bedeaux des deux nations (France et Lorraine); un procureur fiscal, un receveur général, un scribe, deux avocats et un procureur, un vice-gérant en la conservation des privilèges apostoliques, un greffier en cette conservation; un lieutenant du bailli de Vermandois, conservateur des privilèges royaux, un procureur des avocats, six notaires, deux messagers jurés, trois papetiers dont l'un est tenu de construire et entretenir une papeterie au territoire de Verpel, quatre libraires, un enlumineur de livres, un écrivain de livres, un relieur, deux parcheminiers jurés demeurant à Reims. — Varin, archiv. lég. 2^e part. Tom II, p. 70.

se réunissaient à la chapelle de Saint-Patrice. Elles formaient, par élection, une liste de trois candidats que l'on présentait à l'archevêque; celui-ci choisissait l'un des trois.

Le recteur était chargé de présider les réunions extraordinaires et ordinaires de l'Université; ces dernières se tenaient le premier jeudi du mois. Le recteur convoquait les processions annuelles de l'Université, et le lendemain de chacune, accompagné du procureur des nations et de deux censeurs, il visitait les classes, se rendait compte de l'état matériel, moral et intellectuel de l'établissement. Il dirigeait le mouvement des études, jugeait les litiges, et arrangeait les différends. Son influence n'y suffisait pas toujours; en ce cas, on s'adressait à l'archevêque, qui jugeait en dernier ressort.

Les papiers de Maurice Le Tellier ont conservé le souvenir de quelques-unes de ces disputes universitaires parfois assez curieuses. Il paraît que la médecine et les lettres, en particulier, se manifestaient réciproquement des dispositions tracassières et jalouses. La faculté des arts reprochait un peu à celle de droit, mais surtout à celle de médecine, d'être beaucoup trop coulante dans la concession des grades. Un incident malheureux vint fortifier l'accusation.

Le nombre des étudiants en médecine avait diminué depuis quelque temps; les professeurs désiraient de nouvelles recrues. Un Écossais, nommé Patrice Stuart, voulait obtenir le titre de docteur; les professeurs de médecine lui offrent de le soustraire à la prestation du serment entre les mains du recteur; et moyennant une gratification de cent cinquante

livres, font passer en secret l'examen, et délivrent le diplôme de docteur avec une scandaleuse facilité. L'affaire transpire au dehors; une enquête en démontre la vérité; il est même prouvé que l'Écossais est luthérien. Les professeurs s'excusent sur ce que l'étudiant était maître ès-arts de la faculté d'Aberdeen, licencié de Leyde, qu'il était pauvre, et qu'on a voulu lui épargner les frais de séjour qu'entraîne un examen public. Quant à la question de croyance, quelques professeurs n'y avaient pas regardé de si près. Le Tellier blâme très-sévèrement ces abus, et, pour en éviter le retour, il prescrit que les sceaux, soit des facultés particulières, soit de l'Université en corps, ¹ seront déposés dans un coffre sous trois clefs, dont l'une sera entre les mains du recteur, l'autre entre les mains du chancelier, la troisième entre celles du doyen de chaque faculté. Ainsi, aucun acte, aucun diplôme ne pourra plus être scellé sans le concours de ces trois autorités. ²

Vigilant à faire respecter les règlements généraux, et à faire fleurir toutes les facultés dans l'harmonie et le travail, l'archevêque s'intéressait plus particulièrement à la faculté de théologie et à la faculté des arts. A la première il recrutait les meilleurs sujets, dont il surveillait les études, se faisant présenter les notes, et s'attachant à les bien connaître. L'enseignement théologique était l'objet spécial de son attention; il cherchait à y faire prédominer les

¹ Les armes de l'Université de Reims étaient: d'azur à trois fleurs de lys d'or, à la main d'argent sortant d'un ciel, tenant un livre d'argent, à la bande de gueule chargée de trois alérions d'argent, qui est Lorraine.

² Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,713 fol. 30.

doctrines de saint Thomas et celles de saint Augustin. Nous verrons toutefois qu'en défendant ces dernières, il cédait souvent à un exclusivisme trop étroit, et à des tendances qui le rapprochaient des théories jansénistes.

Le collège des Bons-Enfants faisait partie de la faculté des arts. Le Tellier en compléta l'organisation, et lui donna de nouveaux règlements, qui s'ajoutant aux anciens, nous retracent le mouvement intellectuel et la discipline de cet établissement.¹

A la tête du collège se trouvait un grand-maître, assisté d'un principal, de deux chapelains, et de divers régents. Le grand-maître, devait être docteur en théologie, et versé dans les lettres; il lui appartenait de surveiller le mouvement des études, de diriger les examens, de se mêler aux discussions littéraires, de veiller à ce que chacun remplit exactement les devoirs qui lui étaient confiés, et que tous donnassent l'exemple de la régularité et des bonnes mœurs. Le principal assistait et suppléait le grand-maître, dans l'accomplissement de ces diverses fonctions. Les devoirs religieux entraient en première ligne dans l'éducation; et, rappelant cette parole des Livres saints: que « la sagesse n'habite pas volontiers dans un cœur sujet au péché » le règlement prescrivait les exercices de religion, la fréquentation périodique des sacrements, et l'étude sérieuse du catéchisme.

On voulait que les élèves fussent familiarisés avec l'emploi de la langue latine, et il était prescrit d'en faire

Règlement de Monseigneur l'archevêque de Reims pour le collège des Bons-Enfants de l'Université de Reims. Varin Tom. cit. P. 643.

usage même en récréation; il est à présumer que, sur ce point, l'indulgence des surveillants permettait quelques écarts à l'espièglerie des écoliers.

L'étude des auteurs était ainsi graduée : les plus jeunes étudiaient, en même temps que la grammaire, quelques fragments des pièces de Térence, des lettres familières de Cicéron, et des Bucoliques de Virgile. Ceux qui étaient plus avancés, expliquaient Salluste, César, le *de Officiis*, les discours plus faciles de Cicéron, Virgile, Ovide, et s'appliquaient en même temps à une revue comparée de la grammaire latine et de la grammaire grecque.

Aux plus âgés étaient réservés les discours plus difficiles de Cicéron ; les Topiques, les Tusculanes et autres œuvres philosophiques ; les ouvrages de Quintilien ; on y joignait Virgile, Horace, des extraits de Properce, de Perse, de Juvénal et de Plaute. En grec, les auteurs se succédaient dans l'ordre suivant : Homère, Hésiode, Théocrite, les dialogues de Platon, Démosthènes, Isocrate et Pindare. On proscrivait les ouvrages de style douteux qui s'étaient, depuis peu, introduits dans les classes, et l'on déclarait vouloir revenir à des sources plus pures. L'exercice de la composition et l'imitation assidue des auteurs étaient particulièrement recommandés. La classe durait trois heures le matin, et trois heures le soir. En rhétorique, la pratique de la déclamation était souvent jointe à l'étude des modèles.

Le cours de philosophie durait deux ans : pendant la première année, on enseignait la logique et la morale ; pendant

la seconde, la métaphysique et la physique. Les théories d'Aristote prévalaient dans cet enseignement, « dépouillées cependant, » disait le programme, « des questions oiseuses et inutiles dont des disciples barbares ont chargé la doctrine du maître. » Il devait y avoir très-fréquemment des argumentations publiques. Après ces épreuves, et sur le *visa* d'un certificat de scolarité, attestant la fréquentation régulière des cours, on pouvait se présenter à la série d'examens qui menaient au titre de maître ès-arts.

Non content de fortifier la discipline et les études du collège par de sages règlements, Maurice Le Tellier s'occupa de tout ce qui pouvait améliorer la situation matérielle de l'établissement. Dès le commencement de son administration, il en fit attentivement la visite, et, ayant constaté que plusieurs parties de l'édifice étaient délabrées, d'autres insuffisantes pour l'usage auquel elles étaient destinées, il fit restaurer les unes et agrandir les autres. ¹

Soutenu par la puissante protection du prélat,² et par le concours de la ville qui depuis 1661, donnait annuellement une somme de quinze cents livres pour l'augmentation des traitements des professeurs, l'établissement vécut florissant et prospère.

Du temps de Maurice Le Tellier, il comptait quatre

¹ Varin. Archives — Statuts T. II. P. 681.

² Les armes de Maurice Le Tellier, conservées sur un des piliers du lycée actuel de Reims, attestent encore, après les nombreuses transformations qu'a subies l'édifice, la vigilante sollicitude de l'archevêque de Reims.

cent trente-sept élèves. ¹

Émule du collège des Bons-Enfants, supérieur par le nombre de ses écoliers, le collège des Jésuites était un autre foyer de fortes études. L'Université le constatait avec une pointe de jalousie, qui perce trop souvent dans les nombreux factums qu'elle dressa pour diminuer leur influence. ² D'ailleurs un courant d'opposition contre la savante société se dessinait de plus en plus, dans la ville de Reims. Les Jésuites combattaient ouvertement le Jansénisme; et cette hérésie exerçait, à Reims, une influence latente, mais très-réelle, qui devait, quelques années plus tard, se manifester dans une longue série d'éclatants scandales. ³ Les Provinciales avaient paru depuis peu de temps, et ces calomnies de l'esprit de secte avaient trouvé un écho facile dans l'esprit prévenu de la bourgeoisie rémoise, ⁴ Maurice le Tellier ne sut pas se mettre lui-même assez en garde contre ces mensongères et odieuses imputations.

Il surveillait l'enseignement théologique des Pères avec une attention un peu inquiète, et nous verrons que, plusieurs fois, il soutint contre eux des luttes théologiques pleines de vivacité. Dominé par ces diverses influences, excité encore par l'Université, l'archevêque ne devait pas être disposé à incliner vers le parti des Jésuites, au milieu des luttes académiques dont il allait être le témoin.

¹ Bibl. nat. ms fr. N° 20,708 fol. 95.

² Voir, pour ces documents, Varin, Tom. cit. P. 688 et suiv.

³ Nouvelles ecclésiastiques, *passim*.

⁴ Cet esprit d'opposition perce dans les *Mémoires* de Bidet. Tom. II P. 172 et suiv.

Cependant, à travers ces débats, il eut assez d'impartialité pour reconnaître et proclamer hautement la science et la vertu de ses adversaires,¹ et ceux-ci, de leur côté, déclarèrent, « que ce prélat n'était pas moins recommandable par son caractère et son mérite personnel, que redoutable par son crédit, et par la prévention que l'Université avait su lui inspirer contre la société. »²

Depuis assez longtemps déjà, une vive discussion s'était élevée entre l'Université de Reims et les Jésuites, au sujet de l'agrégation de ces derniers à l'Université. Nous avons parlé plus haut de cet acte d'agrégation, dressé en octobre 1606. Les choses allèrent bien jusqu'en 1617. Mais à cette date, un recteur nommé Oudet, d'une humeur turbulente et hostile aux Jésuites, souleva contre eux l'opinion, et se mit à déclamer contre le décret d'agrégation, et contre la personne de Henri IV qui avait installé les Jésuites à Reims. La maison des Pères fut envahie par cinq à six cents assaillants ; et l'on en serait venu aux faits les plus graves, si la prudence des Pères, et l'intervention de la police n'eussent contenu la multitude.

Le litige fut déféré au Roi, et Louis XIII obtint une transaction³ qui confirmait le droit d'agrégation des Jésuites, en déterminant quelques mesures de détail, dont le but était d'éviter les conflits entre les deux corporations. En 1660, le recteur Mercier ralluma la guerre, et s'avisa de faire des statuts qui excluaient les Jésuites du droit

¹ Voir plus loin, *discussions théologiques*.

² *Mémoire des Jésuites*, Varin tom. cit. P. 664.

³ Transaction du 3 Sept. 1617.

d'agrégation. Mais ceux-ci obtinrent, à l'encontre, divers arrêts qui les maintinrent dans leur possession. En 1664, l'Université en appela au Parlement; mais l'absence de raisons plausibles, et l'intervention de Louis XIV firent tomber l'opposition.

Dans les deux processions de l'Université, les élèves des Jésuites, comme signe de leur droit d'agrégation, prenaient rang immédiatement après ceux du collège des Bons-Enfants, conformément à l'acte d'union. Or, en 1695, le recteur Le Roux se dispensa d'inviter les Jésuites à la procession annuelle. L'opinion s'émut, et l'affaire fut déferée à l'archevêque. Le Tellier, assez embarrassé, prit un parti qui lui parut habile: il supprima les processions. Ce jeu de bascule, en face d'un principe de droit, n'est pas des plus loyaux; mais il traduit assez bien la conduite de Le Tellier dans ce litige universitaire. La question resta pendante bien longtemps encore; elle fut reprise en 1724, et fut l'occasion d'un long procès qui passa par diverses phases, jusqu'à la suppression des Jésuites.¹

Partial en faveur de l'Université, et par là même méconnaissant un peu les grands services que pouvait

¹ L'édit de suppression portait que le collège des Bons-Enfants souffrait préjudice de celui des Jésuites. — Les bâtiments du collège des Jésuites étaient cédés à la ville, pour servir à l'hôpital. Les biens du collège supprimé, provenant de la libéralité des seigneurs de Sillery étaient, de par le Roi, transférés au collège des Bons-Enfants; les seigneurs de Sillery conservaient simplement deux bourses à leur disposition, dans le collège des Bons-Enfants. *Lettres patentes du Roi portant suppression du collège ci-devant desservi par les Jésuites, dans la ville de Reims*. Varin archiv. légis. 2^e partie, stat. Tom. II, P. 724.

rendre aux lettres la libre expansion du collège des Jésuites, Le Tellier encourageait néanmoins l'enseignement sur les divers points de son diocèse.

En octobre 1693, un sieur Fagnier, greffier au Parlement de Metz, crée une fondation de trois cents livres de rente pour qu'un prêtre enseigne, à Ay, le latin aux enfants, et dise, tous les jours, la messe à l'église paroissiale. L'archevêque encourage sa bonne volonté, accepte la fondation, le 12 Avril 1696, et favorise le succès de l'œuvre.¹

Épernay a aussi son collège,² Mouzon son bel externat gratuit pour les jeunes gens résidant à Mouzon; plusieurs couvents ont aussi leurs écoles où l'on enseigne les lettres latines, Charleville et Sedan leurs collèges de Jésuites; l'archevêque s'intéresse à toutes ces maisons.

Enfin il existait à Paris, près de la rue de Reims, un collège appelé collège de Reims;³ les archevêques en étaient proviseurs. Cette maison était en décadence. Le Tellier fait rendre les comptes; il constate que les recettes générales pourraient s'élever à trois mille sept cent quatre vingt-sept livres; mais de nombreux locataires étaient insolvables; il ne restait que trois mille livres, et les charges fixes étaient de trois mille deux cent soixante-treize livres, plus seize cent soixante-dix-sept livres dues

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. n° 20,752, fol. 160.

² Tombé presque en ruine, le collège d'Épernay avait été relevé, en 1680, par Georges Fagnier, lieutenant du bailli d'Épernay, qui le dota par testament.

³ Le diocèse de Reims bénéficia, à Paris de trois collèges: le collège du cardinal Le Moine, le collège de Rethel, et le collège de Reims.

par le collège. Le Tellier essaya d'améliorer cette situation; mais ses efforts demeurèrent impuissants, et cette maison, après avoir mené une existence précaire, finit par s'éteindre.¹

Une autre question d'éducation, d'un ordre fort grave, préoccupait en même temps l'esprit de l'archevêque de Reims.

Le concile de Trente avait recommandé aux évêques

Le collège du cardinal Lemoine fut fondé, en 1603, par Jean Lemoine, du diocèse d'Amiens, évêque de Meaux, puis cardinal, avec plusieurs bourses en faveur des étudiants; l'une de ces bourses était à la collation de l'archevêque de Reims, et devait être conférée à un écolier originaire de cette ville, Marlot, Tom. IV, P. 11.

Le collège de Bethel à Paris fut fondé en 1292 par Gaultier, natif de Launois, diocèse de Reims, qui fit don à cet établissement de revenus qu'il tirait de plusieurs maisons à Paris et dans la prévôté de Bray. L'abbé de Saint-Denis et le prieur de Saint-Remi étaient chargés de désigner les écoliers pauvres qui devaient y étudier, et de les prendre dans le Rethelois et pays circonvoisins. L'économe du collège devait être un clerc du Rethelois, lequel faisait une distribution de six deniers par jour à ces écoliers, et de douze aux plus diligents.

En 1399, Guy de Roye, archevêque de Reims, fit construire le collège de Reims à Paris, sur la place où était anciennement l'hôtel de Bourgogne. Mais Paris ayant été pillé par les Anglais en 1418, le collège fut ruiné, et demeura désert jusqu'en 1443. A cette date, le roi Charles VII, à la prière de son confesseur, joignit au collège de Reims le collège de Bethel contigu, fondé par Gaultier de Launois, avec les quatre bourses instituées par Jeanne de Bresse, pour quatre écoliers du comté de Porcien, Marlot. Tom. IV P. 138 et 184. L'ordonnance de Charles VII établit l'archevêque de Reims administrateur de ce collège, qui porta désormais le nom de collège de Reims. L'archevêque de Reims, Jean Juvénal des Ursins, se nomme *provisor et administrator collegii Remensis, in monte s. Hilarii*, l'an 1466, en la nomination qu'il fit d'un auditeur des comptes dudit collège.

¹ Bib. nat. ms. fr. — N° 20,763. fol. 14.

l'établissement de Séminaires destinés à l'éducation de la jeunesse ecclésiastique.

Nous avons vu que le cardinal Charles de Lorraine avait été des premiers à fonder, dans sa ville épiscopale, une maison de ce genre. Mais il fallait soutenir et développer cette œuvre pour en obtenir des résultats suffisants. Les maux de la guerre et les malheurs des temps en avaient arrêté les progrès ; elle avait surtout souffert de la longue vacance du siège épiscopal. Ce dommage avait tristement rejailli sur les paroisses dont les pasteurs étaient parfois insuffisants par le nombre et par l'instruction. Maurice Le Tellier semble avoir été frappé de cette situation, dès ses premières visites pastorales, et s'être fait une très-haute idée du bien immense qu'il pourrait produire par l'éducation d'un clergé vertueux et instruit. Ce fut là une des plus sérieuses préoccupations de sa carrière épiscopale.

Le cardinal de Lorraine avait établi dans la rue du Barbâtre, proche du collège de l'Université, un Petit-Séminaire ; mais cet établissement était resté inachevé. Puis, il était surtout destiné à la première éducation des jeunes gens ; après ce commencement d'études, il restait à former les jeunes clercs aux pratiques de la vie ecclésiastique et à l'administration des sacrements. Il fallait les discipliner par l'obéissance, les élever par la méditation, la retraite et la prière, et les disposer de longue main à recevoir dignement les ordres. De plus, l'archevêque désirait avoir comme un foyer de vie ecclésiastique, vers lequel il

ramènerait périodiquement les prêtres déjà occupés au ministère des paroisses, afin de raviver leur zèle et de les renouveler dans l'esprit de leur vocation. ¹ Pour réaliser ces nobles desseins, il avait besoin d'un Grand-Séminaire.

Le Roi fut saisi du projet et y donna volontiers son consentement. Par lettres patentes du mois de Juin 1676, il fut donné à l'archevêque « plein pouvoir pour bâtir un Séminaire en l'endroit de la ville qui lui paraîtrait le plus convenable, et d'employer pour son entretien les moyens permis par les conciles et par les ordonnances ; d'y unir un ou plusieurs bénéfices jusqu'à la somme de dix mille livres de revenu annuel, à condition que les obligations seraient acquittées, et les charges payées par le Séminaire. » On travailla immédiatement à la construction du nouvel établissement. L'archevêque le plaça près du collège de l'Université « pour le plus grand avantage des séminaristes, et d'autant plus volontiers que feu Monseigneur Charles, cardinal de Lorraine, à son retour du concile de Trente, et en exécution des décrets de cette sainte assemblée, jeta dans le même endroit les fondements d'un Petit-Séminaire. » ² L'œuvre était assez pénible, à cause de la difficulté de se procurer des revenus suffisants pour la fonder et la faire vivre.

M. Dozet, archidiacre de Champagne fit, dans ce but, un legs de 20,000 livres ; Le Tellier, de son côté,

¹ Lettres patentes pour l'érection d'un Séminaire à Reims.

² Décret d'union du Petit-Séminaire au Grand. Varin. Archives admin. statuts. T. II. P. 776.

s'occupa de réaliser les 10,000 livres de rentes, que les lettres patentes du Roi l'autorisaient à prélever. D'abord il imposa tous les bénéfices de son diocèse, à l'exception des cures, jusqu'à concurrence d'une rente annuelle de 3,000 livres. Puis, procédant comme on l'avait fait lors de la fondation de l'Université, on dressa une liste des bénéfices simples auxquels n'était attachée aucune fonction, et qui se trouvaient à la nomination du prélat.¹

Le Tellier les éteignit, et les réunit au Séminaire; cette mesure fut confirmée par le Roi en Février 1679. Le Gentil, chanoine de Reims, prieur commendataire de Saint-Georges d'Haraucourt, résigna entre les mains de Le Tellier, qui éteignit ce titre, son bénéfice de 1500 livres de rente. Quelques autres bénéfices complétèrent la somme proposée, et permirent de mener l'œuvre à bonne fin.

A côté de la nouvelle construction qui s'élevait sous l'intelligente impulsion de Maurice Le Tellier, subsistait toujours le Petit Séminaire fondé par le cardinal de Lorraine. L'archevêque le visita le 5 Octobre 1680, pour se rendre compte du parti qu'on pouvait en tirer. « De deux corps de logis qui le composaient, l'un, plus rapproché du collège, avait encore quelque solidité, mais ne renfermait que de petites chambres de sept à huit pieds carrés ;

¹ C'étaient les bénéfices et titres de Saint-Remi d'Haraucourt, N. D. de Stonne et la Berlière, Saint-Laurent de Villemonty, N. D. de Vadelincourt, Saint-Basle de Villiers-devant-Raucourt, Saint-Hippolyte de Faverolle, Saint-Remi de Bouilly, Saint-Remi d'Ormes, Saint-Remi de Loivre, Saint-Symphorien de Muizon, Saint-Nicolas de Brimont. Tous ensemble valaient 4,000 livres, charges déduites.

l'autre, duquel on tirait les places communes, tel que le lieu des conférences et prières, l'infirmerie, réfectoire, etc., n'était pour la plupart, bâti que de bois si caduc et si mal entendu que, pour en tirer parti, il faudrait le rebâtir tout à neuf. »¹ Comme le local du nouveau Séminaire qu'il venait de bâtir était suffisamment spacieux, Le Tellier trouva préférable de transférer le Petit Séminaire lui-même dans l'enceinte du nouvel établissement, et de réunir, pour n'en faire plus qu'une seule et même manse, les revenus des deux maisons. Cette combinaison lui offrait surtout l'avantage de simplifier le rouage administratif, et de multiplier les économies. Après un essai de quatre ans, il rendit le 10 octobre 1680, un décret qui unissait définitivement les deux maisons, sous l'autorité d'un même supérieur, et dans une entière communauté de dépenses et d'intérêts. Pendant vingt-deux ans, la direction du Séminaire fut confiée à des prêtres séculiers, que l'archevêque fit successivement entrer dans le Chapitre de son église métropolitaine. Bien qu'il se fêlât hautement de leurs bons services, il pensa cependant que « le choix d'une congrégation religieuse offrirait à son œuvre plus de stabilité, et permettrait de trouver constamment des ouvriers capables de former les clercs à la science, à la piété et à l'esprit de leur état. » Il réfléchit sur le choix qu'il devait faire, et il put se fixer sans sortir de sa ville épiscopale.

En face de l'église métropolitaine, se dressait majes-

¹ Procès-verbal de la visite faite par M^{sr} l'archevêque. Varin. archives lég. statuts T. II. P. 776.

tuense encore, bien que diminuée, l'antique abbaye de Saint-Denis.¹ De temps immémorial, les études avaient été florissantes dans ce monastère; les religieux tenaient même des écoles publiques, qui, unies pendant quelque temps à celles du Chapitre dans la rue des Tapissiers, furent en 1516, du consentement du Chapitre, transférées sur le territoire de la paroisse de Saint-Denis.² Plusieurs chanoines envoyés par les supérieurs pour l'administration des paroisses voisines, y maintenaient la saine doctrine et les pratiques de la foi. En 1636, les religieux avaient embrassé la réforme opérée par le P. Faure, à Sainte-Geneviève de Paris, et depuis lors portaient le titre de Chanoines réguliers de Saint-Augustin, de la Congrégation de France, ou bien le nom plus populaire de Génovéfains.³

Ce fut à ces religieux que Le Tellier résolut de confier la direction de ses Séminaires. A la date du 29 novembre 1702, il conclut, avec la Congrégation, un contrat par lequel il la chargeait, à perpétuité, de cette mission, sous la juridiction, visite et correction

¹ Primitivement construite en dehors des murs qui, passant devant le Grand-Séminaire actuel, allaient, en décrivant une courbe, rejoindre la porte *Basilicaris* ou porte *Basée*, à l'entrée du Barbâtre, près du lycée actuel, la basilique de Saint-Denis avait été détruite à cause de la nécessité de fortifier le rempart de ce côté. Réédifiée et consacrée en 912 par Hérivée, elle avait été restaurée presque de fond en comble en 1067, par l'évêque Gervais, qui y avait installé des chanoines suivant la règle de St-Augustin.

² Biblioth. de Reims. Portefeuille Varin, n° 18.

³ Depuis la Révolution, cette maison est devenue le Grand-Séminaire de Reims.

de l'archevêque. La Société fournira, pour la conduite du Séminaire, six chanoines, dont deux seront employés à enseigner la théologie morale, particulièrement celle qui regarde la matière et l'administration des sacrements; ils suivront la doctrine de saint Thomas, les règlements et maximes de saint Charles. Il y aura, de plus, chaque semaine, une conférence sur l'Écriture sainte, et deux conférences sur les devoirs de la vie ecclésiastique. Pour remplir la condition imposée par l'archidiaconé de Champagne, bienfaiteur du Séminaire, chaque année pendant les vacances, deux chanoines donneront une mission de six semaines dans un endroit important de l'archidiaconé de Champagne, au choix de l'archevêque. L'administration des biens et revenus du Séminaire est abandonnée entre les mains des chanoines chargés de sa direction, à charge pour eux de pourvoir à tous les frais, d'entretenir gratuitement vingt-trois séminaristes de la fondation du cardinal de Lorraine, et quatorze clercs du diocèse, étudiants en théologie, d'après la fondation récente de Maurice le Tellier. A la mort du chanoine Maucroix, les revenus du prieuré de Sainte-Marguerite de Crécy seront dévolus au Séminaire qui, dès lors, entretiendra trois autres clercs du diocèse, étudiants en théologie. Aucune construction nouvelle, aucune aliénation de biens ne pourra être faite sans l'autorisation de l'archevêque.¹

¹ Contrat entre Monseigneur Charles-Maurice Le Tellier, archevêque-duc de Reims, et les chanoines rég. de l'ordre de St-Augustin de la Congrégation de France. Varin. — Archives lég. Statuts T. II. P. 780.

En même temps qu'il cherchait à assurer l'avenir de ses Séminaires, en les confiant à une direction intelligente, Le Tellier s'appliquait à leur communiquer, par de sages règlements, une forte empreinte de discipline et d'esprit ecclésiastique. Par l'ensemble de leurs dispositions, ces règlements ressemblent beaucoup à ceux de nos Séminaires actuels; cependant, par plusieurs détails, ils nous peignent la physionomie toute spéciale de l'établissement fondé par Maurice Le Tellier.

Tous les élèves participaient à certains exercices communs, et à un enseignement général sur le dogme, la morale et la piété chrétienne. De ce cadre de vie commune se détachaient, à des heures déterminées, deux groupes d'étudiants; l'un formé des jeunes gens qui se préparaient aux grades, et qui s'en allaient régulièrement aux cours de l'Université; l'autre était formé d'élèves moins avancés qui se rendaient tous les jours, de une heure à deux heures et demie de l'après-midi, à l'abbaye de Saint-Denis, où les religieux donnaient un enseignement littéraire. Chaque Dimanche, avait lieu, en présence des vicaires généraux une récapitulation des matières étudiées pendant le cours de la semaine.

Cette fusion des deux Séminaires dans une organisation commune, ne permettait guère d'y recevoir avec profit, des

Le cardinal de Mailly, successeur de Le Tellier, transféra le Séminaire dans le collège des Jésuites. Les Génovéfains maintenus, par arrêt du Parlement, conservèrent les boursiers. Mais plus tard, ils donnèrent leur démission à l'archevêque. En Octobre 1787 la direction du Grand-Séminaire fut confiée aux Sulpiciens.

élèves inférieurs à la classe de quatrième. Afin de pouvoir accueillir et cultiver les plus jeunes enfants, l'abbé de Louvois, neveu et vicaire général de Le Tellier, avait établi, à ses propres frais, un autre Petit-Séminaire appelé Séminaire de Saint-Jacques, dans la rue de Vesle; il le maintint florissant jusqu'à sa mort, et rendit par là, au diocèse, de véritables services.

Enfin un enseignement exclusivement philosophique se donnait dans ce Séminaire de Sedan dont nous avons parlé, que Le Tellier meubla de ses propres deniers, et dont il confia la direction aux prêtres de Saint-Lazare.

Ce n'est pas assez pour l'archevêque d'avoir organisé tout ce précieux mécanisme, il en surveille lui-même le fonctionnement avec la plus grande vigilance. Il est vraiment intéressant de suivre, à travers sa correspondance, l'application personnelle et constante qu'il apporta à cette œuvre. Il connaît ses séminaristes par leur nom, il sait leurs aptitudes, leurs qualités et leurs défauts, il exige qu'on le renseigne très-exactement sur tout, et plus d'une fois il gronde assez rudement l'abbé de Louvois qui avait cru pouvoir user de certaines réticences. Il fait dresser des notes, en prend lui-même; elles sont généralement caractéristiques et piquantes; de celui-ci il écrit : « réponses médiocres, mais studieux, esprit original; » de celui-là : « bonnes réponses, beaucoup de présence d'esprit; » d'un autre : « réponses bonnes, mais timides et pesantes; » de plusieurs : « réponses vives et avec esprit; » d'un autre encore : « exact à son devoir, intelligent, mais rustique¹ »

¹ Bibl. nat. ms. fr. n° 20,752 fol. 1314.

C'est Le Tellier lui-même, qui, souvent désigne les élèves que l'on doit faire passer d'un Séminaire dans l'autre,¹ et l'on voit qu'il les connaît personnellement; c'est parfois à lui directement qu'ils s'adressent dans leurs difficultés, et, de Reims, ou de Paris, l'archevêque s'applique à les résoudre. Il tient une liste exacte, tout entière écrite et annotée de sa main, des clercs qu'il élève aux différents ordres; surtout il aime à se rendre compte du nombre et de la destination des prêtres sortis de ses Séminaires;² dans ces notes éparses, se retrouve l'indication des divers postes occupés par les plus humbles de ses collaborateurs, avec la date de leur mort, accompagnée parfois d'une expression de regret échappée à la plume attristée de l'archevêque. Là, on suit, avec intérêt, le mouvement rapidement ascensionnel du Séminaire. En 1676 et 1677, il en sort quatre prêtres; l'année suivante le chiffre s'élève à dix, puis à treize. Il est de seize en 1683, et flotte entre treize et dix-sept, jusqu'à la fin de l'épiscopat de Maurice Le Tellier.³

Cependant une contestation s'éleva entre le chapitre de la cathédrale et les administrateurs du Séminaire. En vertu du décret d'union des deux Séminaires, les chanoines avaient conservé le droit de présenter quatre sujets, pour jouir de quatre des bourses fondées par le cardinal de Lorraine. Jusque là, ils avaient généralement présenté des

¹ Bibl. nat. ms. fr. n° 20,752 fol. 183 et 188.

² Bibl. nat. ms. fr. n° 20,752 fol. 100, 138, 165.

³ Bibl. nat. ms. fr. n° 20,752, fol. 100, 138.

étudiants en théologie; mais en 1678, ils voulurent présenter des enfants de chœur du chapitre. Le supérieur du Séminaire objecta que ces enfants ne pouvaient entrer qu'en troisième; que les charges de la maison se trouveraient notablement aggravées, et que bientôt, les autres présentateurs voudraient profiter du même privilège. Le chapitre s'obstina, il alléguait une lettre du cardinal de Guise qui l'avait autorisé à présenter des enfants de chœur et qu'aucun décret subséquent n'avait révoquée. Le supérieur du Séminaire riposta assez vivement, mais il dut céder aux prétentions du Chapitre; l'archevêque y souscrivit, en mettant toutefois cette restriction: que les autres patrons ne pourraient présenter que des théologiens.¹

Cette précaution était nécessaire pour prévenir des abus qui, bien vite, eussent tourné au détriment de l'établissement. Car, bien que l'œuvre fût assise sur des bases solides, elle ne pouvait cependant subsister sans une intelligente économie. Heureusement, l'archevêque veillait attentivement à l'état du temporel de la maison. Chaque année, il se faisait présenter les comptes, avisait aux difficultés du moment, et suggérait à propos une mesure utile, une réforme nécessaire. Les malheurs des temps, les rudes hivers de 1708 et de 1709 l'obligèrent souvent à recourir à des expédients qui nous retracent l'austérité de cette éducation cléricale, et qui sont un curieux vestige de la misère du temps.² Malgré ces traverses, l'œuvre com-

¹ Bibl. nat. N° 20,752 fol. 7.

² Biblioth. nat. ms. fr. n° 20,752 fol. 130. *Note de Le Tellier*: Le P. Godinot prendra, sur les fermiers redevables à sa recette, cent

mencée subsista florissante, et procura pour longtemps, au diocèse de Reims, une abondante moisson d'ouvriers évangéliques.

Les soins que donnait Maurice Le Tellier à l'entretien et au développement de l'éducation cléricale et du haut enseignement, ne lui faisaient pas négliger une sphère d'éducation plus modeste, mais également digne de tout son intérêt. Placé au milieu d'une population industrielle déjà considérable, témoin perpétuel de la vie des habitants de la campagne, il eut souvent occasion de gémir sur les obstacles multiples qui entravent l'instruction des enfants du peuple. Cette question fut pour lui l'objet d'une sollicitude constante.

C'était à l'écolâtre qu'appartenait alors dans le diocèse de Reims le droit d'instituer les maîtres et maîtresses d'écoles tant à Reims, que dans les villes et villages du diocèse. L'écolâtre était un chanoine de la cathédrale, désigné par le chapitre; ce titre, qui existait de fait depuis déjà longtemps, avait été définitivement érigé par Guillaume de Champagne en 1192.¹ D'après les actes ad-

vingt-et-un septiers d'orge, et il les fera incessamment porter dans les greniers du Séminaire. Je lui ai aussi donné 196 livres. pour acheter à Reims sept septiers de froment à raison de vingt-huit livres le septier. On ne donnera pas de vin aux séminaristes, mais seulement une boisson qui se fait avec du genièvre. Ils auront chacun une livre et demie de pain composé de un quart de froment et de trois quarts d'orge.

¹ L'Écolâtre avait aussi juridiction sur les écoles de la rue des Tapissiers. Mais lors de la translation de ces écoles au collège des Bons-Enfants, il abandonna cette juridiction, en échange de laquelle il reçut diverses indemnités. Bidet hist. de Reims. Tom. II, p. 57 *inéd.*

ministratifs de Le Tellier, il paraît que le droit de destituer les maîtres des écoles appartenait alors à l'archevêque; et ce ne fut qu'en vertu d'un arrêt du 5 juillet 1718, que ce droit de destitution fut accordé à l'écolâtre. A l'époque de Maurice Le Tellier, les maîtres et maîtresses d'écoles relevaient donc à la fois de l'autorité de l'archevêque, et de celle de l'écolâtre. Diverses notes et ordonnances de Le Tellier nous apprennent aussi que c'était en présence des curés les plus éclairés de chaque canton, que les instituteurs et institutrices subissaient un premier examen pour recevoir leur institution de l'écolâtre; puis ensuite, des examens périodiques pendant l'exercice de leurs fonctions.

¹ Plusieurs règlements dressés à cette époque, par les communes, conjointement avec l'administration ecclésiastique, nous font connaître l'organisation et le mouvement des écoles du diocèse de Reims. Celui des écoles de Rethel, dressé en octobre 1683, est un des plus complets. En voici quelques extraits :

« Les maîtres et maîtresses d'écoles enseigneront les enfants toute l'année, à raison de trois sols par mois pour ceux qui lisent, et cinq pour ceux qui écrivent et lisent, et qui ne seront pas inscrits sur le bureau de la charité. »

« Il doit y avoir un maître d'école choisi par M. le curé, gagé par la communauté douze mois de l'année, à trois sols six deniers le moins, et cinq sols le plus, qui ne châtiara les enfants qu'avec la verge et la fêrule ; lequel apprendra le catéchisme et les pratiques chrétiennes pour les mœurs,

¹ Ordonnances pour Sedan, Rethel, etc. etc.

comme aussi à lire et à écrire, laissant le soin des filles à la maîtresse.

« On veillera à ce que, depuis sept ans jusqu'à quatorze ans les enfants n'aillent pas à la garde du bétail. Le bureau de charité sera établi, dont les pratiques sont contenues dans les statuts. C'est un utile convertissement de l'aumône qui se fait à sa porte aux passants, aux pauvres de la paroisse; il n'y aura que ceux inscrits aux rôles des pauvres exempts de payer le maître et la maîtresse d'école.¹ »

Les règlements d'une prévôté voisine de Rethel nous apprennent que les enfants devaient fréquenter l'école de huit heures du matin à onze heures, et de midi à trois heures. Le temps était mesuré par une horloge de sable placée sur la table. Les parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école étaient punis d'amende.² D'ailleurs plusieurs ordonnances du Roi soutinrent ces divers efforts, et obligèrent les parents à envoyer leurs enfants aux écoles. L'une de ces ordonnances est datée du 15 octobre 1693, et impose aux délinquants une amende de cinq sols chaque fois, au profit des pauvres.

Telle était l'organisation générale de l'instruction populaire dans le diocèse de Reims. L'étendue de sa diffusion, et la valeur des maîtres qui la distribuaient nous sont attestées par les procès-verbaux des doyens, dont nous avons déjà parlé.³ Qu'il nous suffise d'en résumer quelques-uns.

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20.710 fol. 53.

² *Ibid.* n° 21.720 fol. 52.

³ Biblioth. nat. ms. fr. 20.753.

Le doyen de la Montagne constate que toutes les paroisses et toutes les succursales ont chacune leur maître, qui est de bonnes mœurs. Plusieurs paroisses ont cette note : « Pas d'ignorance. » « Pas d'ignorance grossière. » « Enfants instruits. » Un seul maître est taxé de négligence. Le doyen de Lavanne, docteur en théologie, affirme que chaque paroisse a son maître d'école, qu'il est « capable » ou « exact, » « qu'il fait bien son devoir ; » et que « les enfants sont bien instruits. » Toutes les paroisses du doyenné de Betheniville sont pourvues d'écoles, excepté Cheppe, Saint-Martin-l'Heureux, Moronvillers, Mont-Saint-Remi, dont les enfants fréquentent les écoles voisines. Le doyen de Cernay-en-Dormois constate de sérieux efforts de la part des populations, pour augmenter le nombre des maîtres ; la note commune, pour les enfants, est ; « assez instruits. » Mézières a ses écoles de garçons et de filles séparées : l'enseignement y est bon, les autres paroisses du doyenné sont pourvues de bonnes écoles. Le doyen de Dun-sur-Meuse déclare qu'il y a un maître dans chaque localité, paroisse ou secours ; ces maîtres exercent depuis dix-sept, dix-neuf, vingt, trente, et même quarante ans dans le même village ; les uns ont la note « très-bien » d'autres « bien ; » dix ont « mal. »

Dans plusieurs localités, telles que Malmy, Melzicourt, Trigny, et quelques autres, où il ne pouvait y avoir d'école proprement dite, c'est le curé qui se constitue lui-même maître d'école.

Le Tellier voulait, dans ces écoles populaires, un

enseignement élémentaire, proportionné à l'intelligence et aux besoins du peuple; il désirait surtout des maîtres judicieux, modestes, religieux et exemplaires. Il se défiait des théories de prétendu progrès qui fermentaient dans certaines têtes. Un sieur Cadet de Sedan écrivit un jour à l'archevêque pour se plaindre des préventions dont il se croyait victime. Dans un style solennel, hérissé de citations latines et de fautes d'orthographe, il représentait la pureté de ses intentions qui n'avaient d'autre but que le salut du royaume, s'élevait aux plus hautes considérations sur l'utilité des sciences, et se faisait fort d'enseigner le dessin, les hautes mathématiques, le latin etc.¹ Le Tellier le fit remercier de ses offres pompeuses, disant qu'il préférerait l'enseignement modeste, mais sûr de maîtres mieux connus par leur expérience et leur moralité.²

Cependant, les meilleurs esprits regrettaient l'absence d'une bonne méthode, fruit de l'expérience et du talent, pour diriger sûrement les maîtres dans la pratique de l'enseignement. On sentait le besoin d'initier plus sérieusement l'instituteur à cette mission difficile de former le cœur en éclairant l'esprit.

Mieux que tout autre, Maurice Le Tellier se rendait compte de cette lacune, et cherchait à grouper les efforts isolés autour d'un centre qui pût en décupler la force en la disciplinant. Or la Providence vint lui mettre sous la main les instruments les plus précieux, pour réaliser ce plan.

¹ Biblioth. nat. ms. fr. 20,713. fol 87.

² *Ibid.*

Les fonctions de théologal de l'église de Reims étaient alors remplies par un prêtre d'un zèle, d'une vertu, et d'un talent exceptionnels, qui s'appelait Nicolas Roland. Un goût particulier l'inclinait vers ce qui intéressait l'éducation du peuple. En 1674, il avait fondé, sous le titre de *Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus*, une société de religieuses vouées à l'instruction.¹ Elles élevaient chez elles un certain nombre d'orphelines privées de secours, et donnaient gratuitement l'enseignement aux jeunes filles qui se rendaient à leurs écoles, établies dans plusieurs quartiers de la ville, et bientôt sur plusieurs points du diocèse. Une dame dévouée, M^{me} veuve Maillefer, avait généreusement aidé de ses ressources, au succès de cette œuvre excellente. L'abbé Roland projetait de s'occuper également des écoles de garçons, quand la mort vint interrompre ses utiles travaux, le 27 Avril 1678.

Mais l'entreprise commencée ne devait pas périr. Un disciple survivait à M. Roland; et rempli de son esprit, formé à son école, émule de ses vertus, il se disposait à recueillir l'héritage d'un maître si vénéré : c'était Jean-Baptiste de La Salle.

Né à Reims le 30 Avril 1651, il fit ses études à l'Université de cette ville, fut, à dix-huit ans, maître ès-arts, alla quelque temps étudier en Sorbonne, et fut à l'âge de vingt et un ans, rappelé à Reims par des malheurs de famille.² Il venait en effet, de perdre son père et sa mère,

¹ *Vie de J. B. de La Salle* Ms. Bibl. de Reims, page 11. et *Guide des Sœurs de l'Enfant-Jésus*. Epernay. 1863. P. I.-XX.

² *Vie de J. B. de La Salle*, P. 26

et il dut prendre, pendant quelque temps, la direction de la maison paternelle, au milieu de nombreuses difficultés. Cette précoce expérience de la douleur et de l'abandon, ce rude apprentissage de la vie, achevèrent l'éducation de son cœur, déjà tout trempé de dévouement et de charité, et l'initèrent merveilleusement à un ministère d'obscurs sacrifices. Il était déjà chanoine de Reims depuis quelques années et docteur en théologie, quand, guidé par les conseils de M. Roland, il reçut la prêtrise, le 9 Avril 1678. Ce fut Maurice Le Tellier, qui, après avoir, huit ans auparavant, sacré Bossuet, l'éducateur des rois, conféra l'ordination sacerdotale à Jean-Baptiste de La Salle, le futur éducateur des enfants du pauvre. Quelques jours après, le nouveau prêtre fermait les yeux à son saint ami, l'abbé Roland; mais dès lors, il était tout préparé pour continuer son œuvre; et d'ailleurs, M. Roland l'avait désigné pour son exécuteur testamentaire.

Pour affermir l'entreprise du théologal défunt, il restait à la faire définitivement accepter par le Roi, l'archevêque, et le conseil de ville. L'abbé de La Salle obtint d'abord l'approbation de ce dernier; puis, muni de ce consentement, il alla trouver l'archevêque. Celui-ci fit à sa proposition l'accueil le plus empressé, et voulut se charger lui-même de solliciter de la cour les lettres patentes nécessaires au nouvel établissement. Le crédit, dont jouissait alors le prélat, facilita la concession de la faveur sollicitée. Le Tellier fit plus, il fournit généreusement aux frais de l'établissement, et n'omit rien de ce qui était nécessaire pour assurer à la communauté une situa-

tion stable. Il en examina les règlements, et les approuva. Ces statuts déterminent les pratiques spirituelles nécessaires aux religieuses pour se maintenir dans l'esprit de leur vocation, et aussi la conduite qu'elles doivent tenir pour l'éducation et l'instruction de leurs élèves. L'éducation a pour base la connaissance et la pratique des vertus chrétiennes. Les moyens nécessaires pour réaliser ce but sont déterminés avec une sagesse, un tact, une élévation d'esprit, qui témoignent d'une sérieuse expérience. L'application à l'étude est instamment recommandée aux maîtresses, qui devront s'occuper de toutes les élèves, sans distinction d'intelligences et de caractères, et suivre fidèlement le règlement des études. ¹

Appui moral, encouragements, largesses, Le Tellier ne négligea rien pour faire fleurir l'établissement, et en multiplier les écoles.

De La Salle s'appliqua ensuite à compléter l'œuvre de M. Roland, en établissant des écoles de garçons. Un laïque influent, M. Niel, et M^{me} Maillefer, secondèrent puissamment ses efforts. ² Une première école fut placée sur la paroisse de Saint-Maurice, et les instituteurs logés à la cure; une autre fut installée sur la paroisse de Saint-Jacques; d'autres suivirent, en différents quartiers de la ville. De La Salle songea alors à grouper les maîtres dans une maison commune, pour mieux leur inculquer l'esprit de leur vocation, et les méthodes les plus fruc-

¹ *Règlement des sœurs de l'Enfant-Jésus et Guide des sœurs de la Congrégation du S. Enfant-Jésus.*

² Vie de J. B^{te} de La Salle.

teuses dans l'enseignement. Dans ce dessein, le 24 juin 1682, il établit à Reims, dans la rue Neuve, la première maison de l'Institut.¹

Ce fut peu de temps après, en 1683, que, sur la demande du duc de Mazarin, et les encouragements multipliés de l'archevêque de Reims, de La Salle établit à Rethel une école normale d'instituteurs. Dans l'acte de fondation, le duc déclare qu'il veut continuer de « satisfaire aux intentions du cardinal Mazarin, son oncle et bienfaiteur, qui l'a établi son légataire universel. pour suppléer à ses manquements, et appliquer les plus clairs deniers de ses revenus en bonnes œuvres. »²

A cet effet, le duc fonde une communauté qui sera établie dans les bâtiments accordés à M. de la Salle pour les petites écoles. Il y crée « dix-sept bourses pour jeunes hommes choisis comme bons sujets, pour être instruits des maximes de pédagogues chrétiens, comme aussi pour lire, écrire, chanter et élever la jeunesse dans les bourgs, après que le choix en aura été fait par le duc, avec l'agrément des supérieurs ecclésiastiques.³ » Le supérieur de la maison et ses auxiliaires seront à la nomination de M. de La Salle.

Les bâtiments furent élevés, et trois mille trois cents

¹ Cette maison, qui avait passé à diverses mains, vient d'être, en 1880, par la libéralité des catholiques rémois rendue aux Frères bannis des écoles communales, et transformée en école chrétienne libre.

² Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,752 fol. 142.

³ *Ibid.*

livres de rente assurèrent la durée du nouvel établissement. Une fondation analogue fut faite dans le marquisat de Moncornet, aux frais de M. de Mazarin. En même temps, la ville de Château-Porcien appelait les Frères, pour leur confier l'éducation des enfants.

Sur ces entrefaites, l'abbé de La Salle fut invité par le curé de Saint-Sulpice, à venir établir ses écoles à Paris ; il songea alors à se démettre de son canonicat. L'archevêque de Reims, craignant de perdre un sujet dont il appréciait les services, traîna l'affaire en longueur, et l'engagea à réfléchir. Vaincu enfin par les instances du zélé fondateur, Le Tellier finit par accepter sa démission ; il le fit bien à regret, et plusieurs fois dans la suite, il l'engagea à revenir à Reims, lui offrant de le seconder de son influence et de ses ressources personnelles pour la multiplication de ses écoles, s'il consentait à venir se fixer près de lui. Mais de La Salle, espérant faire plus de bien en concentrant son action sur un autre point, ne crut pas devoir accepter ces propositions.

Cependant, les écoles récemment fondées se soutenaient à Reims, non toutefois sans rencontrer des obstacles sur leur route. Les parents se plaignaient que l'étude dérangeait les heures de la manufacture, et souvent, ne paraissaient guère comprendre le bien que l'on voulait à leurs enfants. Il fallut modifier les heures de classes, tourner les préjugés que l'on ne pouvait heurter de front, et au milieu de ces difficultés, Le Tellier sut prêter un concours qui contribua au développement de l'éducation populaire.

Ce n'était pas assez pour Maurice Le Tellier de multiplier les écoles et d'étendre l'enseignement ; il voulut stimuler, par ses encouragements et sa protection, ceux dont le talent honorait les lettres. Il fut lié d'amitié avec plusieurs personnages du pays rémois, qui brillèrent, à cette époque, d'un certain éclat.

De ce nombre furent : Anselme de Paris, qui entra dans la congrégation de Sainte-Geneviève, où il composa de savants traités sur la perpétuité de la foi de l'Eglise, touchant la transubstantiation ; Pierre Rainssant, qui fut présenté par Maurice Le Tellier à Louvois, et nommé chef du cabinet des médailles du Roi.

Mais il est surtout deux hommes, dont Maurice Le Tellier s'honora justement d'être le protecteur : Mabillon et Ruinart.

Né à Saint-Pierremont, au diocèse de Reims, le 23 Novembre 1632, Mabillon avait fait profession au monastère de Saint-Remi. Le Roi entendit parler de ses premiers travaux et désira le connaître. Le Tellier voulut avoir l'honneur de le lui présenter. Bossuet assistait à l'entrevue. « Sire, dit Le Tellier, voici le religieux le plus savant de votre royaume. » — « Et aussi le plus humble, » ajouta Bossuet. Ces deux paroles résumaient la vie du savant bénédictin. Louis XIV lui adressa les paroles les plus flatteuses, et s'étendit sur les services que sa congrégation rendait aux lettres.

Quand Mabillon fut de retour de son voyage d'Allemagne, si utile aux travaux historiques, ce fut Maurice

Le Tellier qui proposa au Roi de l'envoyer en Italie, pour y rechercher, dans les bibliothèques et dans les archives, les monuments anciens les plus propres à éclairer l'histoire.¹ Mabillon revint avec une provision de manuscrits. Aidé de ces documents, il composa deux ouvrages : le traité de la *Liturgie de l'Église gallicane*, qu'il dédia à Le Tellier, et le *Museum italicum*.

Ce fut encore l'archevêque de Reims qui proposa dom Mabillon, pour travailler à la nouvelle édition des Historiens de France. Plus tard, quand Mabillon fut attaqué au sujet de l'édition bénédictine de saint Augustin, à laquelle il avait travaillé, et qui était accusée de Jansénisme, Le Tellier le défendit ouvertement; il détermina Bossuet à s'entendre avec Mabillon pour la rédaction d'une préface qui vengeât l'édition des accusations dirigées contre elle. Cette préface fut dédiée au clergé de France, et mentionnait les éloges qu'elle avait obtenus de Bossuet, de Le Tellier, et du cardinal de Noailles.²

En même temps qu'il encourageait les travaux de Mabillon, Maurice Le Tellier soutenait les débuts de dom Ruinart.

Disciple, et bientôt émule de Mabillon, dom Ruinart était entré au monastère de Saint-Remi en Octobre 1674, à Reims même, sa ville natale; en 1689 il publiait son ouvrage si remarquable: *Acta sincera martyrum*, et mourait en 1709, au monastère d'Hautvillers. Pendant

¹ Note de Lacourt. — Collect. de Champagne, vol. 33. P. 18.

² Journal de l'abbé Le Dieu. T. II. P. 158.

cette courte et laborieuse carrière, dom Ruinart avait été constamment l'objet de la bienveillance de l'archevêque de Reims. ¹

En 1695, la place de proviseur de Sorbonne vint à vaquer. Le Roi témoigna qu'il verrait avec plaisir nommer à cette charge Maurice Le Tellier. Ce dernier fut agréé à l'unanimité, et, au dire de Saint-Simon, s'appliqua à bien remplir ses nouvelles fonctions. Il donna à la Sorbonne, dix mille livres pour la fondation de deux chaires de théologie. ²

Maurice Le Tellier rendit encore aux lettres un autre genre de service. Dès ses jeunes années, il avait manifesté pour les livres un goût prononcé; pendant ses longs voyages, il s'était appliqué, avec discernement et persévérance, à choisir et à grouper les meilleures éditions. Voici ce que lui-même nous en raconte dans la préface du catalogue de sa bibliothèque: ³ « Ce n'est pas sans peine et sans une longue et difficile application, que nous avons pu réunir tous ces livres. Dans nos voyages en France, en Italie, en Belgique, en Hollande, en Angleterre, nous n'avons épargné aucune dépense, pour nous procurer les meilleurs ouvrages en tous genres. Souvent aussi, nous

¹ Sous le pontificat de Maurice Le Tellier fleurissent aussi à Reims, Maucroix, ami de La Fontaine, auteur de traductions, et de nombreuses poésies; Colin, dessinateur qui a laissé un plan de Reims en 1665; Robert Nanteuil, dessinateur et graveur du cabinet du Roi; Philippe Lallemant, peintre du Roi et membre de l'Académie de peinture. *V. Histoire populaire de Reims par l'abbé A. Hanneuse, P. 113.*

² Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,763, fol. 70.

³ Bibliotheca Telleriana, Paris, 1693, in-folio.

avons envoyé en Italie, en Allemagne, et en d'autres contrées, des hommes très-savants et très-habiles dans l'art de découvrir les livres; et ils nous ont rapporté une abondante moisson d'excellents écrits. Nous nous sommes particulièrement efforcé de tirer, même des pays les plus éloignés, les livres qui traitent de matières religieuses et ecclésiastiques. »

Cette collection était surtout riche en manuscrits. On peut déterminer plusieurs des sources où puisa l'archevêque de Reims pour former cette précieuse collection. Mentionnons d'abord trois ou quatre bibliothèques, d'où il tira des volumes isolés: celle de Claude de Monsel, de Nostradamus, de Pinguenet, et de Savaron. ¹ Cette dernière est citée par le P. Jacob ² « comme assez considérable par les bons livres et divers manuscrits. » Jean Pinquenot, de Chartres, chanoine de Reims, était un bibliographe exercé. ³ Les bibliothèques de Fouquet, de Faure et de Moreau fournirent à Le Tellier un nombre assez considérable de manuscrits. Il put recueillir chez Fouquet la collection de Charles de Montchal, archevêque de Toulouse; à peine y manquait-il quelques volumes. ⁴ Antoine Faure, prévôt et chancelier de l'église de Reims, mort à Paris le 30 Novembre 1689, avait amassé une fort bonne bibliothèque, suivant les Mémoires contemporains. ⁵

¹ Cabinet des manuscrits P. 304.

² Traité des biblioth. P. 615.

³ Bibl. nat. Ms. latin 10,383.

⁴ Cabinet des manuscrits P. 305 et 271.

⁵ Le Gallois, Traité des plus belles biblioth. P. 129.

« Il avait dix ou douze mille livres de rente, qu'il employait en charités, et à acheter des livres; en quoi il était si curieux qu'il ne se vendait aucune bibliothèque qu'il n'eût jeté la vue dessus le premier et tout seul, récompensant fort bien les libraires, payant les livres, et leur faisant encore présent de bouteilles de vin de Reims. » ¹ Par son testament, Antoine Faure prie l'archevêque de Reims son disciple, son protecteur et son ami, de vouloir bien choisir ceux de ses livres qui pourraient lui convenir. ² Le Tellier usa de cette autorisation avec la plus grande réserve.

On ignore par quelle voie l'archevêque de Reims se procura plusieurs des manuscrits de Nicolas Moreau, seigneur d'Autenil; ceux de l'abbaye de La Grasse, en Languedoc, ³ de Saint-Martin ⁴ de Tournai, et de Saint-Amand. Ces deux derniers établissements étaient comptés parmi les principaux centres littéraires du Nord de la France au moyen-âge.

Ainsi formée, cette riche collection de manuscrits de l'archevêque de Reims contenait quatorze volumes orientaux, y compris un texte mexicain d'une grande valeur; cent onze volumes grecs; trois cent six latins; cinquante-trois

¹ Vol. 1011 du Cabinet des titres P. 158.

² Avertissement placé en tête de la *Bibliotheca Telleriana*.

³ Dans le premier de cinq manuscrits, n° 933 du fonds latin, on remarque une note écrite en arménien par Siméon, évêque de Sébaste, qui avait célébré la Messe en latin, le jour de Pâques 1388, dans l'église de la Grasse.

⁴ Les manuscrits de Saint-Martin de Tournai portent souvent les inscriptions mises en tête au XII^e ou au XIII^e siècle, et qui sont d'ordinaire ainsi conçues: Liber sancti Martini Tornacensis; Servanti benedictio; fiat, fiat. Tollenti maledictio; amen, amen.

français; et seize italiens ou espagnols.

A la fin de l'année 1700, Le Tellier se dépouilla, en faveur du Roi et du public, de ces trésors. Clément, d'abord gardien des estampes, puis sous-bibliothécaire de la bibliothèque du Roi, raconte, dans une lettre à l'abbé de Louvois, la manière dont fut faite cette donation. Au moment de faire transférer ses livres dans son nouvel hôtel, l'archevêque s'ouvrit à Clément du projet qu'il avait conçu de se dessaisir de plusieurs. Clément insista habilement sur l'utilité que l'on tirerait de ces ouvrages à la bibliothèque du Roi. Le prélat pria Clément de vouloir bien lui dresser le catalogue de ses manuscrits, d'après quoi il jugerait des ouvrages qui vaudraient la peine d'être offerts à sa Majesté. Clément revint aussitôt après les fêtes de Noël; dès que Le Tellier l'aperçut, il lui déclara sa dernière détermination d'envoyer indistinctement tous ses manuscrits à la bibliothèque du Roi. Il ajouta qu'il lui semblait que cette résolution serait agréable à l'abbé de Louvois son neveu, qui, en sa qualité de bibliothécaire, aurait toujours l'usage de ces livres. Clément se hâta de procéder à la translation de ces ouvrages. Il en fit charger les épaules de quatre hommes à six ou sept reprises chacun,¹ puis il s'appliqua à les ranger, et en dressa le catalogue.²

Le Tellier ne garda, par devers lui, que cinquante-huit manuscrits liturgiques, qui furent aussi remis à la biblio-

¹ Lettre de Clément. Cabinet des manuscrits. P. 302.

² Bibliot. nat. ms. latin, N° 9369.

thèque du Roi, en 1710, après la mort du prélat. A la même époque, les livres imprimés de l'archevêque de Reims passèrent à l'abbaye de Sainte-Geneviève.

Cette intelligente application de l'archevêque de Reims à recueillir tous ces trésors littéraires lui mérite assurément la reconnaissance publique ; en même temps, son action sur les lettres put lui survivre dans les travaux de ceux pour lesquels il sut amasser tous ces précieux documents.



CHAPITRE VI.

LE TELLIER, Duc de Reims

SON ADMINISTRATION TEMPORELLE.

Affaiblissement de la puissance communale sous l'administration de Maurice Le Tellier. — Diverses juridictions dans la ville de Reims : Royauté, Archevêché, Chapitre, Échevinage, etc. — Démêlés de Le Tellier avec le Chapitre. — Démêlés avec l'Échevinage. — Accroissement du pouvoir de l'archevêque. — Calamités publiques. — Lieutenance de police jointe à l'archevêché.

L'archevêque de Reims, au dix-septième siècle, n'exerçait pas seulement une autorité spirituelle dans son vaste diocèse ; il possédait encore, dans la ville de Reims, une autorité temporelle considérable ; c'est sous ce point de vue qu'il nous faut maintenant étudier l'administration de Maurice Le Tellier.

Elle marque une phase importante dans l'histoire des pouvoirs qui se partageaient autrefois la ville de Reims.

Faible d'abord, et longtemps comprimée par l'autorité royale et le pouvoir féodal, la puissance communale s'était développée à Reims, dans le cours du douzième siècle. A partir de cette époque, elle eut une assez longue période

de gloire, tint en échec et affaiblit l'autorité de l'archevêque. Celle-ci prit ensuite sa revanche, et grandit au détriment de la bourgeoisie. C'est à cette dernière lutte que nous allons assister; nous en suivrons les évolutions diverses; et en les parcourant, nous recueillerons les détails d'histoire locale qui nous manifesteront la vie intérieure et la physionomie de la cité.

Le Roi, l'archevêque, le chapitre, la bourgeoisie, tels sont les principaux pouvoirs qui se partagent la ville de Reims, dans la seconde moitié du dix-septième siècle.

Dans la deuxième moitié du dix-septième siècle, les gens du Roi ¹ n'avaient à Reims aucun territoire, ni domaine à fonds, sinon le palais royal et l'étendue de l'enclos qui s'y trouvait joint, et dans lequel étaient enclavées les prisons royales; ils ne possédaient d'ailleurs aucun autre terrain dans tout le ressort du siège présidial de Reims, excepté aux villages de Brieulles-sur-Meuse, de

¹ L'abbaye de Saint-Remi et celle de Saint-Nicaise; le prieuré de Saint-Maurice, la commanderie du Temple, les juges de l'abbaye de Saint-Denis, du chapitre de Saint-Timothée et de Saint-Pierre-le-Dames jouissaient encore de plusieurs droits féodaux.

Pendant longtemps Reims n'avait pas eu de siège royal. Plus d'une fois le bailli de Vermandois avait essayé de s'ingérer dans l'administration de la justice de la ville, en acceptant les causes qui lui étaient déférées par voie d'appel; mais les archevêques, et en particulier Jean Juvénal des Ursins, avaient résisté à ces envahissements. Par une sorte de transaction, Charles VII avait consenti à ne pas mettre de bailli à Reims; toutefois il avait voulu y établir un lieutenant du bailli de Vermandois, et un substitut du procureur du roi. Enfin François 1^{er} plaça à Reims un siège royal, et Henri II un siège présidial.

Voir pour plusieurs détails: *Jean Juvénal des Ursins* par M. l'abbé Péchenard, docteur ès-lettres: Paris, Thorin, 1876.

Beaumont-en-Argonne et de Torcy. Quant à leur juridiction, il était réglé que la justice serait exercée par les juges des seigneurs hauts-justiciers, auxquels appartenaient les villes, lieux et villages; et que les officiers du Roi connaîtraient par prévention et concurrence avec les officiers desdits seigneurs, en première instance, des causes mues entre les justiciables de la ville et des villages; et, en outre, connaîtraient, par appel, des causes jugées par les dits seigneurs, à l'exception de celles jugées par le bailli de l'archevêché. ¹

L'archevêque-duc de Reims avait l'héritage et la propriété de l'ancienne vicomté. En donnant aux archevêques la seigneurie de la cité, Louis IV d'Outremer y avait joint une partie des rues et des places qui appartenaient à son domaine, les sept châtellenies de Porte-Mars, de Neuville, d'Attigny, de Cormicy, de Courville, de Bétheniville, de Sept-Saux, la prévôté de Nogent et un grand nombre de fiefs mouvants de ces châtellenies. Les archevêques avaient augmenté ces domaines par plusieurs acquisitions. Maurice Le Tellier en particulier acquit, en 1676, la vicomté et seigneurie de Chaumuzy, qu'il unit à l'archevêché de Reims. ²

L'archevêque jouissait du droit de haute, de moyenne et

¹ Acte de notoriété du 18 août 1688.

L'autorité royale exerçait aussi son action par les officiers qui étaient à sa nomination, et par les cas royaux de plus en plus multipliés.

² Collection de Champagne Ms. fr. n° 32 P. 210.

basse justice ; et à cause de sa dignité archiépiscopale et de son titre de premier pair ecclésiastique, on ne pouvait interjeter appel de ses tribunaux, sinon en cour de Parlement. La justice de l'archevêque se rendait au tribunal, dit de *la Pierre-aux-Changes*, près du marché au blé, au coin de la rue du Tambour. On appelait ainsi ce tribunal, à cause d'une grande pierre ronde, sur laquelle avaient lieu les ventes publiques de biens. Elle se trouvait entre l'auditoire du bailli et les loges établies sur le marché, pour la commodité du public, et dans lesquelles se faisait l'échange des monnaies. Anciennement, en effet, les monnaies épiscopales des pays voisins n'avaient pas cours à Reims, et il fallait les échanger sous peine d'amende.

Un droit était prélevé au profit de l'archevêque sur la plupart des denrées et des marchandises qui entraient dans la ville, ou qui en sortaient ; c'est ce qu'on appelait les droits de tonneau ou thonlieu, de vinage, de stellage, de rouage et de mesurage. Comme duc, l'archevêque avait sa cour et ses pairs, son sénéchal ou maître d'hôtel, son maréchal ou grand écuyer, son panetier, son chancelier. Il avait ses officiers pour le temporel, un bailli, un procureur fiscal, un greffier du bailliage, un prévôt et un greffier de la prévôté, un sergent du bailliage et de la prévôté, un intendant et d'autres officiers.

Voisine et souvent rivale de la puissance de l'archevêque, l'autorité du chapitre s'était peu à peu développée. Primitivement soumis à la juridiction épiscopale le chapitre s'en était à la longue affranchi ; et son indépendance avait

•

été consacrée par diverses concessions royales et pontificales, et par plusieurs transactions passées avec les archevêques. Parmi ces dernières, l'une des plus célèbres était la *Joannine*, ainsi appelée, par ce qu'elle avait été accordée par l'archevêque Jean de Craon, en présence d'un juge apostolique. Elle déclarait que « le chapitre de l'église de Reims, les chanoines, les chapelains, les vicaires, les coutres (*Custodes*), les enfants de chœur, et tous les autres qui possèdent dans cette église un bénéfice perpétuel, ou un office ecclésiastique ou séculier, sous le nom de *Congrégation de Notre-Dame*, sont et seront exempts de toute juridiction spirituelle et temporelle de l'archevêque, et de ses cours officielle et ducale; que le chapitre est immédiatement soumis, en corps et en particulier, au Siège apostolique, et qu'il ne peut être traduit, pour cause spirituelle, civile ou criminelle, que devant le Souverain Pontife, et les membres du chapitre, que devant l'assemblée capitulaire. » ¹ L'église cathédrale elle-même échappait à la juridiction épiscopale, et c'est ce qui explique le long et triste démêlé survenu entre les chanoines et le cardinal Barberin prédécesseur de Le Tellier. L'archevêque faisait afficher ses mandements sur les piliers de la cathédrale; le chapitre les enlevait, pour y substituer ses propres ordonnances. ²

Les chanoines avaient aussi été exemptés par les rois de diverses charges publiques, du logement des gens de

¹ Cartul. de l'arch. de Reims. *Transactions avec les archev.* layette 2. Liase 2. Archives de la ville.

² Maucroix, *Mémoires*.

guerre, et du paiement des tailles imposées par le capitaine de la ville, ou par son lieutenant, aux bourgeois de Reims.

Le chapitre exerçait haute, basse et moyenne justice sur une partie de la ville, dont il était seigneur. Il avait, à cet effet, ses officiers et sergents, et l'on ne pouvait appeler de ses arrêts qu'à l'autorité du Roi. Sa juridiction s'étendait sur quatre cantons de la ville; sur le cloître, la cour du chapitre et ses dépendances, la mairie de Saint-Martin, la Tire-Lire, la cour Salin, et sur le bourg de Vesle, autrement dit la terre commune. Le grand portail de l'église cathédrale, les rues des Tapissiers et du Trésor, et la cour Notre-Dame étaient compris dans ces cantons. L'Hôtel-Dieu dépendait du chapitre au spirituel et au temporel. La juridiction capitulaire s'étendait aux maisons canoniales situées hors du cloître; et même, chacun des chanoines avait juridiction spirituelle et temporelle sur les maisons qu'il tenait à loyer, et sur les personnes laïques et ecclésiastiques, qui les habitaient, alors même qu'elles se trouvaient dans le ban de l'archevêque. Dans l'étendue de sa juridiction, le chapitre faisait des règlements de police sur les arts et métiers. Il possédait d'ailleurs, à titres divers, des droits, dîmes et autres revenus, sur un grand nombre de villages du diocèse.¹

Tous ces privilèges faisaient du chapitre une corporation puissante. Il était d'ailleurs imposant par le nombre.

¹ Au XVIII^e siècle, le chapitre, comme seigneur et à titres divers, possédait des droits et autres revenus sur 155 villages environ. Voir l'*Inventaire de 1775*.

Outre ses officiers civils, et ses enfants de chœur, il comptait, au temps de Maurice Le Tellier, soixante-huit chanoines, treize vicaires, quatorze chapelains vicariaux, trente-trois autres chapelains, huit coutres et huit appariteurs. Plusieurs des chanoines étaient des hommes de valeur; parmi eux figuraient Maucroix, le poète, ami de La Fontaine, Roland et de La Salle, fondateurs de congrégations religieuses pour l'enseignement populaire, de Y de Seraucourt, le grand archidiacre activement mêlé à l'administration épiscopale; Faure, Gillot, docteurs de Sorbonne; Coquault, d'une famille connue par ses travaux historiques; Louvois, fils du ministre de Louis XIV;¹ et aussitôt après la mort de Le Tellier, ce Lacourt,² l'intelligent auteur de plusieurs chroniques locales et de notes savantes ajoutées aux œuvres de Marlot. Fort attachés à leurs privilèges, les chanoines n'étaient pas disposés à accepter les empiétements de la juridiction épiscopale; parfois même, c'était au détriment de cette dernière qu'ils s'étaient efforcés d'étendre leurs exemptions.

Un point surtout restait en litige, qui fut souvent débattu pendant l'administration de Maurice Le Tellier, c'était la question des francs-servants du chapitre. On appelait ainsi ceux qui étaient chargés de gérer le

¹ Voir le nom des chanoines de Reims en 1703, Bibl. nat. ms. f. 20,807, fol. 14.

² Le Tellier avait offert à Lacourt la cure de Cumières, qu'il n'accepta point. Peu de temps après, il devint chanoine de Saint-Symphorien par la résignation que l'un de ses oncles fit en sa faveur de ce bénéfice.

temporel du chapitre en corps, ou des chanoines en particulier. On en comptait dix-neuf pour le chapitre, et chaque chanoine en avait jusqu'à trois, pris souvent dans les rangs de la bonne bourgeoisie. On leur donnait indifféremment le nom de francs-servants, francs-sergents, bourgeois-chanoines, ou bourgeois-à-chanoines. Le Tellier entreprit de disputer pied à pied la juridiction que le chapitre voulait lui ôter sur ces francs-servants. Un de ces derniers, nommé Jean Bourci, était mort dans une maison du bourg Saint-Denis, qui était de la juridiction de l'archevêque. Le chapitre, sous prétexte que le défunt était le bourgeois-chanoine de M. Neveu, son vidame, envoya chez lui pour mettre les scellés. L'archevêque prétendit qu'il était en possession paisible de la succession des bourgeois-à-chanoines, et évinça le chapitre. Puis, il fit étudier les titres du chapitre au sujet de ces successions. Les chanoines voulurent alléguer pour eux la prescription; l'archevêque leur prouva qu'elle avait été souvent interrompue par les officiers de son bailliage.¹ Le chapitre évoquait en sa faveur la *Joannine*, dont nous avons parlé plus haut, et une autre transaction conclue, en 1201, entre l'archevêque Guillaume-aux-Blanches-Mains et le chapitre, relativement aux francs-servants.² Le Tellier s'armait précisément de cette dernière, pour contester au chapitre le principe même de sa juridiction spirituelle et temporelle sur les bourgeois-chanoines qui demeuraient sur le ban de l'archevêque. Car, selon lui, rien

¹ Bibl. nat. Ms. fr. N° 20,714. fol. 83.

² Varin, archiv. adm. Tom I, 2^e part. pag. 438.

ne prouvait que le franc-servant, dont parle la transaction de 1201, eût une demeure séparée de celle d'un chanoine ;¹ quant au terme *d'omnimoda libertate* sur lequel le chapitre prétendait appuyer ses droits de totale exemption, l'archevêque soutenait qu'il fallait les entendre dans le sens le plus en rapport avec les motifs et le contexte de la transaction, et qu'il s'agissait seulement de l'exemption de la taille et des autres petits services que les seigneurs exigeaient alors de leurs vassaux, nullement de l'exemption de la juridiction spirituelle et temporelle. D'ailleurs, ajoutait-il, il n'était certainement pas question de juridiction temporelle, puisque l'archevêque dans cette transaction permettait aux francs-servants de jouir *des mêmes privilèges* sur le ban d'autres seigneurs ; or, il ne pouvait évidemment pas les exempter d'une juridiction qui ne dépendait pas de lui.² Les Mémoires et les explications se multiplièrent entre le chapitre et l'archevêque, sans que la question fût tranchée en principe ; mais, averti du crédit de son puissant adversaire, le chapitre transigea dans les questions de détail, et ainsi l'on put éviter une lutte plus éclatante.

Ce fut entre l'échevinage et l'archevêché que la rivalité s'accentua davantage. Il nous faut, pour l'intelligence de ce débat, reprendre les choses de plus haut.

¹ *Ibid.*, note.

² C'est d'ailleurs l'explication de Du Cange. *Ideo* dit-il, *dicuntur Franci servientes, gallice* Francs-sergents, *quod a tallia et omni alio vili onere essent immunes*. Cité par Varin, *Ibid.*

Issu prétendait-il, de l'ancien sénat gaulois, l'échevinage, après avoir passé par des vicissitudes diverses, subsistait comme le témoin des traditions communales. Après que Louis d'Outre-mer eut donné la seigneurie temporelle de Reims, sous le titre de vicomté, à l'archevêque Artaud, et que Guillaume-aux-Blanches-Mains l'eut fait ériger en duché et première pairie, les libertés communales du peuple rémois furent notablement diminuées. La juridiction des échevins allait peut-être disparaître, quand le mouvement communal, qui s'opéra sous Louis VI, la sauva. Henri de France, frère de Louis VII, tenta vainement d'agrandir son autorité au détriment des libertés communales.¹ En 1182, son successeur Guillaume de Champagne délivra aux habitants une charte fameuse connue sous le nom de *Wilhelmine*.² Elle accordait aux habitants l'élection annuelle de douze magistrats ou échevins, qui administraient la police, et jugeaient en première instance les procès entre leurs concitoyens, à l'exception des trois cas de « meurtre, furt, et de trahison manifeste » Aussitôt leur élection, ils allaient prêter serment devant les officiers de l'archevêque, et les reconnaissaient comme juges d'appel.

A côté de l'échevinage, s'était établie une autre puissance qui ne tarda pas à l'absorber, c'était le conseil de ville. Il avait été créé pendant la guerre des Anglais. Les échevins ne pouvant suffire à tous les besoins intérieurs et à la défense de la ville, avaient nommé six notables bourgeois

¹ Cette lutte fut l'occasion de troubles civils assez sérieux.

² Varin Archiv. admin. Tom. I. P. 391.

qu'ils avaient chargés du gouvernement de la ville, et ils avaient demandé au Roi un capitaine pour commander leur milice (1358).

Charles V, régent du royaume pendant la captivité du roi Jean, confirma l'établissement de cette compagnie, distincte du corps des échevins. Mais bientôt, le conseil de ville accrut son influence, et peu à peu, poussé par son humeur agressive, et excité par le petit peuple, il envahit les attributions de l'échevinage; celui-ci fit des concessions, puis se plaignit des accaparements de son rival. Le conseil, de ville, pour l'apaiser, décida en 1425, que deux des échevins seraient admis à ses séances; bientôt il y accepta également des représentants du chapitre et de l'archevêque, ainsi que les abbés de Saint-Remi, de Saint-Nicaise et de Saint-Denis et leurs grands vicaires. Toutefois, la rivalité des deux corps n'en continua pas moins, et se trahit par des tracasseries de détail souvent misérables, mais en définitive fort nuisibles au bien général. Enfin, fatigués de ces difficultés mutuelles, l'échevinage et le conseil de ville, d'un commun accord, demandèrent à être fusionnés. La réunion fut prononcée par un arrêt du 19 Janvier 1636, et le nouveau corps, ainsi constitué, reçut le titre de *Lieutenant, gens du Conseil et échevins*.

L'échevinage et le conseil de ville avaient été, de tout temps, à la nomination des habitants; mais en 1633 un règlement donné par le Roi avait introduit plusieurs modifications dans l'ancien système d'élection.¹

¹ Au terme du nouveau décret, la bourgeoisie de la ville était

Par suite de l'union, il fallait déterminer les rapports entre l'archevêque et le nouveau corps de ville. Une transaction intervint (18 Février 1636) par laquelle il fut décidé qu'il serait fait choix de quatre des membres élus par le conseil, pour l'administration des charges de l'échevinage, lesquels se présenteraient, avec le procureur syndic, au bailli de l'archevêché pour prêter le serment d'usage. Cependant cette transaction n'éteignit pas les rivalités. L'archevêque Henri de Lorraine chercha à diminuer encore l'autorité toujours menaçante de l'échevinage. Il lui imposa

divisée en douze compagnies. Les notables, c'est-à-dire ceux qui étaient inscrits à la taxe des pauvres, se réunissaient le Mercredi des Cendres à l'hôtel-de-ville, et répartis entre quatre bureaux pour trois compagnies chacun, ils dressaient, par voie d'élection, une liste de vingt bourgeois pour chaque compagnie. Le sort désignait ensuite dix noms sur chaque liste, et ce nouveau collège de cent vingt électeurs se réunissait le lendemain pour la nomination de douze échevins. Les électeurs prêtaient serment avant de déposer leurs suffrages; chaque année, deux des plus anciens échevins devaient sortir de charge, et ne pouvaient y rentrer qu'au bout de deux ans; les autres étaient rééligibles.

Une élection faite dans les mêmes règles désignait, le premier mardi de Carême, les cent vingt délégués qui, le mercredi de la semaine suivante, choisissaient les membres du conseil de ville. Le lieutenant ne pouvait rester plus de trois ans en charge, et n'y rentrer qu'au bout de trois ans révolus. Le procureur, le receveur et les deux maîtres des ouvrages ne pouvaient garder leurs charges au delà de six ans, ni les reprendre ensuite avant trois ans écoulés. Quant aux seize conseillers, deux des plus anciens devaient, chaque année, se retirer, et ne pouvaient rentrer qu'au bout de deux ans. A partir de la réunion de l'échevinage au corps de ville en 1636, une première élection à deux degrés comme plus haut, désigna le lieutenant et les officiers de ville; une seconde, également à deux degrés, nomma les conseillers; et le corps de ville ainsi constitué, désignait, à la pluralité des voix, douze échevins pris parmi les anciens conseillers.

en 1639 une nouvelle transaction, au terme de laquelle les échevins devaient administrer la justice en l'auditoire même du bailli, et au nom de l'archevêque; les amendes seraient au profit de ce dernier. Les appels de tous jugements rendus par les échevins, tant en matière civile qu'en matière criminelle, ou de simple police, ressortiraient au tribunal des officiers de l'archevêque; on reconnaissait le droit de ce dernier sur la vente de plusieurs denrées, en particulier du poisson d'eau douce; et comme témoignage de ces droits, les armes de l'archevêque prirent place au bas des deux croix qui étaient aux deux bouts de la halle.¹

Quoique restreignant les droits de l'échevinage, cette transaction lui laissait cependant le premier degré de juridiction; et pour les cas, d'ailleurs assez nombreux, où les bourgeois ne jugeaient pas à propos d'interjeter appel de ses sentences, ses arrêts étaient définitifs. Mais, peu à peu, les officiers de l'archevêque entreprirent sur les droits laissés à l'échevinage, et évoquèrent plusieurs causes en première instance à leur tribunal. Les échevins, en 1655, portèrent plainte au Parlement et demandèrent la répression de ces abus de pouvoir. Le Parlement rendit un arrêt qui confirmait aux échevins le droit de juger en première instance les causes des bourgeois en matière civile et criminelle, excepté les cas de « furt, meurtre et trahison manifeste; » en même temps, il était ordonné à l'arche-

¹ Transaction entre l'échevinage et l'archevêque, Varin, archiv. législat. 2^e partie, Tom. II, p. 556 et 910 et suivantes.

vêque de renvoyer les causes pendantes à son tribunal contrairement à ces conditions.¹

Ces diverses déclarations jointes aux circonstances qui les motivèrent, semblent établir ces deux points précis de jurisprudence locale, à savoir : qu'aux échevins étaient attribués les jugements en première instance entre les citoyens; et en même temps, que les questions d'héritage et de tutelles ou curatelles passaient pour être de leur compétence. Ces droits semblaient maintenus, malgré la transaction conclue en 1639, entre Henri de Lorraine et l'échevinage, et confirmée d'ailleurs par un arrêt du Parlement.

¹ En dépit de cette sentence, le bailli, nommé Barrois, homme d'une humeur entreprenante, poussa l'archevêque Henri de Savoie à battre en brèche, par des mesures de détail, la juridiction de l'échevinage. Un bourgeois de Reims, Jean Cloquet, est cité au tribunal de l'archevêque pour être jugé en première instance, condamné, et sur le point d'être mis en prison. Il proteste, alléguant l'incompétence des juges et en appelle au Parlement. A la même époque, une veuve, Jeanne Chastelain, a recours aux échevins en vue de remplir, à la mort de son mari, les formalités requises pour l'inventaire et la nomination d'un tuteur à son fils encore mineur; l'archevêque se plaint de l'ingérence, prétendue illégale, des officiers de l'échevinage, et oblige la veuve, sous menace de prison, à se soumettre à la juridiction du bailli; elle en appelle au Parlement. Celui-ci, par arrêt du 17 Mars 1656, défend, sous les peines les plus sévères d'exécuter le jugement rendu contre Jean Cloquet par les officiers de l'archevêque, et maintient l'intervention de l'échevinage dans l'affaire Chastelain. Le bailli ne se tint pas pour battu. Un bourgeois nommé Itace étant mort, les échevins procédèrent aux actes légaux pour l'ouverture de sa succession; l'archevêque les attaque devant le Parlement; et le Parlement de décider (17 Juin 1656) que les échevins ont, avec le droit de rendre la justice, celui de recevoir déclaration d'héritiers et tutelles, et défend absolument de les inquiéter. Une autre difficulté du même genre provoque, le 16 Septembre 1656, une nouvelle déclaration du Parlement, affirmant, que les échevins peuvent, par concurrence et prévention faire les scellés, inventaires, tutelles et curatelles, Varin, *notes*, Tom. cit. p. 608.

Maurice Le Tellier arriva à Reims en qualité de coadjuteur au milieu de ces rivalités jalouses des deux juridictions qui se disputaient le pouvoir. Il n'était pas homme à laisser s'affaiblir entre ses mains son autorité temporelle; et son caractère tranchant et absolu devait essayer de résoudre nettement le problème dans le sens de son pouvoir. Pour cela, il évoqua un principe qui lui parut des plus sûrs pour marcher droit à son but; il soutint que la juridiction de l'échevinage n'était qu'une délégation de celle de l'archevêché. Il essaya d'en donner plusieurs preuves. La présence de la crosse épiscopale dans les armes de l'échevinage ne pouvait, dit-il, s'expliquer que par la subordination des échevins à l'autorité épiscopale. La charte de 1182 ne proclame nullement leur juridiction séparée, mais les admet seulement comme assesseurs et témoins dans les cas où les réclamaient les bourgeois. L'endroit même où ils rendaient traditionnellement leurs arrêts, c'est-à-dire l'auditoire du bailliage de l'archevêché, et le serment qu'ils prêtent au bailli, sont une nouvelle preuve que leur juridiction n'est que déléguée.¹ En vain allègue-t-on les jugements rendus par les échevins seuls et les arrêts des Parlements: les premiers ne sont que des empiétements illégaux de l'échevinage, contre lesquels très-souvent proteste l'archevêché; les autres sont des arrêts provisoires, maintenant

¹ Transaction entre l'archevêque et le conseil de ville, relativement à la juridiction de l'échevinage; Varin, *Archiv. législ.* 2^e partie, Tom. II, P. 910. — Bidet, *Échevinage*, P. 153, 169, et *Mémoires*. — *Discours sur l'antiquité de l'échevinage*, P. 617; Varin, Tom. cit. P. 554.

le fait d'une juridiction usurpée, sans en examiner ou en juger le principe; or c'était précisément ce principe que le coadjuteur remettait en question.

Les défenseurs du pouvoir communal répliquaient que les droits des échevins étaient originairement distincts de ceux de l'archevêque; que les anciennes chartes l'attestaient, notamment celle de 1182, car elle parle d'une juridiction restituée à l'échevinage, et qui existait depuis les temps anciens; il n'y avait eu de réserves faites à leur juridiction que pour les trois cas de « furt, meurtre et trahison manifeste; » tous les arrêts du Parlement sont favorables à cette interprétation, et la fondent sur l'usage et le texte des anciens décrets. La transaction de 1639 est une usurpation du pouvoir archiépiscopal qui ne saurait prévaloir contre tant de documents certains.

Le débat, comme on le voit, était grave, et touchait à une question fondamentale. Aussi passionna-t-il les esprits. De part et d'autre, on rédigea des mémoires et des consultations contradictoires. Mais Maurice Le Tellier n'en avait que plus de hâte de résoudre la question. Il ne voulut pas s'adresser au Parlement. Les derniers arrêts lui faisaient craindre que la décision ne lui fût défavorable. Il essaya de travailler les esprits, et d'employer à cet effet toute son influence et tout son crédit. Il s'efforça d'abord de persuader aux échevins que ce qu'il réclamait serait tout à l'avantage des habitants, et ne nuirait pas au droit de l'échevinage. Son intention, disait-il, était de demander que son bailli fût constitué juge en première

instance des causes mues entre les bourgeois. En revanche il se dépouillait de son droit d'appel, et ses jugements ressortiraient directement au Parlement. De cette façon les habitants gagneraient un degré de juridiction. Quant aux échevins, ils pourraient, à la demande des bourgeois, siéger à côté du bailli, et conserveraient ainsi leur part d'autorité judiciaire.

Ces raisonnements étaient, il faut le reconnaître, plus spécieux que solides. Le sacrifice que faisait l'archevêque du second degré de juridiction n'était pas énorme, parce qu'un grand nombre de bourgeois se contentaient du jugement, en première instance, prononcé par les échevins; et ce sacrifice était largement compensé par l'évocation des jugements de premier degré au tribunal de l'archevêché. Quant à l'appel au Parlement, les jugements du bailli y étaient soumis nécessairement. Enfin, la présence des échevins, comme simples assesseurs du bailli, changeait absolument leur rôle, et effaçait complètement leur juridiction.

Quoi qu'il en soit, le crédit de Maurice Le Tellier, et la crainte de son frère Louvois, inclinèrent les esprits vers des concessions décisives.¹ Au lieu d'avoir recours au Parlement dont la sentence l'eût peut-être sauvé, le conseil de ville se laissa persuader de s'en rapporter à l'arbitrage de Colbert, ministre et secrétaire d'État.

Le Tellier lui exposa les motifs sur lesquels il prétendait appuyer ses droits, et lui demanda deux choses : la première que le Corps des échevins fût séparé de celui

¹ Bourgeois, *Mémoires*, inéd.

du conseil de ville, et que les choses fussent remises en l'état où elles étaient avant l'arrêt d'union de 1636; la seconde, que toutes les causes des bourgeois fussent jugées en première instance par le bailli de l'archevêché, assisté des échevins, quand les justiciables le demanderaient, et que l'appel de ces sentences ressortit en cour de Parlement. La première demande avait pour objet de prévenir l'ingérence de l'autorité du Roi dans l'administration communale. En effet, le lieutenant du Corps de ville prenait commission du capitaine du Roi de qui dépendaient par conséquent les conseillers; de plus, il exerçait sa juridiction dans une des salles de l'hôtel-de-ville, à la réquisition du procureur syndic, avait ses sergents particuliers, et se servait au besoin de la prison royale; il était donc à craindre que l'autorité royale ne se glissât dans l'administration de la justice, à laquelle participait l'échevinage, et ne s'adjudgeât une partie des amendes.¹

Colbert pris pour arbitre, décida que l'arrêt d'union serait maintenu, contrairement à la demande du prélat; mais il lui accorda complète satisfaction sur le second point. Il fut donc satué,² le 11 Mars 1670, que toutes les causes seraient plaidées par devant le bailli, lequel serait assisté des échevins, si les bourgeois le requéraient; en ce cas, deux échevins seraient présents aux débats, qui auraient toujours lieu au tribunal de la Pierre-aux-Changes. Les jugements ainsi rendus ressortiraient en appel directement au

¹ Bourgeois, *Mémoires*.

² Acte de transaction, Varin, Tom. cit. P. 910.

Parlement. Au bailli de l'archevêché devait appartenir la connaissance des scellés, inventaires, tutelles, curatelles et actes de successions ouvertes sur le ban de l'archevêché.

Cette sentence souleva contre Maurice Le Tellier la colère de tous les partisans des libertés communales.¹ Cependant on fut obligé de s'y soumettre. Les échevins n'assistèrent que bien à contre-cœur à ces séances, dans lesquelles leur ancienne influence paraissait si fort amoindrie; et plus tard même, on en vint à supprimer l'audience du mercredi réservée à cette justice mixte. Ce fut une nouvelle occasion pour le bailli d'affirmer sa juridiction.

Ainsi restreinte par l'archevêque, l'indépendance communale le fut encore par l'autorité royale. Un premier édit vint ôter à la ville les offices de receveurs des octrois pour en investir un conseiller du Roi. Un autre arrêt de 1691 porta réunion des offices de procureur du Roi et de greffier du corps de ville. Le conseil de ville obtint cependant l'autorisation de racheter une charge dont la perte menaçait de nouveau son indépendance. Il négocia aussi pour conserver l'élection de ses magistrats. Un édit du mois d'août 1692 avait créé à Reims, comme dans les autres villes du royaume, un office de maire, auquel étaient joints, pour la ville de Reims, huit assesseurs, également à la nomination du Roi. Le conseil de ville fit représenter l'ancien usage où était la commune de se choisir elle-même ses magis-

¹ Mémoires de Bourgeois et de Bidet.

trats. Le 14 Octobre 1692 fut rendu un arrêt¹ qui supprimait ces offices, et les unissait au conseil de ville, à charge pour la cité de payer, comme elle l'avait offert, une somme de 70,000 livres. La ville racheta, de la même manière, d'autres charges dont elle était menacée de perdre la nomination.

L'autorité royale intervint aussi dans l'organisation de la milice bourgeoise, par l'édit du mois de Mars 1694, qui créait les charges suivantes: un colonel, un major, huit capitaines et neuf lieutenants, pour les villes où il y avait archevêché, évêché, bureau de finances, ou présidial. Le conseil de ville racheta encore ces charges.²

Cette transformation de la milice locale donna le dernier coup à une association dont les annales rémoises ont conservé de nombreux et intéressants souvenirs, la

¹ Arrêt du conseil du Roi, Varin, tom. cit, p. 991.

² Avant cet édit, il y avait à Reims douze compagnies, et par conséquent douze capitaines, et douze sous-lieutenants, ou enseignes qui étaient à la nomination du conseil de ville; et comme par ce même édit ces trente-six charges se trouvaient supprimées, et celles de la nouvelle création réduites à dix-neuf, le corps de ville, pour se maintenir dans son droit de nomination, prit le parti de traiter relativement à toutes ces nouvelles charges; et il obtint un arrêt du conseil et une déclaration du Roi du 22 Juin et du 19 Juillet 1694, portant réunion au corps de l'échevinage de la dite ville des charges de capitaines et de lieutenants récemment créées par le Roi, à charge de payer à sa Majesté la somme de 20,000 livres. Aussitôt, le conseil de ville fit divers règlements pour l'organisation de cette milice que nous voyons subsister à Reims jusqu'à 1789. Afin de faire bénéficier les pauvres de ces nouveaux offices, il fut statué que les capitaines, connétables et archers qui seront reçus à l'avenir, donneront à l'hôpital général, les capitaines vingt livres, les connétables six, les archers trois. — Varin, Tom. cit. p. 1010.

compagnie des Arbalétriers.¹ Le jardin de l'Arbalète fut supprimé en 1689. L'année suivante, on établit à Reims des casernes pour le logement des troupes régulières, qui passaient et séjournaient fréquemment dans la ville pour la défense du pays.²

Vers la même époque, l'archevêque terminait la restauration du palais archiépiscopal. A l'exception de la chapelle, et de cette salle célèbre du *Tau*, qui vit saint Bernard et

¹ Elle datait de la captivité du roi Jean le Bon ; les bourgeois de Reims, pour se mettre à l'abri contre un coup de main avaient formé une compagnie d'archers francs, qui prit le nom de compagnie de l'Arbalète. Ce gentil jeu, « tant noble et plaisant que toutes créatures doivent se réjouir d'en ouïr parler. » était installé primitivement au ban Saint-Remi, et entre les deux portes Cérès. Plus tard, il fut transféré dans la rue Large. Il avait sa patronne, sainte Barbe, son empereur, son roi, son connétable ; et les dimanches et jours de fêtes, les chevaliers de l'Arbalète se réunissaient au jardin du jeu, pour tirer l'oiseau. Un long règlement déterminait les lois du jeu, les droits et les devoirs des chevaliers. Les chroniques nous ont conservé la longue et curieuse série de questions en vers auxquelles devait répondre le nouveau chevalier, le jour de sa réception.

Les personnages les plus distingués de la bourgeoisie, de respectables chanoines, des archevêques même, firent partie de la noble compagnie. Il fallait d'ailleurs y apporter la plus parfaite bonne tenue. Un savetier, Jean Colart qui était chevalier du jeu, se présenta un jour pour tirer, avec son tablier de cuir ; les chevaliers en furent si offensés que la chambre le condamna à se présenter aux buttes du jardin nu-tête, un genou en terre, et à demander pardon à la compagnie. Un autre s'étant permis de blasphémer devant la compagnie, fut condamné à payer une forte amende, à demander pardon à Dieu et aux chevaliers, et à boire, en leur présence, un verre d'eau. Des récompenses et des faveurs diverses étaient établies par la ville pour encourager les chevaliers.

Les progrès des armes à feu discréditèrent la noble compagnie. A la fin du XVII^e siècle, elle ne comptait plus qu'une dizaine de chevaliers.

² Notes de Lacourt. Collection de Champagne, n° 33, pag. 131, 187

les plus puissants personnages du moyen-âge, il refit à peu près tout l'édifice, aidé, dans ses plans, par l'architecte Robert de Cotte, neveu de Mansart, le même qui travailla plus tard à la transformation du temple protestant de Sedan. Le Tellier orna la grande salle du nouveau palais des portraits des archevêques les plus illustres ; l'un de ces tableaux représentait Hincmar qui tenait déployée, et montrait du doigt, une image de la cathédrale de Reims. Cette particularité semblait faire croire que l'édifice datait de son époque ; c'était une grave erreur historique que les contemporains de Maurice Le Tellier lui reprochent plusieurs fois. Dans l'enclos du nouveau palais épiscopal, l'archevêque fit transférer l'auditoire du bailliage ducal, qui était auparavant sur la place du marché, au coin de la rue de Tambour, proche du lieu appelé la Pierre-aux-Changes. Cette translation était significative. C'était une réponse à ceux qui, dans les démêlés survenus entre l'échevinage et l'archevêché, essayaient de soutenir que la juridiction première était celle des échevins, et que le bailli ne possédait qu'une juridiction déléguée, issue de celle des échevins.

En même temps, Maurice Le Tellier réclamait contre un usage qui s'était, depuis peu, introduit au conseil de ville. Nous avons vu que, de temps immémorial, le grand vicaire de l'archevêque et plusieurs autres députés ecclésiastiques assistaient, de droit, aux réunions du conseil. Mais peu à peu, on s'était abstenu de les convoquer aux séances ordinaires, et on ne les invitait plus qu'aux assemblées

extraordinaires. Maurice Le Tellier protesta contre cette conduite ; et une conclusion du conseil, « fit répondre au seigneur archevêque que l'on ne sait pas d'où peut procéder cet usage de n'avoir appelé MM. les ecclésiastiques qu'aux assemblées les plus importantes ; qu'ils ont droit, comme les autres conseillers, d'être appelés à toutes les assemblées, et qu'ils y seront appelés à l'avenir, comme on a fait depuis quelques mois. ¹ »

De l'action simultanée de l'archevêque, des échevins, des différents seigneurs, et des communautés de la ville, résulta, vers cette époque, un ensemble de travaux utiles pour l'assainissement et l'embellissement de la ville de Reims. En effet, tandis que l'archevêque faisait réédifier son palais, le conseil de ville fit percer plusieurs rues nouvelles, en particulier la rue de Gueux et celle de Luxembourg. On découvrit et l'on dégagea les arcades dites des *Saisons et de Léda*, à l'arc de triomphe de la porte Mars ; et l'on exécuta, sur divers autres points, des entreprises favorables au bien général des habitants. Les religieuses de la Congrégation firent percer une rue qui allait de la rue du Barbâtre à la rue Neuve ; et les religieuses de l'Enfant-Jésus ne tardèrent pas à y construire une chapelle. Un Provençal assez célèbre, nommé Leroy, fut mandé de Paris, pour étudier un projet de faire venir dans Reims des eaux de fontaines ; mais ses efforts ne purent aboutir ; renouvelés en 1716, ils n'eurent pas un meilleur succès ; l'exécution ne put avoir lieu qu'en 1752.

¹ Conclusion du conseil de ville.

Cependant, malgré ces efforts louables des diverses administrations locales, pour embellir la cité et améliorer la condition des habitants, des maux nombreux vinrent s'abattre sur la ville et sur une partie de la province.

C'était le moment où l'Angleterre venait d'entrer dans la formidable ligue d'Augsbourg formée contre la France.¹ Le maréchal de Luxembourg, envoyé dans les Pays-Bas, défait le général de Waldeck dans les plaines de Fleurus

¹ Maurice Le Tellier s'intéressait vivement aux détails de cette guerre, et en demandait sans cesse des nouvelles à son frère Louvois, qui lui écrivit, entre autres lettres, celle-ci, encore inédite:

A Meudon, 14 Juillet 1691.

« Par sa dernière lettre, M. de Courtenvaux était à Philippeville, qui attendait que le prince d'Orange donnât quelque signe de vie. M. de Castanaga a marché vers Bruxelles, avec 1500 chevaux et 2000 hommes de pied. La garnison d'Ath a été deux jours sous les armes, pour contenir les bourgeois qui déclaraient que, si on leur présentait des bombes, ils ouvriraient leurs portes; et le prince d'Orange était encore, le 11, à Gemblours.

« M. de Catinat a marché, le 5 de ce mois, pour aller changer la garnison de Casal; c'est tout ce que j'ai de nouvelles présentement.

Je suis tout à vous. »

« Depuis cette lettre écrite, j'en ai reçu une, par mon fils, de Courtenvaux, du 12, qui me mandait qu'il rejoignait, le lendemain, l'armée; et que les bateaux, dont on avait tant parlé, qui remontaient de Liège à Namur, n'étaient chargés que de farine. Le prince d'Orange était toujours à Gemblours. M. le marquis d'Harcourt, qui avait marché du côté de Bonn, pour y faire des exécutions, a brûlé trente-deux villages, dont il y en a jusque dans les portes de cette place. Cela a fait l'effet que l'on désirait; car on mande du pays de Juliers que les troupes qui étaient restées entre Aix-la-Chapelle et Liège, et que l'on croyait destinées à investir Dinant et l'autre côté de la Meuse, se sont mises en marche vers le pays de Cologne.

Louvois. »

Bibl. nat. ms. fr. n° 20,743, fol. 43.

(1690). Un grand nombre de prisonniers faits dans cette bataille furent, l'année suivante, envoyés à Reims. Ils apportèrent avec eux des fièvres et des épidémies qui, bien vite, se répandirent dans la ville, et en décimèrent les habitants d'une manière épouvantable.

Pour comble de malheur, la récolte de l'année 1692 vint à manquer. En cette même année, la neige commença à tomber, en Champagne, dès le 9 Octobre; on ne recueillit que très-peu de vin qui fut de fort mauvaise qualité,

Tous ces maux réunis causèrent, à Reims, une effroyable mortalité. Le quart des habitants, disent les Mémoires, périt, dans le cours des années 1692 et 1693. Il fallut pourvoir aux besoins des pauvres de plus en plus nombreux. Le corps de ville décida que l'on procéderait immédiatement à la visite de toutes les familles qui avaient besoin d'assistance. Cette visite serait faite par chaque curé accompagné d'un député de la ville, d'un notable bourgeois, et d'une dame de la miséricorde. Il devait être dressé une liste des pauvres, distribués en trois classes: la première des indigents invalides; la deuxième des ouvriers pourvus de quelque travail, mais dont le gain était insuffisant; la troisième, de ceux qui pourraient gagner, mais qui manquaient de travail. Puis, afin de pourvoir aux nécessités les plus urgentes, la taxe des pauvres fut augmentée des trois quarts. Elle était ordinairement de quatre mille deux cents livres par an, dont il fallait déduire seize cents livres données à l'hôpital général, et deux cents livres de non-valeur; il restait deux mille quatre cents livres. On y ajouta, outre la

surtaxe, quatre mille livres prises sur les octrois de la ville, et neuf mille livres tirées des treize mille que payaient d'avance les fermiers des octrois.

L'archevêque, outre les trois quarts en plus de sa taxe ordinaire, offrit dix mille livres. Le clergé augmenta de sommes volontaires sa taxe annuelle qui était de deux mille livres ; les communautés religieuses joignirent leurs offrandes ; on réalisa quarante quatre mille six cents livres, que vinrent grossir encore les dons de la charité publique. Ces chiffres nous peignent éloquemment la misère du temps, et les efforts communs faits pour parvenir à la soulager.

Cette noble entente pour diminuer les maux du peuple, et améliorer les conditions matérielles de la cité, avait un instant fait trêve à l'éternelle rivalité qui divisait l'échevinage et l'archevêché. Une nouvelle occasion surgit bientôt, qui réveilla les oppositions. Par un édit du mois d'octobre 1699, le Roi avait créé une charge de Lieutenant-général de police dans chacune des villes où il y avait Parlement, siège présidial, et autre juridiction royale. Maurice Le Tellier fit représenter qu'il n'était pas à présumer que l'édit dût s'appliquer aux villes dans lesquelles la seigneurie, justice et police appartenaient conjointement au seigneur. Il soutint qu'il en était ainsi à Reims, et que la police générale de la ville avait été originairement, et pendant longtemps, du ressort de l'archevêché. Il citait, à l'appui, deux arrêts du Parlement, l'un de 1579, adjugeant au cardinal de Guise la police dans toute l'étendue de la ville, et un autre, du 16 Mars 1611, qui confirmait le précédent,

et défendait aux officiers du Roi de faire des règlements de police. En conséquence, l'archevêque demandait que, pour éviter à l'avenir tout malentendu, le Roi daignât, par un nouvel arrêt, joindre à l'archevêché le titre de lieutenant-général de police.

Naturellement, une pareille requête suscita de vives oppositions. Échevinage, chapitre, abbé de Saint-Remi, officiers royaux, se liguèrent pour empêcher l'effet de cette demande. Les échevins et les chanoines rédigèrent des mémoires, pour démontrer que la police de la ville n'appartenait pas exclusivement à l'archevêque, mais qu'au contraire, les autres seigneurs hauts-justiciers de Reims en avaient la possession sur leurs bans, avant la donation de la vicomté aux archevêques; et que, depuis que ceux-ci s'étaient emparés d'une partie de la haute justice des échevins, ils avaient formellement reconnu celle des autres seigneurs hauts-justiciers, et leurs droits de toute police sur leurs bancs particuliers. Ils citaient, à l'appui, diverses transactions passées entre les archevêques et ces mêmes seigneurs, pour l'uniformité de la police dans la ville : l'une était de l'archevêque Jean de Craon, du 13 Décembre 1371; un arrêt analogue datait du 3 Juin 1389; enfin, un arrêt, de 1545, reconnaissait la juridiction et police distincte des différents seigneurs. Quant aux décisions alléguées par l'archevêque, ils prétendaient que le débat, en 1579, était entre l'archevêque et les officiers royaux; que l'arrêt n'était que provisoire, et que d'ailleurs, en cette même année, avait été rendu un autre arrêt contradictoire

maintenant l'abbé de Saint-Remi dans le droit de haute, moyenne et basse justice, ainsi que de police, sur toute l'étendue du ban de Saint-Remi. Ces divers mémoires combattaient surtout la théorie qui faisait des seigneuries particulières de Reims un démembrement, et par là même une dépendance, de la seigneurie de l'archevêque.¹ Ils concluaient à ce que les droits de police fussent maintenus aux différents seigneurs, sur leurs bans respectifs, à savoir : au chapitre, aux abbés de Saint-Remi et de Saint-Nicaise et aux Jésuites, qui tous exerçaient les droits de police sous la prévention des juges royaux.

Ceux-ci, de leur côté, virent, dans l'incident qui venait de se soulever, une excellente occasion de revendiquer leurs prétendus droits ; ils n'eurent garde de la négliger, et rédigèrent, de volumineux factums pour démontrer qu'à eux exclusivement appartenait le droit en litige. Ils employaient, pour détruire l'autorité des arrêts cités par Maurice Le Tellier, les mêmes arguments que les échevins et le chapitre : mais ils invoquaient, à leur profit exclusif, des arrêts rendus par Charles VII et François I^{er}, lesquels paraissaient attribuer le droit de police aux juges royaux ; suivait une foule de jugements de détail, qui semblaient prouver l'exercice traditionnel de cette juridiction, mais qui n'étaient que des jugements par prévention.

L'opposition était donc des plus vives ; mais le crédit de l'archevêque parvint à en triompher. Le 1^{er} Décembre 1699,

¹ Varin, Archiv. législ. stat. Tom. IV P. 1 et suiv.

le Roi rendit un arrêt attribuant désormais à l'archevêque de Reims « la jouissance de tous les droits de police dans l'étendue de la ville et faubourgs de Reims, soit pour les cas dont ils étaient primitivement en possession, en vertu de leur duché-pairie, soit pour ceux attribués à l'office de lieutenant-général et autres officiers de police créés par les édits d'Octobre et de Novembre 1679. En conséquence, le bailli, ou tout autre pourvu par l'archevêque et ses successeurs, aura, à l'avenir, le droit de connaître de tout ce qui concerne la sûreté de la ville et des faubourgs de Reims, du port d'armes prohibées, du nettoiemment des rues et places, de l'entretien des lanternes dans la ville et les faubourgs, de toutes les provisions nécessaires pour la subsistance de la ville, des magasins, du prix des denrées, de la visite des halles, foires et marchés, des hôtelleries, des manufactures, de l'élection des maîtres et des jurés des corps marchands et des métiers, de l'exécution des statuts et règlements des métiers, de la vérification des poids; le tout à l'exclusion de tous autres, même des juges royaux. De plus, le bailli de l'archevêque connaîtra de l'exécution des derniers arrêts concernant le trafic des blés et autres grains, et des contraventions qui seraient faites contrairement à ces arrêts, comme aussi des règlements faits pour les libraires et les imprimeurs; à lui aussi appartiendra de parapher les bulletins pour le logement des troupes. Il est également permis à l'archevêque d'établir six commissaires de police dans la ville. Le tout, à charge pour l'archevêque de payer au Roi trente mille livres, et deux sols par livre.

En sa qualité de lieutenant-général de police, le bailli de l'archevêché aura désormais le droit d'assister à toutes les réunions du conseil de ville, où il aura voix délibérative, et il y prendra rang immédiatement après le lieutenant de la ville, le grand vicaire et les deux chanoines délégués du chapitre.¹ »

Cet édit de 1699 est une date importante dans l'histoire des juridictions qui se disputaient la ville de Reims. D'une part, il fit reculer l'influence et les empiétements des officiers du Roi ; de l'autre, il affaiblit la puissance des seigneurs hauts-justiciers, au profit de l'archevêque, dont l'autorité fut notablement accrue. Quant à l'échevinage, de plus en plus dépouillé, il n'eut plus, dans la vie de la cité, qu'un rôle bien diminué. De temps en temps, il essaya encore de disputer les débris d'un pouvoir qui lui échappait. Nous le voyons en effet, peu de temps après, attaquer divers règlements faits par le bailli en qualité de lieutenant de police, sur l'adjudication des lanternes, les mesures à employer dans la vente du bois et du charbon, et la visite du poisson de mer. Une transaction intervint, en vertu de laquelle l'adjudication des lanternes fut maintenue au bailli ; le conseil de ville garda le droit d'instituer et de destituer les anneleurs de bois et mesureurs de charbon, de faire la visite du poisson de mer frais, et d'en percevoir le sol pour livre, en présence toutefois d'un commissaire de police.² S'il surve-

¹ Arrêt du Conseil, Varin, Archiv. légis. 2^e partie, stat. Tom, II, p. 104.

² Transaction, Varin, Archiv. légis. T. IV, p, 110.

nait des contestations, elles devaient être déférées au tribunal du bailli. Une autre transaction fut aussi faite relativement aux droits de stellage, de tournieu et de travers établis par une charte de 1522. Une nouvelle écuelle fut établie pour la perception de ces droits, qui furent fixés à deux écuelles, nouveau modèle, par septier; les droits de tournieu et de travers (pour passer la ville) furent régularisés, et fixés à un chiffre modéré; des poteaux en indiquèrent clairement l'échelle. ¹

Les officiers de l'archevêché s'occupèrent alors activement de l'administration de la police qui leur avait été récemment dévolue. C'est de cette organisation intérieure que nous allons parler dans le chapitre suivant.

¹ Transaction sur la charte de 1522, *ibid.* p. 114.



CHAPITRE VII.

LE TELLIER, Duc de Reims

SON ADMINISTRATION TEMPORELLE.

(Suite).

Police de la ville de Reims sous l'administration de Maurice Le Tellier. — Etat et physionomie de la ville et des marchés publics. — Règlements divers. — Corporations industrielles ; nouveaux statuts confirmés par Maurice Le Tellier. — Les ouvriers drapiers : leurs démêlés avec l'autorité royale. — Désordres qui suivirent l'hiver de 1709. — Mesures prises pour soulager la misère.

Dans une ville importante comme celle de Reims, peuplée d'un grand nombre d'ouvriers, et d'une foule d'écoliers attirés par la réputation croissante de son Université, au milieu des désordres qui étaient le résultat inévitable des guerres et des calamités dont nous avons parlé, il importait d'assurer la tranquillité publique.

L'archevêque le comprit, et il ordonna une nouvelle et sérieuse rédaction du code de police. Il existait sous ce rapport d'anciennes ordonnances, publiées en 1627 et 1630 par les gens du Roi, désormais frustrés de leurs attributions ;

mais elles présentaient des lacunes sur certains points; sur d'autres, elles étaient tombées en désuétude. Le Tellier ordonna de les compléter, et de les remettre en vigueur. On se mit à l'œuvre, et une nouvelle ordonnance parut le 1^{er} Mars 1701. Elle est fort longue, et il nous est impossible d'en reproduire ici les détails. Toutefois, étudiée dans ses principales dispositions, elle sert à mieux pénétrer dans l'administration de Maurice Le Tellier; elle retrace d'ailleurs, à nos yeux, plusieurs traits intéressants de la physionomie que présentait la ville de Reims à la fin du XVII^e siècle.

L'ordonnance de police pourvoit tout d'abord à la propreté de la ville, à la facilité, à la sécurité de la circulation.

Les rues de la cité étaient tortueuses, étroites, mal pavées, traversées par de larges ruisseaux qu'infectaient, trop souvent, les eaux des habitations particulières et des mille industries locales. Les maisons, de hauteurs inégales, étaient construites, en grande partie, de bois; les incendies s'y déclaraient facilement, sans que l'on eût toujours, sous la main, l'eau nécessaire pour arrêter le fléau. Sur le devant de ces maisons irrégulièrement alignées, les marchands, pour attirer sur leurs denrées les regards des passants, faisaient construire des fenêtres abattantes, qui surplombaient la rue; des avant-toits prolongés dominaient ces étalages, ou formaient galerie au-dessus de la porte des bourgeois. A travers ces constructions inégales, les voituriers s'embarrassaient, se heurtaient

au milieu d'un tumulte indescriptible. Puis, la nuit, ces avenues étroites et mal éclairées se transforment en autant de coupe-gorge qui ôtaient toute sécurité.

Il fut enjoint, sous peine de fortes amendes, aux « peigneurs de laine, sergiers, estaminiers, teinturiers, mégissiers, amidoniers et tous autres de pareille qualité, » de faciliter, par des jets suffisants d'eau nette, la rapide disparition des égouts. Pour les cas d'incendie, il devait y avoir, dans chaque maison, des vaisseaux constamment remplis d'eau. Les fenêtres abat-tantes et les avant-toits devaient promptement disparaître, les maisons nouvelles s'aligner désormais, les décombres être enlevés sans délai, les locaux s'assainir. Les Rémois avaient multiplié par la ville les basses-cours, au risque d'être un peu trop à l'étroit en famille, et d'encombrer la voie publique de leurs volatiles. Il fut défendu à toute personne, « de tenir et nourrir, dans sa maison, oisons, canards, pigeons et porcs, si ce n'est ès maisons où il y a cour et jardin suffisants et de grande étendue, colombier et stable, comme aussi de les laisser vaguer dans les rues, sous peine de confiscation et d'amende arbitraire; même de nourrir lapins et lièvres en leurs maisons, de telle étendue qu'elles soient, sous les peines mentionnées.¹ »

Dans les rues ainsi débarrassées, il fut ordonné aux charretiers de conduire leurs voitures en tenant, à pied, la bride des chevaux, et défendu d'abandonner, sans con-

¹ Règlement de police, Varin, Archiv. admin. 2^e partie, stat. Tom. IV. p. I. et suiv.

ducteur, le véhicule sur la voie publique. Pour la nuit, les rues furent éclairées au moyen de lanternes, dont le bailli de l'archevêché faisait faire annuellement l'adjudication. « Défense est faite à toutes personnes, de quelque qualité qu'elles soient, de rôder par la ville, ni de faire aucun bruit, ni insulte pendant la nuit: comme aussi, de tirer arquebuses, fusées, pétards, ni de crosser, en aucun temps, par les rues et places publiques, sous peine de dix livres d'amende et de prison s'il y écheoit.¹ » D'ailleurs, pour éviter les collisions, il était défendu à tous les habitants autres que les nobles, aux écoliers en droit, et à tous autres, de quelque qualité qu'ils fussent, de porter des armes, sans permission, sous peine de quarante livres d'amende et de punition corporelle.

Les cabarets et les jardins publics étaient une autre source de désordres, auxquels l'ordonnance de police essaye de porter remède. Défense est faite aux cabaretiers ou propriétaires de jardins publics, de donner à boire les Dimanches et jours de Fêtes, pendant le service divin, sous peine de fortes amendes pour eux et pour les buveurs. Plusieurs jeux sont proscrits, spécialement « la bassette, le pharaon, le lansquenet, le hoca et le jeu de dés. » On interdit même dans le cabaret « le jeu de cartes et autres jeux de hasard aux écoliers, clercs d'avocat, procureurs, notaires, garçons de boutique, gens de métiers, enfants de famille. » A la place de ces jeux, où les chances diverses irritent facilement la passion,

¹ *Ibid.*

et souvent précipitent la perte et la dépense, l'administration préférait favoriser les jeux où s'exercent l'adresse, l'agilité et la force: tels que les jeux de billard et de paume, qui s'étaient multipliés par la ville. Les cabarets devaient être fermés à huit heures du soir, depuis le premier Octobre jusqu'au premier Avril, et à neuf heures, depuis le mois d'Avril jusqu'au premier Octobre.

Les personnes de mauvaise vie étaient prosrites de la cité. Des mesures sévères étaient prises pour qu'elle ne fût pas envahie par des gens sans aveu. Tout nouveau venu devait justifier d'un certificat à lui délivré par le curé de la paroisse ou autres officiers du lieu qu'il quittait. Les vagabonds ne pouvaient entrer dans la ville, et il était défendu de les recevoir dans sa maison.

Plusieurs articles avaient pour but de protéger la religion, les édifices sacrés et les lois de l'Église. Les ordonnances contre le blasphème étaient remises en vigueur. Il était enjoint de respecter les églises; et, comme plusieurs, pour abrégér leur course, ne se faisaient pas scrupule de les traverser avec leurs fardeaux, il était défendu « d'y passer avec paniers, hottes, instruments de métier, marchandises et denrées. » L'observation du Dimanche est spécialement consacrée. Ce jour-là, il n'est pas permis de trafiquer, d'ouvrir les boutiques, de charrier des marchandises, sinon pour urgente nécessité et avec permission. A l'exception de certaines heures déterminées, prises en dehors du temps des offices, le commerce même des denrées alimentaires est interdit les jours de Dimanche et

de Fêtes ; la vente de la viande n'est permise, en Carême, que dans la cour de l'Hôtel-Dieu, et seulement pour les personnes qui témoignent d'une dispense légitime.

L'ordonnance traite ensuite de ce qui concerne les transactions commerciales.

Les mesures à employer pour la vente des divers objets sont strictement déterminées. Il est aussi pourvu aux moyens d'assurer la bonne qualité des viandes et des légumes débités aux habitants. Le vin est assujéti à un taux qu'il ne sera pas permis de dépasser, et que l'on fera connaître trois fois par an : à la Saint-Martin, à la Saint-Jean-Baptiste, à la mi-Carême.

Suivent plusieurs prescriptions de détail, curieuses à étudier, parce qu'elles révèlent les entraves qui gênaient alors la circulation des subsistances.

Il avait fallu, en effet, multiplier les expédients, pour faire parvenir à tous les habitants les aliments de chaque jour. Les grains et les vivres étaient bien amenés vers la ville, mais dans des proportions relativement restreintes. L'inquiétude chez les uns, la cupidité chez les autres, suggéraient des calculs qui ruinaient l'approvisionnement de la cité ; et à peine les vendeurs étaient-ils arrivés en un cabaret avec leurs grains, leurs vivres et leurs volailles, pour le marché du lendemain, qu'ils étaient assaillis par des cuisiniers, des revendeurs avides, des bourgeois, qui leur achetaient, séance tenante, toutes leurs provisions. D'autres, plus actifs encore et plus précautionnés, couraient faire ce trafic à plusieurs lieues de la ville, et se partageaient

les provisions bien avant qu'elles pussent arriver à leur destination.

La quantité de grains amenés sur les places étant parfois bien rigoureusement proportionnée aux exigences de la population, la crainte d'une disette prochaine poussait les premiers acheteurs à augmenter leur provision, et à s'en faire une réserve, au risque de priver les autres consommateurs. Puis, plusieurs grainetiers venaient à la ville en se proposant de vendre leur marchandise à des prix modérés ; mais bientôt ils haussaient leurs chiffres, en apprenant ceux qu'avaient adoptés leurs camarades. Ils en étaient vite avertis par une légion de porte-sacs et de mesureurs, qui, courant au-devant des grainetiers, leur indiquaient, moyennant une petite rétribution, les plus hauts prix de vente. De là, des valeurs surfaites, des marchés approvisionnés d'une manière insuffisante ; puis, des bruits sinistres d'accaparements, les colères et la misère des pauvres, les émeutes et les pillages.

Pour remédier, autant que possible, à ces différents abus, il fut absolument défendu d'acheter, dans les cabarets et les maisons particulières, aux marchands qui se rendaient sur les places à eux destinées pour leur vente : d'aller, dans un rayon de deux lieues aux environs de la ville, au-devant des marchands de bétail, de quatre lieues même, au-devant des vendeurs de légumes. Les mesureurs et les porte-sacs durent, sous des peines sévères, cesser leur industrie ; et les marchands de grains furent obligés de conserver, sans pouvoir le hausser, le prix de vente

qu'ils avaient déclaré au début du marché. Les boulangers ne pouvaient pas leur acheter plus de sept septiers de froment aux deux marchés de la semaine, et seulement après dix heures du matin ; quant aux autres particuliers, il leur était défendu d'acheter, avant midi, plus d'un septier de chaque espèce de grain et de légumes. La vente du poisson de mer était encouragée par la suppression de divers droits et entraves ; on en voulait multiplier l'arrivée et le débit à Reims.

Un autre abus existait, qui était souvent pour l'ouvrier une cause de perte notable. Des marchands grossiers allaient acheter la laine et le chanvre dans toutes les campagnes voisines, et les revendaient ensuite, à beaux deniers comptants, aux peigneurs de laine ; ceux-ci ne se procuraient ainsi que très-difficilement la matière première, et ils se trouvaient placés dans l'alternative, ou de ne tirer qu'un prix fort modique de la main-d'œuvre, ou d'élever la marchandise à un taux qui effrayait et éloignait les acheteurs. Il fallut prendre des mesures sévères contre ce genre d'exploitation. En conséquence, défense fut faite aux marchands grossiers, d'acheter ainsi ces matières premières dans un rayon de six lieues autour de la ville, sous peine de deux cents livres d'amende, et de confiscation de la marchandise.¹

Il est surtout un point qui sollicita souvent l'intervention de l'archevêque : ce fut l'organisation des corps de métiers.

¹ Règlement de police, art. XLVI.

Au dire des historiens locaux, la cité Rémoise, au dix-septième siècle, s'enorgueillissait de l'antiquité et de l'illustration de ses corporations. Parmi elles, celles des peintres, des sculpteurs et des architectes, s'étaient particulièrement distinguées. Les merveilleux travaux de l'église Saint-Nicaise et de celle de Notre-Dame, les vitraux de cette dernière, les peintures à fresque de l'église Saint-Martin, le tombeau de Jovin, les arcs de triomphe de la porte Mars et de la porte Basée, étaient autant de monuments qui attestaient l'habileté traditionnelle de ces ouvriers. Les Rémois rappelaient aussi le souvenir de leurs anciennes fabriques d'armes, et de ce collège de doreurs, célèbre dès le temps des Romains.¹

Au dix-septième siècle, les corporations industrielles vivaient à Reims florissantes et nombreuses. Les chroniqueurs nous en ont transmis l'énumération. Elle est longue, peut-être même, de prime abord, fastidieuse ; mais elle est une curieuse révélation de l'industrie Rémoise à cette époque, et nous n'hésitons pas à la reproduire.

Voici donc quels étaient ces corps de métiers : « les épiciers, les amidonniers, les armuriers, les boutonniers, les filotiers, les faiseurs de lames et de rots, les potiers de terre, les maçons, les charpentiers, les couvreurs, les serruriers, les tourneurs de bois, les menuisiers, les panetiers, les vitriers et brodeurs, les peintres, les sculpteurs, les chaudronniers, les tapissiers, les quincailliers, les horlogers, les potiers d'étain, les chapeliers, les

¹ Bidet, *Mémoires*, Tom. IV, p. 178.

savetiers, les cordonniers, les couteliers, les épingliers, les tailleurs d'habits et fripiers, les pelletiers, les faiseurs de bas au métier, les bonnetiers, les retendeurs et apprêteurs, les peigneurs de laine, les sergiers étaminiers et drapiers drapant, les étaminiers bourgeois ou faiseurs de bluteaux, les tisserands, les tanneurs, les corroyeurs, les mégissiers, les tondeurs de drap, les teinturiers du bon et du petit teint, les selliers, les maréchaux, les taillandiers, ferronniers et bourreliers, les cordiers, les charrons, les pain-d'épiciers, les charcutiers, les cuisiniers, les chandeliers, les vinaigriers, les boulangers, les bouchers, les tonneliers, les joueurs d'instruments, les perruquiers et barbiers, les apothicaires, les chirurgiens, les orfèvres, les imprimeurs et libraires, les jardiniers et laboureurs.¹ »

Si l'on songe maintenant que chacun de ces corps de métiers formait une sorte de petite république, qui avait ses statuts particuliers, groupait, de préférence, ses habitations et ses boutiques dans un quartier spécial de la ville, et défendait ses privilèges et son monopole, avec une tenacité qui ne permettait pas à la corporation voisine d'empiéter sur ses travaux et sur ses attributions, l'on pourra se faire quelque idée de la variété et du mouvement de cette organisation industrielle.

De temps immémorial, l'archevêque de Reims avait juridiction sur plusieurs corporations ouvrières; d'autres, relevaient de l'échevinage et du chapitre. Mais, depuis qu'en vertu de l'édit de 1699, l'office de lieutenant

¹ Bidet, *Mémoires*, Tom. IV. p. 180.

de police dans toute l'étendue de la ville et des faubourgs avait été réuni à l'archevêché, tous les corps de métiers, sans exception, étaient soumis à son autorité. C'était donc à l'archevêque qu'il appartenait d'en confirmer ou d'en réformer les statuts : son bailli avait le droit d'en juger les différends et d'en prévenir les conflits. Or, plusieurs des règlements relatifs aux corporations industrielles, furent rédigés et promulgués sous l'administration de Maurice Le Tellier; ils projettent d'ailleurs une vive et intéressante lumière sur l'histoire de l'organisation ouvrière de la ville de Reims. A ce titre, ils sollicitent notre étude.¹

Dans ces statuts en effet, nous apparaît la vie de l'ouvrier tour à tour apprenti ou compagnon, maître, juré; et pendant tout ce temps, enveloppé dans le réseau d'une corporation qui est à la fois une association industrielle et une confrérie religieuse. Plusieurs choses frappent de

¹ L'industrie rémoise avait alors un protecteur illustre dans la personne de Colbert. Il était né à Reims, le 29 Août 1619, dans la maison du *Long-Vêtu*, (rue Cérés, 13) où son père faisait le commerce de draps. C'est là qu'il prit de bonne heure, ces habitudes de travail, d'ordre et d'économie, qu'il porta plus tard, dans l'administration des affaires publiques. Il établit, à Reims, une fabrique de savon, des manufactures de crêpes et de dentelles, et des machines à tricoter, dont il avait surpris le secret aux Anglais; il fit rendre à Reims la fabrication de la monnaie, transportée à Saint-Omer au XV^e siècle.

Le commerce de vin prit aussi une grande extension. Dom Pérignon, procureur de l'abbaye d'Hautvillers, (1668-1715) avait trouvé le moyen de donner de la qualité aux vins, en les coupant avec intelligence; si l'on en croit la tradition, il découvrit aussi l'art de faire les vins mousseux.

Voir, pour plusieurs détails relatifs à l'industrie rémoise, à cette époque : Gérusez, *Description de la ville de Reims*; — Travaux de l'Académie de Reims, *passim*; Congrès archéologique de Reims, 1861.

prime abord dans cette organisation: c'est avant tout, le soin d'arracher l'individu à l'isolement, de le rattacher à un groupe assez nombreux, qui lui garantisse l'assistance et le pain du lendemain; ensuite, la pensée persévérante de rassembler les ouvriers d'un même travail, et de chercher dans l'union des aptitudes, des goûts, des habitudes et des intérêts, un lien plus fort d'association. Enfin, l'esprit religieux pénètre de ses influences la corporation, et subordonne son but utilitaire à un but d'un ordre plus élevé, la sanctification de l'ouvrier par la religion unie au travail.

Les règlements et statuts confirmés par Maurice Le Tellier tendent à sauvegarder ce triple objet, et à écarter les obstacles qui seraient de nature à le contrarier. En voici les principales dispositions.

Les ouvriers qui venaient frapper à la porte des diverses corporations étaient de deux sortes: les uns sortaient de leur famille; les autres, abandonnés ou orphelins, avaient été recueillis et élevés par la charité chrétienne. Dans le développement récent qu'il avait donné à plusieurs orphelinats, l'archevêque avait eu soin de diriger ces enfants vers les corps de métiers, de leur en faciliter l'accès par un premier apprentissage. Les jeunes orphelins devaient en effet, sous la conduite de différents mattres, s'initier, peu à peu, aux professions les plus en harmonie avec leurs goûts et leurs aptitudes. Ainsi préparés, soit au foyer de la famille, soit dans les asiles ouverts par la charité, les jeunes gens venaient solliciter l'entrée dans une

corporation. Leur choix était complètement libre; nul n'était obligé de suivre la profession de son père; chacun se déterminait pour le parti vers lequel l'inclinait son attrait particulier.

L'âge auquel on pouvait entrer dans le corps de métier était déterminé par les statuts; et variait selon le développement de force physique exigé par la profession. Cet âge atteint, il fallait prouver que l'on était de la religion catholique, né ou naturalisé français, honnête et de bonne vie, et issu de « loyal et légitime mariage. » Cette dernière clause était un remarquable encouragement aux bonnes mœurs. Averti de ne pas fermer, par ses désordres, la porte de la corporation à ses enfants, en causant leur déshonneur, l'ouvrier entraînait en loyal et légitime mariage. Une fois qu'il a prouvé qu'il appartient à ces trois nobles sociétés, la famille, l'Église et la France, l'enfant est admis à l'apprentissage. Cette démarche est environnée de certaine solennité. Elle est l'objet d'un contrat passé devant notaire, et enregistré sur le livre de la communauté. Parfois il y a, en même temps, quelques droits à payer; ces droits sont de six livres chez les retendeurs; ils s'élèvent jusqu'à trente livres chez les couteliers. Cette dernière corporation était d'ailleurs, de beaucoup, la plus onéreuse; il est vrai que ses statuts lui réservaient plusieurs attributions qui tenaient quelque peu de l'art, et la disposaient à être plus difficile relativement à ses recrues.

La durée de l'apprentissage varie, suivant les diverses

conditions; elle est de cinq ans pour les couteliers, de quatre ans pour les teinturiers, de trois ans pour les épiciers et les chaudronniers. Pendant ce temps, l'apprenti est protégé contre les fantaisies du maître: celui-ci ne peut le renvoyer sans raison grave. « Aucun maître, dit le règlement des couteliers, n'aura le droit de renvoyer son apprenti, qu'il ne soit atteint d'une maladie languissante, ou qu'il ne veuille quitter le métier par pauvreté ou autrement; auquel cas, les jurés pourront le placer chez un autre maître, pour y achever le temps de l'apprentissage, du consentement du premier. ¹ » Le maître ne payait pas l'apprenti, mais devait lui fournir « boire et manger, feu, lit, hôtel, chaussure et vêtue convenable, pendant tout le temps de l'apprentissage, et à la fin, lui laisser ses outils. » Il était spécialement chargé de veiller sur sa conduite et sur ses mœurs.

Le maître, de son côté, est mis, autant que possible, à l'abri des incartades de l'apprenti: il y a, d'abord, le contrat solennel signé au début de l'apprentissage; puis, il est défendu à aucun maître, sous peine de fortes amendes, d'accepter un apprenti sans l'autorisation de son premier patron. Ce dernier a toujours recours contre l'ouvrier fugitif. Toutefois, il fallait tenir compte de l'inconstance et de la légèreté de l'âge, remédier au fléau de l'école buissonnière avec une sévérité tempérée de quelque miséricorde. Les règlements accordent donc, pour

¹ Règlements et statuts pour la compagnie des Couteliers, Varin, archiv. légial. 2^e part. stat. Tom II, p. 1034.

le retour du fugitif, un délai variable: il est d'un mois pour les teinturiers; de trois mois pour les couteliers; passé ce terme, l'apprenti perd ses droits, et son maître peut lui refuser l'entrée de sa maison.

Un point commun à ces divers statuts, c'est l'extrême restriction du nombre d'apprentis que pouvait avoir le même maître. Les chaudronniers, retendeurs, drapiers, ne pouvaient en avoir qu'un seul; les teinturiers pouvaient en posséder deux; les uns et les autres avaient le droit d'en ajouter un ou plusieurs, la dernière année de l'apprentissage. Cette règle avait pour but d'éviter, dans la même maison, les agglomérations trop nombreuses de jeunes gens, souvent nuisibles aux bonnes mœurs, de faciliter l'apprentissage, et d'en diminuer le temps; enfin, elle permettait de maintenir, entre les maîtres et les apprentis, des rapports de bienveillance, une sorte de vie de famille, qui n'eût guère été possible avec des groupes nombreux d'ouvriers.

À côté des apprentis, les règlements nous montrent les ouvriers compagnons, plus nombreux que les apprentis, car chaque maître peut en avoir une quantité indéterminée; ils se subdivisaient en deux classes: les uns qui se disposaient à devenir maîtres: les autres qui ne devaient pas arriver à la maîtrise, soit manque d'aptitudes, soit manque de ressources suffisantes pour franchir les divers degrés de la corporation.

On s'est plu souvent à exagérer l'infériorité de cette classe de travailleurs; comme si, depuis la suppression des

maîtrises, il n'y avait pas une multitude d'ouvriers qui restent dans l'impossibilité de devenir jamais patrons, par suite du défaut d'habileté et de ressources de toute nature. Sans doute, on ne saurait nier que la condition des anciens compagnons ne réclamât de nombreuses améliorations; mais on conviendra facilement que l'influence du christianisme l'avait déjà bien notablement améliorée, si on la compare à ce qu'elle était dans la société antique. Toujours est-il que, sans travailler à l'entière émancipation du compagnon, les statuts des métiers visaient à lui assurer la ressource d'un travail modestement rétribué, mais sûr et continu. Or, oserait-on affirmer que l'ouvrier qui gagne moins, mais qui est préservé, par de sages règlements, du fléau du chômage, des occasions de débauche et des rêves d'une indépendance plus apparente que réelle, soit moins heureux, dans sa personne et dans sa famille, que celui dont le gain est plus considérable, mais les dérèglements plus fréquents, et les convoitises toujours inassouvies?

A Reims, comme en général dans les autres villes industrielles, le compagnon ne peut travailler chez lui, mais seulement dans la boutique du maître; il lui est défendu d'avoir des apprentis, et de faire aucune entreprise pour son compte; il n'a pas le droit de quitter son maître sans son autorisation, sous peine, pour le nouveau maître qui l'a pris à son service, d'une amende variable; elle est de vingt sols chez les chaudronniers; de dix, chez les retendeurs; à charge de payer, en outre, les sommes dont l'ouvrier serait resté redevable. Les statuts

des drapiers spécifient certaines défenses faites au compagnon, comme celle de porter les armes, d'aller au cabaret pendant les heures déterminées pour le travail, de faire aucune ligue, ni bourse commune. Le vol est puni par l'expulsion de la corporation. Tous les ouvriers doivent être inscrits à la police, et nantis d'un livret en bonne forme. Il est défendu aux maîtres de les congédier sans de légitimes raisons.¹

De la condition d'apprenti, on s'élevait à celle de maître par l'exécution du *chef-d'œuvre*. Les fils de maîtres en étaient dispensés en tout ou en partie; et pour eux, le chef-d'œuvre était remplacé par une *expérience* ou examen préliminaire. D'ailleurs, dans certaines corporations, cette expérience tenait lieu de chef-d'œuvre. La faveur accordée au fils de maître avait pour résultat d'incliner l'enfant vers la carrière paternelle, en présence de laquelle il avait grandi, de le stimuler à soutenir les traditions parfois déjà fort longues d'habileté, d'honorabilité. De cette manière, elle contribuait à la stabilité du foyer domestique, et facilitait, dans les familles nombreuses, l'établissement des enfants. Plusieurs statuts des corporations rémoises nous font connaître le *chef-d'œuvre* exigé. Chez les chaudronniers, si l'apprenti est fils de maître, il lui sera proposé pour chef-d'œuvre « une cafetière de cuivre, une passette et un réchaud de table, et il aura le choix entre les trois. » S'il n'est pas fils de maître, il lui sera présenté « un timbre à vase raccourci, avec son pied ciselé en ovale,

¹ Règlements, *passim*. Varin, Archiv. lég. Tom. IV. page 101-135.

une lampe portant son culo d'une croix de chevalier ou son pannage, tout d'une pièce ciselé ; ou un coquemart façon d'argent ovale, avec le couvert, et il aura le choix entre les trois. » Les teinturiers devront « asseoir une cuve d'onde en fleurée, la bien user et tirer jusqu'à l'achèvement du chef-d'œuvre, en cinq ou six jours, au plus. »

L'examen du chef-d'œuvre était fait par les jurés. Ceux-ci « jurés de par le Roi à garder le métier » étaient au nombre de deux, de quatre, ou même de six, dans chaque corporation. On les prenait parmi les maîtres, et ils étaient renouvelables partiellement ou totalement, dans des élections annuelles. Leurs principales attributions étaient de présider à la réception des chefs-d'œuvre, de veiller à l'exacte observation des statuts, et de vérifier, dans un certain nombre de visites annuelles, la bonne qualité des marchandises mises en vente dans les boutiques. Falsifications et fabrications défectueuses étaient punies par la confiscation et par l'amende. Il y avait du moins, dans ces mesures, de sérieuses garanties offertes aux acheteurs contre la spéculation immodérée des marchands.

Les jurés pouvaient généralement percevoir certains droits pour l'examen du chef-d'œuvre. Ces droits étaient d'environ trois à quatre livres pour chaque juré. Mais, outre ces droits déterminés par les règlements, il s'était introduit l'usage fort abusif de festins dispendieux offerts par les apprentis, pour disposer en leur faveur les jurés, ou

leur témoigner leur reconnaissance. Les derniers statuts proscrivent sévèrement ces excessives et peu honorables dépenses. L'amende, en cas de faute de ce genre, s'élève jusqu'à cent livres pour les teinturiers. Le produit de toutes ces amendes est diversement réparti entre la corporation, le Roi, l'archevêque et les pauvres de la ville.

Défense était faite aux mattres, d'avoir simultanément plusieurs boutiques, excepté pendant les quatre foires de l'année. Un point mérite encore d'être noté dans ces règlements, c'était le soin que l'on y prenait des veuves de mattres. Elles pouvaient continuer à jouir des mêmes privilèges que leurs maris, garder les apprentis jusqu'à la fin de l'apprentissage ; les conditions d'admission à la maîtrise étaient facilitées à leurs enfants. ¹

Enfin, les statuts de ces diverses corporations nous apparaissent généralement dominés par l'idée religieuse, qui se joint aux mesures d'intérêt industriel, et dont on cherche à utiliser l'influence pour la moralisation de la classe ouvrière. Chaque corporation forme une confrérie ; ses réunions annuelles sont, avant tout, des fêtes religieuses, où la pensée s'élève vers un monde meilleur, dans lequel les inégalités sociales disparaissent, et les plus récompensés sont ceux qui ont porté le poids des plus lourds sacrifices. Chacune de ces fêtes annuelles est suivie d'un anniversaire funèbre, où les vivants s'intéressent par la prière, à ceux qui ne sont plus ; chaque confrérie a un patron, généralement artisan du même état, protecteur et

¹ Règlements, *passim*, Varin, Tom. cit.

modèle des ouvriers enrôlés sous sa bannière.

Les chapelles des corporations sont réparties entre les divers convents de la ville, et sont souvent l'objet d'embellissements dus à la pieuse émulation des confrères. Pacifiques rivalités qui ne firent couler aucune larme, et dotèrent nos églises de plus d'un chef-d'œuvre. Les retendeurs, bruisseurs et apprêteurs se réunissent au couvent des Augustins, sous le patronage de saint Laurent; les drapiers, en l'église des Cordeliers sous l'invocation de saint Blaise martyrisé avec un peigne de cardeur. Les charcutiers prient saint Antoine, les épiciers saint Nicolas, dans le couvent des Augustins. Les couteliers s'étaient mis sous l'invocation de saint Eloi. Mais l'aimable saint comptait à Reims de si nombreux clients, que, pour éviter l'encombrement dont était menacée sa fête, Maurice Le Tellier proposa aux couteliers de prendre à la place de cette solennité, celle de la Décollation de saint Jean-Baptiste, déjà admise à Paris; la proposition fut acceptée.

Chaque confrérie avait sa bannière, ses dignitaires, ses réunions spéciales. C'était un spectacle qui n'était pas sans intérêt, de les voir défiler à travers la ville avec leur physionomie particulière, aux jours fixés pour leurs assemblées. Le jour de la Fête-Dieu était, pour toutes, la principale solennité. Chaque corporation portait des flambeaux, et avait, à la procession, sa place déterminée. Tout ce peuple d'ouvriers se réunissait pour faire cortège au Dieu devenu lui-même ouvrier, afin de réhabiliter ceux

que le monde païen avait méprisé. Et de cette commune et éclatante solennité, l'on emportait du moins des pensées élevées, des sentiments de charité et de résignation tranquille, au milieu des maux dont l'homme est impuissant à tarir complètement la source.

Toutefois, l'indépendance des corporations industrielles était de plus en plus menacée par l'ingérence de la puissance royale. La rencontre de ces deux éléments provoqua à Reims des difficultés et des troubles, dont l'histoire du temps nous a conservé le souvenir.

Louis XIV avait l'intention de rétablir les anciennes manufactures du royaume: il trouvait, dans cette mesure, un grand profit pour l'industrie nationale. Colbert avait, dans ce dessein, fait assembler les corps des marchands drapiers de Paris. On était tombé d'accord que le plus sûr était de faire visiter, par des personnes compétentes, les manufactures du royaume, pour régler les longueurs et les largeurs des diverses étoffes, et de se rendre compte de la quantité des laines à employer. En conséquence, les sieurs Coquelin et de La Croix furent délégués pour se rendre à Reims. Ils firent assembler, avec les membres du conseil de la ville, plusieurs des plus notables marchands, et quelques-uns des principaux ouvriers de la communauté unie des peigneurs de laine, sergiers, étamineurs et drapiers, et leur exposèrent les intentions du Roi. Mais les ouvriers formèrent une résistance tracassière aux changements préparés relativement à la longueur des étoffes. On négocia plusieurs jours. Les ouvriers s'opposaient à ce que les

maîtres admissent une seule conclusion avant qu'elle eût été discutée dans la réunion générale des ouvriers. Cette communauté était fort nombreuse; elle comptait jusqu'à deux mille hommes, dont la plupart, disent les Mémoires, « ont peu de conduite, et reconnaissent leur force dans leur nombre quand ils sont assemblés; cette connaissance leur donne trop de hardiesse, et peut les porter à des choses périlleuses pour la sûreté publique; dans ces assemblées d'ailleurs, tout se passe souvent avec tumulte.¹ » On voit que l'affaire ne pouvait se conclure par une paisible entente avec les ouvriers; on résolut de la terminer par voie d'autorité. L'assemblée susdite, composée des membres du conseil de ville et d'un certain nombre de maîtres, dressa un règlement qui fut soumis à la signature du Roi, puis, imposé d'office aux ouvriers, et accompagné de mesures sévères destinées à prévenir les mutineries et les oppositions.²

On devait accepter, pour les étoffes, les mesures proposées par le comité de Paris. Tous les ouvriers qui quitteraient leur travail, pour aller en débauche, seraient punis de dix sols d'amende. Défense était faite aux cabaretiers de leur donner à boire et à manger pendant les jours de travail, hors les heures du diner et du souper, à peine de dix livres d'amende, et de trois jours de prison. Défense aux compagnons dudit métier, de faire aucune assemblée générale ou particulière, de porter des armes offensives

¹ Varin, archiv. législ. 2^e partie, stat. Tom. II p. 809.

² Statuts et règlements pour les manufactures de draps, serges et étamines, en la ville de Reims. Varin, Tom. cit. p. 819.

dans la ville et les faubourgs de Reims, ni de faire aucun bruit dans les boutiques où ils travailleront et ailleurs, ou de causer aucun désordre, sous les peines les plus graves. Bientôt, parut un autre règlement, émané de l'autorité royale, et attribuant aux maires, échevins de villes, ou autres faisant pareilles fonctions, la connaissance, en première instance, et privativement de tous autres juges, des différends mus au sujet de la longueur des étoffes, de leur qualité et du salaire des ouvriers. Il était ordonné de rendre ces divers jugements d'une manière très-sommaire.¹

La réorganisation des règlements de police, la révision des statuts qui régissaient les arts et métiers, la vigilance de l'administration, contribuaient au maintien de l'ordre dans la ville et les faubourgs de Reims, quand le terrible hiver de 1709 vint créer de nouveaux périls, et exiger de nouvelles mesures de sécurité.

Un froid excessif avait anéanti les récoltes. Les réserves de grains commençaient à se cacher, et, avec le prix croissant des denrées, les accusations d'accaparements se répandaient, exaltant les esprits et augmentant la terreur. Le 18 Avril 1709, le bailli de Vermandois publia un édit, pour arrêter ces tristes abus. Ordre était donné de faire, dans toutes les familles, perquisition de la quantité et espèce de grain qui s'y trouvait en réserve, d'en dresser procès-verbal, en notant exactement le nombre des membres de la famille. Il était en même temps sévèrement

¹ Règlement pour la juridiction des procès concernant les manufactures; Varin, Tom. cit., p. 816.

défendu d'exporter des grains, et de les vendre au delà du prix fixé par l'ordonnance, savoir quinze livres par septier le plus beau froment, treize le médiocre, douze le moindre, neuf livres le beau seigle, dix l'orge, et sept le sarrasin.

Cependant des scènes de désordre éclatent sur divers points de la ville. On arrête les voitures de grains; plusieurs fois on les pille. Un jour, le bruit circule dans le peuple que les Cordeliers et les Frères Prêcheurs ont ouvert leurs convents, pour recéler les grains des particuliers. Aussitôt la foule s'attroupe et se porte nombreuse et menaçante contre les deux maisons. Les plus déterminés escaladent les murailles, et se répandent dans les corridors du cloître, pendant que le reste de la populace environne le monastère et multiplie les invectives. Mais on cherche vainement chez les religieux les prétendues provisions; peu à peu, la fureur populaire se calme; le flot s'éloigne. De nouveaux arrêts¹ défendent de s'attrouper, de rôder le soir dans les rues, d'arrêter les convois de grains. Cependant, les provisions des Rémois deviennent de plus en plus rares. Il en reste à peine pour un mois. Dans cette nécessité, on a recours aux greniers de Vitry-le-François. Un sieur Saubinet, conseiller de ville et échevin, est délégué pour aller y puiser. La populace de Vitry apprend cette nouvelle, s'ameute, et veut assassiner le délégué rémois, qui parvient bien difficilement à

¹ Ordonnances relatives à la cherté des vivres à Reims, Bibliot. nat. ms. fr. n° 20.707, fol. 112 et 113.

s'esquiver. L'intendant de Champagne, de Harouis, reçoit alors ordre de se transporter à Vitry avec quelques régiments d'infanterie pour arrêter le désordre: il fit pendre deux des plus mutins.¹

Les inquiétudes furent cependant un peu calmées par la réussite de nouvelles semailles faites au commencement de 1709. Nous trouvons, dans la correspondance de l'intendant Clignet avec Le Tellier, de précieux détails sur la situation où était alors la Champagne. « Nous avons, écrit-il, au mois d'Août, une récolte en orge qui surpasse nos espérances; les seigles sont recueillis en Champagne; il y en aura pour semer; le terroir de Reims en a produit pour l'ensemencer, et quatre autres en plus. Le seigle nouveau est au-dessous de trente livres le plus beau. Pour les vendanges, la pluie a détruit ce qui restait de raisins. Le meilleur arpent de vigne ne produira pas un pot de vin; on n'a jamais rien vu de pareil; on a empouillé la plupart des vignes en orge; la seule consolation des vigneron est que la saison a rétabli le bois des vignes, que l'on croyait absolument perdu par la gelée, et qu'il y aura récolte l'an prochain.² »

Maurice Le Tellier, qui se fait exactement rendre compte de tous ces détails, avise en même temps aux moyens de diminuer et de soulager la misère publique. Une première fois, il donne personnellement une somme de six mille six

¹ Notes de Lacourt.

² Lettre de Clignet à Le Tellier. Biblot. nat. Ms. fr. n° 20.714. fol. 64.

cent quarante livres, qui doit suffire, dit-il, pour pourvoir, pendant plus de six semaines, aux besoins urgents. Plusieurs fois, dans cette même année, il renouvelle des aumônes semblables, pour lesquelles le conseil de ville lui exprime, au nom du public, sa reconnaissance. En même temps, la taxe des pauvres est élevée pour la bourgeoisie, doublée pour le clergé, qui y ajoute un don gratuit de neuf mille livres. L'archevêque proposa au conseil de ville d'abandonner encore, au profit des pauvres, la somme de trois mille sept cent douze livres, destinée à l'entretien des lanternes, à condition de n'en pas mettre pendant l'hiver; mais, on crut que les ressources accumulées de différents points pourraient suffire, et l'on préféra ne pas avoir recours à cette mesure extrême.

L'expérience, en effet, démontra que le moment était mal choisi pour diminuer la vigilance et les soins d'une exacte police. La faim est mauvaise conseillère, et le trouble croissait avec la détresse publique. Les soldats de la garnison eux-mêmes profitaient de ce relâchement, et augmentaient l'inquiétude. Défense fut faite « à toutes personnes de vendre ou prêter aucune arme aux cavaliers de la garnison, sous peine de répondre des désordres causés par les dits cavaliers, à la ville et à la campagne. » Ces mesures furent impuissantes à prévenir tous les maux. La vie des personnes ne fut pas toujours en sûreté. L'abbé de Louvois avertit l'archevêque de l'aventure arrivée à un diacre du séminaire, nommé Nolet, originaire de Montfaucon. Venu à Reims pour rentrer au Séminaire,

il prit, le soir, le chemin de son hôtellerie, et ne reparut plus. Il avait en poche une quinzaine de pistoles, « et fut, » dit l'abbé de Louvois, « probablement enlevé par quelques-uns de ceux qui font ici les soldats. » Le lieutenant de la ville en prit occasion pour faire sauter deux ou trois fours; mais le malheureux ne se retrouva point.¹

Le danger était souvent augmenté par des gens sans aveu, venus des villages voisins dans la ville. On défendit de recevoir aucune personne arrivée de la campagne, sans en avoir donné avis au lieutenant, sous peine de cinq cents livres d'amende. L'archevêque donna aussi des ordres très-sévères pour maintenir la discipline parmi les étudiants, lesquels, surtout ceux de droit, avaient été accusés de plusieurs incartades.

Comme les fermiers de la vicomté avaient notablement souffert des rigueurs de la disette, ils demandèrent à l'archevêque une réduction sur le stellage. Elle leur fut accordée; en même temps les droits de mesurage furent diminués, et Le Tellier gratifia les pauvres de trois cents septiers d'avoine qui lui revenaient pour ce droit de mesurage.

L'archevêque n'eut pas la consolation de voir des temps meilleurs adoucir ces misères. Il mourut au commencement de l'année suivante, 1710. Son administration temporelle avait été hostile à la puissance communale, mais intel-

¹ Biblioth. nat. Ms. fr. n° 20,713, fol. 29.

ligente, ferme, prévoyante, souvent généreuse, s'inspirant du désir de procurer le bien public, et de diminuer les maux qu'il ne pouvait pas absolument faire disparaître.



CHAPITRE VIII.

LE TELLIER, Théologien.

Ses principales discussions.

Caractère habituel de Maurice Le Tellier dans les discussions théologiques. — Débat relatif à la Version de Mons. — Correspondance, à ce sujet, entre Maurice Le Tellier et Louvois. — Polémique relative au péché philosophique. — Nouvelle correspondance entre Maurice Le Tellier et Louvois. — Discussions sur le Molinisme et les théories de la grâce. — Ordonnance de Maurice Le Tellier. — Quiétisme. — Affaire du cas de conscience. — Promulgation des décrets pontificaux.

Dans les précédents chapitres, nous avons étudié l'administration spirituelle et temporelle de Maurice Le Tellier. Mais, comme nous l'avons fait remarquer au début de notre travail, l'influence du prélat ne devait pas être circonscrite aux limites de son diocèse. L'importance de son siège, la longueur de son épiscopat, ses dispositions personnelles, devaient l'entraîner au milieu du mouvement général des esprits, et des affaires de l'Église de France. La part qu'il y prit se manifesta surtout dans diverses discussions théologiques, dans des sermons, dans plusieurs assemblées du clergé.

Nous étudierons donc le rôle de Maurice Le Tellier sous ces différents points de vue. Et comme la situation du prélat à la cour doit nous donner, plus d'une fois, l'explication de sa conduite, nous étudierons, en terminant, les rapports de l'archevêque de Reims avec le Roi. Parlons d'abord des discussions théologiques.

Nous avons eu occasion de remarquer que les études théologiques de Le Tellier n'avaient pas été sans valeur. Il s'était appliqué, dans la suite, à développer ces premières connaissances; et les notes éparses au milieu de ses papiers, plusieurs mémoires sur des questions théologiques, l'indication de lectures sérieuses et variées, auxquelles il se livrait, nous attestent que les soins de l'administration ne lui avaient pas fait perdre de vue les études propres à son état. Ses rapports tout particuliers avec Bossuet, les entretiens qu'il eut souvent avec lui sur les matières religieuses, l'avaient initié encore davantage aux questions qui s'agitaient autour de lui.

Placé à la tête d'un vaste diocèse, investi, par sa charge, de la mission de surveiller l'enseignement religieux dans la province de Reims, Maurice Le Tellier nous semble avoir été généralement guidé par le désir de sauvegarder les droits de la vérité.

Cependant, il apportait dans ces discussions un certain amour-propre de théologien; la contradiction l'irritait; et l'impétuosité naturelle de son caractère l'emportait facilement au delà des bornes d'une appréciation tout à fait équitable. Puis, ses études personnelles, le courant

d'idées dans lequel il avait vécu, l'attachaient d'une manière passionnée à ces théories plus ou moins bien comprises de saint Augustin, dont abusaient les Jansénistes, et le mettaient en opposition avec la doctrine de Molina, que soutenaient les Jésuites. Ce n'est pas que, dans ces graves débats, il n'accepte les décisions solennelles de l'Église. Bien au contraire, il en prescrit scrupuleusement l'observation. ¹ Toutefois, ses théories sur les questions de morale, son irritabilité contre tout ce qui était probabiliste et moliniste, son indulgence pour plusieurs personnages de la secte Janséniste, montrent que son esprit fut largement imbu des préjugés communs à la plupart des prélats français de son temps, sans en excepter Bossuet.

Parmi les discussions auxquelles se trouva plus spécialement mêlé Maurice Le Tellier, l'une fut relative à une traduction des Livres saints appelée *Version de Mons*. Ce débat est particulièrement curieux, il donna occasion à un échange de lettres entre Le Tellier et Louvois. Le Roi s'en mêla, et l'esprit de Le Tellier s'y montre incertain et hésitant entre le désir de combattre ses adversaires et la crainte de déplaire à Sa Majesté.

La traduction du Nouveau Testament, dite *Version de Mons*, avait été faite par des auteurs Jansénistes. Condamnée par l'archevêque de Paris, Péréfixe,² elle fut retouchée par les solitaires de Port-Royal, qui avaient, pour ce

¹ Ordonnances et Mandements, *passim*.

² La *Version de Mons* fut aussi condamnée par le Pape Innocent XI. Malheureusement les prélats gallicans tenaient alors peu compte de ces condamnations pontificales.

travail, sollicité et obtenu le concours de Bossuet. Toutefois, cette nouvelle édition ne fut pas approuvée par Harlay, successeur de Péréfixe à l'archevêché de Paris, et le Roi la réprouva également. Le Tellier, au contraire, crut pouvoir l'autoriser dans son diocèse. L'archevêque de Paris lui fit écrire, pour lui rappeler les diverses condamnations portées contre cette traduction, et, en particulier, l'interdiction qui en avait été faite par le cardinal Barberin, archevêque de Reims. Le Tellier répondit au théologal de l'archevêque de Paris, le 16 Mai 1688,¹ sur le ton d'un homme un peu piqué, et avec une légère pointe d'ironie.

Il signale d'abord les contradictions entre diverses sentences rendues récemment par l'officialité de Paris; l'une, de 1686, approuvant un livre de prières à l'usage des nouveaux catholiques, l'autre insinuant que l'on devait avoir horreur de toutes les traductions en langue vulgaire de l'Écriture sainte, des offices ecclésiastiques et des saints Pères; une troisième enfin, restreignant ce que la précédente avait d'exagéré, admettant en général les traductions accompagnées de garanties nécessaires, et condamnant seulement une Traduction du Bréviaire Romain, comme entachée de plusieurs erreurs. Nous avons vu ailleurs comment les protestants s'étaient fait une arme de ces contradictions; et comment Le Tellier avait été amené à s'occuper de cette affaire.

Quant à la version de Mons, l'archevêque de Reims apporte les raisons qui militent en sa faveur. D'abord,

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20,711, fol. 35.

cette traduction, dit-il, est la meilleure de celles qui existent. « Je suis assuré, ajoute-t-il, que vous êtes de mon avis, et que, nonobstant la défense de M. de Péréfixe, vous vous en servez, quand vous composez vos sermons. » Puis, l'ordonnance présentée à la signature de Barberin avait été rédigée d'une manière si peu intelligente, que l'auteur y distinguait le Nouveau-Testament des Epîtres de Saint-Paul « ce qui s'appelle, dit Le Tellier, une aussi grande maladresse dans ma profession, que serait celle d'un officier qui prendrait un escadron pour un bataillon. » D'ailleurs, cette ordonnance ne fut jamais publiée dans le diocèse de Reims. « Enfin, ajoute-t-il, je ne puis me persuader que M. de Paris trouve cette version pernicieuse, quand, je fais réflexion qu'elle a paru en 1667, et que, jusqu'en 1671, qu'il a été promu à l'archevêché de Paris, il ne l'a pas défendue dans le diocèse de Rouen; vous lui direz aussi, s'il vous plaît, qu'il est trop éclairé pour prétendre que les censures de cette version, faites par son prédécesseur, par le mien, par feu M. d'Evreux, par feu M. d'Amiens, et par le grand vicaire de M. de Metz, pour lors archevêque d'Embrun, puissent prévaloir contre le sentiment de tous les autres prélats du royaume, qui, ne l'ayant point condamnée, ont donné un consentement tacite à sa publication. »

Toutefois l'affaire allait prendre des proportions que n'avait pas soupçonnées Maurice Le Tellier. Une lettre de son frère Louvois vint bientôt l'en avertir. Elle était ainsi conçue:

« A Versailles, 3 Juin 1688.

« J'ai cru devoir vous donner avis qu'il court par Paris plusieurs lettres que l'on prétend que vous avez écrites contre une ordonnance de M. de Paris, dans lesquelles on dit qu'il est fort maltraité aussi bien que les Jésuites; l'on assure même qu'elles portent que vous approuvez la version du Nouveau-Testament de Mons. Comme je crains que cela ne soit porté à Sa Majesté qui, comme vous savez, n'a pas voulu que cette version eût cours dans le royaume, et que, d'ailleurs, M. de Paris et le P. de la Chaise pourraient s'en plaindre, j'ai cru vous en devoir avertir, et vous conjurer, en même temps, de faire réflexion aux mauvais offices que pareilles choses pourraient vous rendre auprès du Roi, lesquels il me semble qu'il est d'un homme sage d'éviter, quand on le peut en honneur et en conscience. La seule part que je prends à ce qui vous touche m'oblige à vous parler sur ce chapitre, sur lequel je n'ai point eu de vos nouvelles.

Je suis de tout mon cœur tout à vous,

DE LOUVOIS.¹ »

Cette lettre fit réfléchir Maurice Le Tellier. Il se hâta de répondre à son frère, et lui écrivit à la date du 10 Juin, une longue lettre, dans laquelle il développait à Louvois, pour que ce dernier les présentât au Roi, les motifs de sa justification. Il accepte d'abord pleinement la responsabilité des deux lettres qu'il a écrites au théologal de Paris, concernant les sentences rendues par l'officialité,

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20.711. fol. 37.

et dont il n'a prétendu faire aucun mystère. Il a blâmé deux sentences de l'archevêque de Paris, d'abord parce qu'elles se contredisaient; puis, parce que la première énonçait cette proposition exagérée et dangereuse, qu'il faut avoir horreur de toutes les versions de l'Écriture sainte, des Pères et des offices de l'Église. Et il fournit, à cette occasion, quelques détails intéressants.

« Cette sentence, dit-il, a révolté, comme je l'avais prévu, tous les nouveaux convertis; elle a même été relevée d'une étrange manière par un nommé Jurieu, ministre français qui est en Hollande, et qui était à Sedan peu de temps avant la révocation de l'édit de Nantes. C'est une des choses qui m'ont obligé à aller faire un tour à Sedan, où la lettre de ce ministre, dont vous trouverez une copie dans ce paquet, avait tourné la tête à tous les nouveaux convertis. Tout ce qu'il dit sur cette matière est dans la dernière page de sa lettre; si vous la lisez, comme je vous en prie, vous connaîtrez l'excès du tort que M. de Paris vient de faire à l'Église. Ceux qui sont convertis de bonne foi à Sedan, environ au nombre de trois cents, étaient consternés, dès qu'ils surent que j'y arrivais; ils se mirent dans la tête que je ne faisais ce voyage que pour leur ôter les versions de l'Écriture sainte, et pour leur défendre de la lire. Cette idée éloignait les autres plus qu'ils ne l'ont encore été. Je me suis expliqué; et avec ce que j'ai dit, et toute l'autorité que mon caractère me donne, et la croyance même qu'ils ont en moi, j'ai eu de la peine à les calmer, parce qu'ils sont blessés, avec

raison, de ce qu'un archevêque, de la considération de M. de Paris, dise qu'on doit avoir horreur de toutes les traductions de l'Écriture sainte, des offices ecclésiastiques et des Pères; et qu'on leur ait donné des livres qui ont été distribués dans tout le royaume par le commandement du Roi, et imprimés par ordre de M. de Paris en 1686, dans lesquels le même M. de Paris dit, en 1688, qu'il y a des hérésies manifestes. »

Le prélat passe ensuite au reproche qu'on lui fait de maltraiter les Jésuites. Il prétend ne pas parler d'eux dans ses lettres au théologal de Paris, et proteste contre une copie infidèle que l'on fait injustement circuler sous son nom. Ensuite il ajoute:

« Il n'y a point de réguliers que j'estime plus que les Jésuites pour leur capacité et pour leurs mœurs. Je sais d'ailleurs que le Roi a de la considération pour leur compagnie. Cette seule raison me déterminerait à les traiter favorablement. J'en ai trois collèges dans mon diocèse, où je leur fais tous les plaisirs qui dépendent de moi. Je leur ai, par exemple, donné la chaire de Sedan l'avent et le carême dernier; j'ai donné au même Jésuite, qui a bien rempli cette station de Sedan, la chaire de mon église métropolitaine, pour l'avent et le carême prochain. Cette compagnie a des maximes sur l'autorité du Pape, sur la morale, sur la hiérarchie et sur la discipline de l'Église, dans lesquelles je n'ai pas été élevé, et que je crois fausses et pernicieuses à l'Église. Je ne souffrirai pas qu'ils s'échappent en telle matière; mais quand cela

leur arrivera, je ne prendrai pas de parti qui puisse faire de l'éclat, que je n'aie pris la liberté d'expliquer le fait au Roi, et reçu ses ordres, que je suivrai aveuglément en cela comme en toute autre chose, ainsi que je le dois, puisqu'il est mon maître et mon bienfaiteur.¹ »

Ces dernières paroles trahissent la fragilité des théories théologiques de Maurice Le Tellier. Des préjugés d'éducation, doublés d'une aussi complaisante docilité aux ordres de Sa Majesté, forment une base bien peu sérieuse aux principes dont il se constitue le défenseur.

Passant à ce qu'on lui reproche relativement à la Version de Mons, le prélat dit que la prohibition de cet ouvrage, faite jadis par le Roi, peut légitimement paraître tombée en désuétude; que pour lui, il a simplement nié que la Version en question eût été défendue dans son diocèse; que d'ailleurs elle lui semblait la mieux faite de toutes celles qui existaient, et qu'elle avait reçu l'approbation de la presque totalité des évêques de France. Le Tellier terminait sa lettre en ces termes:

« Voilà un long détail, que j'ai cru vous devoir faire, pour vous mettre en état de me défendre, si cela est nécessaire. En me faisant cette amitié, que vous devez à la nature, vous défendrez la justice et la vérité. Si j'avais tort, je présumerais que vous feriez ce qui dépendrait de vous pour m'excuser; mais, dans une affaire comme celle-ci, où j'ai toute la raison et la religion de mon côté, je suis assuré que vous ferez même plus que je ne pourrais désirer. »

¹ Bibl. nat. Ms. fr. n° 20,711 fol. 38.

Louvois s'acquitta exactement de la mission que lui confiait son frère; et quelques jours après, il lui rendit compte du résultat obtenu, en lui écrivant la lettre suivante:

« A Marly, ce 14 Juin 1688.

« J'ai reçu la grande lettre que vous m'avez écrite, le 10 de ce mois, avec tous les papiers qui y étaient joints. Je vous entretiendrai, à votre retour, sur ce qu'ils contiennent. Cependant, je vous dirai que j'ai lu au Roi votre lettre tout entière, qui m'a paru faire l'effet que nous pouvions tous deux désirer. Je vous conjure surtout de vouloir bien vous abstenir d'écrire à personne, sur tout ce qui s'est passé; rien ne faisant tant de peine à Sa Majesté que d'entendre parler de différends entre gens qu'elle honore de ses bonnes grâces. Au surplus, vous me trouverez toujours prêt à faire mon devoir en ce qui vous regarde; et si j'avais été instruit d'abord du fait, je crois que ceux qui se sont plaints de vous auraient gardé un profond silence. Je vous supplie de brûler ce billet, après que vous l'aurez lu. Je vous embrasse de tout mon cœur, et suis, mon cher frère, entièrement à vous.

DE LOUVOIS. »¹

Ainsi se termina la polémique relative à la Version de Mons. Le Tellier s'abstint de prendre désormais ouvertement la défense de cette traduction.

Mais, en même temps, éclatait une autre discussion vive, à laquelle l'archevêque de Reims fut spécialement mêlé; elle était relative au *péché philosophique*.

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20,711, fol. 44.

Saint Augustin avait défini le péché: *Dictum, vel factum, vel concupitum, contra legem æternam*. Les premiers mots désignent l'acte libre, ce qui constitue l'élément matériel du péché; les derniers mots, *contra legem æternam*, en déterminent l'élément formel, ce qui donne à l'acte son caractère de culpabilité: c'est-à-dire son opposition à la loi. Mais, la loi peut être envisagée comme ordre naturel manifesté par les lumières de la conscience, abstraction faite de l'idée de Dieu auteur de la loi; ou bien, comme manifestation de la volonté divine. Dans le premier cas, l'opposition à la loi prendrait le nom de *péché philosophique*; dans le second cas, elle s'appelle *péché théologique*.

Le premier cas donnait lieu à une distinction passablement subtile. Il pouvait être entendu dans un sens *conditionnel* ou bien dans un sens *absolu*. Au sens *conditionnel*, on l'énonçait ainsi: *S'il se commettait des péchés philosophiques*, ces péchés ne seraient pas des offenses faites à Dieu, et ne mériteraient pas les châtiments éternels. Au sens *absolu*, voici comment il se traduisait: *Il existe, en réalité*, des péchés connus par la conscience comme violation grave de l'ordre moral, qui ne sont pas des offenses de Dieu, et ne méritent pas la peine de l'enfer; ou bien, en d'autres termes: celui qui pèche grièvement contre la loi de la raison, mais qui ne pense pas actuellement à Dieu, viole la loi de la raison, mais n'outrage pas Dieu. Un corollaire découlait de cette proposition, c'est que les fautes des pécheurs endurcis et indifférents perdent

notablement de leur culpabilité. Ainsi entendue, dans le sens *absolu*, la proposition est tout à fait fausse et contraire à la doctrine catholique. En effet, on ne peut connaître la loi, sans la saisir dans son rapport avec la volonté qui l'impose; et l'ignorance absolue de Dieu ne peut être une ignorance invincible, susceptible d'être excusée.

La question, comme on le voit, était fort subtile; elle offrait un aliment à ce goût d'escrimes théologiques, alors si vif dans les écoles. Ce fut au collège des Jésuites de Dijon, qu'elle fut d'abord débattue. Il paraît que l'argumentateur n'avait voulu soutenir la proposition du péché philosophique, qu'au sens conditionnel; mais plusieurs de ses termes étaient inexacts et forcés; c'est pourquoi, la thèse fut prise dans un sens absolu, contraire à la doctrine de l'Église. Arnauld le premier, dénonça cette proposition qui eut ensuite un grand retentissement. Les Jésuites désavouèrent plusieurs passages et expressions de la thèse de Dijon. Ils démontrèrent que l'on ne pouvait attribuer à leur société une erreur absolument opposée à leurs principes. En effet, les théologiens de la compagnie enseignaient qu'il n'est pas de sauvages si barbares, qu'ils ignorent la Divinité d'une manière invincible; et que, pour mériter l'enfer, il n'est pas nécessaire que celui qui pèche pense qu'il viole un commandement de Dieu, mais il suffit qu'il agisse contre les lumières de sa raison et la voix de sa conscience. Toutefois, alimentée par l'amour-propre des théologiens qui se voyaient en cause, la discussion

continua. S'y tenir dans des termes précis était un exercice peut-être aussi difficile que celui d'un acrobate maintenant son équilibre sur une corde tendue. L'emportement de la lutte faisait faire de faux mouvements. Puis, comme il arrive souvent en pareille matière, chaque parti, fortement préoccupé de son opinion, ne saisissait pas la juste nuance de l'opinion du parti contraire, et facilement lui attribuait toute entière la pensée qu'il se proposait de combattre. Maurice Le Tellier prit une grande part à tous ces démêlés. Plusieurs Jésuites de Reims avaient renouvelé la discussion; leurs théories renfermaient des termes inexacts; l'archevêque s'en saisit, les releva avec rigueur, poussa vivement l'affaire et menaça de censures. Tout ceci fit grand bruit. L'on en parlait à Versailles, le Roi s'en préoccupa, et Louvois se hâta d'avertir son frère par la lettre suivante:

« Versailles, le 21 Juin 1688.

« Depuis que Messieurs vos suffragants sont revenus de votre assemblée provinciale, il s'est répandu que vous leur aviez beaucoup parlé du péché philosophique, et que vous paraissiez en disposition de bien mortifier les Jésuites. J'ai eu plusieurs fois envie de vous en écrire; mais, comme vous ne m'en avez rien mandé, et que je me suis ressouvenu que nous avions traité ensemble cette matière fort à fond, je me suis contenu. Je croyais même cette affaire finie, ayant ouï dire que les Jésuites de Reims vous avaient donné un écrit, par lequel ils vous promettaient d'enseigner l'opinion contraire. Cependant le Roi me fit l'honneur de me dire

hier qu'il apprenait avec peine que vous étiez en disposition de les mortifier, qu'il vous avait témoigné que vous lui feriez plaisir de les ménager, et que vous lui feriez plaisir de vous en souvenir en toute occasion. Je suis chargé de vous en rendre compte. J'ai fort assuré Sa Majesté de votre désir de lui plaire, et de lui donner des marques de votre reconnaissance en toutes occasions. Vous êtes bon et sage, et ferez, mon cher frère, vos réflexions sur la disposition où est Sa Majesté sur ce qui les regarde : et me ferez savoir ce que vous voudrez que je réponde. Je suis cependant obligé de vous dire que le Roi sera toujours peiné de ce qui les mortifiera, et que l'accès qu'ils ont auprès de Sa Majesté la préviendra, presque toujours, en leur faveur : vous en tirerez vos conséquences. Je suis tout à vous. »

DE LOUVOIS.¹ »

L'archevêque se hâta de transmettre à son frère les explications que ce dernier lui demandait de la part de Louis XIV. Il le fit dans une longue lettre, dont voici le résumé :

Arrivé à Reims le 20 Avril précédent, Le Tellier avait appris que les Jésuites de cette ville venaient d'y enseigner la doctrine du péché philosophique. Deux de leurs professeurs, le P. Galoys et le P. Béchefer, morts depuis peu, l'avaient déjà enseignée auparavant. Le P. Béguin, et le P. Audry, en ce moment recteur de la maison, venaient de renouveler ces théories. L'archevêque manda près de lui

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20711, fol. 61.

le P. Audry, le vingt-quatre Avril; lui montra la copie de plusieurs de ses cahiers, certifiée par ceux qui les avaient écrits sous sa direction. Après quelques hésitations, le recteur en convint, et signa même l'extrait qui en fut, séance tenante, tiré par Le Tellier. Il lui offrit, comme réparation, de faire prochainement soutenir, en son collège, une thèse publique dans laquelle il ferait insérer une proposition contraire à la doctrine de son cahier. L'archevêque lui proposa de rédiger, à l'instant même, le texte de la thèse en question, dont il agréerait la soutenance. Mais le P. Audry fit quelques difficultés, et la rédaction fut suspendue.

Sur ces entrefaites, eut lieu à Reims, le 1^{er} Mai, l'assemblée des Évêques de la province. Le P. recteur des Jésuites leur parla de son aventure, et sollicita leur intervention, en sa faveur, près de l'archevêque. Cette circonstance avait obligé le prélat d'entretenir ses suffragants de la question théologique en litige; il leur avait présenté l'extrait indiqué plus haut, signé par le recteur lui-même; et tous les évêques, paraît-il, s'étaient accordés à reconnaître que la doctrine en était absolument fausse, et les termes inacceptables. Le tout était, à leur avis, beaucoup plus blâmable que la thèse soutenue, peu de temps auparavant, par les Jésuites de Dijon, et désavouée par leur compagnie. Après l'assemblée provinciale, l'archevêque fit de nouveau mander le P. Audry, et voulut lui dicter la position de la thèse qu'il devait faire soutenir dans son collège. Le religieux contesta sur plusieurs

termes; cependant, on finit par s'entendre, et il signa conjointement avec l'archevêque, à la date du 3 Mai, deux copies de cette rédaction; il emporta l'une de ces copies, et laissa l'autre aux mains de Maurice Le Tellier. Le lendemain, le P. Audry revint, et sans rétracter formellement sa promesse de faire soutenir, en Juillet, la thèse convenue, il dit au prélat qu'il l'avait envoyée à son provincial, et qu'il attendait ses ordres pour exécuter ce dont il était convenu avec l'archevêque. Or, depuis plus de trois semaines que le provincial avait reçu cette communication, il n'avait pas donné de réponse.

Le Tellier se déclarait très-blessé de ce procédé; mais son intention, ajoute-t-il, était de ne prendre aucun parti sans avoir rendu au Roi compte de toute l'affaire, et reçu ses avis sur la conduite qu'il devait tenir. Il protestait de nouveau de sa soumission au Roi, et de son désir de ne lui causer aucune peine.

« Depuis un mois, ajoute-t-il, que j'ai la signature du P. Audry, il m'aurait été aisé de faire une censure de sa doctrine; il n'y a point de théologien qui ne convienne qu'elle est téméraire, fausse, erronée, scandaleuse, et contraire à la parole de Dieu. Si cette doctrine avait été enseignée dans mon diocèse par tout autre que par un Jésuite, la censure en serait déjà publiée; mais la considération que le Roi a pour cette compagnie, et le profond respect que j'ai pour Sa Majesté, m'ont retenu, et m'ont fait prendre la résolution de demander à sa Majesté un quart d'heure d'audience, dans laquelle, après

lui avoir expliqué le fait, et montré les pièces originales que j'ai entre mes mains, je la supplierai très-humblement de me donner ses ordres que j'exécuterai aveuglément.

« Un des principaux devoirs d'un évêque est d'empêcher dans son diocèse, le cours d'une mauvaise doctrine. Celle du péché philosophique a scandalisé tous les gens éclairés; elle a gâté l'esprit des faibles, et achevé de corrompre les libertins. Les nouveaux convertis reprochent partout à l'Eglise que les évêques, à qui le Saint-Esprit en a confié la conduite, souffrent qu'on y enseigne publiquement une doctrine que les Turcs ne toléreraient pas. Ces considérations, quoique puissantes, ne m'ont pas empêché de faire réflexion à la protection particulière dont je sais que le Roi honore les Jésuites. Je sais d'ailleurs que Sa Majesté a plus de religion qu'aucun de ses sujets; et qu'ainsi, je pense sûrement m'abandonner à tout ce qu'elle me commandera, après qu'elle m'aura fait l'honneur de m'entendre.¹ »

L'intervention du Roi tempéra l'ardeur de la lutte, et imprima aux débats une tournure plus pacifique. Dès lors, Le Tellier s'abstint d'attaquer sur ce point ses adversaires, d'une manière aussi éclatante; et il s'attacha cependant à poursuivre la condamnation de la doctrine du péché philosophique. Ce fut surtout à son instigation, que la question fut déférée à Rome, et qu'on en hâta l'examen. Dès l'année 1690, le Pape Alexandre VIII condamna la proposition suivante:

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20711, fol. 54.

« Peccatum philosophicum, seu morale, est actus humanus disconveniens naturæ rationali; theologicum vero et mortale est transgressio libera legis divinæ: philosophicum, quantumvis grave, in illo qui Deum vel ignorat, vel de Deo actu non cogitat, est grave peccatum, sed non est offensa Dei, neque mortale dissolvens amicitiam Dei, neque æterna pæna dignum. »

La décision de Rome éclaircit le point principal de la question, et mit fin aux plus vives discussions. Cette longue dispute avait donné lieu à des escrimes théologiques souvent pleines de subtilité: l'emportement de la passion et de l'amour-propre avait souvent aigri le débat. Cependant, comme dans la question du Quiétisme, c'était un spectacle digne d'intérêt, de voir les esprits attentifs à ces disputes d'école, et assez versés dans les matières philosophiques et théologiques, pour suivre ces controverses de haute et difficile métaphysique.

En 1696, surgit une autre discussion, qui eut un retentissement prolongé: elle était relative au concours de la grâce avec la liberté humaine. Cette question de la grâce était le grand problème théologique de l'époque. L'école de Port-Royal tout entière s'y était passionnément attachée; le grand Corneille avait essayé de la populariser sur la scène française, et ses efforts nous valurent l'immortelle tragédie de *Polyeucte*.

On sait que les docteurs catholiques se partageaient en deux systèmes, par rapport à l'explication du mode d'action de Dieu sur la volonté humaine. Les uns, voulant

avant tout sauvegarder l'intégrité des attributs de Dieu, son indépendance, sa puissance, la plénitude de son être, enseignaient, d'après saint Augustin et saint Thomas, que Dieu voit les futurs actes libres des hommes dans ses propres décrets; et que lui-même pose l'acte de la volonté, sans cependant nuire à l'essence de notre libre arbitre. Les autres, se plaçant, d'une manière spéciale, sur le terrain de la liberté humaine, prétendaient que Dieu voit l'avenir dans les déterminations libres de l'homme, et n'agit qu'indirectement sur la volonté, par des influences qui sollicitent son mouvement, sans pourtant le produire.

C'était surtout Molina, un Jésuite espagnol, qui avait donné cours à cette seconde opinion, au commencement du dix-septième siècle. Un grand nombre de religieux de sa compagnie avaient embrassé cette théorie. Or, le 5 Décembre 1696, le P. Gabriel Thiroux avait, au collège des Jésuites de Reims, soutenu une thèse dans laquelle, après avoir fait l'éloge du système de Molina, il exposait les différentes hérésies relatives au mystère de la grâce, celles des Pélagiens, des Semi-Pélagiens, des Prédestinatiens, des Luthériens, des Calvinistes et des Jansénistes; et il leur opposait la doctrine de Molina comme capable de les réfuter toutes.

Le 17 Décembre suivant, une autre thèse avait été soutenue dans le même collège. C'était un essai de conciliation entre les théories de saint Augustin et celles des Jésuites. Comme saint Augustin, la thèse admettait la

gratuité de la prédestination et de la grâce; comme lui encore, elle enseignait que la destination à la gloire a précédé la destination à la grâce; enfin, elle prétendait trouver dans saint Augustin lui-même, une sorte de science moyenne.¹

Le Tellier réfuta ces deux thèses dans une longue ordonnance, datée du 15 Juillet 1697.² La matière si délicate de la grâce y est traitée avec beaucoup d'érudition; les idées sont exprimées dans un style remarquable de clarté.

L'ordonnance s'attaque surtout, dans la première thèse à l'appréciation de la doctrine de Molina, appréciation qui était faite dans les termes suivants: « La doctrine de Louis Molina et des autres théologiens, qui se sont efforcés d'établir avec plus de netteté la concorde de la liberté de l'homme avec les opérations de la grâce par le secours de la science moyenne, est entièrement éloignée des erreurs de Calvin et des autres novateurs de ce temps, sans qu'elle ait aucun rapport à la fausse doctrine des Pélagiens: ainsi, ayant été violemment attaquée, et souvent combattue par des ennemis de conditions différentes, et examinée avec beaucoup de soin et d'attention en présence des Souverains-Pontifes, elle en est sortie plus pure, comme le dit Maurolicus, ainsi que l'or qui est purifié dans la

¹ Les théologiens appellent science moyenne la connaissance que Dieu possède des choses qui ne sont futures que sous certaines conditions.

² Ordonnance de Monseigneur l'Archevêque Duc de Reims. — Paris, chez Anisson, 1697.

fournaise; et toutes ces disputes n'ont servi qu'à la faire recevoir avec plus d'honneur. »

C'est cette apologie de Molina que l'ordonnance prend rudement à partie; elle lui reproche de placer l'autorité de Molina, simplement tolérée dans l'Eglise, au-dessus de celle de saint Augustin. Puis, dans un tableau qui n'est pas dépourvu de couleur et de mouvement, se trouve retracée l'opposition soulevée contre Molina: les Dominicains luttant contre lui, l'Espagne émue et divisée, plusieurs Papes ouvertement favorables aux théories de saint Augustin, le cardinal Baronius attaquant vivement le Jésuite espagnol. Ensuite l'ordonnance s'attache à démontrer les prétendus dangers du système de Molina; elle le taxe de Semi-Pélagianisme, parce qu'il prétend que toutes les fois que le libre arbitre tâche, par ses forces naturelles, de faire tout ce qu'il peut pour apprendre ou embrasser la foi, Dieu lui accorde la grâce prévenante et les secours nécessaires en vue d'obtenir le salut. La théorie de la science moyenne, celle des forces naturelles restées après le péché, selon Molina, aussi intègres qu'elles eussent pu être dans l'état de pure nature, la béatitude naturelle des enfants morts sans baptême, sont successivement et vivement combattues.

Quoiqu'il en soit, on peut reprocher à cette controverse de confondre trop souvent les théories, plus ou moins discutables, qu'elle réproche, avec les erreurs positivement condamnées par l'Eglise. Le système de Molina est parfaitement orthodoxe; l'archevêque de

Reims outre-passait donc son droit en le flétrissant. « Quelque parti que vous embrassiez sur cette question, dit le cardinal Gousset, il ne vous est pas permis de censurer ou de noter, d'autorité privée, ceux qui sont pour une opinion contraire. Soyez tant que vous voudrez, *thomiste* ou *augustinien*, *moliniste* ou *congruiste*, tant que l'Église n'aura point prononcé sur les systèmes qui divisent les scolastiques.¹ »

Plusieurs reproches sont faits à la seconde thèse : l'un est de ne pas distinguer nettement ce qui est de foi de ce qui est simple opinion théologique : c'est ainsi que la gratuité de la grâce ne devrait pas être confondue avec la question relative à l'ordre des décrets de prédestination à la grâce et à la gloire. La prétendue science moyenne attribuée, par la thèse, à saint Augustin, est vivement rejetée. Il faut avouer que cette tentative de conciliation était difficile; aussi l'ordonnance est-elle plus victorieuse sur ce terrain.

La réfutation des deux thèses était accompagnée d'une vive expression de regret de voir les Jésuites abandonner saint Augustin, saint Thomas, et plusieurs de leurs anciens maîtres, pour suivre les nouvelles théories concernant la grâce. L'archevêque, en terminant, traçait le plan qu'il désirait voir adopter pour son clergé et pour son Université, dans l'enseignement de ces matières délicates et ardues : suivre les lumières de l'Écriture et de la Tradition, inspirer simultanément aux fidèles l'humilité et la confiance, et respecter les ténèbres qui enveloppent

¹ Gousset, Théologie dogmatique. T. II, p. 361.

ce profond mystère de la prédestination.

« Quand même, dit-il, il vous paraîtrait plus difficile de concilier le libre arbitre avec la prédestination et la grâce, en suivant les idées de l'Écriture et de la Tradition, que si vous suiviez les divers systèmes de quelques nouveaux auteurs, contentez-vous d'embrasser humblement ces deux vérités de la foi catholique: que Dieu est tout-puissant, et que l'homme est libre, et laissez à Dieu, ou à ceux qu'il voudra éclairer sur cela, les connaissances plus étendues des manières par où, selon l'expression de Job, il établit la concorde dans les choses les plus sublimes, c'est-à-dire dans celles qui, par leur élévation, peuvent le plus étonner l'esprit humain, et paraître les plus difficiles à concevoir et à accorder. Souvenez-vous qu'il n'est ni d'un bon théologien, ni d'un vrai philosophe, d'abandonner des vérités qu'une autorité infaillible, ou l'évidence de la raison, nous apprend, sous prétexte des difficultés qu'on trouve à les comprendre, ou à les expliquer. »

Cette ordonnance fit grand bruit. Bossuet en parle plusieurs fois dans sa correspondance; il en fait l'éloge, répétant qu'elle est admirée de tout le monde. Toutefois, au milieu de la chaleur de ces disputes, il était impossible que l'ordonnance restât sans réponse. Bientôt, en effet, parut une *remontrance* vive, mais cependant respectueuse. Elle suivait pied à pied l'argumentation épiscopale; combattait, avec érudition, les autorités alléguées contre Molina. Elle insistait sur ces trois points: 1° que l'auteur

de la thèse, en défendant Molina, ne prétend nullement l'élever au-dessus de saint Augustin, ni dénigrer l'autorité de ce dernier. 2° qu'il n'a nullement insinué que la théorie de la science moyenne soit seule autorisée dans l'Église, 3° que cette théorie est incontestablement tolérée par les papes, enseignée par plusieurs professeurs de Sorbonne, et par des théologiens éminents. Toute cette discussion était développée dans un style clair, facile, incisif parfois, et quelque peu militant.

La remontrance parut sans date, sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Mais on sut plus tard, et Le Tellier lui-même dit le tenir du P. de la Chaise, qu'elle était due à la plume du P. Daniel, le même qui avait publié une réponse aux Provinciales.

Cette lettre eut, pour le moins, autant de retentissement que l'ordonnance qui l'avait provoquée. Bossuet l'apprécie en ces termes, dans une lettre à son neveu :

« Les Jésuites ont fait une remontrance à M. l'archevêque de Reims, sur son ordonnance; elle est respectueusement insolente. M. l'archevêque ne s'oubliera pas. J'ai un grand plaisir de voir triompher la véritable doctrine de saint Augustin. Le Roi trouve tout bon, aussi bien que Madame de Maintenon. Outre la remontrance que les Jésuites donnent publiquement, sans nom, cependant, ni d'auteur, ni d'imprimeur, ni d'approbateur, il court un autre libelle outrageant sur M. de Reims; tout roule sur son humeur et sur sa famille. La remontrance n'est pas mal écrite pour le style; mais elle énonce faux en deux

endroits; l'un où elle dit que M. de Reims condamne la science moyenne; l'autre, où elle prétend qu'il oblige d'enseigner la prédestination *ad gloriam ante prævisa merita*; mais il a dit le contraire. Un des moyens d'autoriser à Rome l'ordonnance de M. de Reims, serait de la faire imprimer à Rome, avec les marques ordinaires d'approbation; comme on fit de mon *Exposition*, traduite en italien, qui fut imprimée à l'imprimerie de la Propagande ou du Saint Office.¹ »

Le Tellier avoue, dans une lettre à l'abbé Bossuet, que la remontrance est assez bien écrite, qu'il y a de bons endroits et un respect extérieur; ce dernier jugement est moins sévère que celui de l'évêque de Meaux.

Quoiqu'il en soit, les attaques et les libelles se multiplièrent, à cette date, contre l'archevêque de Reims. Il avait, dans son ordonnance, rejeté, avec un certain mépris, l'autorité d'un théologien du nom de Maurolicus. Bientôt parurent divers pamphlets anonymes, intitulés *Mauroliques*; suivant la mode du temps, ils furent assaisonnés de quelques chansons. Le tout manque de mouvement et d'esprit, et ne peut arrêter sérieusement l'attention; Le Tellier ne paraît s'en être que médiocrement ému.

Il mit un soin plus sérieux à se faire rendre bonne justice de la remontrance du P. Daniel. A cet effet, le 10 Janvier 1698, il présenta une requête au Parlement, pour que le provincial des Jésuites de la province de France, le supérieur de la maison professe, le supérieur du noviciat

¹ Œuvres de Bossuet, Edition Vivès, T. XXIX, p. 200, 239.

de Paris, et le recteur du collège Louis le Grand, fussent tenus de désavouer ou de reconnaître la remontrance, et qu'il en fût ensuite statué par le Parlement. Le prélat désirait que, sans entamer le fond de l'affaire, on attaquât l'irrégularité de la pièce, en ce qu'elle avait paru sans nom d'auteur, ni d'imprimeur.

Le premier président, Harlay, représenta au Roi que l'affaire n'était pas de nature à être plaidée en plein Parlement; et Louis XIV le chargea d'être lui-même arbitre du différend. Harlay arrêta « que les Supérieurs des Jésuites iraient chez l'archevêque de Reims, lui demander l'honneur de son amitié, et lui témoigner qu'ils étaient sensiblement fâchés d'avoir encouru sa disgrâce; qu'ayant cru être obligés à faire connaître les plaintes qu'ils prétendaient avoir lieu de faire, au sujet de son ordonnance, ils avaient laissé paraître une remontrance sans nom d'auteur, et sans permission, contre la forme des procédures du royaume, pour se pourvoir contre les ordonnances des prélats, auxquelles ils ne manqueraient plus dans la suite. » Cet arrêté fut signé, et le lendemain, on alla faire visite à l'archevêque. Le Tellier reçut les Jésuites de la façon la plus courtoise, les combla de politesses, et parut avoir tout oublié.

Dans le cours de la même année, le premier Août 1698, une autre thèse, sur divers points controversés relatifs au mystère de l'Incarnation, fut soutenue chez les Jésuites, et provoqua un certain bruit dans le diocèse. L'archevêque fit comparaître devant lui le recteur et le professeur de théologie

du collège; ceux-ci lui remirent, le 21 Août, un acte signé par eux et attestant leur complète soumission à la doctrine de l'Église.

Le Tellier surveilla, et fit rectifier, avec la même sévérité, l'enseignement d'autres religieux de son diocèse. Un Cordelier avait, dans un sermon, élevé saint François, fondateur de son ordre, jusqu'à faire un parallèle entre sa personne et celle de Jésus-Christ; il avait émis quelques idées inexactes sur la puissance de la sainte Vierge. Un Capucin et un Bénédictin s'étaient rendus coupables d'erreurs analogues. L'archevêque exigea de tous les trois une rétractation solennelle « dans les lieux mêmes où ils avaient commis le scandale. » Le Cordelier dut proclamer « que le parallèle qu'il a fait est injurieux à Notre Seigneur Jésus-Christ, et contraire au témoignage de l'Écriture, qui ne reconnaît pas d'autre médiateur entre Dieu et les hommes que J.-C. » Le Capucin et le Bénédictin durent également, du haut de la chaire, déclarer « qu'ils se repentaient, et étaient fâchés d'avoir annoncé ces doctrines.¹ »

C'était le moment où venait de se terminer la longue question du Quiétisme, par la condamnation du livre de Fénelon, intitulé: *Explication des maximes des saints*

¹ Le Tellier donna aussi une ordonnance contre une thèse soutenue chez les Cordeliers, avec cette dédicace: *Jesu-Christo, et B. F. antr. utrique crucifixo*. Il fit effacer l'inscription placée sur la chapelle de ces religieux, et qui était ainsi conçue: *Crucifixo Deo homini, et S. Francisco*. L'archevêque trouvait cette juxtaposition peu respectueuse pour le Sauveur.

sur la vie intérieure. Le Tellier semble s'être tenu tout à fait à l'arrière-plan, pendant cette tumultueuse polémique. Toutefois, il prend ouvertement parti pour l'évêque de Meaux. Ses sentiments se manifestent dans plusieurs lettres qu'il adresse à l'abbé Bossuet. Voici ce que nous lisons dans l'une d'elles, datée de Charleville, le 6 Juillet 1698. « La relation sur le Quiétisme, que M. votre oncle a fait imprimer, fait partout l'effet qu'on en devait attendre : c'est une pièce qui écrase M. de Cambray : la lettre pastorale de M. de Chartres démontre bien les variations de cet archevêque.¹ »

Bientôt parut une *Réponse de M. de Cambray à la relation de M. de Meaux*. Le Tellier trouve la réponse pitoyable. Fénelon avait nié un fait de la *Relation* concernant un religieux de distinction.² Le Tellier affirme l'exactitude

¹ Biblioth. de Reims. Lettres de Le Tellier, *inéd.*

² Voici de quelle manière Bossuet rapporte ce fait : « Tout le monde était étonné de l'inflexible refus de M. de Cambray pendant six semaines; nous en avons des témoins qu'on ne dément pas, et on s'empressait à l'envi de nous faire conférer ensemble. Je ne refusai aucune condition. Un religieux de distinction, touché, comme tout le monde, de ce désir charitable de rallier des évêques, tira parole de moi de lier une conférence où il serait. S'il n'avait dit qu'à moi seul la réponse qu'il me rapporta, il faudrait peut-être la lui laisser raconter lui même. Ce fut en un mot, que M. de Cambray ne voulait pas qu'on pût dire qu'il changeât rien par l'avis de M. de Meaux. » *Relat. sect. VIII*, no 5.

Dans sa *Réponse à la Relation*, M. de Cambray se contenta de dire : « Pour l'histoire d'un religieux de distinction, qui a déclaré que je ne voulais pas qu'on pût dire que je changeasse par l'avis de M. de Meaux, elle m'est absolument inconnue; je ne sais ni qui est ce religieux, ni à quel propos il peut avoir parlé ainsi. »

Dans sa *Réponse aux Remarques* de Bossuet, Fénelon niait aussi formellement le propos rapporté par un *religieux de distinction*.

du fait, ajoutant que le religieux, dont a voulu parler M. de Meaux, est le Père de la Chaise, qui le lui a dit à lui-même. D'ailleurs, il ne semble pas que l'archevêque de Reims se soit mêlé autrement de l'affaire du Quiétisme. Quand parut la condamnation de Fénelon, le Roi mit un certain éclat à la faire accepter et promulguer par les assemblées provinciales des évêques. Celle de Reims se tint le vingt-quatre Mai 1699. La publication du procès-verbal fut précédée d'un court mandement de Le Tellier. Il commençait ainsi : « Nous ne nous sommes pas pressé de vous faire part de ce qui s'est passé dans l'affaire de M. l'archevêque de Cambrai, qui a fait tant d'éclat, parce que nous avons la consolation de savoir que Dieu vous a préservés, par sa miséricorde, des erreurs que les nouveaux mystiques de nos jours se sont efforcés de répandre presque partout. » Suit la promulgation de la condamnation du livre des *Maximes des Saints*. Le prélat termine en annonçant « qu'aussitôt qu'il a eu connaissance du bref, M. l'archevêque de Cambrai a adhéré simplement, absolument et sans ombre de restriction, à la décision du Saint-Siège ; que, par une soumission si prompte et si entière, le scandale causé par l'impression d'un tel ouvrage avait été, en quelque sorte, réparé ; et que tous les fidèles édifiés par la docilité de l'archevêque, doivent reconnaître dans ce changement si subit l'ouvrage de la main du Très-Haut : *Hæc mutatio dexteræ Excelsi*. »

Peu de temps après, Maurice Le Tellier vit de nouveau s'ouvrir le champ préféré par lui des discussions théolo-

giques. Absolument dévoué aux doctrines de saint Augustin, plus spécialement familiarisé par ses lectures avec les doctrines de ce Père, il se faisait un point d'honneur de se porter partout son défenseur, et il se hâtait de combattre ceux qui lui paraissaient dénaturer le sens des écrits du grand docteur. Or, Jean de Launoy, celui que l'on appela le *dénicheur de saints*, à cause de son acharnement à en démolir les légendes, venait de publier un livre intitulé : *Véritable tradition de l'Église sur la prédestination et la grâce*. Cet ouvrage attaquait la gratuité de la prédestination, et l'efficacité de la grâce ; il soutenait que cette opinion était née dans le cinquième siècle, que saint Augustin en était l'auteur, que, quand il la proposa, il fut traité de novateur. Launoy prétendait aussi que les Semi-Pélagiens avaient défendu, contre saint Augustin, la vraie doctrine de la grâce. Le Tellier se hâta de demander à Bossuet quelle était, à son avis, la conduite à tenir en présence de ce nouvel ouvrage. Bossuet lui répondit qu'il fallait le censurer ; et il lui envoya même, un assez long Mémoire pour lui faciliter la rédaction de l'ordonnance. Le Tellier sut utiliser pour son travail, les notes que lui avaient envoyées M. de Meaux. Le dix Décembre 1703, ce dernier était à Paris. L'archevêque de Reims vint le voir, et lui communiqua son travail. On s'en entretint longuement. M. de Meaux dit que saint Augustin était le véritable maître de la grâce, comme M. l'archevêque le prouvait bien, et que saint Thomas s'était ensuite montré le plus savant disciple de ce grand docteur. M. de Reims ajouta,

en s'adressant à M. de Meaux : « Et moi, je suis votre disciple, comme saint Thomas l'est de saint Augustin. »

L'ordonnance de Le Tellier parut. Bossuet en fit l'éloge, mais avec quelques réserves; il disait que l'archevêque n'avait pas tiré tout le parti possible des passages de saint Augustin mis à sa disposition. Il s'agissait, en effet, d'expliquer l'enseignement du grand docteur, et de montrer qu'il était en harmonie avec toute la Tradition. Or, cette partie du travail restait fort incomplète; et les citations, savamment accumulées, fatiguaient un peu l'esprit, sans résoudre le problème avec une lucidité suffisante.¹

Le nom de Le Tellier se trouva, dans le même temps mêlé à une affaire de plus longue durée, et qui allait réveiller la querelle du Jansénisme un instant assoupie. En 1702, avait paru en France le fameux *Cas de conscience*. On mettait sur la scène un confesseur de province indécis sur la manière dont il devait se conduire à l'égard d'un ecclésiastique qu'il avait pris longtemps pour un homme de bien, mais qu'on lui avait enfin rendu suspect en matière de croyance. Il disait l'avoir interrogé sur différents articles, et en avoir tiré ces réponses : « Je condamne les cinq propositions de l'*Augustinus* dans tous les sens selon lesquels l'Église les a condamnées; mais, sur la question de fait, je crois qu'il me suffit d'avoir une soumission de silence et de respect; et tant qu'on ne m'aura pas convaincu juridiquement d'avoir soutenu

¹ Le Dieu, *Mémoires et Journal*, T. III p. 31 et 34.

quelqu'une de ces propositions, on ne doit pas tenir ma foi pour suspecte. » Les autres articles, placés là surtout pour encadrer et faire passer cet article essentiel, étaient relatifs à divers points de morale, et sentaient aussi, bien fort, l'exagération janséniste. Le confesseur de province soumettait son indécision aux docteurs de la Sorbonne.

C'était, évidemment, remettre en cause toute la question du Jansénisme, ouvrir la porte aux subterfuges les plus déloyaux, et attaquer l'autorité de l'Église nécessairement investie du pouvoir de discerner le vrai sens d'un livre, et d'exiger l'obéissance sur la question de fait.

Quarante docteurs de la faculté de théologie de Paris répondirent que les sentiments de l'ecclésiastique, au sujet duquel on consultait, n'étaient ni singuliers, ni nouveaux, ni condamnés par l'Église, et qu'on pouvait l'absoudre sans exiger qu'il y renonçât. Bossuet prit d'abord parti contre le *Silence respectueux* avec beaucoup d'ardeur ; mais ce premier feu ne se soutint pas. Le Tellier, qui était depuis peu proviseur de Sorbonne, se trouvait, à cette époque, plus fortement circonvenu par les Jansénistes qui voulaient exploiter sa haute situation en faveur de leur parti. Il n'eut ni assez de discernement, ni assez de fermeté, pour démêler leurs intrigues et s'arracher à toutes leurs étreintes ; il commit la faute de suivre les quarante docteurs, et se chargea de présenter leur justification au cardinal de Noailles. ¹ Ce dernier qui

¹ Au dire de l'abbé Le Dieu, qui n'aimait pas Maurice Le Tellier, ce serait ce prélat qui aurait le premier donné occasion au *Cas de*

condamnait les Jansénistes, les avait d'abord secrètement favorisés ; quelques autres évêques leur avaient accordé une égale indulgence ; cependant ces défaillances ne sauraient excuser la conduite de l'archevêque de Reims.

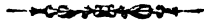
Celui-ci devait trouver, au sein même de la Faculté de théologie, des résistances et des blâmes pénibles à son amour-propre. Il venait de donner dix mille livres pour fonder deux chaires de théologie ; la Faculté se réunit pour l'en remercier. Au milieu de cette séance, un docteur, chanoine d'Amiens, lui reprocha durement sa conduite récente. Le Roi, cependant, prit en cette circonstance parti pour l'évêque et voulut même renvoyer le docteur. Le Tellier demanda qu'il lui fût pardonné, à condition que le coupable viendrait lui faire réparation dans son hôtel. Plusieurs des autres docteurs voulurent être témoins de cette réparation ; mais l'archevêque accueillit les excuses avec bienveillance et se borna, à quelques avis pleins de modération.¹

Le Pape, cependant, avait élevé la voix pour flétrir et condamner la solution du *Cas de conscience* et le *silence respectueux*. Le Tellier comprit que son devoir était de se soumettre docilement à l'enseignement de l'Église. Le 15 Octobre 1705, en publiant la constitution du pape Clément XI, il déclara « que le seul silence respectueux ne suffit pas pour rendre l'obéissance, par une lettre écrite à Rome à M. Vivant, dans laquelle il prétendait que l'on ne doit pas la même soumission aux décisions de l'Église dans les faits que dans le droit.

¹ Biblioth. nat., ms. fr. n° 20754, fol. 263.

sance qui est due aux constitutions d'Innocent XI et d'Alexandre VII, qu'il faut s'y soumettre intérieurement, condamner comme hérétique, et rejeter non-seulement de bouche, mais aussi de cœur, le sens du livre de Jansénius condamné dans les cinq propositions; qu'il procèdera par les voies de droit contre ceux qui oseraient parler, prêcher, enseigner ou écrire contre la bulle. »

Cette déclaration clôt tous les débats théologiques de Le Tellier; elle est postérieure à la faveur plus ou moins latente qu'il accorda au parti janséniste. Après ces oscillations, auxquelles il fut parfois exposé par les ruses de la secte et les défauts de son éducation, cette déclaration nous apparaît comme la soumission complète et définitive de son esprit à l'autorité de l'Église romaine.



CHAPITRE IX.

LE TELLIER, Prédicateur.

SES PRINCIPAUX SERMONS.

Caractère général des sermons de Maurice Le Tellier. — Sermon pour le IX^e Dimanche après la Pentecôte. — Sermons pour la fête de la Circoncision de Notre-Seigneur. — Sermon sur la Cène. — Sermon prêché dans l'église de Sedan, le jour de la fête de saint Pierre, 1676. — Exhortation prononcée à l'abjuration de M. Jacques Frémin, le 12 Juin 1682.

Dans un siècle où l'éloquence de la chaire compta des représentants si illustres, il était assurément difficile d'occuper, en ce genre, un rang digne de remarque. Cependant, s'essayer à suivre, même de loin, ces grands modèles, était déjà un mérite, et ce fut, plus d'une fois, celui de Maurice Le Tellier.

Il nous reste de lui quelques sermons inédits, prononcés dans son diocèse, ou devant le Roi, à la cour. La composition n'en est pas exempte de défauts; il s'y trouve des inégalités et des longueurs; la pensée est parfois développée d'une manière terne, banale même, et superficielle. Mais souvent, de véritables qualités s'y révèlent. Commentaires

heureux du texte évangélique, emploi fréquent et habile des Pères de l'Église, descriptions morales, comparaisons grandes et fortes, rehaussent fréquemment la trame du discours. Le style ne se soutient pas toujours également; il est entaché de négligences, de répétitions, de locutions par trop familières; mais il présente, en général, cette clarté, cette précision, et souvent même cette hardiesse qui rappelle le style de Bossuet. L'archevêque de Reims aimait d'ailleurs à appeler ce dernier son maître et son docteur; et l'étude de ses sermons nous prouve que, plus d'une fois, il s'essaya, dans ses discours, à imiter l'évêque de Meaux.

Parmi les sermons de Maurice Le Tellier, le premier qui s'offre à nous, par ordre de date, est celui qu'il prononça, n'étant encore que coadjuteur de Reims, le ix^e Dimanche après la Pentecôte. ¹ Ce discours trahit un peu les débuts d'un orateur, dont l'éloquence manque encore de maturité. Il n'a pas d'exorde, et offre une division moins nette que celle des discours suivants.

L'orateur, prend pour texte cette parole de saint Luc : *Et ut appropinquavit (Jesus), videns civitatem, flevit super illam; etc.* (c. xix, v. 41); et il se propose d'exposer: 1^o la charité qui porte Jésus-Christ à pleurer sur Jérusalem; 2^o les raisons qui l'obligent à pleurer ainsi sur cette ville. Une troisième partie, intitulée *Moralité*, complète le discours. Imparfait sous divers rapports, ce sermon manifeste déjà les procédés oratoires de Le Tellier, et nous offre comme

¹Sermon de Charles-Maurice Le Tellier, coadjuteur de l'archevêque de Reims, *Bibl. nat. Ms. fr. n° 2450*.

l'ébauche des qualités qui s'accroissent dans ses autres compositions. Décivant la charité de Jésus-Christ, l'orateur développe son idée par cette belle gradation :

« Je remarque dans l'Écriture sainte plusieurs occasions où les justes peuvent verser des larmes : les uns pleurent leurs péchés, comme saint Pierre pleura amèrement les siens aussitôt que Jésus-Christ eut jeté sur lui les yeux de sa miséricorde ; les autres pleurent les misères de cette vie ; et enfin il y en a qui, soupirant après leur bienheureuse patrie, pleurent souvent sur la prolongation de leur pèlerinage, comme David, avec lequel ils disent ces paroles : *Hæc mihi, quia incolatus meus prolongatus est*. Mais la marque la plus certaine d'une charité parfaite, c'est lorsque l'on pleure les péchés des autres ; et de toutes les charités que l'on peut témoigner au prochain, celle de pleurer son péché quand il nous offense, est sans doute la plus parfaite ; parce que, dans les autres, la miséricorde et la compassion y sont toutes pures sans aucune résistance ; mais dans celle-ci, il faut toujours se faire violence et s'oublier soi-même, et avoir la force de renoncer souvent à sa vie et à sa propre réputation, pour, au travers de toutes ces injures, ne s'arrêter seulement qu'à plaindre le tort que se font ceux qui nous veulent du mal. Je dis le tort, parce que, en effet, ils se font un véritable tort ; car ils offensent Dieu qui a défendu la colère et la vengeance. *Inimicus sibi primum nocet*. Et cela est si vrai, qu'il se peut bien faire qu'un homme qui nous veut du mal ne nous en fera pas ; mais il est impossible qu'il ne s'en fasse pas à

lui-même. Or, je dis que discerner cela par les yeux de la Foi, et au lieu de s'arrêter à l'injure que veulent nous faire nos ennemis, pleurer celle qu'ils se font à eux-mêmes et demander à Dieu qu'il la leur pardonne; je dis que c'est la charité la plus parfaite et la plus héroïque que nous puissions avoir pour le prochain. C'est la charité du grand saint Etienne..... c'est la charité du grand saint Paul..... c'est enfin l'extrême charité de Jésus-Christ..... »

Passant au second point de son discours, l'orateur développe très-solidement sa pensée par un commentaire du texte de l'évangile, qu'il puise à la source la plus autorisée, celle des Pères de l'Eglise :

« Je dois, dit-il, vous rendre raison des larmes de Jésus-Christ. Il y en a deux, qui sont marquées dans cet évangile: la première est l'oubli où cette ville était des choses futures; et la deuxième, l'ignorance de la visite que lui rendait Jésus-Christ. Saint Grégoire expliquant ces paroles: *In hic die quæ æt pacem*, dit qu'elles se doivent entendre du temps de la prospérité temporelle; il rapporte ce relatif *quæ*, au jour; et il dit que la raison pour laquelle Jérusalem s'était oubliée des choses futures de l'éternité, des jugements de Dieu, c'est parce qu'elle jouissait d'une grande prospérité temporelle. O ville, si tu connaissais en ce jour qui est tien, c'est-à-dire où tu es magnifique en bâtiments, splendide en festins, abondante en richesses, où tu n'as ni guerre, ni trouble, et au contraire, où tu jouis d'un parfait repos, et d'une très-grande prospérité temporelle;

si tu connaissais, en ce jour, les jugements de Dieu sur les péchés que tu commets; mais ils te sont cachés; *Nunc autem abscondita sunt ab oculis tuis*. Tu n'y penses pas, parce que tu es dans la prospérité temporelle.

« En effet, mes frères, la prospérité a coutume de nous aveugler de cette sorte. Elle nous ôte la pensée de l'éternité qui doit suivre cette vie. Elle nous cache les jugements de Dieu; car, voyant que Dieu ne nous punit pas toutes les fois que nous péchons, nous croyons qu'il ne nous punira jamais. *Peccavi, et quid mihi accidit triste?* Cet oubli des jugements de Dieu cause le repos malheureux d'une conscience pécheresse, et cette fausse sécurité fait l'endurcissement du pécheur. La grande colère de Dieu sur lui, c'est de le laisser dans la prospérité temporelle; de le laisser vivre sans peines, sans maux, sans contradictions, sans persécutions; car, c'est une marque que Dieu lui a donné pour partage cette vie temporelle, et un présage sinistre qu'il le doit exclure de la vie éternelle; partage funeste, prospérité malheureuse, puisqu'en faisant vivre un pécheur pour le temps, vous le faites mourir pour l'éternité. Craignez donc, chrétiens, si vous êtes tranquilles dans votre prospérité; craignez, si, nonobstant vos injustices, vous devenez riches; craignez en un mot, si vous êtes pécheurs et heureux tout ensemble; car c'est une marque indubitable de la très-grande colère de Dieu sur vous. Au contraire, consolez-vous, si vous souffrez dans cette vie. »

La seconde raison que donne l'orateur des larmes de

Jésus-Christ, c'est que Jérusalem ignorait le temps de sa visite ; et il montre que par cette visite, il faut entendre le mystère de l'Incarnation du Fils de Dieu, dont la connaissance incomplète est encore une source de maux pour un grand nombre de chrétiens.

Les vérités morales, les conséquences pratiques se dégagent assez nettement des idées ainsi développées, pour qu'il fût inutile d'ajouter une partie distincte sous le nom de *Moralité*. Aussi, apparaît-elle comme un hors-d'œuvre où l'on rencontre des digressions et des redites qui nuisent à l'ensemble et à l'harmonie du discours.

Le second sermon fut prononcé devant le Roi, le jour de la fête de la Circoncision ; mais nous ignorons en quelle année.¹ Il a pour texte : *Vocatum est nomen ejus Jesus*. (Luc. II, 21.) L'exorde est pompeux, et heureusement approprié au sujet : « Comme Dieu est le principe des véritables biens, il est la source de la solide gloire. C'est en lui seulement qu'on doit la chercher ; et parce que le jugement qu'il fait de toutes choses doit être la règle de nos sentiments, nous ne pouvons douter qu'un nom illustre ne fasse partie de la véritable gloire qu'on peut désirer parmi les hommes. C'est pour nous apprendre cette vérité, qu'il en a fait la récompense de la vertu, et qu'il l'a mise au nombre des faveurs dont il a comblé ces héros qu'il formait autrefois pour être des hommes selon son cœur. Allez, disait-il, à son prophète, et faites souvenir mon serviteur David que, entre les grâces que je

¹ Biblioth. nat. ms. fr. n° 20723, fol. 49-60.

ui ai faites, je lui ai donné un nom illustre et glorieux pour le rendre considérable parmi les plus grands de la terre: *Hoc dices servo meo David: Feci tibi nomen grande, juxta nomen magnorum qui sunt in terra.* Aussi, chrétiens, voyons-nous qu'il donne à son Fils un nom au-dessus de tous les noms: *Donavit illi nomen*, dit le grand apôtre, *quod est super omne nomen*, un nom proportionné à sa grandeur et à l'élévation de son emploi; il lui donne le nom adorable de Jésus: *Vocatum est nomen ejus Jesus.*

« C'est, chrétiens, de la grandeur du nom imposé au Fils de Dieu dans le mystère de la Circoncision, que j'ai dessein de vous entretenir. Mais, puisqu'il est impossible, selon le sentiment du même apôtre, de prononcer cet auguste nom sans un secours particulier du Saint-Esprit, je ne puis espérer vous en découvrir les merveilles, si je ne suis fortifié de ce divin Esprit. Pour obtenir ces grâces, adressons-nous à cette Vierge sainte qui a aussi imposé ce nom adorable à son fils bien-aimé, selon l'ordre qu'elle en avait reçu du Ciel, lorsqu'un Ange lui dit: *Ave Maria.* »

Ensuite, au moyen de réflexions et de déductions diverses, l'orateur arrive à la division de son sujet: Le nom de Jésus est un nom de mystère, un nom de protection, un nom de charité.

Nom de mystère, il est le précis du christianisme, mélange d'ombres et de clartés, de voiles et de lumières. « Quoique les ombres et les nuages de la loi de rigueur, dit Le Tellier, aient cédé aux lumières de la loi de grâce, il est pourtant certain que l'homme, sur la terre, n'est pas

destiné à jouir d'une parfaite lumière. Soit que l'homme n'ait pas les yeux assez bons pour en soutenir l'éclat, soit que Dieu veuille toujours être honoré entre le nuage, il est constant, selon la doctrine du grand Apôtre, que, durant le cours de cet exil, nous ne connaissons la vérité que sous les ombres des énigmes. C'est dans le ciel seulement, qu'elle brille dans toute sa pompe, et qu'elle se communique dans toute sa beauté; c'est là qu'elle dévoile ses mystères, et qu'elle fait paraître les merveilles de Dieu, sans ombre et sans obscurité. C'est en cela que l'état des chrétiens tient un juste milieu entre l'état des juifs et celui des bienheureux. Les juifs n'avaient que les ombres, les figures vides de la vérité; les bienheureux jouissent de la vérité sans figures et sans ombres; et les chrétiens possèdent la vérité, mais ils ne la possèdent ici-bas que sous le voile des mystères. Dieu, disait saint Eucher, s'est fait trois tabernacles: la Synagogue, qui n'a eu que les ombres sans vérité; l'Église, qui a la vérité et les ombres; et le Ciel, où il n'y a point d'ombres, mais la seule vérité. Et Dieu l'a ainsi ordonné pour obliger l'homme à lui rendre un véritable hommage par la soumission de son esprit, afin que, captivant ses lumières, il croie ce qu'il ne peut comprendre, et que, dans cette obéissance, il lui rende le culte et l'adoration qu'il lui doit.

« Pour faire l'objet de ce culte, il lui propose toujours un composé de ténèbres et de clartés; par les clartés, il attire sa créance; par les obscurités, il exerce sa fidélité; et il veut que l'un et l'autre soit également l'objet de sa

foi; c'est ce qu'il fait admirablement par le nom du Sauveur. »

Le Tellier montre ensuite que le nom de Jésus est un nom de lumière, en rappelant l'éclat des merveilles qu'il a opérées dans la conversion du monde. Il fait voir les ombres de ce nom mystérieux dans les humiliations du Sauveur.

Le nom de Jésus est aussi un nom de protection et de salut. C'est la seconde partie du discours. L'orateur y débute par un tableau de la faiblesse et de la misère humaine, dont plus d'un trait rappelle les pensées de Pascal.

« Si l'orgueil et le crime n'avaient pas jeté sur les yeux de l'homme un funeste bandeau, qui l'empêche de se connaître, il ne serait pas nécessaire de beaucoup travailler pour le convaincre de sa faiblesse. Pour peu qu'il voulût se considérer lui-même, il connaîtrait aisément sa misère : et il verrait qu'au milieu de tant d'ennemis, sans le secours d'un libérateur, sa perte est assurée. Agité par ses passions déréglées, entraîné par ses inclinations corrompues, forcé par ses mauvaises habitudes, sollicité par les plaisirs, alarmé par les douleurs, toujours environné d'un nombre d'ennemis cruels qui ne respirent que sa perte, pour peu qu'il lui reste de raison, il se laisserait enfin de ses disgrâces ; et, fatigué d'être l'esclave de son corps et de ses passions, dont il devrait être le maître, sa première démarche serait de connaître qu'il est formé pour quelque chose de plus élevé, et la seconde de chercher

partout quelque remède à ses malheurs.

« Mais, que lui serviraient toutes ces réflexions, si, ne connaissant pas parfaitement la grandeur de ses maux, il ignore quel en doit être le remède ; et si tous ceux à qui il peut avoir recours par lui-même, bien loin de pouvoir le guérir, ne peuvent qu'irriter ses plaies. Tantôt, il s'adresse à sa raison, et il croit, ou qu'elle peut lui rendre la santé, ou, du moins, lui servir de guide, pour lui apprendre à qui il doit avoir recours, pour être soulagé dans sa misère ; mais, c'est un guide corrompu qui l'engage en de fausses routes, et qui le jette en de plus grands malheurs. Tantôt, il cherche parmi ces philosophes orgueilleux, ces faux sages du siècle, s'ils peuvent réussir dans la promesse qu'ils lui ont faite de le guérir ; mais il trouve qu'après avoir examiné sa maladie, ou, ils l'ont jugée incurable, ou, qu'en flattant son orgueil, ils n'ont fait qu'augmenter ses peines. Tantôt, il cherche dans les lois un secours contre sa faiblesse ; mais le joug qu'elles lui imposent ne sert qu'à la lui faire mieux sentir. Enfin, comme un désespéré, souvent il s'abandonne à sa misère, et s'adressant aux créatures, il cherche dans leur possession à tromper ses malheurs ; mais il trouve qu'elles ne peuvent qu'augmenter ses maladies ; que ce sont des eaux bourbeuses et ardentes, qui, bien loin d'apaiser sa soif, ne font que l'irriter ; que son cœur formé pour un bien incomparablement plus élevé, peut bien être occupé par les biens de la terre, mais qu'il n'en sera jamais satisfait ;

et que, dans la plupart des créatures, il trouve presque autant d'ennemis qu'il avait espéré de protecteurs.¹ »

L'orateur montre ensuite que seul le nom de Jésus montre la véritable voie, triomphe des passions, procure la paix, et calme les inquiétudes.

Enfin, le nom de Jésus est un nom de confiance, parce que, différent des noms des créatures périssables qui ont leurs termes et leurs bornes, il embrasse tous les temps et renferme l'éternité : *Jesus Christus heri, et hodie, et in sæcula*. Ce sont surtout les biens éternels que nous devons, en toute confiance, solliciter et attendre de lui.

Dans la péroraison, Le Tellier s'adresse au Roi, le

¹ Comparez ce morceau avec le tableau, que fait Pascal, des misères de l'homme, et avec ces pensées du même philosophe :

« C'est sans doute un mal d'être plein de défauts, mais c'est encore un bien plus grand mal que d'en être plein et de ne les vouloir pas reconnaître, puisque c'est y ajouter encore celui d'une illusion volontaire.

« Il y a sans doute des lois naturelles; mais cette belle raison corrompte a tout corrompu.

« Parmi les philosophes, les uns, considérant la nature incorruptue, les autres comme irréparable, ils n'ont pu fuir ou l'orgueil ou la paresse, qui sont les deux sources de tous les vices; puisqu'ils ne peuvent sinon, ou s'y abandonner par lâcheté, ou en sortir par l'orgueil.

« La connaissance de Dieu sans celle de sa misère fait l'orgueil. La connaissance de sa misère sans celle de Dieu fait le désespoir. La connaissance de Jésus-Christ fait le milieu, parce que nous y trouvons et Dieu et notre misère.

« Jésus-Christ est un Dieu dont on s'approche sans orgueil, et sous lequel on s'abaisse sans désespoir.

« Jamais homme n'a eu tant d'éclat que Jésus-Christ; jamais homme n'a eu tant d'ignominie. » Pascal, *Pensées*. Édit. Faugère. p. 84, 120, 122, 151.

félicite de la protection qu'il accorde à l'Église, et l'exhorte à la continuer en se souvenant que le « seul moyen de se rendre immortel, et de transmettre son nom glorieux à la postérité, c'est d'employer sa sagesse et sa puissance pour la défense du nom du Sauveur du monde et l'établissement de son divin empire. »

Un autre sermon ¹ prononcé à la cour, dans cette même fête de la Circoncision, a pour texte ces paroles de l'Évangile : *Postquam consummati sunt dies octo ut circumcideretur puer, vocatum est nomen ejus Jesus*. Dans l'exorde l'orateur s'adresse au roi en ces termes :

« Sire, s'il est vrai que c'est toujours une grande entreprise de porter la parole de Dieu aux hommes, il faut que j'avoue, dès l'entrée de ce discours, que je reconnais en ce moment combien ce danger est plus grand et plus redoutable pour moi qui me trouve présentement engagé à parler d'un très-profond mystère, et à exalter, s'il m'est possible, par mes paroles, le nom sacré de Jésus, auquel il a donné un mérite infini par son sang. A ce juste sujet de crainte, je joins le profond respect que je dois à la personne sacrée de Votre Majesté, environnée d'un si grand éclat, et d'une gloire si accomplie, que j'entreprendrais volontiers de satisfaire à cette foule de louanges et de pensées qui se présentent à mon esprit, si je ne craignais, Sire, de faire de la peine non-seulement à votre modestie, mais encore à votre jugement, qui pénètre et connaît mieux que moi que si Jésus-Christ, dans les chaires évangéliques, ouvre les

¹ Biblioth. nat., ms. fr. n° 20,723, p. 19 et suiv.

livres des prêtres, ce doit être pour les louanges du ciel, et non pour celles de la terre. »

Le discours est ainsi divisé : Profondeur de la plaie que le péché a fait à l'homme ; grandeur du remède apporté par Jésus-Christ devenu le Sauveur des hommes.

Cette division est nette ; mais elle n'est pas assez bien gardée dans les développements du discours, où, trop souvent, ces deux idées, pourtant si distinctes, du mal et du remède, s'entremêlent et s'embarrassent.

L'orateur analyse avec une certaine profondeur la blessure que nous a faite le péché. Pour cela, il établit un ingénieux parallèle entre les maladies du corps et celles de l'âme :

« Au lieu qu'il n'y a rien de plus sensible que les maladies du corps, et par conséquent rien de plus facile à constater, il n'y a rien, au contraire, de plus insensible ni de plus caché que les plaies de l'âme.

« Il y a encore cette différence entre les maladies du corps et celles de l'âme, que, pour guérir les premières, il n'est pas nécessaire que le malade connaisse la grandeur de sa maladie ; on guérit tous les jours un enfant qui est incapable de se connaître, on tire un homme d'un extrême péril, qui, bien qu'il ait de la raison, en a néanmoins perdu l'usage par la grandeur de son mal. Mais il n'en est pas de même des maladies de l'esprit et de la volonté. L'esprit n'est proprement que connaissance, qu'intelligence, et que lumière. S'il est malade, c'est parce qu'il est dans les ténèbres, dans l'illusion et dans le mensonge. Afin donc

qu'il guérisse, il faut qu'il connaisse qu'il a été dans les ténèbres de l'erreur, et qu'il a passé ensuite dans la lumière de la vérité. La volonté de même, n'est que désir et qu'amour. Si elle est malade, c'est parce qu'elle aime ce qu'elle ne doit pas; et qu'au lieu de se porter à ce qui est au dessus d'elle, et qui la rendrait infiniment heureuse, elle s'abaisse misérablement à ce qui est au dessous, où elle ne trouve que son malheur. Afin donc qu'elle revienne de cette maladie, il faut qu'elle change; et que, au lieu qu'elle a été malheureuse en préférant la créature au Créateur, elle devienne parfaitement heureuse en préférant le Créateur à la créature.

« Mais la plus profonde de nos plaies, c'est cet orgueil enraciné dans le fond de notre cœur et de notre volonté.... L'homme est tellement superbe que non-seulement il ne connaît pas, mais qu'il aime même sa misère. »

L'orateur remarque ensuite que, dans la Circoncision, Jésus-Christ nous apprend à connaître la plaie que nous a faite le péché, en détruisant l'orgueil qui nous détourne de cette connaissance.

« L'orgueil de l'homme affecte de paraître éclairé dans l'esprit et plein de lumière; le Sauveur non-seulement se fait homme, mais se fait enfant; et quoiqu'il ait la sagesse du Père Éternel, il agit néanmoins comme s'il était dans l'ignorance commune à tous les enfants.

« L'orgueil de l'homme veut être indépendant et affranchi de toutes les lois; le Sauveur, en se faisant enfant, dépend entièrement des volontés de sa mère; et se soumet

volontairement à la rigoureuse loi de la Circoncision, comme si elle avait été faite autant pour lui que pour les autres hommes.

« L'orgueil de l'homme lui persuade qu'il doit paraître vertueux s'il a de la vertu; mais surtout de ne pas paraître coupable, lors même qu'il est plongé dans le crime; et Jésus-Christ, dans sa Circoncision, non-seulement ne fait pas paraître sa sainteté, mais il veut porter sur lui les marques et le caractère du péché. C'est ainsi qu'il apprend aux hommes, d'une manière admirable, à connaître en lui ce qu'ils ne veulent pas envisager en eux-mêmes. »

La seconde partie du discours nous montre, dans le nom de Jésus, l'efficacité du remède qui doit guérir nos maux. Ce nom est efficace par la grâce qu'il confère. Et ici, l'orateur développe le commentaire de saint Bernard sur le nom de Jésus: *Nomen Jesu lux, cibum, medicina; lucet prædicatum, pascit recogitatum; invocatum lenit et ungit.* Il appuie cette vérité sur l'autorité et l'exemple de saint Augustin.

La conclusion du discours est qu'il faut profiter du remède que nous offre le Sauveur, et redouter souverainement l'abus de ses grâces.

Il nous reste de Maurice Le Tellier, un autre sermon prononcé devant le Roi, le jour du Jeudi-Saint, ainsi que le montre la péroration. C'est peut-être, de tous les discours de Le Tellier, le mieux distribué, le plus solide à la fois, et le plus éclatant. Les pensées y sont souvent

remarquables de profondeur, les comparaisons et les images à la hauteur du sujet. Le discours a pour texte : *Cum dilexisset suos qui erant in mundo, in finem dilexit eos.* (Joan. XIII, 1).

Dans l'exorde, nous lisons cette belle description de la différence qui existe entre l'amour des hommes et l'amour de Jésus-Christ :

« Les hommes commencent tard à aimer; parce qu'une partie considérable de la vie est passée, avant qu'ils soient capables de se lier d'amitié par une élection judicieuse. Ils cessent bientôt d'aimer, parce qu'ils sont naturellement inconstants. Et, quand ils aiment, ils aiment faiblement. Vous le savez, Messieurs, et personne n'ignore que le nombre est si rare de ceux qui aiment sans aucun intérêt, qu'on peut dire que tout ce qui se voit dans la vie des hommes, est plutôt un trafic et un commerce, qu'un véritable amour.

« Il n'en va pas ainsi de celui de Jésus-Christ. Il a aimé les siens dès le commencement; le sang qu'il a répandu dans sa Circoncision, les misères auxquelles il s'est assujetti dans son enfance, en sont des preuves bien convaincantes. Il a continué de les aimer, sans que son amour ait jamais été ralenti par leurs faiblesses et leurs ingrattitudes. Enfin, devant que de les quitter, il leur en a voulu laisser des marques plus fortes que toutes celles qu'il leur avait données durant le cours de sa vie.

« Dans ce temps où Jésus-Christ s'est trouvé environné des horreurs de sa passion et de sa mort; dans ce moment

terrible auquel les pères les plus tendres perdent le souvenir de leurs enfants bien-aimés, et de tout ce qu'ils ont de plus cher au monde, pour ne penser qu'à leur désolation, c'est dans ce même temps que l'amour de Jésus-Christ a pris de nouvelles forces. Et, comme un flambeau ne jette jamais de si vive lumière que lorsqu'il est sur le point de s'éteindre et de finir, de même, lorsque le Fils de Dieu se vit proche de son terme, c'est alors que son amour le sollicite plus puissamment d'agir pour les hommes ; et qu'enfin, se laissant aller à cette sainte impétuosité, il s'engage à leur donner des preuves incompréhensibles d'une tendresse sans exemple. »

Le Sauveur a donc réservé pour ce dernier moment de sa vie, deux dons très-précieux : l'Eucharistie, et l'exemple d'humilité qui l'abaisse à laver les pieds de ses Apôtres. Telle est la division du discours.

Après avoir raconté d'après le texte sacré, l'institution de l'Eucharistie, l'orateur s'efforce d'analyser l'amour de Jésus-Christ dans cette circonstance :

« Que fait le Fils de Dieu dans cette rencontre, lui qui avait puisé l'amour des hommes dans le cœur de Dieu son Père ; et qui, s'en retournant à lui, et par l'amour qu'il lui porte, et par l'obéissance qu'il lui doit, ne veut pourtant pas abandonner ceux auxquels ce Père de miséricorde l'avait donné par son immense charité. Si bien qu'il faut ici représenter le cœur miséricordieux de notre divin Sauveur combattu, la veille de sa mort, de deux passions contraires et différentes, de l'amour

de son Père, et de celui des hommes. L'obéissance qu'il doit à Dieu son Père le fait consentir à sa retraite ; le désir qu'il a de notre salut lui fait souhaiter sa demeure. N'est-il pas vrai que tout autre amour que celui d'un Dieu fût demeuré en cette extrémité, et n'eût produit que des faibles et inutiles désirs de pouvoir satisfaire à tous les deux.

« Mais Jésus-Christ a trouvé le moyen de se contenter par l'institution du très-saint et très-adorable sacrement de l'autel, par lequel, en même temps qu'il se retire dans le sein de Dieu son Père pour jouir de sa gloire, il demeure parmi les hommes pour les sanctifier de sa grâce. De sorte que, comme l'Incarnation est l'ouvrage de l'amour du Père éternel, l'Eucharistie est l'ouvrage de l'amour de Jésus-Christ. Par l'Incarnation, la terre a été honorée de sa présence visible, mais passagère ; par l'Eucharistie, elle est sanctifiée de sa présence invisible, mais continue. Par l'Incarnation Jésus-Christ a demeuré trente-trois ans parmi nous ; par l'Eucharistie, il y demeurera jusqu'à la consommation des siècles, pour la conservation des Saints.

« O prodige admirable de l'amour du Fils de Dieu ! O effet et continuation merveilleuse de son immense charité ! Il n'est pas content de se voir à la veille de sa mort, de se voir prêt à répandre son sang jusques à la dernière goutte pour racheter le genre humain ; il veut satisfaire à son amour avant que de satisfaire à sa justice. Et pour cela, dit saint Grégoire de Nysse, Judas

ne sera pas le premier qui le livrera ; les bourreaux ne seront pas les premiers sacrificateurs ; la croix ne sera pas le premier autel de cette victime. Mes mains, dit Jésus-Christ, en serviront auparavant. Je me livrerai moi-même ; et mon amour répandra mon sang avant la cruauté des hommes. Ce n'est donc pas sans raison que l'évangéliste saint Jean, qui seul fut admis aux plus intimes secrets de son cœur, rapporte la seule cause de ce grand mystère à son amour. »

L'orateur remarque ensuite que « l'Incarnation et la Passion sont les œuvres de l'obéissance de Jésus-Christ envers son Père ; mais que l'Eucharistie est uniquement l'ouvrage de son amour. »

Le Sauveur après la Cène recommande par dessus tout aux Apôtres de faire régner entre eux la charité dont il vient de leur donner l'exemple.

L'orateur en prend occasion de développer la nécessité de la charité chrétienne, et de rappeler la malice de la calomnie. Il le fait au moyen de quelques citations empruntées à saint Jérôme et saint Optat de Milève. Ces deux auteurs, ainsi que saint Augustin et Tertullien, paraissent avoir été spécialement familiers à Maurice Le Tellier ; car il en fait un très-fréquent usage.

La seconde partie du discours nous montre l'humilité du Sauveur lavant les pieds à ses Apôtres. On y trouve d'abord un beau commentaire du texte évangélique, emprunté, selon le procédé habituel de Le Tellier, aux Pères de l'Église :

« Si nous regardons dans cette action le mystère qu'elle contient, et que les Pères de l'Église ont remarqué, nous y verrons comme un abrégé de tout ce que le Fils de Dieu a fait en notre faveur. En effet, que signifie qu'il sort de table, sinon qu'il est sorti du sein de son Père, et du repos de sa félicité éternelle, pour venir communiquer à nos misères ? que veut dire qu'il dépose ses vêtements, sinon qu'il a déposé la majesté, la gloire et la lumière inaccessible dont il était revêtu, pour paraître ici-bas en notre humilité ? Que signifie qu'il prend un linge dont il se ceint, sinon qu'il a pris la forme d'un serviteur et d'un esclave ? Que veut dire qu'il est seul à servir dans cette action, sinon qu'il a été seul à souffrir la colère et l'indignation du Père éternel, à porter la peine qui était tenue à nos péchés, et que personne ne lui a donné la main, comme il dit par le prophète Isaïe, pour l'assister en l'ouvrage si humble et si pénible de notre Rédemption. Enfin, que signifie qu'il met de l'eau dans un bassin, pour laver les pieds de ses Apôtres, sinon qu'il devait répandre son sang précieux pour laver toutes les iniquités du monde ?

« Que si, après avoir considéré cette action adorable de Jésus-Christ selon le mystère, nous voulons la regarder selon le sens de la lettre, qui est celui qui ne sera en admiration, voyant cette haute et infinie majesté humiliée aux pieds de ses Apôtres pour les laver ?

« Lorsque dans la nature, le feu poussant sa flamme vers le ciel, s'élève en haut, personne ne le doit trouver

étrange, parce que c'est un effet de son activité et de sa légèreté naturelle ; mais si, contre son inclination, on le voyait descendre de sa sphère et venir en bas, tout le monde devrait être saisi d'étonnement. Ainsi, que Dieu tire des effets prodigieux de sa toute-puissance ; qu'il embrase des villes du feu de son indignation ; qu'il dessèche les mers par un souffle de sa colère ; qu'il allume l'enfer par une seule étincelle de son courroux ; que les anges y tombent, et deviennent démons aussitôt qu'ils deviennent rebelles ; que la terre soit inondée par un déluge universel qui la désole ; ce ne sont pas de si grands sujets d'étonnement ; puisque, dans l'ordre commun de la nature, les grandes causes doivent produire de grands effets : *magnus Dominus, et magna est virtus ejus* ; le Seigneur est grand, et sa puissance est infinie. Mais, que Dieu qui est loué par les étoiles du matin, comme nous apprend l'Écriture sainte, que les prophètes nous décrivent avec tant de magnificence, roulant sur un char de feu tiré des vents, armé des tempêtes, environné de nuages, accompagné de légions d'anges ; qui regarde la terre et la fait trembler ; qui touche les montagnes, et les réduit en cendres ; qui commande au soleil, et arrête sa lumière ; qui donne des bornes à l'Océan ; qui arrose la terre de ses fleuves, et qui entretient la source des fontaines ; que ce même Dieu emploie ses mains toutes-puissantes pour mettre tout seul de l'eau dans un bassin, et pour laver les pieds de ses Apôtres ; que Jésus-Christ, au nom duquel tout genou fléchit au ciel,

sur la terre et dans les enfers, soit à genoux devant des hommes pécheurs, c'est ce qui passe tout sentiment humain. »

Sans doute, dans ce fragment du discours de Le Tellier, on peut blâmer la longueur et la monotonie des périodes ; mais il est impossible d'y méconnaître la grandeur des idées, l'éclat même du style, la couleur et le mouvement de la véritable éloquence.

L'orateur conclut à la nécessité d'imiter l'exemple de l'humilité de Jésus-Christ, si nous voulons lui ressembler et assurer notre salut. Dans la péroration, il s'adresse au Roi en ces termes :

« SIRE,

« Votre Majesté, comme roi du plus beau et du plus florissant royaume de l'univers, dont elle a étendu si loin les bornes et augmenté la gloire, a le bonheur d'être sur la terre l'image la plus parfaite et la plus accomplie de Dieu régnant dans le ciel. Il n'y a personne qui ne connaisse que sa divine Providence, qui vous a fait naître de tant de rois, qui vous a mis sur le trône de vos ancêtres, qui vous a établi dans une autorité si absolue, a imprimé sur votre personne sacrée les marques les plus éclatantes de sa grandeur. Mais je supplie très-humblement Votre Majesté de trouver bon que, pour finir ce discours avec des sentiments conformes au sacré ministère que j'ai l'honneur d'exercer, je demande à Dieu que, comme il donne tous les jours, de plus en plus, les marques d'une protection visible sur le glorieux règne de votre Majesté,

il lui plaise aussi d'imprimer dans votre cœur, et d'augmenter de plus en plus, les véritables sentiments d'un Roi très-chrétien. Je ne doute pas que Votre Majesté ne reconnaisse ce souhait beaucoup plus avantageux que tous ceux que je pourrais faire; puisqu'il vous serait inutile d'avoir régné avec tant d'éclat sur la terre, si, après un si petit nombre d'années qui s'écoulent insensiblement, vous étiez privé des couronnes éternelles, que les plus grands rois du monde, non plus que les moindres sujets, ne peuvent posséder, qu'en imitant Jésus-Christ, puisque sans distinction de personnes, il dit à tous : *Exemplum dedi vobis, ut quemadmodum ego feci, ita et vos faciatis.*

« Imitez donc, Sire, la voix toute-puissante de l'exemple de Jésus-Christ. Et comme toutes ses actions sont esprit et vie, aussi bien que ses paroles, imitez son humilité dans la Cène, non-seulement au dehors, mais au plus profond de votre âme. Que vos puissantes et royales mains, remplies de tant de lauriers et de palmes, redoutées par tant de nations, ces mains ouvrières de tant de merveilles, et qui disposent de la destinée de tant de peuples, s'estiment bien heureuses d'être employées aujourd'hui au service de Jésus-Christ, en la personne de ses pauvres, qui sont ses membres. Imitez, Sire, les exemples de sa vie, pour participer aux mérites de sa passion et de sa mort; et pour régner éternellement avec lui dans la gloire que je souhaite à Votre Majesté. »

Un autre discours de Maurice Le Tellier se rattache

d'une manière plus étroite à l'histoire locale : il fut prononcé dans l'église paroissiale de Sedan, en la fête de saint Pierre, 29 Juin 1676. On y voit les sentiments de Le Tellier à l'égard des protestants, et quelques-uns des procédés de controverse qu'il employait pour les ramener à l'unité catholique. Nous citerons les principaux fragments de ce sermon : ¹

« *Caro et sanguis non revelavit tibi ; sed Pater meus qui est in cœlis.* (Matth. xvi, 17).

« Comme, entre les esprits, toutes les lumières dérivent de la première intelligence ; comme, entre les corps, tous les mouvements sont réglés par le premier mobile ; ainsi, toutes les vérités, pour être bien certaines, doivent partir de la première vérité. C'est un principe de la religion, dans laquelle il n'y a pas de sécurité de se laisser conduire par un esprit particulier, s'il n'est premièrement conduit par l'esprit de Dieu même, pour en tirer la révélation des choses qu'il faut croire et qu'il faut enseigner ; maxime sur laquelle le Fils de Dieu a établi le choix et la vocation de ses Apôtres, ne voulant pas qu'ils le connussent par leurs propres lumières, mais par celles du ciel ; afin que, puisant la vérité à la source même, ils la portassent toute pure dans le cœur des hommes.....

« N'attendez donc pas de moi, mes chers enfants, que je prétende, dans la suite de ma vie, vous instruire en m'appuyant sur mes propres forces. Je vous réponds en

¹ Biblioth. de Reims : *Sermon prononcé dans l'église de Sedan, le 29 Juin 1676, par Monseigneur Le Tellier archevêque de Reims*, manuscrit.

moi des sentiments et de l'amour d'un bon père ; mais c'est à Jésus-Christ de répondre, dans ma bouche, des leçons d'un bon maître. Je m'abandonne à lui, afin que, vos consciences s'abandonnant à moi, vous vous soumettiez sans hasard à mes conseils, que je ne vous peux mieux garantir qu'en vous disant ce qu'il disait lui-même de ses oracles : *mea doctrina non est mea* ; ce que je vous enseigne est ce que Dieu m'inspire, et mes paroles, ainsi que mes pensées, ne viennent point de moi ; *caro et sanguis non revelavit mihi*. Je n'exécute que l'ordre de celui qui m'a envoyé, et ma doctrine ne venant que de lui, je ne lui donne autorité que par le Fils de Dieu, comme lui-même n'autorisait la sienne que par son Père éternel qui en était la source.

« Jésus-Christ prononça-t-il jamais rien de plus clair à ses Apôtres : *non enim estis vos qui loquimini*. Quand vous prêchez, dit-il, sur ma mission et par mes ordres, je ne vous laisse pas l'usage de vos langues, pas même celle de vos esprits, sans le pouvoir comprendre, et sans savoir comment vous êtes animés de l'Esprit de mon Père ; et c'est une merveille que, sous l'accent de vos voix, poussant la sienne même, je fasse parler un Dieu par la bouche des hommes.

« C'est ici, mes frères, qu'il faut que je vous explique les conditions et les marques de cet Esprit, afin que, vous les puissiez reconnaître en vous-mêmes, et encore plus dans les différents prédicateurs qui vous annoncent l'Évangile.

« L'Esprit de Dieu est un, et ne sème pas la division ; l'Esprit de Dieu est simple et évite toute doctrine captieuse ; l'Esprit de Dieu est immuable, et rend toute nouveauté suspecte ; l'Esprit de Dieu est ferme et inflexible ; en même temps il est charitable et il est humble. »

On ne peut disconvenir qu'il y ait, dans cette paraphrase du texte de saint Matthieu, des traits à la fois justes et éloquents. Montrer que l'Esprit de Dieu réside exclusivement dans la doctrine catholique, en opposant l'immutabilité, la netteté du dogme de l'Église romaine, aux variations et aux subtilités des églises protestantes, était assurément un excellent argument. C'est celui qu'avait employé Bossuet, dans son beau livre des *Variations* du Protestantisme. Toutefois, Maurice Le Tellier ne nous semble pas tirer de cet argument les ressources qu'il présentait. Au lieu de se bien établir sur ce terrain, et de montrer l'Esprit divin visiblement présent dans l'Église catholique, il s'abandonne à parler d'inspiration individuelle promise au prédicateur de l'Évangile. Or, le ministre réformé se donnait, lui aussi, comme personnellement inspiré. Dès lors, entre ces deux prétendues inspirations, comment discerner promptement la véritable. L'orateur eût été plus convaincant, en se donnant simplement comme l'organe autorisé de l'Église, et en montrant que l'Esprit de Dieu se manifestait dans cette dernière par des caractères incontestables. L'Écriture et la Tradition lui offraient d'ailleurs des preuves abondantes pour établir ce fait précis de l'assistance divine promise à l'Église catholique,

et en particulier au Siège de Pierre. Malheureusement, cette preuve si simple et si péremptoire avait perdu de sa force pour des esprits imbus des théories gallicanes ; aussi se trouvaient-ils, en partie désarmés, dans leur lutte contre le Protestantisme et contre le Jansénisme.

L'archevêque de Reims fait ensuite un tableau de l'hérésie. On y retrouve les idées de Bossuet sur le même sujet, dans l'oraison funèbre de la Reine d'Angleterre. Le Tellier abuse même de l'imitation ; car il reproduit, mot pour mot, tout un fragment du discours de l'évêque de Meaux. Ça et là, il intervertit simplement l'ordre des pensées et des phrases.

« Les docteurs qui, dans le siècle passé, n'ont point craint de tenter la réformation par le schisme, ne trouvant point de plus grand obstacle à toutes leurs nouveautés que la sainte autorité de l'Église, ils ont compté pour rien de la renverser. Ainsi les décrets des conciles, la doctrine des Pères, et leur sainte unanimité, l'ancienne tradition du Saint-Siège et de l'Église catholique, ont perdu, dans un moment, par leur caprice, toute leur force, et toute leur autorité. De là, par une conséquence inévitable, chacun s'est fait à soi-même un tribunal où il s'est rendu le souverain arbitre de sa croyance ; car encore qu'il semble que les réformateurs aient voulu fixer et retenir les esprits en les renfermant dans les limites de l'Écriture sainte, comme ce n'a été qu'à condition que chaque fidèle en deviendrait l'interprète, et qu'il croirait que le Saint-Esprit lui en dicte l'explication, il n'y a point de particulier.

tel qu'il soit, qui ne se trouve, par cette doctrine, autorisé à adorer ses inventions et à consacrer ses erreurs.

« Aussi rien n'a plus retenu la violence des esprits féconds en erreurs. Quel mal n'a pas fait à l'Église ce libertinage d'esprit, cette fureur de disputer des choses divines, sans fin, sans cesse, et sans soumission. La licence n'ayant plus de frein, les sectes se sont multipliées jusqu'à l'infini. Et de même qu'une eau débordée ne fait pas partout les mêmes ravages, parce que sa rapidité ne trouve pas partout les mêmes penchants et les mêmes ouvertures ; ainsi, quoique cet esprit d'indépendance et d'indocilité soit également répandu dans toutes les hérésies des derniers siècles, il n'y a pas produit universellement les mêmes effets ; il a reçu diverses limites, selon que la crainte et l'intérêt, l'humeur des nations ou celle des particuliers, ou enfin, la puissance divine, qui donne, quand il lui plait, des bornes aux passions des hommes les plus emportés, l'ont différemment retenu. »

Ce qui suit offre plus d'originalité. On y trouve une description vive, émue, de la situation de Maurice Le Tellier en présence du Protestantisme à Sedan. L'orateur emploie avec bonheur cet argument de prescription, dont Tertullien fournit un si beau modèle contre les hérétiques de son temps. En même temps, il revendique, contre les protestants, l'apostolicité de son Église et de son siège, dans un langage plein de chaleur et de mouvement : « La doctrine de Calvin est celle qui s'est universellement répandue dans tout le royaume. Quoique ma province

doive éternellement pleurer le malheur qu'elle a eu de le nourrir dans son sein, et de l'élever dans une des églises qui dépendent de la mienne, nous avons néanmoins, par la miséricorde de Dieu, la consolation de voir que ce grand nombre qui la compose n'a presque point été infesté de ses erreurs.

« Celle-ci, mes frères, par un secret jugement de Dieu, a été la plus malheureuse de toutes. La première fois que j'entrai dans cette ville, quoique je ne fusse encore que destiné au gouvernement de vos âmes, je ne pus m'empêcher, par la part que je commençais à y prendre, de vous regarder comme un pilote étonné du débris et du danger de son vaisseau. Mais présentement que, étant chargé de la conduite de cette vaste métropole, je le suis de la vôtre, je vous regarde comme un père affligé du désordre de sa famille, et, pour tout dire en un mot, comme un pasteur sensiblement touché de la division de son troupeau.

« J'ai pourtant quelque consolation, quand je pense que, plus heureux que saint Grégoire de Nazianze, qui, comme il le dit lui-même, trouva à Constantinople, quand il entreprit le gouvernement de cette grande Église, *non gregem, sed vestigium gregis*, plus heureux, dis-je, en cela, que ce grand homme, je vois en cette ville un grand nombre de catholiques que je peux espérer d'augmenter, avec l'assistance de Dieu. Je la lui demande de tout mon cœur, et j'ose même espérer qu'il ne me la refusera pas, quand je vois dans l'enceinte de vos murs

une petite image de Rome, où saint Pierre prêcha désarmé comme moi, et aussi faible que je le suis; et néanmoins, par la force du même esprit qui soutient mon courage, il s'en rendit maître; il fit tomber les idoles au seul bruit de sa voix; et plantant la croix de Jésus-Christ sur le trône des Césars, il le fit adorer aux dépens de son sang.

« Que je serais heureux, et que mon sort approcherait de la gloire du sien, si je pouvais gagner et convertir, à même prix, ceux de mes frères qui, séduits ici par les erreurs de Calvin, refusent dans ce moment, par un esprit de cabale toujours inséparable de l'hérésie, d'entendre la voix de leur véritable pasteur.

« Oui, pauvres peuples égarés, vous êtes une portion du troupeau que Dieu m'a confié. Cette église est mon héritage; j'en suis en possession depuis plus de quinze siècles. Cent illustres prédécesseurs, qui par une succession incontestable et suivie jusques à moi, sans aucune interruption, ont été assis devant moi dans ma chaire, sont autant de témoins irréprochables de cette vérité.

« *Mea est possessio, olim possideo, prior possideo.* Je suis, quoiqu'indigne d'un si grand honneur, le successeur des Apôtres, *ego sum hères Apostolorum.* Je suis le successeur de saint Paul qui disait à ses disciples: Anathème à celui, quand même ce serait un ange, qui vous annoncera une autre doctrine que la mienne.

« Après cela, avec quelle sûreté entendra-t-on, je le dis avec douleur, à la porte de cette église, des prédicateurs

qui n'ont pas ma mission? De quel droit usurpent-ils mon ministère? Comment, sans avoir aucune liaison avec moi, usent-ils de mon bien, comme s'il leur appartenait. Dites-moi, prédicateurs qui prétendez partager avec moi mon troupeau, qui vous êtes, d'où vous venez, et quand vous avez commencé. Faites-moi l'histoire de l'origine de vos églises. Comptez-nous le nombre de vos prédécesseurs; remontons jusqu'à la source, et faites nous voir que le premier de vos pères a été Apôtre de Jésus-Christ, ou un de ces hommes apostoliques qui les avaient fréquentés.

« C'est, mes frères, les réduire à l'impossible; car, vous savez aussi bien que moi que cette prétendue réforme n'a commencé que dans le dernier siècle; vous en savez les auteurs; vous n'ignorez pas leurs noms et la belle histoire de leur vie. Vous savez ce qui donna occasion à leur schisme qui a, depuis, si misérablement désolé toute l'Église. Quoi donc! nos pères auraient-ils eu le malheur de vivre dans l'aveuglement jusqu'au temps de ces réformateurs? Tant de martyrs auraient-ils vainement consacré leur sang au mensonge? Tant de saints anachorètes auraient-ils inutilement gémi dans les déserts, et pleuré leurs péchés dans les solitudes? Tant de grands évêques auraient-ils indignement passé leur vie à séduire et à tromper les peuples? Cela peut-il tomber dans l'esprit? Peut-on s'imaginer que la vérité, ensevelie pendant quinze siècles entiers dans les ténèbres de l'erreur, n'en ait pu être tirée que par le secours de Luther et de Calvin; *quasi ipsos*, disait Tertullien, en parlant des

Marcionistes, *liberanda veritas expectaret*. Non, mes frères, suivez mon raisonnement; il s'achève en quatre mots. Il est impossible que la vraie doctrine n'ait précédé l'hérésie. Il faut même que les docteurs de la réforme prétendue, forcés par la solidité de ces raisonnements, que j'ai empruntés de Tertullien, dans son livre des *Prescriptions* contre les hérétiques, conviennent de cette vérité; et cette vraie doctrine qui a précédé l'hérésie, c'est celle de l'Église catholique; c'est celle que nous vous enseignons.

« Quoique tout ceci soit fort pressant contre les hérétiques, il faut néanmoins avouer que ceux qui vivent ici avec nous sont bien à plaindre, de se trouver, par leur naissance, comme embarqués dans l'erreur: ils sont sans doute moins coupables que les auteurs de la séparation. Ceux-là ont connu le mal qu'ils faisaient. Flattés du plaisir de se voir suivis par des peuples grossiers et ignorants que la nouveauté leur attirait, ils ont osé entreprendre une réforme dans laquelle, au lieu d'attaquer l'ignorance et la corruption du siècle, que l'Église aurait condamnée plus qu'eux, ils ont cherché à flatter la cupidité des hommes pour se faire des sectateurs. Ceux-ci, séduits plutôt par le nom que par l'apparence de cette réforme, sans en examiner les principes, ni la mission de ses auteurs, vivent dans la religion de leurs pères; et sans vouloir faire l'effort de remonter plus haut qu'à la quatrième génération, ils préfèrent malheureusement leur naissance à la vérité.... »

A la fin du discours l'archevêque trace aux catholiques des règles de conduite pleines de charité à l'égard de leurs frères séparés :

« Convenons, mes frères, que ce n'est pas par les violences, ni par les menaces, qu'il faut ramener dans le droit chemin ceux qui s'en sont égarés ; il faut essayer de leur faire connaître leurs erreurs ; et, en les réduisant, si on le peut, à y renoncer, les ramener doucement à l'Église, ou du moins les forcer d'avouer que ceux qui ne se vengent des excès de leurs pères, qu'en travaillant avec une modération évangélique à leur conversion, ont les véritables principes du christianisme.

« Ajoutez à cet esprit de modération que je vous assure être celui de Jésus-Christ, la force du bon exemple. Au lieu de censurer leurs mœurs, appliquez-vous à réformer les vôtres. En vous faisant toujours justice les uns aux autres, ne la leur refusez jamais. Bien loin de les scandaliser par vos divisions, établissez entre vous une union qui les édifie. Ce bon exemple, que vous leur donnerez, contribuera autant à leur conversion que les injures, que vous leur pourriez dire, les en éloigneraient.

« Voilà cette idée que je vous avais promise, de la conduite charitable que vous devez tenir avec les hérétiques. *Exhortor charitatem vestram, ut exhibeatis illis christianam et catholicam mansuetudinem* ; je vous exhorte encore une fois, avec ces belles paroles de saint Augustin, à bannir pour jamais l'esprit de violence et d'aigreur, quand il sera question de travailler à la conversion des hérétiques.

Essayez de vous faire aimer de ceux que vous voulez persuader; ne vous servez jamais contre eux d'autres armes que de celles de la charité. Souffrez même, si l'occasion s'en présente, sans vous émouvoir, tout ce qu'ils pourraient dire de fâcheux. Contentez-vous, quand vous les verrez persévérer avec opiniâtreté dans l'hérésie, de prier Dieu pour eux; et en lui rendant tous les jours grâces de ce qu'il vous a préservés au milieu d'un si grand péril, croyez que ce n'est qu'en pratiquant exactement ce que je viens de vous dire, que vous pourrez travailler utilement au salut de vos frères et au vôtre. Je prie Dieu qu'il vous en fasse la grâce. Au Nom du Père, etc. »

Le dernier discours de Maurice Le Tellier, dont nous citerons quelques fragments, est l'allocution prononcée à l'abjuration d'un protestant notable, Jacques Fremin.¹

« Je sens aujourd'hui, dit l'archevêque, par la miséricorde de Dieu, la joie du pasteur de l'Évangile, qui, ayant égaré une de ses brebis, a la consolation de la retrouver. Jésus-Christ notre divin Maître nous assure que les Anges la partagent avec moi. Après cela, je ne m'étonne plus de la satisfaction extrême qu'on a en cette ville, de votre conversion, où tout le monde, en vous voyant aux pieds des autels, ne se peut lasser de dire: *Frater noster hic mortuus erat, et revixit; perierat et inventus est.*

¹ Exhortation que j'ai faite dans mon Église Métropolitaine à M. Jacques Fremin, dont j'ai reçu l'abjuration le 12 Juin 1682. »
Bibl. nat. ms. fr. 20,723. fol. 99.

« L'hérésie, par un secret jugement de Dieu, a fait, dans le dernier siècle, un grand ravage dans l'Europe. Quelques précautions que nos rois aient prises pour en préserver leur royaume, il a été livré à la fureur de ce monstre, qui a toujours été d'autant plus dangereux qu'il séduisait les esprits faibles sous l'apparence d'une réforme. Votre famille a été enveloppée dans le malheur commun de l'État ; on vous a nourri chez les ennemis de l'Église, de la société desquels je ne puis vous imprimer plus d'horreur qu'en vous assurant, avec saint Cyprien, que leur faute est si grande, qu'elle ne peut pas même être lavée par le martyre. Jugez de là de l'obligation que vous avez à Dieu qui vous a ouvert les yeux, pour vous faire renoncer aux égarements de ceux qui rejettent témérairement les traditions divines, s'attachent à une doctrine étrangère, qui n'est fondée que sur l'autorité des hommes.

« Ce qui diminue la faute que vous avez faite en demeurant jusqu'ici dans l'hérésie, c'est que vous y avez été élevé par vos parents. Car, l'ayant sucée avec le lait, vos liens en étaient plus forts, et c'est ce qui doit augmenter votre reconnaissance envers l'Auteur de la grâce qui les a rompus, en vous donnant la force de renoncer à la chair et au sang....

« Excitez donc en vous un acte d'amour de Dieu, faites une ferme résolution de vivre et de mourir enfant obéissant de l'Église que vous devez reconnaître pour votre mère ; demandez à Dieu qu'en vous rendant fidèle à votre

vocation, il vous fortifie contre les attaques du malin esprit, qui fera tous ses efforts pour troubler le repos que vous allez goûter au sein de l'Église, et que vous n'avez pu trouver dans le schisme. Exercez-vous par la prière, par le jeûne et par toutes les bonnes œuvres et soyez digne du grand bienfait de votre vocation.... »

Ces divers extraits nous semblent suffisants pour donner une idée des compositions oratoires de Maurice Le Tellier.

Toutefois, en cet art si complexe, et si difficile, de la parole, le travail du cabinet ne forme qu'un élément de succès. Reste l'action, à laquelle est réservée une large part dans la valeur du discours. Quels furent sous ce rapport, les qualités ou les défauts de Maurice Le Tellier; c'est ce qu'il nous est difficile de déterminer. Dallier, dans ses Mémoires, refuse au prélat plusieurs qualités oratoires, sans nous dire lesquelles. La voix de Le Tellier manqua-t-elle d'harmonie, de variété et de souplesse? Son geste était-il dépourvu de naturel et d'ampleur? L'orateur portait-il, dans la chaire chrétienne, cette vivacité excessive, et parfois cette allure brusque, et un peu heurtée, qui caractérisait sa personne? Il est permis de le supposer. Toutefois, nous n'avons, sur ces points divers, aucun détail précis, et nous en abandonnons la solution à des esprits plus heureux que nous dans leurs recherches.



CHAPITRE X.

LE TELLIER et les Assemblées du Clergé.

ASSEMBLÉES DE 1681 ET 1682.

État des esprits. — Propositions de 1663. — Question de la Régale — Dispositions de Maurice Le Tellier; influences qu'il subit. — Le Tellier à l'assemblée de 1681; sa conduite relativement à l'affaire de la Régale; sa lettre au chapitre de Reims. — Le Tellier à l'assemblée de 1682; son rapport sur l'affaire de la Régale; ses observations sur le bref pontifical adressé aux évêques. — Fin de l'Assemblée. — Désaveux.

L'influence de Maurice Le Tellier sur les affaires générales de l'Église de France, se manifesta surtout dans les assemblées du clergé de 1681, de 1682 et de 1700. Dans le présent chapitre, nous parlerons des deux premières.

Pour apprécier avec justice la conduite de Maurice Le Tellier dans les graves affaires de 1681 et 1682; et dégager nettement la part d'influence et de responsabilité qui lui revient au milieu de ces débats, il est nécessaire de déterminer la situation des esprits, et la nature des causes qui agirent sur la conduite de l'archevêque de Reims.

Quand Louis XIV prit en main les rênes du pouvoir, on vit s'accroître, dans les hautes régions parlementaires et gouvernementales, un vif courant d'opposition contre le Souverain Pontife. Bossuet lui-même en rend témoignage. « Aussitôt, dit-il, que le Roi eut pris le gouvernement de son royaume, et surtout depuis M. Colbert, on avait eu cette politique d'humilier Rome et de s'affermir contre elle; tout le conseil avait suivi ce dessein. De là, la décision de la Faculté de Théologie de 1663, et tout ce qui avait été fait jusqu'à ce jour.¹ »

En effet, dès 1662, à la suite d'une querelle qui eut lieu entre des soldats corses et des gens de l'ambassade française, le Roi avait imposé au Pape des réparations humiliantes, qui dépassaient toute justice et toute modération. Les conseillers de Louis XIV, Colbert et Le Tellier, les principaux parlementaires, Talon et Achille de Harlay excitaient le Roi contre l'autorité du Pape, au nom de ce qu'ils appelaient les *libertés gallicanes*. Ce gallicanisme laïque et parlementaire allait beaucoup plus loin encore que le gallicanisme des évêques. Bossuet en fait foi; écrivant au cardinal d'Estrées, il lui dit que, obligé dans son sermon de parler des libertés gallicanes, il s'est attaché à les expliquer de la manière que les entendent les évêques, et non de la manière que les entendent les magistrats.² Fleury ne parle pas autrement que Bossuet, et il déclare que les prétendues libertés de l'Église, si

¹ Le Dieu, *Journal*. T. 1, p. 8.

² Décembre 1681.

opiniâtement défendues par les magistrats, mériteraient d'être appelées, non pas les libertés, mais les *servitudes de l'Église gallicane*.¹ Au nom de ces prétendues libertés en effet, le conseil du Roi et les Parlements évoquaient à leur tribunal les questions de bénéfices, de juridiction spirituelle, et empiétaient, chaque jour, sur les droits de l'Église, de telle sorte que le gouvernement de l'Église de France semblait relever moins du Souverain-Pontife que du Roi et des Parlements.

Ce gallicanisme laïque était repoussé par les esprits même les plus imbus du gallicanisme épiscopal. Néanmoins il appesantissait son joug et *tyrannisait* l'Église, selon l'expression de Bossuet. De plus en plus, on poussait Louis XIV dans cette voie, où le précipitaient déjà ses instincts autoritaires, et, pour faire taire les scrupules de sa foi religieuse et les inquiétudes de son bon sens, on réveillait dans sa pensée les souvenirs d'une autre époque; on lui faisait craindre que le Pape ne tentât de lui ôter sa couronne et n'exerçât contre lui une autorité dont le Saint-Siège ne pouvait pas alors penser à se servir.

Un incident, en apparence bien léger, vint fournir aux ennemis de Rome l'occasion d'exercer une plus forte pression sur l'opinion publique. Un bachelier en théologie, de la maison de Navarre, avait inséré dans une thèse des paroles favorables à ce qu'on appelait les idées ultramontaines sur l'autorité du Pape. Le Parlement et les gens du Roi, se constituant juges de la doctrine religieuse,

¹ Fleury, *Nouveaux opuscules* p. 156, 183, 184, 185.

voulurent supprimer la thèse, et faire accepter par la Sorbonne six propositions, qui devaient être l'ébauche des propositions de 1682. Mais ils rencontrèrent dans la Faculté une résistance inattendue. Les docteurs les plus nombreux, et les plus distingués par l'autorité et le talent, se montrèrent favorables aux doctrines romaines, et refusèrent l'enregistrement des propositions; d'autres, moins opposés au fond de la doctrine proposée, protestèrent énergiquement contre la violence des procédés dont on usait envers la Faculté. Des notes officielles de l'époque ont conservé la trace des faveurs qui payèrent la complaisance de plusieurs signataires.¹ L'avocat général Talon tonna en plein Parlement; de Harlay menaça la Faculté, en révoqua le syndic, gagna plusieurs docteurs par des bienfaits et des promesses, et fit enfin enregistrer ces propositions de 1663, dont les termes vagues trahissent l'embarras de ceux qui les souscrivirent.

Une autre question vint compliquer et aigrir les débats : ce fut celle de la *régale*. On appelait ainsi le droit, que s'attribuait le Roi de France, de jouir des revenus d'un certain nombre d'évêchés, et de nommer aux bénéfices qui en dépendaient, pendant la vacance des sièges, jusqu'à ce que les nouveaux titulaires eussent prêté serment de fidélité, et fait enregistrer leur serment, ce qui s'appelaît clore la régale. C'était une charge pour l'Église, et une

¹ Ms. *Cinq cents*. Colbert. vol. 155°.

Voir, pour plusieurs détails forts instructifs : Gérin, *Recherches historiques sur l'assemblée du clergé de France de 1682*; Paris, Lecoffre, 1869.

exception au droit commun ; car le bénéfice n'est que la conséquence des fonctions spirituelles auxquelles il est attaché, et ces fonctions ne peuvent être conférées que par l'autorité de l'Église. Cependant, le deuxième concile de Lyon, en 1275, avait toléré la régale dans les évêchés où elle avait été établie à titre de fondation, et par une ancienne coutume ; et défendu expressément de l'introduire dans ceux où elle n'était pas encore reçue.

L'Église ne pouvait agir autrement. Car, cette affaire de la régale renfermait une grave question de principe. C'était, sous une autre forme, le problème des investitures. L'Église seule a le droit de conférer les fonctions spirituelles ; d'autres ne peuvent le faire légitimement qu'en vertu d'une concession librement accordée par l'autorité ecclésiastique. Celle-ci y avait consenti pour certains bénéfices, en se confiant à la piété des rois : mais cette faveur lui avait souvent causé de graves dommages. Trop souvent, en effet, ces bénéfices en régale avaient été donnés par les princes à des sujets indignes ; on avait prélevé sur les biens de l'Église des pensions civiles destinées à sustenter une oisiveté et un luxe scandaleux, parfois même à nourrir les bâtards des rois. On comprend que dès lors, l'Église refusât d'élargir les concessions, et qu'elle exigeât le maintien rigoureux de son droit. Au contraire, les Parlements entreprirent de détruire le principe, de faire de l'exception la règle, et de présenter la régale comme le droit commun de la couronne. Talon, Lamoignon et Harlay répétèrent à Louis XIV qu'il était le maître absolu des bénéfices, et des

nominations en régale. Dans les Mémoires qu'ils adressèrent au Roi pendant l'assemblée de 1682, ces singuliers canonistes confondent le pouvoir d'ordre avec celui de juridiction, puis font de ce dernier une sorte d'appendice de l'autorité royale.

Le clergé avait présenté plusieurs fois des remontrances sur les abus qui résultaient de l'exercice du droit de régale. Mais en 1673 et en 1675, parurent deux déclarations royales, portant que toutes les églises du royaume étaient sujettes à la régale, et que les archevêques et évêques qui ne l'avaient pas encore close en faisant enregistrer leur serment, accompliraient cette formalité dans les six mois. Caulet, évêque de Pamiers, et Pavillon, évêque d'Alet, appuyés sur l'ancienne discipline et sur les canons d'un concile général, n'obéirent pas à cet ordre. Ils refusèrent de recevoir les bénéficiers pourvus en régale. Pavillon mourut le 8 décembre 1677. Caulet continua à soutenir seul le poids de la lutte. En vain il essaya de revendiquer ses droits avec autant de mesure que de fermeté ; le Roi persista dans ses desseins, et Foucault, créature de Colbert, exécuta les ordres avec tant de dureté, que Caulet fut réduit à vivre d'aumônes. Le clergé fidèle fut frappé avec son évêque. Ce dernier recourut alors au Saint-Siège. Par esprit de prudence et de modération, Rome garda le silence jusqu'en 1678. Le 12 Mars de cette année, le Pape adressa au Roi un bref pour l'avertir qu'il avait blessé les droits de l'Église. Ne recevant pas de réponse, il envoya un second bref au mois de Janvier

suivant, cassa la procédure irrégulière de l'archevêque de Toulouse contre son suffragant de Pamiers, et attendit encore un an, avant de réitérer ses instances près du Roi. Le 29 Décembre 1679, il envoya à Louis XIV un troisième bref plus sévère, dans lequel il menaçait des censures ecclésiastiques. Les légistes gallicans profitèrent de ces démêlés pour exciter davantage le Roi contre le Pape, et le déterminèrent à chercher un appui dans des assemblées de prélats triés et préparés pour concourir à ses desseins.

Telle était la situation de l'Église de France dès les premières années de l'administration épiscopale de Maurice Le Tellier. L'atmosphère religieuse était chargée d'orages ; et pour faire face aux périls, il eût fallu des esprits éclairés des lumières d'une saine théologie, et des caractères conciliants sans doute, mais surtout fermes et indépendants. Malheureusement, ces qualités manquaient trop à l'archevêque de Reims. Dès sa première jeunesse, il avait, dans la maison paternelle, été imbu de tous les préjugés du gallicanisme parlementaire, et il les avait acceptés avec une docilité dont sa correspondance fournit fréquemment la preuve. De bonne heure, il s'était fait des idées fort libres sur l'autorité du Pape dans l'Église. Un trait qui lui échappe, avant même qu'il soit coadjuteur de Reims, le laisse assez entrevoir. Dans une lettre écrite de Rome, il raconte à son père l'accueil parfaitement aimable que lui fait le Souverain-Pontife. Une seule chose l'étonne ; c'est que, par deux fois, Sa Sainteté lui ait exprimé sa peine de

voir l'archevêque de Paris introduire des changements dans la liturgie et dans les fêtes des saints. « En vérité, écrit naïvement le jeune Le Tellier, je ne sais qui peut pousser le Pape à avoir une bagatelle comme celle-là si fort à cœur. » Ces impressions de l'éducation paternelle avaient encore été fortifiées par les relations habituelles que le jeune Maurice entretenait avec Colbert, Lamoignon et Harlay.

Une instruction théologique forte et saine aurait peut-être dissipé, en partie, ces préjugés des premières années. L'enseignement qui se donnait en Sorbonne, n'était pas, comme on l'a cru trop longtemps, exclusivement pétri de gallicanisme. Des documents récemment publiés établissent que les doctrines romaines étaient professées par les hommes qui avaient le plus d'autorité, de science et de vertu; et la longue et énergique résistance de la Faculté de théologie à l'enregistrement des quatre articles de 1682 montra qu'elle n'était pas si disposée à accepter ces maximes.¹ Mais Maurice Le Tellier n'avait pas été libre de se choisir ses maîtres; et ce n'était point parmi les docteurs de la plus pure orthodoxie, que son père lui avait pris des précepteurs.

Le premier d'entre eux fut Coquelin, chancelier de l'Université de Paris. C'était un bel esprit, net, adroit. Il possédait une certaine science théologique, qui se

¹ Voir sur l'opinion des divers docteurs de Sorbonne de 1663 et de 1682, et sur l'opposition faite à l'enregistrement des quatre articles, les notes intéressantes et concluantes rapportées par M. Gérin: *Assemblée du clergé de France de 1682*. — Lecoffre. Chap. VIII, P. 332.

jonait, avec une persévérance fatigante, dans toutes les formes du syllogisme; il savait torturer un texte, en tirer d'ingénieuses conclusions. Malheureusement, au dire des contemporains,¹ il existait dans ce talent une petite lacune : Coquelin négligeait beaucoup les preuves tirées de l'Écriture sainte, des Pères, des conciles, et de l'histoire ecclésiastique. Il était de petite fortune; son père lui avait laissé des dettes à payer, et son existence était assez serrée. Dans des notes confidentielles envoyées à Colbert, les protecteurs de Coquelin appellent sur lui les faveurs du Roi, et prient le ministre de faire souvenir Sa Majesté du zèle que M. Coquelin avait fait paraître pour elle dans les assemblées du clergé.² Coquelin fut en effet un ardent promoteur des articles de 1663 et de 1682. Il caressait volontiers l'espoir des largesses royales; or cette pensée était, à pareille heure, une dangereuse conseillère pour un théologien.³ Tel avait été le premier précepteur de Maurice Le Tellier.

Un autre homme paraît aussi avoir exercé sur son esprit un ascendant assez sérieux : c'est le docteur Faure. De bonne heure, celui-ci avait été attaché au service de l'abbé

¹ L'abbé Le Gendre, *Mémoires*, p. 58; et Mss. Cinq cents Colbert.

² Cinq cents Colbert.

³ Si Coquelin avait quelque mérite, il n'était pas le dernier à le reconnaître. Sa vanité dura jusqu'à sa mort. Il trouvait sans doute qu'il avait fourni une carrière bien fructueuse pour l'Église; car, au moment de recevoir le saint Viatique, il se croisa dévotement les mains sur la poitrine, et répéta, en se les appliquant à lui-même, avec une naïve conviction, ces mots de saint Paul: *Bonum certamen certavi, cursum consummavi, fidem servavi; in reliquo reposita est mihi corona justitiæ.*

Le Tellier, l'avait accompagné dans ses voyages, dirigé dans ses études; plus tard, il était devenu son grand vicaire et avait eu une large part dans l'administration du diocèse de Reims. Le Tellier lui avait voué une affection vraie, une reconnaissance profonde, dont témoignent plusieurs de ses lettres, et qui l'inclinaient à partager les sentiments de son ami. Faure était doué d'une grande mémoire, de connaissances variées qu'il aimait à communiquer. Volontiers les jeunes gens allaient à lui; il les stimulait et les dirigeait dans leurs études. Mais, d'un esprit plus étendu que profond, il restait trop souvent à la surface des questions, et ne les poursuivait pas dans leurs dernières conséquences. Dans les débats de la Faculté, il comptait pour beaucoup l'opinion du Parlement, et s'opposait à ce que les docteurs entrassent dans le fond de l'affaire, *parce que le Parlement l'avait défendu*. Ses amis le recommandaient à Colbert, faisant remarquer qu'il travaillait continuellement à inspirer les *anciens* sentiments, ceux qui *sont avantageux au Roi*; qu'il aurait besoin de quelque petit bien pour lui ôter l'inquiétude que donne la nécessité; que cela serait un grand exemple pour ceux qui sont dans les sentiments *anciens*. Redouté d'ailleurs, ajoutent-ils, par ceux du parti opposé, il aurait besoin de paraître appuyé.¹ En 1682, il fut placé par l'archevêque de Paris dans la commission des quatre articles.

L'abbé Le Tellier avait encore rencontré fréquemment, dans la maison de son père, un autre personnage avec

¹ Ms. Cinq cents Colbert, vol. 155.

lequel il se lia d'amitié, c'était l'abbé Gerbais, docteur de Sorbonne, principal du collège de Reims à Paris. Dès 1663, Gerbais avait été signalé à Colbert comme un jeune homme capable, besoigneux, mal vu de ses confrères, à cause de ses opinions anti-romaines, et propre à devenir l'instrument des ministres. ¹ Le Tellier se l'était attaché et le voyait souvent. Gerbais avait récemment composé, sur la juridiction pontificale, un livre condamné à Rome comme contenant une doctrine schismatique. L'archevêque de Paris le fit aussi entrer dans la commission des quatre articles.

Enfin nous rencontrons encore parmi les amis de Le Tellier, le duc et le cardinal d'Estrées, tous deux haïs à Rome à cause de leur morgue et de leur violence. Le cardinal, homme passionné et plein de lui-même, semblait dans les conférences, moins négociateur que commander. Irrité qu'on lui résistât, il accablait ses adversaires de paroles ou de raisons; et, haranguant sans cesse pour faire parade de sa science ou de son bel esprit, à peine leur laissait-il le temps de se reconnaître. Plus d'une fois il oublia, dans les graves démêlés auxquels il assista, ses devoirs de soumission envers l'Église romaine; ni ses dispositions ni son caractère ne pouvaient être utiles à Maurice Le Tellier.

C'était au contact de ces influences multiples que s'étaient développées les idées de Le Tellier, et que de graves préjugés s'étaient enracinés dans son esprit. Sans

¹ Ms. Cinq cents Colbert, vol. 155.

doute, il eût été beau de voir le prélat s'arracher à toutes ces étreintes, et, éclairé par le péril de l'Église, en défendre nettement et énergiquement les droits. Mais son esprit n'était pas assez libre des préventions parlementaires. Fasciné d'ailleurs par la gloire de Louis XIV, qu'on s'habituaît malheureusement à voir gouverner l'Église comme il gouvernait l'État, ébloui par la faveur précoce dont il était l'objet de la part du Roi, Maurice Le Tellier se souvint parfois beaucoup trop qu'il était la créature du prince, et pas assez qu'il était, avant tout, défenseur de l'Église et archevêque de Reims. Il eut, pour le pouvoir, des complaisances malheureuses ; et la tournure de son caractère devait plus d'une fois imprimer aux luttes de ce temps, un air de violence âpre et passionnée. Naturellement vif et bouillant, Le Tellier ne supportait pas la contradiction et l'obstacle ; et comme, dans la lutte qui s'engageait, il allait se heurter aux plus fermes résistances, il était inévitable qu'il se laissât entraîner à des paroles et à des mesures de scandaleux éclat.

Au commencement de l'année 1681, les agents du Roi, avides de saisir une occasion d'humilier l'Église, adressèrent un Mémoire à Sa Majesté, pour la prier de convoquer les prélats qui se trouvaient à Paris, afin que, par leur *singulière prudence*, ils pussent trouver le moyen de pacifier toutes choses, et de remettre les affaires en ordre. Cette assemblée se tint à Paris, pendant les mois de Mars et de Mai, 1681. C'est ce qu'on appelle, dans l'histoire, la *Petite Assemblée*, ébauche de celle de 1682.

Rien n'était moins canonique que cette réunion de quelques prélats favorables à la cour, se trouvant fortuitement à Paris, et n'ayant aucune mission pour représenter l'Église de France. Aussi, la malignité publique s'empara bien vite du fait; et Racine lança contre la Petite Assemblée cette épigramme:

*Sur l'Assemblée des évêques convoqués à Paris
par ordre du Roi.*

Un ordre, hier venu de Saint-Germain
Veut qu'on assemble; on s'assemble demain.
Notre archevêque et cinquante-deux autres
Successeurs des Apôtres
S'y trouveront. Or de savoir quel cas
S'y traitera, c'est encore mystère.
C'est seulement chose très-claire,
Que nous avons cinquante-deux prélats
Qui ne résidaient pas

L'archevêque de Paris, Harlay de Champvallon réunit donc chez lui cinquante archevêques et évêques, parmi lesquels neuf évêques nommés et non encore revêtus du caractère épiscopal. Harlay et Le Tellier, après avoir pris les ordres du Roi, dirigèrent les travaux. On désigna six commissaires, à la tête desquels fut placé l'archevêque de Reims qui composa le rapport, et en donna lecture le 1^{er} Mai. Il y passait en revue quatre questions: la régale, le livre de Gerbais et celui de David, l'affaire de Charonne, l'affaire de Pamiers.

Son discours fut une longue plainte sur la situation de la cour de Rome. Il la dépeignit comme remplie d'esprits abusés

qui trompaient le Pape et le compromettaient par les brefs qu'ils lui faisaient signer. Sur la question de la régale, il tenta de soutenir que, en vertu des dispositions législatives, les rois avaient des droits généraux sur les biens ecclésiastiques, pendant la vacance des bénéfices ; et il conclut que les évêques de France ont eu raison de se soumettre aux déclarations de 1673 et 1675, pour le bien de la paix. A son avis, Pavillon et Caulet faisaient seuls une injuste opposition. Et comme dans ses brefs, le Pape avait dit que d'autres évêques s'étaient secrètement adressés à lui, Le Tellier déclama contre ceux qui auraient tenu cette conduite. Il était cependant certain que la plupart des évêques des provinces exemptes de la régale n'avaient subi qu'avec peine le joug qui pesait sur eux. D'ailleurs, l'opinion des contemporains était bien loin de ratifier la conduite de Le Tellier, ses éloges pour le Roi, ses résistances au Pape. ¹

¹ Les lettres de Madame de Sévigné contiennent avec une spirituelle critique de la conduite des évêques gallicans, un écho assez fidèle de cette opinion des catholiques de France : — « 30 Juin 1680. — A M^{me} de Grignan. — Vous savez que le cardinal d'Estrées va à Rome pour la régale, sur laquelle le Pape a écrit au Roi une lettre comme l'aurait écrite saint Pierre. »

« 14 Juillet — A la même — Je vous envoie la lettre du Pape. Serait-il possible que vous ne l'eussiez pas ? Je le voudrais. Vous verrez un étrange Pape. Comment ! il parle en maître ; vous diriez qu'il est le père des Chrétiens. Il ne tremble pas, il ne flatte pas, il menace. Il semble qu'il veuille sous-entendre quelque blâme contre M. de Paris. Voilà un homme étrange. J'ai encore dans la tête le pape Sixte. »

« 4 Août 1680. — Votre comparaison est divine de cette femme qui vent être battue. Oui, disent-ils (les prélats), je veux que l'on me batte. De quoi vous mêlez-vous, Saint-Père ? nous voulons être

Le livre de Gerbais, *de causis majoribus*, avait été, le 18 Décembre 1680, condamné par le Pape comme contenant une doctrine schismatique, suspecte d'hérésie, et injurieuse au Saint-Siège. Bossuet lui-même, dans une lettre écrite à M. Dirois, le 29 Décembre 1681, jugea sévèrement cet ouvrage. Or, à l'assemblée de 1681, Maurice Le Tellier, au nom de la commission, le déclara plein d'une bonne doctrine et de beaucoup d'érudition; on ordonnait cependant que quelques expressions fussent corrigées. Relativement au livre de David, dont on s'était plaint comme étant contraire aux droits des évêques, on se borna à lire une rétractation de l'auteur.

Quant à l'affaire de Charonne, comme le dit Fleury,

battus. Et là-dessus, ils se mettent à le battre lui-même, c'est à dire, à le menacer adroitement et délicatement. Que s'il pense leur rendre le droit de régale, il les obligera à *prendre des résolutions proportionnées à la prudence et au zèle des plus grands prélats de l'Eglise, et que leurs prédécesseurs ont eu, dans de pareilles conjonctures, maintenir la liberté de leur Eglise*. (Paroles des évêques dans la lettre adressée au Pape 1680). Tout cela est exquis; et si j'avais trouvé cette juste comparaison de la comédie de Molière, dont vous me faites pâmer de rire, vous me loueriez par dessus les nues. »

« 1^{er} Septembre 1680. — Ce que je sais en général du clergé, c'est qu'ils ont beaucoup paru cette année; et ils ont traité le pape comme M. de Rome, fort familièrement. »

Voir aussi: *Critique de l'assemblée du Clergé de 1681 et 1682*, sans nom d'auteur, ms. de la Bibliothèque de l'Archevêché de Reims.

On peut encore citer, relativement à l'appréciation des contemporains, sur l'affaire de Pamiers, et la question de la régale, un *Mémoire* du célèbre abbé Renaudot, premier commis des affaires étrangères, et rédigé pour éclairer les délibérations du Roi et des ministres; et aussi d'autres *Considérations* manuscrites (Mss. de Saint-Sulpice T. II et III. Bibl. Mazarine, mss. 2392, 2398 fr.). Voici ce que dit

l'archevêque de Reims, sans entrer dans le fond de la question, blâme la conduite de la cour de Rome, et sa manière de procéder sans entendre M. de Paris. Or voici de quoi il s'agissait. Il existait à Charonne, près Paris, un couvent de religieuses de l'ordre de saint Augustin, de fondation non royale, et soumis par ses statuts, que la puissance civile avait elle-même approuvés, à des supérieures électives et triennales. Mais, en 1676, Louis XIV s'avisa d'y envoyer, en qualité de supérieure, une religieuse de l'ordre de Cîteaux, laquelle fut acceptée et instituée par l'archevêque de Paris. Les Augustines de Charonne en appelèrent au Pape; celui-ci, par un bref du 7 Août 1680, annula les actes de l'archevêque, et ordonna d'élire une supérieure triennale choisie dans le

l'abbé Renaudot : « On dit que le Pape Innocent XI a manqué dans la procédure, et qu'il devait donner des commissaires sur les lieux; mais cette objection n'est pas démonstrative. Car elle aurait quelque force s'il avait prononcé une sentence définitive contre M. l'archevêque de Toulouse, ou contre les pourvus en régale, ou contre les grands vicaires nommés par ce prélat, au lieu que les brefs n'ont été que comminatoires. Il ne paraît pas qu'il y ait matière d'abus, et quand on en trouverait des moyens dans toute la suite de la procédure, ils ne seraient, au plus valables, que dans nos maximes; et comme la cour de Rome n'en convient pas, cela ne servirait pas plus à l'accommodement que les actes d'appel, les arrêts et les édits qui n'ont servi qu'à en écarter la conclusion. De plus, quand on aurait eu raison dans le fond, on ne l'a pas eu dans les formes, puisqu'on n'a employé, à l'égard des grands vicaires et de leurs adhérents, que l'autorité et des violences dont apparemment le Roi n'a jamais en connaissance, et qu'il est impossible de justifier.

« Si le pape avait nommé des commissaires, qui auraient été les évêques qui eussent voulu se charger de la commission ? Qui aurait pu assurer les vicaires généraux fugitifs qu'on ne leur eût pas fait les mêmes traitements qu'à ceux qui étaient en prison ou en exil. Quelle raison de détruire des établissements pieux, comme les écoles

monastère. L'élection fut faite; mais un arrêt du Conseil, en date du 19 Septembre 1680, en prononça la nullité; et quelques jours après, le Parlement de Paris reçut le procureur général appelant comme d'abus du bref du 7 Août. En conséquence, défense fut faite aux religieuses de Charonne d'obéir aux ordres du Pape; et le Roi fut supplié d'apporter, par son autorité, les remèdes nécessaires pour empêcher les suites d'une entreprise *si préjudiciable à la liberté de tous ses sujets*.

Maurice Le Tellier émit sur cette affaire un avis défavorable au bref du Pape, et conforme à la décision de l'archevêque de Paris et du Parlement. « Monseigneur de Reims, dit un contemporain, proteste que s'il a parlé de cette af-

pour les enfants, établies par la sœur de M. de Pamiers, la réforme du chapitre. etc.; puisque cela n'avait rien de commun avec la régle ?

« On croit donc qu'un des meilleurs moyens de remettre la paix dans ce diocèse là, qui est dans un état pitoyable, serait de rétablir la réforme dans le chapitre de la cathédrale, suivant les règlements autorisés par le Saint-Siège, et confirmés par les lettres patentes de Sa Majesté; car il paraît très-difficile d'en obtenir la sécularisation. Par ce rétablissement, les pourvus en régle ou abandonneront leurs prétentions, ou se rendront dignes de jouir des bénéfices qu'ils occupent présentement d'une manière peu canonique. En cela, on ne fera rien contre la dignité du Roi, qui ne fera que maintenir la discipline établie par sa propre autorité.

« Pour ce qui regarde le passé, il est certain que toutes les personnes qui auront un peu de conscience seront toujours dans le trouble, tant qu'elles pourront craindre que les censures fulminées par M. de Pamiers et les vicaires généraux, le siège vacant, ne soient encourues. Et si c'est une maxime certaine que les excommunications, quoique injustes, sont toujours à craindre, on peut juger ce qu'on doit penser de celles-ci, qui sont contenues en plusieurs brefs consécutifs, et qui ont été fulminées par des supérieurs ecclésiastiques, dont l'autorité ne pouvait guère être contestée. »

faire, ce n'est pas pour examiner en aucune manière la procédure de M. de Paris, dont lui ni ses confrères ne sont pas les juges. Quoi donc ! M. de Reims et les autres prélats de l'assemblée avouent qu'ils n'ont pas droit d'examiner la procédure de M. de Paris ; et ils auront le droit d'examiner la procédure du Pape ! » Et Fleury, dans ses notes sur l'assemblée de 1682, dit expressément : « Affaire de Charonne : tort au fond ; arrêts du Parlement insoutenables. »

Le Tellier devait en même temps émettre son avis et celui de la commission sur les affaires de Pamiers. Caulet était mort le 7 Août 1680. Aussitôt, éclata dans le clergé un schisme, résultat des usurpations royales. Le chapitre devait nommer des vicaires capitulaires pour gouverner le diocèse pendant la vacance du siège ; mais il était divisé en chanoines nommés canoniquement par le dernier évêque, et en régalistes dont les titres étaient contestés par l'immense majorité du clergé. Les premiers élurent les PP. d'Aubarède et Rech, tandis que les régalistes firent nommer par l'archevêque de Toulouse un prêtre nommé Fortassin, dont l'autorité ne fut pas reconnue dans le diocèse. L'intendant Foucault vint alors à Pamiers avec des troupes, logea des soldats chez les principaux bourgeois favorables au chapitre, fit arrêter, en vertu de lettres de cachet, les PP. Rech et d'Aubarède, installa de force les régalistes dans leurs stalles, assembla les corps de la ville, et leur présenta Fortassin, en leur disant que c'était le vicaire général qu'ils leur donnaient de la part du Roi. Le

chapitre, régulier après l'emprisonnement et l'exil des PP. Rech et d'Aubarède, élu pour vicaire capitulaire le P. Cerles qui risqua courageusement sa vie, pour la défense de l'Église. Le Pape confirma ces actes du chapitre. L'archevêque de Toulouse au contraire voulut les casser. Le P. Cerles fut condamné à mort par le Parlement de Toulouse, et exécuté en effigie. Le chancelier Le Tellier demandait instamment ces mesures de rigueur : « Il faut, écrivait-il au Parlement de Toulouse, que l'on instruisse incessamment contre ce religieux, et que, lorsque l'instruction sera parachevée, on le condamne à la plus grande et plus sévère peine qu'il se pourra. »

Chargé d'apprécier toute cette affaire, Maurice Le Tellier feint de supposer que le Pape a été trompé par les émissaires de l'évêque de Pamiers ; il essaie de justifier la conduite de l'archevêque de Toulouse, de le disculper des violences qui ont été le résultat de ses nominations schismatiques ; et il présente le parti des régalistes comme celui de la conciliation et de la paix.

Les conclusions de Le Tellier furent que les évêques devaient demander au Roi de convoquer un concile national, ou une assemblée générale du Clergé pour prendre une détermination plus imposante que celle qui pourrait être adoptée par une réunion particulière. Le 2 Mai, les membres de l'assemblée opinèrent unanimement dans le même sens ; et le 7 du même mois, ils signèrent le procès-verbal de la Petite Assemblée. Le Tellier s'empressa de l'envoyer à son chapitre, en le faisant précéder de la lettre

suivante :

« L'assemblée extraordinaire des prélats qui se sont trouvés en cette ville a jugé à propos de faire imprimer un procès-verbal de ses différentes séances, dans lequel elle a voulu que le rapport que je fis, le premier jour de ce mois, fût inséré tout entier. L'impression de ce procès-verbal venant d'être achevée, je vous en envoie le premier exemplaire, que je vous prie de mettre dans vos archives. Vous trouverez, par la lecture que vous en ferez sans doute, que, sans sortir du profond respect que nous devons tous au Saint-Siège, et à la personne de Notre très-saint Père le Pape, j'ai défendu les maximes du royaume avec la fermeté et la dignité qui convient au clergé de France, et, si j'ose le dire, à mon siège, puisqu'il est un des plus augustes, et que j'ai d'illustres prédécesseurs pour garants de tout ce que j'ai dit de plus fort pour la défense de nos libertés. Vous y verrez aussi que je me suis expliqué sur la régale d'une manière qui doit faire rougir ceux qui ont échauffé le Pape sur cette matière, et qui ont porté les affaires à une extrémité dont les suites seraient très-funestes, si on n'en devait espérer une heureuse issue de la prudence du Pape, de la modération du Roi, et de l'entremise du clergé de France, qui aurait manqué au plus essentiel de ses devoirs, s'il n'avait pris la résolution de faire, dans une assemblée du pouvoir de laquelle personne ne puisse douter, tous ses efforts pour rétablir une parfaite intelligence entre un grand Pape si distingué par ses vertus, et un grand Roi qui, sans compter ses

qualités héroïques, a plus fait pour l'Église que tous ses prédécesseurs. Je vous prie de regarder le soin que je prends de vous adresser ce procès-verbal de notre assemblée, comme une marque de la considération que j'ai pour votre compagnie, qui est assurément telle que vous la pouvez désirer. Je vous prie d'en être bien persuadés, et de croire que je ne perdrai jamais aucune occasion de vous marquer, par mes services, que je suis toujours très-véritablement votre très-affectionné serviteur. »

Conformément à l'avis des prélats, le Roi convoqua la réunion qui porte le nom d'*Assemblée* de 1682. Elle s'ouvrit le 31 Octobre 1681, et élut pour présidents les archevêques de Paris et de Reims.

Dès les premiers jours, l'archevêque de Reims fit insérer au procès-verbal sa protestation contre l'érection du siège de Cambrai en archevêché. Il y rappelait la fondation de cet évêché créé par Gaugeric, successeur de saint Vaast, sous l'autorité de saint Remi. Les raisons alléguées pour ériger Cambrai en métropole, et le distraire de la province de Reims, étaient: la nécessité d'arrêter les progrès de l'hérésie de Calvin; l'accroissement de la population au nord de la France; la différence de nationalité, une partie de la province ecclésiastique de Cambrai se trouvant sous l'autorité du Roi d'Espagne. Maurice Le Tellier contestait la solidité de ces raisons; et sans nier en principe le droit du Pape en pareille matière, il prétendait le restreindre. Sa protestation resta à l'état de lettre morte; et rien ne fut changé de l'organisation établie par le

Souverain-Pontife. Le 9 Novembre, la messe du Saint-Esprit fut célébrée solennellement dans l'église des Grands-Augustins de Paris; et Bossuet y prononça son fameux sermon sur l'unité de l'Église. L'évêque de Meaux raconta plus tard qu'il avait d'abord lu tout son discours devant M. de Paris et M. de Reims, et que tous deux étaient tombés d'accord qu'il n'y fallait absolument rien changer.

Dans la séance du 24, et dans celle du 25 Novembre, Chéron, l'un des promoteurs, exposa les affaires qui devaient être l'objet des délibérations de l'assemblée. La première était celle de la régale; la deuxième celle de Pamiers, la troisième celle de Charonne. Dans la séance du 26, Coquelin, l'ancien précepteur de Maurice Le Tellier, proposa de traiter la question de l'autorité du Pape, et d'accepter les six articles dressés par la Faculté de théologie en 1663. L'énoncé du programme dessinait déjà la tournure de l'assemblée et laissait pressentir de nombreux orages.

Le 11 Décembre, Le Tellier, qui présidait la commission de la régale, apporta ses conclusions sur cette affaire. Il commence par avouer, ce qu'il était absolument impossible de nier, que plusieurs de ces bénéfices dont disposait le Roi, étaient évidemment joints à un ministère spirituel; par exemple, dit-il, les doyennés, les archidiaconés, les fonctions de théologal et de pénitencier. Mais, arrivé à la question de principe, qui faisait le fond de l'affaire de la régale, il tourne bride, et il évite absolu-

ment de s'engager sur ce terrain. Il propose seulement un *expédient* pour conserver au Roi la collation des prébendes, et à l'Église sa juridiction. « Ce serait, dit-il, qu'il plût au Prince de déclarer qu'il ne veut conférer ces bénéfices qu'à des sujets capables de les posséder par leur âge et leurs qualités, selon les dispositions canoniques ; et en les conférant, renvoyer par l'acte de provision les ecclésiastiques aux ordinaires des lieux, pour obtenir d'eux les facultés et pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs charges ; sauf à Sa Majesté d'en choisir d'autres, en cas d'incapacité canoniquement reconnue dans la personne des premiers pourvus. » Suivait un éloge prolixe de Louis XIV, de sa justice, de son amour pour l'Église, de son désintéressement. L'expédient proposé était exalté comme devant être, de la part du Roi, un acte d'incomparable héroïsme. Le monarque accéda, sans difficulté, à la combinaison. Dès lors, la question de la régale avait fait un pas ; et il semblait plus facile d'en réclamer l'extension à toutes les Églises du royaume. C'est ce que fit Le Tellier dans son discours du 3 Février.

Il procéda avec des précautions calculées. Distinguant d'abord la régale *spirituelle* de ce qu'il appelle la régale *temporelle*, il fait consister cette dernière dans la jouissance du revenu des évêchés vacants, et dans la collation des bénéfices non cures, qui en dépendent ; il insiste sur le *très-bon usage* que le Roi fait de ces biens, déplore l'erreur dans laquelle on a, par malveillance, induit le Pape à ce sujet ; et conclut qu'en ce premier point, le

droit du Roi ne peut souffrir aucune contestation. Passant à un point encore plus délicat de la question, la régale *spirituelle*, il se prononce en faveur de son maintien et de son extension, en s'appuyant sur les édits du Parlement de 1608 et de 1673. C'était, il faut le reconnaître, évoquer une bien singulière autorité, dans une question de juridiction spirituelle. Un autre argument que Le Tellier développe avec complaisance, c'est la nécessité où l'on est de vivre en paix, et de ne pas s'exposer aux maux qui ont désolé le diocèse de Pamiers. Malheureusement la paix qu'il proposait, c'était la paix dans la servitude. En même temps, il renouvelle ses accusations contre les brefs pontificaux : « Vous n'avez pu les lire, dit-il, sans être scandalisés de la liberté que l'auteur de ces brefs s'est donnée de parler de l'Église de France, comme si elle gémissait dans une grande captivité, pendant qu'elle jouit d'une paix profonde et qu'elle n'a qu'à se louer de la justice que le Roi ne lui a jamais refusée, et des grâces extraordinaires dont Sa Majesté la comble tous les jours. »

Ensuite l'archevêque s'oubliait à donner au Pape des conseils de tolérance ; sa parole se colorait d'un certain luxe d'érudition, s'échauffait même, au souvenir de grands exemples de miséricorde, que l'on avait pu donner sans compromettre la justice ; enfin, il recommandait à l'Église romaine une charité que celle-ci exerçait, à l'égard des faibles et des égarés, d'une manière bien autrement large que Maurice Le Tellier, mais à laquelle il ne lui est pas permis de sacrifier les principes invariables dont elle

est la gardienne.

Le Tellier revenait ensuite à l'éloge du Roi qu'il remerciait au nom de son diocèse. « Il n'y a point, dit-il, de province dans le royaume, qui ne se ressente de ses bienfaits. La mienne vient d'en retirer un avantage très-considérable, par la destruction de l'académie de Sedan. On louait autrefois l'empereur Zénon de ce qu'il avait ruiné, par son autorité, une école de Nestoriens, que ces hérétiques avaient établie dans la ville d'Édesse. Le Roi, en supprimant ce collège de Sedan, n'a pas moins mérité de l'Église ; car il l'a heureusement délivrée de tous les maux et de tous les désordres qui se répandaient dans le royaume de cette source empoisonnée. On voit partout des temples abattus par l'équité de ses jugements ; on n'entend parler que des conversions qui se font dans nos diocèses par ses soins ; on publie des édits favorables à la Religion ; personne n'ignore avec quelle profusion Sa Majesté fait secourir tous ceux qui renoncent à l'hérésie, et on ne peut trop louer le zèle avec lequel elle imagine sans cesse de nouveaux moyens de l'extirper de son royaume. »

Or le Pape, à qui Le Tellier prêchait si librement la tolérance, était bien loin d'admirer ainsi tous les édits de Louis XIV à l'égard des protestants, de louer tous ses procédés de conversion ; plus d'une fois, il exprima le regret que la miséricorde et les industries de la charité fussent si souvent mises en oubli dans cette affaire.

Plusieurs écrits et lettres du temps nous fournissent

des preuves certaines de ces sentiments du Pape.¹

Quoi qu'il en soit, l'archevêque de Reims amena l'assemblée à ses conclusions. Les prélats signèrent un acte d'adhésion à l'extension de la régale ; et Maurice Le Tellier fut chargé de composer la lettre écrite au Pape à cette occasion.²

Cette lettre faisait d'abord valoir la nécessité de l'union entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique ; puis réclamait certaines concessions, au nom de la raison et

¹ 27 Octobre 1685. Le Pape ne reçoit pas fort bien les nouvelles de toutes les conversions qui se font en France, et a même dit qu'on se relevait d'une erreur pour tomber dans une autre.

² 3 Novembre 1685. Le Pape ne se peut contenter de la manière que se font les conversions en France, et dit que c'est mettre la main à l'encensoir. (Ms. fr. 10,265).

« Le croira-t-on, dit Le Gendre, ce sera sans doute avec peine ; cependant la chose n'est pas moins vraie. Quelque joie qu'eussent les catholiques de si heureux événements, on ne s'en réjouit guère à Rome ; Innocent XI moins qu'un autre, disant, pour se disculper, qu'il ne pouvait approuver ni le motif, ni les moyens de ces conversions à milliers, dont aucune n'était volontaire. »

La Fontaine (*Lettres au prince de Condé et au duc de Vendôme*) témoigne, à sa façon, de la douleur que causait au Pape le zèle exagéré de Louis XIV.

Le pape empire tous les jours,
Expliquez, seigneur, ce discours
Du côté de la maladie ;
Car aucun Saint-Père autrement
Ne doit empirer nullement.
Celui-ci véritablement.
N'est envers nous ni saint ni père,
Nos soins, de l'erreur triomphants,
Ne font qu'augmenter sa colère
Contre l'aîné de ses enfants.

² Procès verbaux des assemblées du Clergé : Tom. V. *Pièces justif.* p. 229.

de la tradition catholique. On y citait cette parole de saint Augustin : *Detrahendum aliquid canonum severitati, ut majoribus morbis sanandis charitas sincera subveniat*; et ces autres d'Yves de Chartres : *Toleranda quædam, quædam etiam facienda, quæ infirma videantur*. Puis, on rappelait les grandes qualités du Roi, la sécurité qu'offrait un abandon complet à sa puissance et à sa sagesse, la nécessité de fortifier l'unité du royaume en soumettant tous les diocèses à la même législation. On invoquait l'antiquité du droit de régale, on déclarait possible une tolérance conciliable avec les décrets du concile de Lyon; enfin il semblait opportun de faire quelques sacrifices pour obtenir de plus grands avantages.

La réponse du Pape ne se fit pas longtemps attendre. Le 11 Avril, il adressa au clergé un bref sévère, par lequel il cassait les actes relatifs à la régale. Cette condamnation fut particulièrement sensible à l'amour-propre de Maurice Le Tellier.

Nous trouvons l'expression de ses sentiments dans une longue note, où il commente, à sa façon, les divers passages du bref pontifical.¹ Il se montre très-piqué du reproche que le Pape fait aux évêques français de manquer de fermeté, et de ne s'être pas opposés aux envahissements de la puissance séculière.

« Ce serait, dit-il, une chose bien étrange, s'il n'y avait plus de fermeté ni de piété dans le clergé français, depuis la mort de MM. les évêques d'Alet et de Pamiers.

¹ Biblioth. nat., ms. fr. n° 20765, fol. 150.

Bien loin de supprimer la barrière qui sépare les deux puissances, nous l'avons très-solidement rétablie, après qu'elle avait été détruite depuis plus de quatre cents ans, sans que le Pape ait rien fait, pendant ce temps, pour délivrer l'Église de la servitude que nos rois lui avaient imposée, en donnant des bénéfices à des ecclésiastiques qui ne prenaient aucune mission canonique des évêques; tandis que nous avons obtenu du Roi qu'ils la prendraient désormais. » Le prélat reproche ensuite à « l'auteur du bref » de ne pas avoir bien compris la question de la régale. Il ajoute que le concile de Lyon n'a pu avoir l'intention d'empêcher les évêques de procurer le plus grand bien de l'Église, et que « l'extension de la régale, dans les conditions acceptées par Sa Majesté, est plus utile à l'Église que la décision du concile de Lyon. D'ailleurs, pourquoi s'attacher si scrupuleusement à l'exécution d'un canon d'un concile dans lequel il y a plusieurs autres canons qui ne sont pas exécutés. »

Décidément, le parti pris ne permettait plus à la vérité de se faire jour. On songea bien un peu à répondre au bref pontifical. Mais les convenances, et la volonté du Roi finirent par s'y opposer.

Cette question de la régale fut celle à laquelle se trouva davantage mêlé l'archevêque de Reims, et où se dessina plus spécialement son influence pendant l'assemblée de 1682. Son rôle dans l'affaire des quatre propositions ne fut que secondaire. Il est vrai que, au dire de Bossuet, de Fleury, et de l'abbé Le Dieu, il avait

d'abord songé à en prendre l'initiative; mais il se désista à la prière de Bossuet qui lui tint ce propos: « Vous aurez la gloire de la régale; mais elle serait obscurcie par ces propositions odieuses. »

« Dans notre voyage de Meaux à Paris, écrit l'abbé Le Dieu, on parla de l'assemblée de 1682. Je demandai à M. de Meaux qui lui avait inspiré le dessein des propositions du clergé sur la puissance de l'Église. Il me dit que M. Colbert, alors ministre et secrétaire d'État, en était véritablement l'auteur; et que lui seul y avait déterminé le Roi. M. Colbert prétendait que la division que l'on avait avec Rome sur la régale, était la vraie occasion de renouveler la doctrine de France sur l'usage de la puissance des Papes; que, dans un temps de paix et de concorde, le désir de conserver la bonne intelligence, et la crainte de paraître être le premier à rompre l'union, empêcherait une telle décision; et qu'il attira le Roi à son avis par cette raison, contre M. Le Tellier, aussi ministre et secrétaire d'État, qui avait eu, ainsi que l'archevêque de Reims son fils, les premiers, cette pensée, et qui ensuite l'avaient abandonnée, par la crainte des suites et des difficultés. Au reste, feu M. de Paris, de Harlay, ne faisait en tout cela que flatter la cour, écouter les ministres, et suivre à l'aveugle leurs volontés comme un valet.¹ »

Voici maintenant ce que disent les notes de Fleury. Sur plusieurs points, elles s'accordent d'une manière

¹ Le Dieu, *Mémoires*. Tom. II, p. 8 et 9.

remarquable avec le récit précédent. « Question de l'autorité du Pape regardée comme nécessaire à traiter par l'archevêque de Reims, apparemment excité par Faure et son père ; M. Colbert insistait et pressait le Roi. On ne décidera jamais la question qu'en temps de division. Évêque de Meaux, répugnait. Hors de saison. Evêque de Tournai voulait décider. Détourné par évêque de Meaux. On augmentera la division que l'on veut éteindre. Beaucoup, que le livre de *l'Exposition* ait passé avec approbation. Laissons mûrir. A l'archevêque de Reims : vous aurez la gloire de l'affaire de la Régale, qui obscurcie par ces propositions odieuses. etc. »

Du rapprochement de ces divers témoignages il résulte évidemment que l'affaire des quatre articles de 1682 fut, par dessus tout, l'œuvre de Colbert, ministre courtisan, systématiquement hostile à l'autorité pontificale, et celle de Harlay, prélat ambitieux, dont la conduite affligea profondément l'Église. Sans doute, Le Tellier eut le tort d'y consentir, mais ce n'est pas à lui qu'en revient, tant s'en faut, la principale responsabilité.¹

¹ Inspirée par Colbert, la rédaction des propositions fut d'abord confiée à l'évêque de Tournai, puis à Bossuet.

« Fleury, raconte M. Emery dans les *Nouveaux opuscules*, nous dit bien que les propositions avaient été mal et scolastiquement dressées par l'évêque de Tournai ; mais il nous laisse ignorer quelles étaient ces propositions ; nous les avons inutilement cherchées dans les procès-verbaux manuscrits et imprimés de l'Assemblée de 1682, ainsi que dans les histoires du temps. Les uns et les autres gardent aussi un profond silence sur une vive question qui s'éleva, à ce sujet, entre ce prélat et M. Bossuet. L'évêque de Tournai établissait dans ses propositions que le Saint-Siège, aussi bien que

C'est le 19 Mars que la Déclaration avait été souscrite. Bientôt Louis XIV, averti par son bon sens, sa foi religieuse, et justement inquiet des paroles sévères que le Pape adressait aux évêques dans son bref du 11 Avril, sentit qu'il ne fallait pas s'engager plus avant. Le 9 Mai, il suspendit les séances de l'assemblée; et le 29 Juin, il lui envoya l'ordre de se séparer sur-le-champ, quoiqu'elle fût loin d'avoir épuisé le programme de ses travaux.

Un soulèvement assez général de l'opinion publique fit comprendre aux prélats que la France ne les suivait pas dans leurs entreprises contre l'autorité pontificale. La Sorbonne n'enregistra qu'après de longs débats, et avec de très-fortes oppositions, l'édit renfermant la déclaration.¹

le Pape, pouvait tomber dans l'hérésie, et par là, il reniait l'indéfectibilité du Saint-Siège. M. Bossuet choqué de cette doctrine, la combattit hautement. L'évêque de Tournai la défendit avec chaleur; il prétendait que, si on admettait le principe de l'indéfectibilité du Saint-Siège dans la foi, il faudrait reconnaître l'infailibilité du Pape. M. Bossuet niait cette conséquence, et soutenait que cette indéfectibilité devait être mise en principe incontestable. La dispute dura longtemps; elle finit de la part de M^{sr} l'évêque de Tournai, par renoncer à la rédaction des articles; et sur son désistement, M. Bossuet en fut chargé. C'est M. de Fénelon, dans un traité latin, encore manuscrit, sur l'infailibilité du Pape, qui nous apprend cette anecdote, et qui raconte en détail toute cette dispute intéressante, telle qu'il l'avait apprise de la bouche de M. Bossuet. »

¹ On fit circuler dans le public la chanson suivante:

Chanson (sur l'air de O filii et filiae) sur les Propositions du Clergé de France, 1682.

La Sorbonne défend la foi,
Et le clergé, l'édit du roi,
On ne sait qui l'emportera;
Alleluia.

Le principal complice de Colbert, Harlay, fut surtout maltraité par l'opinion. C'est sur lui que les évêques et « nommément M. Le Tellier, archevêque de Reims, et M. Bossuet, évêque de Meaux » rejetaient la principale responsabilité, afin de se disculper eux-mêmes devant le public.

On sait comment finit toute cette affaire. Le Pape maintint énergiquement ses droits. Le Roi ayant choisi, pour les élever à des sièges épiscopaux vacants, d'anciens membres de l'Assemblée de 1682 favorables aux quatre articles, le Pape refusa les bulles d'institution. Enfin, les sujets présentés

Harlay, La Chaise et Champvallon,
Et le président de Novion,
N'ont voulu que le roi cédât,
Alleluia.

Qu'on nous tienne pour insensés,
S'ils sont jamais canonisés,
A moins d'un bon *meâ culpa*;
Alleluia.

Voir aux *Pièces justificatives* ce qui concerne l'opposition des docteurs de Sorbonne.

L'Université de Douai fit parvenir jusqu'à Louis XIV d'énergiques protestations. Dans l'une, elle s'exprimait ainsi :

« Le zèle que nous avons pour le service de Votre Majesté nous a obligés de lui représenter avec tout le respect possible la grande aversion de tous ses sujets fidèles, qui sont dans ces pays réunis à sa couronne, de la doctrine contenue dans la déclaration du clergé de France, qui regarde la puissance ecclésiastique. Ils disent que cette doctrine est inouïe dans ces pays; qu'on y a toujours tenu pour des opinions erronées, celles qui choquent la primauté absolue et l'infaillibilité du souverain pontife. La plupart semblent mieux aimer abandonner nos écoles, voire même renoncer à toute promotion et dignité, que de se soumettre à des opinions répugnantes à leur conscience. »

désavouèrent la Déclaration. Bossuet lui-même sacrifia son œuvre: *abeat quo libuerit declaratio*. Louis XIV défendit de l'insérer dans les procès-verbaux du clergé, et le 14 Septembre 1693, il envoya au Pape une humble rétractation, disant qu'il avait donné des ordres pour que son édit de 1682 ne fût plus observé.



CHAPITRE XI.

LE TELLIER et les Assemblées du Clergé.

ASSEMBLÉE DE 1700

But de cette assemblée. — Le Jansénisme et le Probabilisme. — Bossuet et Le Tellier concertent leurs plans. — Ouverture de l'assemblée. — Ménagements à l'égard des Jansénistes. — Affaire des rites chinois. — La présidence de l'assemblée passe au cardinal de Noailles. — Censure des propositions de morale. — Clôture de l'assemblée.

Quand l'Assemblée de 1682 se sépara brusquement par l'ordre de Louis XIV, il lui restait encore plusieurs questions à étudier, particulièrement en ce qui concernait la morale. ¹ Le projet de les résoudre n'avait pas été abandonné; il s'était même plus fortement dessiné sous l'influence de causes qu'il nous faut résumer rapidement.

Deux courants bien distincts s'étaient manifestés en France relativement aux questions de morale. L'hérésie janséniste s'était répandue, fermant les cœurs à la confiance et à l'amour de Dieu. Elle avait montré aux

¹ Procès-verbal de l'assemblée de 1682.

foules son emblème désespérant et blasphématoire, son Christ, aux bras à demi-étendus sur la croix, pour faire comprendre qu'il n'était mort que pour un petit nombre de prédestinés. Dieu, Père infiniment bon, n'apparaissait plus que comme un juge dont la sévérité n'était tempérée par aucune miséricorde.

Le résultat de pareilles théories était d'éteindre l'espérance dans les âmes, pour n'y laisser subsister qu'une crainte sombre et inquiète. Aussi, les sacrements étaient-ils abandonnés, sous le vain prétexte que leur sainteté exigeait des dispositions inaccessibles à la faiblesse humaine ; et le livre d'Arnauld sur la *fréquente communion* avait été l'écho fidèle de ces tristes doctrines.

A l'encontre de ces théories desséchantes, l'Église romaine avait opposé les principes invariables du dogme catholique. Elle présentait au monde le vrai Christ du Golgotha, aux bras largement étendus vers tous les hommes, versant sur tous l'abondance de la miséricorde et du pardon. Gardienne fidèle de la pensée de Celui qui défend d'éteindre la mèche qui fume encore, l'Église offrait toujours à l'immensité de la misère humaine l'immensité de la bonté divine ; elle défendait d'exagérer les obligations du chrétien, de susciter sur sa route des obstacles imaginaires, et de l'éloigner de Dieu.

Mais la voix de l'Église se perdait facilement au sein de ce tumulte janséniste. Puis, les décisions de 1682, en affaiblissant l'autorité pontificale, donnaient plus libre carrière aux exagérations de la secte. Combattue et

repoussée sur le terrain des définitions explicites, l'erreur se dérobaît au moyen de distinctions subtiles, et de réticences calculées. Toujours insaisissable, elle fuyait de retranchements en retranchements et s'abritait sous le *silence respectueux*, préparant pour l'avenir une longue série de discordes civiles et religieuses.

Plusieurs bons esprits, séduits par cette apparence d'austérité dont se couvre volontiers l'hérésie, avaient pris parti pour la morale janséniste. C'était là une jouissance secrète de l'orgueil rebelle à la vérité et à l'autorité religieuse. Les solitaires de Port-Royal, surtout Arnauld et Pascal s'étaient faits les apôtres de ces principes rigides. Les parlementaires suivaient volontiers la même doctrine. Dans l'épiscopat français, plusieurs en étaient imbus ; Bossuet et Maurice Le Tellier étaient de ce nombre ; et l'assemblée de 1700 mit, sous ce rapport, leurs sentiments en pleine lumière.

D'autre part, les doctrines miséricordieuses de l'Église romaine comptaient de nombreux partisans. Les ordres religieux, et spécialement les Jésuites, les professaient ouvertement. Une pratique plus constante du ministère spirituel leur donnait une idée exacte de ce mélange de générosité et de faiblesse, d'efforts et de chutes, qui s'appelle l'homme. Mieux que d'autres peut-être, ils comprenaient la nécessité de ne pas décourager la bonne volonté, de ne pas mettre les âmes à l'épreuve d'une vertu supérieure aux desseins et aux exigences de la Providence. La casuistique avait pris entre leurs mains

un air de mansuétude qui heurtait les idées jansénistes. Un système, ancien par le fond, mais nouveau par le nom qu'il portait, s'était développé dans leurs écoles : il s'appelait *Probabilisme*. Plusieurs le dénigrèrent sans en savoir le premier mot. Beaucoup l'attaquèrent comme relâché, qui eussent trouvé bien austères pour eux-mêmes les principes, à leur avis, si larges de la doctrine probabiliste. Il n'entre pas dans notre plan de discuter cette théorie assez complexe ; qu'il nous suffise d'en donner la notion.

« Le Probabilisme est un système théologique qui permet de suivre en général, à l'exception de certains cas déterminés, une opinion moins sûre, mais probable, de préférence à l'opinion plus sûre, qui est également, ou à peu près également probable, pourvu qu'au moyen de quelque principe réflexe, on forme prudemment sa conscience sur la licéité de ses actes.

« L'opinion probable est celle qui a pour elle des raisons assez fortes, ou des autorités assez graves pour former le jugement d'un homme prudent. Le motif qui produit une opinion probable ne peut produire une certitude morale, et exclure la crainte de se tromper.

« L'opinion sûre est celle qui nous éloigne de tout danger de pécher ; l'opinion plus sûre est celle qui nous éloigne davantage encore du danger de péché.

« On entend par principes réflexes certains principes généraux à l'aide desquels on peut, dans le doute, former prudemment sa conscience. Par exemple, le sujet qui

doute spéculativement de la justice d'une guerre, ne peut de lui-même y prendre part; mais si le prince le lui ordonne, il peut le faire, fondé sur ce principe que tout sujet doit obéir à son supérieur, tandis qu'il n'est pas certain que la chose qu'on lui commande est mauvaise. ¹ »

Cette théorie était généralement suivie par les Jésuites au XVII^e siècle. Néanmoins, comme dans tout système, il y avait eu là des exagérations regrettables. Puis, comme il était question de lutter contre les tendances jansénistes, il se produisit un phénomène assez fréquent dans toute espèce de réaction : on se jeta parfois dans l'extrême opposé. Quelques Jésuites soutinrent des propositions vraiment trop larges. Mais Rome veillait, condamnait les propositions blâmables, et contenait la morale dans cette voie juste et sûre, également éloignée du Jansénisme et du relâchement. D'ailleurs, ces opinions trop larges étaient le fait de quelques particuliers, et nullement la doctrine de l'ordre des Jésuites tout entier. C'était cependant à ce dernier point de vue qu'allaient se placer les adversaires.

Confondre la morale relâchée avec le Probabilisme, attribuer à tout un ordre religieux les opinions exagérées de quelques-uns de ses membres, était une tactique qui témoignait d'une logique peu sûre, et d'une charité moins sûre encore; mais ce fut malheureusement un peu trop celle de Bossuet et surtout de Maurice Le Tellier, dans l'assemblée de 1700.

Ce dernier surtout montrait, à cette époque, une

¹ Gousset, *Théologie morale*, T. I, p. 31, 33, 38.

animosité plus vive contre la célèbre société. Ses griefs dataient de plus loin. Dans le milieu où s'était développée son éducation, il avait promptement épousé les animosités jansénistes et parlementaires contre la savante compagnie si opposée à l'hérésie. Par ses théories sur la morale et par plusieurs relations personnelles, Maurice Le Tellier avait, avec le parti, de nombreuses affinités. Puis, les disputes théologiques que nous avons rapportées plus haut, et dans lesquelles il avait mis un certain amour-propre de théologien, avait encore fortifié son éloignement pour les Jésuites. Il souffrait d'ailleurs de voir ces Pères balancer près du Roi son influence, et ne leur pardonnait pas les demi-rétractations que plus d'une fois il avait dû faire, averti par Louvois de la puissance de l'ordre. Enfin, une question de concurrence était venue compliquer toutes les autres. Le Tellier portait un vif intérêt au développement de son Université de Reims, et du collège qui s'y trouvait annexé. Or, le succès croissant du collège des Jésuites, rival de celui des Bons-Enfants, les démêlés de la compagnie de Jésus avec l'Université et l'archevêque, qui en était le protecteur, avaient encore développé tous les germes d'opposition. C'est sous l'influence de ces divers sentiments que Le Tellier allait prendre part aux travaux de l'assemblée générale du clergé en 1700.

Dès le commencement de cette année 1700, on voit se multiplier les rapports entre Bossuet et Maurice Le Tellier. Dans les premiers jours de Février, l'évêque de

Meaux tomba malade. M. de Reims allait chez lui passer, tous les soirs, une heure entière. Bossuet, à peine guéri, s'occupe de diverses études préparatoires aux travaux de l'assemblée; pendant tout ce travail, l'archevêque de Reims le stimule, rédige un Mémoire qu'il met à sa disposition, est le confident de ses projets.

Trois points occupent Bossuet dans ces travaux préparatoires à l'assemblée: la condamnation de l'ouvrage du cardinal Sfondrat: *Nodus prædestinationis dissolutus*; la question des rites chinois; et la rédaction d'une censure contre diverses propositions soutenues par des Jésuites.

Le livre de Sfondrat imprimé en 1696, après la mort de l'auteur, avait été déferé à Rome par les évêques de Meaux, de Reims, de Paris, d'Arras et d'Amiens. Bossuet et Le Tellier eussent désiré faire condamner le livre par l'assemblée: la question fut débattue dans les commissions, mais la majorité trouva inconvenant de préjuger une décision soumise au Saint-Siège.

L'affaire des rites chinois était un point de doctrine fort délicat, où la prudence commandait la réserve, et les intérêts de la foi chrétienne, une très-grande modération.

Les supérieurs des Missions étrangères de Paris avaient dénoncé au Saint-Siège les Jésuites de la Chine, comme coupables d'idolâtrie, par la tolérance qu'ils accordaient à certains honneurs que les Chinois sont dans l'habitude de rendre à leurs ancêtres et à la mémoire de Confucius. Cette controverse était la suite de celle qui s'était élevée,

quarante ans auparavant, entre les Jésuites et les Dominicains, et que le Pape Alexandre VII avait espéré terminer par son décret du 23 Mars 1656. Sur l'exposé des missionnaires, il avait permis certaines cérémonies comme purement civiles et politiques, et en avait proscrit d'autres comme superstitieuses. Mais la dispute venait de se ranimer, soutenue par deux prêtres des Missions étrangères, MM. Tiberge et Brisacier. Les PP. Lecomte et Gobien défendaient, en France, la cause des Jésuites.

La question était difficile à résoudre ; elle supposait la connaissance de la langue, des idées et des usages d'un pays lointain absolument différent du nôtre. Il fallait surtout prendre garde que ces disputes théologiques ne nuisissent à la diffusion de la foi chrétienne, récemment implantée en Chine par le zèle et la science des Jésuites. En tout cas, l'affaire était soumise à l'autorité de Rome, et il n'était pas permis aux évêques français de préjuger la décision. Cependant, Bossuet et Le Tellier préparèrent en commun une étude sur ce problème assez ardu, pour la soumettre à la prochaine réunion.

Relativement aux propositions de morale, Bossuet ne fit que dresser un avant-projet, se réservant de faire une étude plus approfondie dans le courant de l'assemblée.

Celle-ci s'ouvrit à Saint-Germain le 2 Juin. Maurice Le Tellier avait son logement au château, comme le plus ancien des archevêques de France. En vertu d'un règlement de l'assemblée de 1695, l'on devait nommer un archevêque président, et un évêque vice-président. Le Tellier

se livra à des bragues peu dignes de son caractère pour éluder ce règlement; il craignait d'être éclipsé par l'évêque de Meaux. Il multiplia les efforts pour gagner les évêques à son parti. La chose n'était pas si facile; car au dire de l'abbé Le Dieu, soupant un de ces soirs chez l'abbé de Louvois, Le Tellier laissa échapper cette réflexion significative: « il est bien fatigant de faire le métier d'embaucheur. » Enfin, il fut élu président, et la vice-présidence échut à l'archevêque d'Auch. Bossuet sentit vivement l'injustice de ce procédé. Pendant deux jours, il trahit par une attitude triste et froide la peine qu'il éprouvait. Le Tellier voulut effacer cette impression en multipliant les actes de courtoisie. Il visita l'évêque de Meaux, l'emmena à Saint-Germain dans son carrosse; et, par ses airs d'ouverture et ses actes de déférence, fit oublier au prélat, resté toujours son ami, la douloureuse épreuve qu'il lui avait causée.

Dès le début de l'assemblée, une difficulté assez grave faillit en entraver la marche. Cette réunion n'avait régulièrement d'autre objet que d'approuver les comptes du clergé, voter des subsides, et déterminer en commun certaines mesures d'administration temporelle; il ne lui était permis de traiter ni du dogme, ni de la morale. On en sollicita la permission du Roi, que l'on avait d'assez longue main disposé à la concéder. Les archevêques de Paris et de Reims se plaignaient à Louis XIV des menées jansénistes, de l'audace de la secte, de ses écrits clandestins, et laissaient entendre qu'il était temps de réprimer d'aussi

pernicieux écarts. L'évêque de Meaux, un peu suspect au Roi sur cette matière, dit-on, se chargea de la morale relâchée. De temps en temps, il soulevait l'indignation du monarque en lui lisant les propositions des plus mauvais casuistes, évitant d'ajouter qu'elles avaient été dûment condamnées par le Saint-Siège. Le Roi prêtait volontiers l'oreille aux mesures de rigueur réclamées contre les Jansénistes, il se montrait moins accommodant à l'égard de celles que l'on dirigeait contre les casuistes. On le fatigua par de nouvelles instances. Deux Mémoires lui furent adressés à ce sujet, l'un par Maurice Le Tellier, l'autre par Bossuet; celui-ci s'était fait appuyer par Madame de Maintenon, et développait sur le prétendu mal qui ravageait l'Église de France un tableau qui émut Louis XIV. Le prince finit par « autoriser l'assemblée à travailler à la censure, et à procéder à la condamnation des casuistes, fauteurs de la morale relâchée, mais à la condition expresse que les auteurs condamnés ne seraient pas nommés. »

L'archevêque de Reims parut particulièrement satisfait, il en témoigna toute sa joie à Bossuet; et, le 26 Juin, il proposa à l'assemblée de traiter de la doctrine et de la morale. Voici comment Le Dieu raconte cet incident : ¹

« Ce samedi, vingt-six de Juin, M. de Reims a proposé de traiter de la doctrine et de la morale, a dit le pouvoir qu'en a l'assemblée ainsi que les évêques, toutes les fois qu'ils se trouvent réunis; sur quoi, il a rapporté tous les exemples des procès-verbaux du clergé, d'un

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 56.

grand nombre d'assemblées, où plusieurs censures ont été portées, tant sur le dogme que sur la morale; et en particulier, l'assemblée de 1682, où furent faites les célèbres propositions du clergé sur la puissance ecclésiastique, et où aussi l'assemblée avait résolu de censurer la morale relâchée des casuistes, dont plusieurs propositions furent extraites et imprimées, et une commission formée pour dresser la censure, du choix de feu M. de Paris, qui mit M. l'évêque de Meaux à la tête de cette commission; il a ajouté que la nécessité de traiter du Jansénisme et de la morale relâchée était urgente par la considération seule d'un livre; *Augustiniana Ecclesiae romanæ doctrina* etc... adressé à l'assemblée même, où tout le venin du Jansénisme était renouvelé; il demandait aussi la censure d'un grand nombre d'erreurs tirées du *Nodus* de Sfondrat.

« M. l'archevêque d'Auch, premier opinant, a dit qu'il n'était pas à propos de remuer de pareilles matières; que l'assemblée ne le pouvait pas, attendu qu'elle n'était convoquée que pour les affaires temporelles, et pour entendre les comptes du clergé; qu'elle n'aurait pas le temps de faire autre chose. Plusieurs évêques furent du même avis. M. l'évêque de Meaux, venant à parler à son tour, a fait voir la nécessité de traiter, dans la présente assemblée, des matières de doctrine et de morale; et dit que l'assemblée en a le pouvoir. Outre ce livre nouvellement dédié à l'assemblée même, tous les relâchements des casuistes lui ouvrirent un beau champ pour montrer la

nécessité de mettre des bornes à leur hardiesse par la censure de leurs principaux excès; que ce dessein avait été entamé dès 1682; que tous les évêques avaient eu, dès lors, en leurs mains, le recueil des propositions qui devaient être examinées; qu'il ne restait qu'à achever ce qui avait été commencé. Que l'assemblée en avait le pouvoir; ce qu'il fit voir par toute la tradition. Réfutant en particulier l'avis de M. d'Auch, il dit que, si une telle proposition était énoncée par des laïques, il faudrait la réfuter par l'Écriture sainte et la Tradition; mais qu'il suffisait de faire attention à tous les exemples cités par M. de Reims, des assemblées précédentes, des capitulaires de nos rois, et des états généraux du royaume, où l'ordre ecclésiastique avait coutume de se retirer dans sa chambre, pour y régler en particulier ce qu'il jugeait à propos sur les affaires spirituelles du clergé. »

Il y eut bien encore quelque résistance de la part de l'assemblée; mais la pluralité des voix se rangea enfin à l'opinion de MM. de Reims et de Meaux. On allait donc entrer dans l'étude des deux questions que les plus influents personnages avaient présentées au Roi et aux évêques comme absolument urgentes : le Jansénisme et la morale relâchée. Il est curieux d'examiner la tournure qu'allait prendre ce double problème sous l'action combinée de Le Tellier et de Bossuet.

« Vers le commencement de l'année 1683, l'abbé Le Dieu,¹ les Jansénistes, l'abbé de Meaux, etc.

¹ Le Dieu, *Journ.*

d'être bien relevé, s'il fait une censure où la doctrine de saint Augustin soit tant soit peu altérée ; que lui, qui parle, et ceux qui sont dans ses sentiments, ont toute leur vie médité sur saint Augustin ; qu'ils en possèdent parfaitement la doctrine, et qu'ils ne souffriront pas qu'on y donne la moindre atteinte ; qu'ils y seront très-attentif ; et que, dès ce moment, ils sont très-résolus et tout prêts à écrire. »

Les Jansénistes joignaient la menace à l'apologie. Les prélats furent effrayés ; et l'on vit rapidement décroître l'ardeur que Bossuet, Le Tellier et plusieurs autres déployaient contre la secte au début de l'assemblée. On trouva des prétextes faciles pour éluder la condamnation des propositions jansénistes. Quelques-uns jugèrent qu'elles n'étaient pas assez expliquées : « Nous n'avons pas le temps d'étudier ces propositions, dit M. de Rennes ; » « il n'y a plus de Jansénistes, répétait M. de Châlons, inspiré, par les Pères de l'Oratoire, qui lui promettaient d'écrire en faveur de M. Arnauld, et d'expliquer les vrais sentiments de saint Augustin, que n'entendait pas assez bien, disaient-ils, M. de Meaux.

Enfin, après bien des hésitations, l'assemblée censura d'une manière bénigne quatre propositions extraites de quelques livres jansénistes ; une cinquième fut effacée sur les instances de la secte. « On aurait pu, dit Le Dien, trouver d'autres propositions également censurables dans la *Solution de divers Problèmes* attribuée au P. Quesnel, et dans le *Causa Arnaldina* du même, qui commence par

ces mots : *Revertimini ad judicium*, comme si l'affaire de M. Arnauld et du Jansénisme était mal jugée, et qu'il fallût y revenir ; mais M. de Meaux a dit qu'il fallait épargner M. Arnauld, un si grand homme, et, par conséquent, son ami si zélé le P. Quesnel, qui ne parle et n'imprime que pour sa justification.¹ » Plus tard, Bossuet disait à son secrétaire « que le *Causa Arnaldinx* méritait bien d'être condamné à l'assemblée de 1700, mais que l'on avait voulu épargner la mémoire de ce grand homme, (Quesnel) et ne pas donner à son neveu M. l'abbé Pomponne le déplaisir de voir son oncle censuré à ses yeux.² » Et l'abbé Le Dieu « ayant fait observer qu'il y aurait lieu de noter des propositions de l'*Augustiniana ecclesie doctrina*, dédié à l'assemblée : « Non, dit M. de Meaux, « il ne convient pas d'en parler; ils veulent épargner les « Jansénistes; » entendant sans doute MM. de Paris et de Reims ; le premier craignant de les irriter, sans doute par considération pour M. l'abbé Boileau de l'archevêché. »

Ainsi se termina la première phase de l'assemblée. Il faut le reconnaître : les considérations personnelles avaient prévalu sur la défense de la vérité ; la crainte des Jansénistes avait bien fort refroidi le zèle de Bossuet et celui de Le Tellier. Il se réveilla plus actif quand il s'agit des Jésuites, et de la morale relâchée.

La question des rites chinois fut la première mise à l'étude. L'archevêque de Reims et l'évêque de Meaux,

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 70.

² *Ibid.* p. 389.

pernicieux écarts. L'évêque de Meaux, un peu suspect au Roi sur cette matière, dit-on, se chargea de la morale relâchée. De temps en temps, il soulevait l'indignation du monarque en lui lisant les propositions des plus mauvais casuistes, évitant d'ajouter qu'elles avaient été dûment condamnées par le Saint-Siège. Le Roi prêtait volontiers l'oreille aux mesures de rigueur réclamées contre les Jansénistes, il se montrait moins accommodant à l'égard de celles que l'on dirigeait contre les casuistes. On le fatigua par de nouvelles instances. Deux Mémoires lui furent adressés à ce sujet, l'un par Maurice Le Tellier, l'autre par Bossuet; celui-ci s'était fait appuyer par Madame de Maintenon, et développait sur le prétendu mal qui ravageait l'Église de France un tableau qui émut Louis XIV. Le prince finit par « autoriser l'assemblée à travailler à la censure, et à procéder à la condamnation des casuistes, fauteurs de la morale relâchée, mais à la condition expresse que les auteurs condamnés ne seraient pas nommés. »

L'archevêque de Reims parut particulièrement satisfait, il en témoigna toute sa joie à Bossuet; et, le 26 Juin, il proposa à l'assemblée de traiter de la doctrine et de la morale. Voici comment Le Dieu raconte cet incident : ¹

« Ce samedi, vingt-six de Juin, M. de Reims a proposé de traiter de la doctrine et de la morale, a dit le pouvoir qu'en a l'assemblée ainsi que les évêques, toutes les fois qu'ils se trouvent réunis; sur quoi, il a rapporté tous les exemples des procès-verbaux du clergé, d'un

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 56.

grand nombre d'assemblées, où plusieurs censures ont été portées, tant sur le dogme que sur la morale; et en particulier, l'assemblée de 1682, où furent faites les célèbres propositions du clergé sur la puissance ecclésiastique, et où aussi l'assemblée avait résolu de censurer la morale relâchée des casuistes, dont plusieurs propositions furent extraites et imprimées, et une commission formée pour dresser la censure, du choix de feu M. de Paris, qui mit M. l'évêque de Meaux à la tête de cette commission; il a ajouté que la nécessité de traiter du Jansénisme et de la morale relâchée était urgente par la considération seule d'un livre; *Augustiniana Ecclesie romanæ doctrina* etc... adressé à l'assemblée même, où tout le venin du Jansénisme était renouvelé; il demandait aussi la censure d'un grand nombre d'erreurs tirées du *Nodus* de Sfondrat.

« M. l'archevêque d'Auch, premier opinant, a dit qu'il n'était pas à propos de remuer de pareilles matières; que l'assemblée ne le pouvait pas, attendu qu'elle n'était convoquée que pour les affaires temporelles, et pour entendre les comptes du clergé; qu'elle n'aurait pas le temps de faire autre chose. Plusieurs évêques furent du même avis. M. l'évêque de Meaux, venant à parler à son tour, a fait voir la nécessité de traiter, dans la présente assemblée, des matières de doctrine et de morale; et dit que l'assemblée en a le pouvoir. Outre ce livre nouvellement dédié à l'assemblée même, tous les relâchements des casuistes lui ouvrirent un beau champ pour montrer la

nécessité de mettre des bornes à leur hardiesse par la censure de leurs principaux excès; que ce dessein avait été entamé dès 1682; que tous les évêques avaient eu, dès lors, en leurs mains, le recueil des propositions qui devaient être examinées; qu'il ne restait qu'à achever ce qui avait été commencé. Que l'assemblée en avait le pouvoir; ce qu'il fit voir par toute la tradition. Réfutant en particulier l'avis de M. d'Auch, il dit que, si une telle proposition était énoncée par des laïques, il faudrait la réfuter par l'Écriture sainte et la Tradition; mais qu'il suffisait de faire attention à tous les exemples cités par M. de Reims, des assemblées précédentes, des capitulaires de nos rois, et des états généraux du royaume, où l'ordre ecclésiastique avait coutume de se retirer dans sa chambre, pour y régler en particulier ce qu'il jugeait à propos sur les affaires spirituelles du clergé. »

Il y eut bien encore quelque résistance de la part de l'assemblée; mais la pluralité des voix se rangea enfin à l'opinion de MM. de Reims et de Meaux. On allait donc entrer dans l'étude des deux questions que les plus influents personnages avaient présentées au Roi et aux évêques comme absolument urgentes : le Jansénisme et la morale relâchée. Il est curieux d'examiner la tournure qu'allait prendre ce double problème sous l'action combinée de Le Tellier et de Bossuet.

« Vers le commencement de Juillet, dit l'abbé Le Dieu,¹ les Jansénistes écrivirent à M. de Meaux une

¹ Le Dieu, *Journal*, tom. II, p. 60. *Noté.*

grande lettre qu'ils promettaient de tenir secrète, et de ne communiquer qu'à MM. de Paris et de Reims. Ils s'efforçaient de lui persuader que cette proposition: *le Jansénisme est un fantôme*, ne mérite aucune censure, puisque tant de saints évêques qu'ils lui citent, tous les théologiens et tous les gens de bien l'ont cru et le croient ainsi, à l'exception des Jésuites seuls, qui ont intérêt de se servir de ce prétexte pour persécuter les plus habiles docteurs et les plus saints prêtres. Que si cette proposition se trouve dans quelques petits livres anonymes, elle n'est pas pour cela digne d'une censure aussi grave que celle du clergé, puisque ces livres sont tout à fait ignorés, et que la censure ne servirait qu'à les faire connaître....

« Cette première lettre sur le fantôme, adressée à M. de Meaux même, fut suivie, peu après, d'une seconde adressée à un abbé de l'assemblée, et même de la commission, qu'on ne nomme pas. Elle roule toute sur le dessein de censurer la proposition extraite de la préface de l'*Augustiniana Ecclesiæ romanæ doctrina*, où est renouvelée la première des cinq propositions. L'auteur fait tous ses efforts pour justifier la proposition condamnée, par les anciens Pères et par les scolastiques; de sorte qu'il se flatte d'avoir mis la chose en une telle évidence qu'elle ne peut être contredite. Il vient ensuite à des raisons personnelles contre M. de Meaux, et dit, que n'ayant pas encore publié son grand ouvrage sur la grâce, on ne sait pas quel est son système sur cette matière ; qu'il doit s'attendre

d'être bien relevé, s'il fait une censure où la doctrine de saint Augustin soit tant soit peu altérée ; que lui, qui parle, et ceux qui sont dans ses sentiments, ont toute leur vie médité sur saint Augustin ; qu'ils en possèdent parfaitement la doctrine, et qu'ils ne souffriront pas qu'on y donne la moindre atteinte ; qu'ils y seront très-attentif ; et que, dès ce moment, ils sont très-résolus et tout prêts à écrire. »

Les Jansénistes joignaient la menace à l'apologie. Les prélats furent effrayés ; et l'on vit rapidement décroître l'ardeur que Bossuet, Le Tellier et plusieurs autres déployaient contre la secte au début de l'assemblée. On trouva des prétextes faciles pour éluder la condamnation des propositions jansénistes. Quelques-uns jugèrent qu'elles n'étaient pas assez expliquées : « Nous n'avons pas le temps d'étudier ces propositions, dit M. de Rennes ; » « il n'y a plus de Jansénistes, répétait M. de Châlons, inspiré, par les Pères de l'Oratoire, qui lui promettaient d'écrire en faveur de M. Arnauld, et d'expliquer les vrais sentiments de saint Augustin, que n'entendait pas assez bien, disaient-ils, M. de Meaux.

Enfin, après bien des hésitations, l'assemblée censura d'une manière bénigne quatre propositions extraites de quelques livres jansénistes ; une cinquième fut effacée sur les instances de la secte. « On aurait pu, dit Le Dieu, trouver d'autres propositions également censurables dans la *Solution de divers Problèmes* attribuée au P. Quesnel, et dans le *Causa Arnaldina* du même, qui commence par

ces mots : *Revertimini ad judicium*, comme si l'affaire de M. Arnauld et du Jansénisme était mal jugée, et qu'il fallût y revenir ; mais M. de Meaux a dit qu'il fallait épargner M. Arnauld, un si grand homme, et, par conséquent, son ami si zélé le P. Quesnel, qui ne parle et n'imprime que pour sa justification.¹ » Plus tard, Bossuet disait à son secrétaire « que le *Causa Arnaldina* méritait bien d'être condamné à l'assemblée de 1700, mais que l'on avait voulu épargner la mémoire de ce grand homme, (Quesnel) et ne pas donner à son neveu M. l'abbé Pomponne le déplaisir de voir son oncle censuré à ses yeux.² » Et l'abbé Le Dieu « ayant fait observer qu'il y aurait lieu de noter des propositions de l'*Augustiniana ecclesiae doctrina*, dédié à l'assemblée : « Non, dit M. de Meaux, « il ne convient pas d'en parler; ils veulent épargner les « Jansénistes; » entendant sans doute MM. de Paris et de Reims ; le premier craignant de les irriter, sans doute par considération pour M. l'abbé Boileau de l'archevêché. »

Ainsi se termina la première phase de l'assemblée. Il faut le reconnaître : les considérations personnelles avaient prévalu sur la défense de la vérité ; la crainte des Jansénistes avait bien fort refroidi le zèle de Bossuet et celui de Le Tellier. Il se réveilla plus actif quand il s'agit des Jésuites, et de la morale relâchée.

La question des rites chinois fut la première mise à l'étude. L'archevêque de Reims et l'évêque de Meaux,

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 70.

² *Ibid.* p. 389.

étaient d'avis que l'affaire fut portée à l'assemblée ; mais la plupart des évêques firent remarquer qu'il serait inconvenant de préjuger la sentence du Saint-Siège auquel la cause était déférée. Cet avis prévalut. MM. de Reims et de Meaux prirent alors un moyen détourné pour faire condamner les Jésuites ; ils firent censurer par la Sorbonne les livres sur la Chine : les *Mémoires* du P. Lecomte, et sa dernière lettre à M. le duc du Maine, l'*Histoire de l'Édit de la Chine* du P. Le Gobien, et, en particulier, les propositions du P. Lecomte déjà déférées à Rome. Au dire de Le Dieu, Le Tellier, Bossuet et le cardinal de Noailles avaient concerté ce plan avant même l'ouverture de l'assemblée.¹

En même temps, l'on hâtait la conclusion de la censure contre les casuistes. Cette mesure visait spécialement les Jésuites. L'orage s'annonçait redoutable contre eux. Maurice Le Tellier s'en réjouit d'une manière peu honorable, et s'abandonna à la satisfaction de voir humilier ses adversaires. Bossuet faisait tous ses efforts pour le contenir : « Il faut laisser dire M. de Reims, disait-il, mais quand il faudra dresser une censure, je suis bien résolu de n'y laisser glisser aucun mot d'aigreur ni de dureté. »

L'évêque de Meaux complétait le travail ébauché avant la réunion de l'assemblée, et multipliait les *Mémoires* contre la *Probabilité*, et les extraits de propositions à censurer. La commission se réunissait souvent chez M. de Reims ; mais le caractère de celui-ci ne facili-

¹ Le Dieu, Tom. II, p. 62.

taît pas toujours la tâche. « L'humeur de M. de Reims, disait Bossuet, a sa difficulté, parce que parlant durement à ceux qui arrêtent le travail, il les rebute contre l'intérêt de la bonne cause.¹ » Mais en même temps, Bossuet affirme « que cet archevêque a les intentions droites, qu'il veut le bien, qu'il est très-appliqué et très-entendu, autant dans les matières spirituelles et de doctrine que dans le temporel et les comptes ou finances du clergé.² » Ces paroles nous montrent dans Bossuet une estime sincère pour Maurice Le Tellier.

Cependant le travail avançait. Cent vingt-neuf propositions furent arrêtées dans la commission. M. de Reims les fit traduire en français et mettre au net ; et voyant la résolution que l'on avait prise de les faire imprimer, il s'ouvrit à plusieurs prélats du dessein qu'il avait de les présenter au Roi ; ce qu'il fit en effet aussitôt. Le Roi, les ayant lues, lui dit : « Ces propositions me font horreur, il n'y a qu'une chose que je n'y entends pas ; ce que c'est que la foi implicite et explicite. » M. de Reims le lui expliqua.³

La censure de la morale relâchée était donc toute prête ; il s'agissait de la faire accepter par l'assemblée. Malgré l'autorité de Bossuet qui avait fait la plus grande partie du travail, tous n'étaient pas disposés à l'accueillir favorablement. Il fallait au président un grand talent d'insinuation pour faire admettre la censure en bloc. Mais le caractère de Maurice

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 74.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 89.

Le Tellier était peu propre à obtenir ce résultat. Ses allures brusques avaient froissé bien des esprits, pendant le cours des discussions, et il s'était créé un assez fort parti d'opposition. Il eut alors recours à un expédient plein d'habileté. M. de Noailles, archevêque de Paris venait d'être nommé cardinal. Cette nouvelle dignité permettait à l'archevêque de Reims de s'effacer devant lui sans perdre son prestige. En même temps, M. de Noailles était l'homme le plus propre à diriger l'assemblée. Il avait un talent réel, des manières insinuantes et polies, une rare dextérité dans le maniement des esprits. Tous l'acceptèrent avec empressement pour présider l'assemblée à la place de Le Tellier (17 Août.) Ce dernier, quelques jours après, vit échouer l'une de ses propositions. Il avait demandé que les réguliers, en passant d'un diocèse dans un autre, obtinssent un témoignage, non-seulement de leur provincial, mais encore de l'évêque qu'ils quittaient. Les prélats maintinrent la nécessité de la lettre du provincial, mais ne voulurent pas exiger celle de l'évêque.

Le 26 Août, le cardinal de Noailles présida l'assemblée. « Il commença par un remerciement de l'honneur qui lui était fait : le Pape, le Roi, M. de Reims n'y furent pas oubliés. Ce dernier répondit au nom de l'assemblée qu'elle tenait à honneur d'avoir M. de Noailles pour président, à raison de son mérite, de ses lumières, de sa piété et de ses bonnes intentions. Le cardinal dit ensuite que la foi et la doctrine étant la plus importante matière, à traiter dans cette assemblée, et tout étant disposé

pour la conclure, il jugeait qu'il était temps d'en lire le rapport et d'en délibérer.... Plusieurs autres évêques exprimèrent successivement leur avis. M. de Noailles reprit la parole pour faire voir combien la censure était nécessaire, en particulier pour l'instruction des pasteurs et des confesseurs ; qu'autant ces erreurs se renouvelaient chaque jour, autant il fallait apporter de vigilance à les abattre, en renouvelant les censures ; que celles du Saint-Office n'ayant ici *aucune force, la devaient recevoir de l'autorité du clergé de France* ; que ce travail était aisé, après les grandes avances qu'on avait dans toutes les censures précédentes, où l'on voyait les qualifications particulières de toutes les mauvaises propositions de morale ; qu'il persistait donc dans son premier avis. M. de Reims de même, en répétant l'inutilité des censures de Rome. ¹ » Bossuet disait de son côté qu'il ne restait à donner à toutes ces censures qu'une forme convenable aux usages et aux maximes de France, « *afin qu'elles pussent avoir autorité dans le royaume.* »

Ces derniers traits sont remarquables ; ils peignent l'état des esprits dans l'assemblée de 1700. Les prélats français pensaient naïvement communiquer à la chaire apostolique l'autorité dont elle a besoin pour juger l'erreur, et imprimer à ses arrêts le caractère obligatoire qu'ils n'avaient pas, à leur avis, dans le royaume très-chrétien.

On employa plusieurs séances à l'étude détaillée des

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, P. 96, 99, 100.

propositions élaborées par Bossuet. Après quelques discussions, l'assemblée finit par accepter le travail de l'évêque de Meaux. Il se résumait en cent vingt-neuf propositions, tirées presque toutes des ouvrages des Jésuites, et qualifiées de notes diverses; on avait joint aux Pères quelques autres religieux Cisterciens et Bénédictins, mais en fort petit nombre.

« Le jeudi, 2 Septembre, dans la séance du soir, M. le cardinal de Noailles dit qu'après que les questions avaient été si bien expliquées par M. de Meaux, il n'y restait aucune difficulté; qu'on pouvait donc se déterminer en peu de temps; qu'il en pria l'assemblée, en considération du voyage de Rome, pour lequel il était obligé de partir incessamment; qu'il pria que tout fût prêt pour signer les propositions et la censure le samedi suivant; et que, pour y préparer toute chose, on pouvait s'assembler chez lui le vendredi soir, à son arrivée de Paris. Cela fut ainsi adopté. Au reste, tous les opinants donnèrent de grands éloges à M. de Meaux en disant leur avis.¹

Ainsi que le fait très-judicieusement remarquer M. Réaume, dans son *Histoire de Bossuet*,² quand on examine de près le travail que fit pendant cette assemblée Bossuet, stimulé par Maurice Le Tellier, deux choses étonnent singulièrement: d'abord la rapidité de l'étude de Bossuet, puis la provenance des propositions soumises à la censure. On conserve au Séminaire de Meaux un

¹ Le Dieu, *Journal*, Tom. II, p. 153.

² Réaume, *Hist. de Bossuet*, Tom. III, p. 383.

manuscrit, rédigé par Le Dieu, sous ce titre: *Clef de la censure*, dans lequel est indiquée la provenance des propositions dont Louis XIV avait expressément défendu de faire connaître les auteurs. Ces propositions se trouvent disséminées dans un ensemble de plus de cent volumes in-folio. Une telle étude exigeait un temps considérable. Or, en lisant le détail des occupations de Bossuet, qui nous est indiqué presque jour par jour, il est vraiment difficile d'y trouver le temps nécessaire à l'évêque de Meaux pour d'aussi longues recherches. D'ailleurs, on s'étonne de voir, parmi les auteurs censurés, des noms comme ceux de Bellarmin, Lessius, Diana, Sanchez, Sirmond, Vasquez, etc., en un mot, de véritables autorités théologiques, dont les noms sont cités avec honneur par Benoît XIV, saint François de Sales et saint Alphonse de Liguori.

Bossuet dut être aidé dans son travail par des docteurs qui faisaient les extraits des propositions, les isolaient du contexte, et en suggéraient les qualifications; et il n'est pas téméraire de penser que ces secrétaires étaient des Jansénistes. La main de Quesnel, si manifestement épargné et même loué par l'évêque de Meaux et plusieurs membres de l'assemblée, ne resta pas étrangère au travail. Voici ce que dit, à ce sujet, Fénelon, dans un *Mémoire secret* adressé au Pape en 1705: « La première source de tout le mal et la cause de nos dissensions ne sont autres que les chefs de la faction, que l'on sait être très-choyés par l'archevêque de Paris, qui ne dirige et n'administre rien sans

prendre leur conseil. Ces mêmes hommes, contre lesquels on devait sévir dans les assemblées de 1700, et de notre année 1705, étaient ceux-là mêmes qui faisaient tout mouvoir à leur gré. En 1700, Quesnel était venu secrètement à Paris, afin de suggérer tout ce qu'il y aurait à faire et à dire, en compagnie de Boileau, Dugué, Couet, et du général de l'Oratoire. Leur intervention ne fut pas vaine ; car, si on excepte les quelques actes dirigés, aussi légèrement que possible, contre les Jansénistes par les meneurs de l'assemblée pour ne pas déplaire au Roi, *il est constant que le reste a été pris mot à mot des notes fournies par Quesnel.* »

La censure des propositions fut acceptée et signée le 4 Septembre. Le 20 du même mois, M. de Meaux alla au lever du Roi, où il reçut mille compliments sur la censure. Tous trouvèrent admirable le travail de l'assemblée. Le même jour, à deux heures après midi, l'évêque de Montauban fit la harangue au Roi ; et le clergé en corps remercia Sa Majesté de lui avoir permis de se réunir.

Maurice Le Tellier surtout parut satisfait de la condamnation portée contre la doctrine des Jésuites. « Il dit partout, écrit l'abbé Le Dieu, qu'il donnera cette barrière aux bons Pères de son diocèse, en publiant la censure en latin et en français, *avec toutes ses sauces.* ¹ »

Ainsi se termina, le 20 Septembre, l'assemblée de 1700. Le journal de l'abbé Le Dieu, secrétaire de Bossuet, nous a paru en retracer assez bien la physionomie ;

¹ *Ibid.*

c'est pourquoi nous l'avons souvent cité. Nous avons dit que cette assemblée fut le complément de celle de 1682. Elle eut une influence plus latente peut-être, mais non moins réelle, et dont notre époque a vu les derniers vestiges. Elle imprima aux théories relatives à la morale un caractère d'exagération janséniste, qui éloignait les âmes de la vérité et de la vertu. Il fallut de persévérants efforts pour en déraciner les effets ; et dans le diocèse de Reims en particulier, Maurice Le Tellier légua, sous ce rapport, à ses successeurs, un héritage fécond en difficultés.¹

Après la séparation de l'assemblée, sur la fin d'Octobre, la Sorbonne condamna les propositions du P. Lecomte relatives aux rites chinois, lesquelles lui avaient été soumises, à la sollicitation de Bossuet et de Le Tellier.

Les actes de l'assemblée ne restèrent pas sans réponse. Plusieurs écrits circulèrent dans le public. L'un d'eux était intitulé : *Lettre d'un abbé à son ami sur la censure des propositions de l'assemblée du clergé*. Elle provenait, paraît-il, d'un Jésuite, le père Daniel, relevait avec vivacité les côtés faibles de la censure, et tournait en ridicule les diverses phases et les irrégularités de la procédure.

Plusieurs traits, dirigés contre Bossuet et Le Tellier, durent leur être sensibles, et leur firent, dès lors, expier la faute qu'ils avaient commise, en se laissant ainsi circonvenir par les intrigues jansénistes.

¹ L'histoire du Jansénisme à Reims, dans les années qui suivirent, est un des sujets les plus intéressants d'histoire locale. On en trouve de nombreux détails dans les *Nouvelles ecclésiastiques*.



CHAPITRE XII.

Maurice LE TELLIER à la Cour de Louis XIV.

FAVEUR ET DISGRACE.

Bontés du Roi pour Maurice Le Tellier. — Affaire de Barbesieux. — Rapports du Roi et de Le Tellier pendant l'assemblée de 1700. — Caractère de Le Tellier à la Cour; appréciations de Saint-Simon et de Madame de Sévigné. — Intrigue janséniste; disgrâce de Le Tellier. — Le Tellier nommé doyen du Conseil d'État. — Mort de Bossuet. — Le Tellier retrouve la faveur du Roi. — Sa mort. — Son testament. — Appréciation générale de l'action de Maurice Le Tellier.

Plusieurs fois déjà, dans le cours de cette étude, nous avons constaté l'action de l'autorité du Roi sur la conduite de Maurice Le Tellier. L'histoire de l'administration et de l'influence de l'archevêque de Reims serait donc incomplète, si nous n'achevions pas de décrire les rapports qui existèrent entre le prince et le courtisan. En même temps, il ne sera pas sans intérêt de voir quel fut, à la Cour et dans sa haute fortune, le caractère de Maurice Le Tellier.

Dès le début de sa carrière, Le Tellier jouit de l'appui du monarque. Son père et son frère étaient alors en possession de tout leur crédit; et volontiers le Roi

reportait sur l'abbé Le Tellier une partie du haut intérêt qu'il témoignait à sa famille. Il semble d'ailleurs lui avoir dès lors voué un sentiment d'affection personnelle, d'estime véritable, fondée sur les qualités qu'il remarquait en ce jeune homme. Nous en avons trouvé les témoignages dans ces lettres exceptionnellement flatteuses qu'il lui donna à son départ pour l'Italie. De bonne heure aussi, il l'avait comblé de nombreux et riches bénéfices; et, par une faveur signalée, qui parut à quelques-uns excessive, il l'avait, tout jeune encore, promu à la coadjutorerie de Reims.

C'était enhardi et soutenu par cette protection du prince, que le prélat avait réalisé rapidement ses premiers plans d'administration, fortifié son pouvoir contre l'échevinage rémois, développé son Université, fondé ou agrandi les Séminaires, et lutté à Sedan contre le Protestantisme.

Le Tellier ne pouvait être oublieux assurément de ces bienfaits multiples. Il s'en souvint; mais, en plusieurs circonstances, ce fut malheureusement au détriment de son indépendance épiscopale; et le désir de plaire au Roi fut un des motifs de sa conduite si regrettable dans l'affaire de la régale. Le Roi averti par sa conscience, sut comprendre la nécessité de s'arrêter dans une voie périlleuse, et son autorité contint les esprits lancés dans cette mauvaise aventure, et en particulier celui de l'archevêque de Reims. Il le modéra aussi, d'une manière bienveillante, mais ferme, dans ses divers démêlés avec les Jésuites.

Pendant cette période de haute fortune, Maurice Le Tellier est souvent à la Cour. Il officie, de temps en temps,

à la chapelle du Roi, et y prononce plusieurs sermons. Louis XIV a pour lui d'aimables prévenances. Avant l'ouverture de l'une des assemblées du clergé, le Roi rencontrant le prélat dans la cour du château, lui offre ses appartements. « Mais, Sire, dit l'archevêque, je ne sais pas encore si je serai nommé président de l'assemblée. » — « C'est égal, répond le prince, je suis maître chez moi, et je prête ma maison à qui me plaît. »

Cependant des circonstances douloureuses avaient plus d'une fois fait craindre à l'archevêque de Reims de voir diminuer son crédit.

En 1685, il perdit son père, le célèbre chancelier, qui avait ouvert à ses enfants la voie aux honneurs, et aux grandes charges de l'État.¹ Ce qui nous reste des lettres adressées par Maurice Le Tellier à son père, témoigne d'un sentiment profond de respect et de piété filiale, qui dut le rendre fort sensible à la perte de l'illustre vieillard.

« Un amour-propre assez naturel faisait vivement désirer à l'archevêque de Reims que l'homme le plus éloquent

¹ Michel Le Tellier était né le 19 Avril 1603, d'un conseiller à la cour des aides, seigneur de Chaville. Il fut successivement conseiller au grand conseil, en 1624, procureur du Roi au Châtelet de Paris (1631), maître des requêtes (1638); et travailla, avec le chancelier Séguier et Omer Talon, à la répression du soulèvement de Normandie. Il obtint l'intendance de l'armée de Piémont, en 1640; et remarqué par Mazarin, il fut, en 1643, porté au secrétariat de la guerre. Il prit une part importante au traité de Rueil, à la captivité des princes, sauva Péronne des mains des Espagnols, et eut toute la confiance de Mazarin dans les négociations qui amenèrent la paix des Pyrénées. Michel Le Tellier épousa, en 1640, Elisabeth Turpin, fille de Jean Turpin, seigneur de Vauvredon, et en eut trois enfants : Louvois, Maurice Le Tellier et une fille.

de son siècle fût l'historien et le panégyriste de son père.

« Bossuet ne put refuser à l'amitié et à la reconnaissance un témoignage qu'on lui demandait comme une grâce, et qui lui parut un devoir. L'archevêque de Reims ne fut trompé ni dans ses conjectures, ni dans ses espérances ; et le chancelier Le Tellier est resté plus

En 1666, Michel Le Tellier remit sa charge à son fils Louvois, et en 1677 il reçut de Louis XIV la dignité de chancelier et de garde des sceaux. En remerciant le Roi, il lui dit ce mot célèbre : « Sire, vous avez voulu honorer ma famille et couronner mon tombeau. »

L'abbé de Choisy a tracé, de Michel Le Tellier, le portrait suivant dont plusieurs traits ont été contestés :

« Michel De Tellier avait reçu de la nature toutes les grâces de l'extérieur, un visage agréable, les yeux brillants, les couleurs du teint vives, un sourire spirituel, qui prévenait en sa faveur. Il avait tous les dehors d'un honnête homme, l'esprit doux, facile, insinuant ; il parlait avec tant de circonspection qu'on le croyait plus habile qu'il n'était ; et souvent, on attribuait à sa sagesse ce qui ne venait que d'ignorance. Modeste sans affectation, cachant sa faveur avec autant de soin que son bien, la fortune la plus éclatante et la première charge de l'Etat ne lui firent pas oublier que son grand père avait été conseiller de la cour des aides. Il ne fit jamais vanité d'une belle et fausse généalogie ; et, il faut rendre justice à ses enfants, ils ont imité sa modestie sur ce point là, et n'ont pas endossé un ridicule fort ordinaire aux gens de nouvelle fabrique. Mais aussi se donna-t-il l'exclusion à la pairie. Il promettait beaucoup et tenait peu ; timide dans les affaires de sa famille, courageux et même entreprenant dans celles de l'Etat ; génie médiocre, vues bornées ; peu propre à tenir les premières places, où il payait souvent de discrétion ; mais assez ferme à suivre un plan, quand une fois il avait aidé à le former ; incapable d'en être détourné par ses passions, dont il était toujours le maître ; régulier et civil dans le commerce de la vie, où il ne jetait jamais que des fleurs, (c'était aussi tout ce qu'on pouvait espérer de son amitié), mais ennemi dangereux, cherchant l'occasion de frapper sur celui qui l'avait offensé, et frappant toujours en secret, par la peur de se faire des ennemis, qu'il ne méprisait pas, quelque petits qu'ils fussent. Il ne laissait pas de sentir les obligations de son emploi et les devoirs de son état, auxquels il a toujours été fidèle. » L'abbé de Choisy, *Mémoires*.

connu par l'oraison funèbre de Bossuet que par son ministère.¹ »

Racontant les derniers moments du chancelier, Bossuet fit, dans son oraison funèbre, une allusion touchante aux soins pieux de l'archevêque de Reims envers son père mourant : « Un fils, consacré à Dieu, s'y acquitte courageusement de son devoir comme de toutes les autres parties de son ministère, et il va porter la triste parole à un père si tendre et si chéri ; il trouve ce qu'il espérait, un chrétien préparé à tout, qui attendait ce dernier office de sa piété. L'Extrême-Onction, annoncée par la même bouche à ce philosophe chrétien, excite autant sa piété qu'avait fait le saint Viatique. »

Cependant, après que Michel Le Tellier eut disparu, ses enfants continuèrent à jouir de la faveur du Roi. Louvois était toujours ministre de la guerre et dans toute l'activité de ses travaux et de ses réformes ; mais il fatiguait le Roi de ses hauteurs, et allait peut-être tomber dans une complète disgrâce quand il mourut en 1691. Barbesieux, son fils, lui succéda, sans le remplacer. C'était un esprit doué d'une grande intelligence, mais il ne songeait qu'au plaisir, et négligeait complètement le soin de l'importante administration dont il était chargé.

La ruine du nouveau ministre semblait inévitable, et son déshonneur allait rejaillir sur la personne de son oncle l'archevêque de Reims, quand le Roi, touché du malheur qui menaçait ce dernier, lui fit parvenir ce

¹ Bausset, *Histoire de Bossuet*.

Mémoire tout entier écrit de sa main :

« A l'Archevêque de Reims. Que la vie que son neveu a faite à Fontainebleau n'est pas soutenable ; que le public en a été scandalisé. Qu'il a passé tous les jours à la chasse et la nuit en débauche. Qu'il ne travaille pas ; qu'il en arrive de grands inconvénients. Que ses commis se relâchent à son exemple. Que les officiers ne sauraient trouver le temps de lui parler ; qu'ils se ruinent à attendre..... Le retardement des lettres de Catalogne. Qu'il se lève bien tard, passant la nuit à souper en compagnie, souvent avec les princes. Qu'il parle et écrit rudement. Que, s'il ne change du blanc au noir, il n'est pas possible qu'il puisse demeurer dans sa charge.

« Qu'il doit bien examiner ce qu'il doit lui conseiller, après avoir su de lui ses sentiments. Que je serais très-fâché d'être obligé de faire quelque changement ; mais que je ne le pourrais éviter ; qu'il n'est pas possible que les affaires marchent avec une pareille inapplication. Que je souhaite qu'il y remédie, sans que je sois obligé d'y mettre la main..... Que je ne pourrais me dispenser de prendre un parti pour le bien de l'État, et même pour me disculper ; que je l'en avertis, peut-être trop tard, afin qu'il agisse de la manière qui conviendra le plus à sa famille. Que je les plains tous, et lui en particulier, par l'amitié et l'estime que j'ai pour lui, archevêque de Reims.

« Qu'il donne toute son application à faire voir à son neveu l'abîme où il se jette, et qu'il l'oblige à faire ce qui conviendra le plus à tout le monde : que je ne veux point

perdre son neveu, que j'ai de l'amitié pour lui, mais que le bien de l'État marche chez moi devant toutes choses. Qu'il ne m'estimerait pas, si je n'avais pas ces sentiments.

« Qu'il faut finir de façon ou d'autre ; que je souhaite que ce soit en faisant bien son devoir et en s'y appliquant tout à fait ; mais qu'il ne peut le faire qu'il ne quitte tous les amusements qui l'en détournent, pour ne faire plus que sa charge, qui doit être capable seule de l'amuser. Que cette vie est pénible à un homme de son âge ; mais qu'il faut prendre un parti, et se résoudre à ne manquer à rien de ses devoirs, et à ne rien faire qu'il puisse se reprocher à lui-même....¹ »

A la fin de ce Mémoire, l'archevêque de Reims traça les observations suivantes :

« Le Roi a écrit ce Mémoire de sa main, à Fontainebleau, où je n'avais pas l'honneur d'être, à la suite de Sa Majesté : j'étais à Reims. Le Roi revint de Fontainebleau à Versailles, vendredi, 28 Octobre 1695. Je m'y rendis, samedi 29, à midi. Sa Majesté m'appela dans son cabinet en sortant de table ; elle m'y donna ce Mémoire, dont j'ai fait l'usage qu'il convenait. J'en ai rendu au Roi l'original, à Marly, vendredi 11 Novembre. J'en ai fait faire cette copie avec la permission de Sa Majesté ; et je la garderai toute ma vie, comme un monument du salut de ma famille, si mon

¹ Mémoire remis par Louis XIV à l'archevêque de Reims Le Tellier, sur l'inconduite du marquis de Barbesieux, son neveu, secrétaire d'Etat de la guerre ; en 1695. *Revue encyclopédique* : Tom. XXVIII, page 342.

neveu profite, comme je l'espère, de cet avertissement; ou du moins, comme une marque de la bonté du Roi pour moi, qui m'a pénétré d'une reconnaissance si vive, qu'elle durera, quoi qu'il en arrive, autant que je vivrai.¹ »

En tête du même Mémoire, Le Tellier écrit : « J'ordonne, mon cher neveu, que ce Mémoire vous soit remis après ma mort; je vous conjure de le garder pendant toute votre vie. ² »

Si Barbesieux ne se corrigea pas complètement, du moins il veilla davantage sur sa conduite, et Louis XIV put éviter de frapper un coup dont il redoutait les suites douloureuses, surtout pour l'archevêque de Reims qu'il affectionnait.

L'année 1700 nous montre Maurice Le Tellier jouissant toujours de la complète faveur du souverain. Pendant toute la durée de l'assemblée du clergé qui se tint à cette époque, nous voyons l'archevêque mettre le Roi au courant des incidents de la réunion, des anecdotes diverses, des divisions qui, parfois, entravent la marche des débats. Le prélat entre dans tous ces détails avec un air de familiarité qui peint le courtisan en possession de toute la faveur du maître. Ainsi, il a trouvé un mot pour caractériser le rôle du cardinal de Noailles, auquel il a cédé la présidence de l'assemblée, afin d'obtenir plus facilement la condamnation de la morale relâchée et du Probabilisme; il l'appelle « son boulet rouge. » Le mot fait fortune; Le Tellier le raconte

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

au Roi, et essaie de l'en divertir. Ces relations faciles entre le prélat et le monarque contribuèrent à amener, pendant l'assemblée de 1700, cette espèce de compromis en vertu duquel Louis XIV autorisa les prélats à censurer les propositions de morale dite relâchée, à condition que les auteurs de ces propositions ne fussent pas nommés.

Les Mémoires du temps nous ont conservé le souvenir de la manière dont Le Tellier usa de sa précoce et longue fortune.

Saint-Simon trouve « qu'il était, avec de l'esprit, un composé fort extraordinaire » il lui reproche d'être à la fois hautain et embarrassé de son humble naissance, et ne lui pardonne pas la rudesse de ses manières, l'union d'un nom nouveau avec une éclatante fortune. On sait que, sous ce rapport, l'épiscopat n'échappait point aux censures du vaniteux écrivain; il n'épargne guère, à l'occasion, ces évêques sans ancêtres, ces « cuistres violets qui ne sont pas nés » comme il les appelle dans ses écrits; et le jugement qu'il porte sur le caractère de Le Tellier à la Cour, sans être faux en tout point, se ressent cependant de cette disposition d'esprit.

Madame de Sévigné, dont l'esprit est plus libre de ces préventions, juge d'une manière plus indulgente, et à notre avis, plus juste, l'attitude de l'archevêque de Reims dans sa haute situation. Elle nous le peint vif mais bon; aimant à jouer le grand seigneur, mais sans bassesse trop choquante, n'écrasant personne, sinon peut-être ce pauvre manant de la route de Saint-Germain dont elle raconte si

plaisamment l'histoire :

« L'archevêque de Reims revenait hier fort vite de Saint-Germain; c'était comme un tourbillon. Il croit bien être grand seigneur; mais ses gens le croient encore plus que lui. Ils passaient au travers de Nanterre, *tra, tra, tra*; ils rencontrent un homme à cheval, gare, gare; ce pauvre homme veut se ranger; son cheval ne veut pas; et enfin le carosse et les six chevaux renversent cul-par-dessus tête le pauvre homme et le cheval, et passent par-dessus; et si bien par-dessus que le carosse en fut versé et renversé; en même temps, l'homme et le cheval, au lieu de s'amuser à être roués et estropiés, se relèvent miraculeusement, remontent l'un sur l'autre, et s'enfuient et courent encore; pendant que les laquais de l'archevêque, et le cocher et l'archevêque même se mettent à crier: Arrête, arrête ce coquin; qu'on lui donne cent coups. L'archevêque en racontant ceci disait: si j'avais tenu ce maraud-là, je lui aurais rompu les bras, et coupé les oreilles.¹ »

Madame de Sévigné appelle souvent Maurice Le Tellier *l'orage*; elle plaide, pour son caractère, les circonstances atténuantes, en écrivant à sa fille, Madame de Grignan, à propos d'un petit incident de famille.

M. de Grignan venait de prendre Orange; on en faisait grand bruit à la Cour. Maurice Le Tellier laissa échapper une boutade un peu brusque, relativement à ces appréciations louangeuses. Madame de Sévigné la raconte à sa fille, puis elle ajoute; « Enfin, ma fille, cela n'est rien;

¹ M^{me} de Sévigné, *Lettres Paris*, Blaise, 1818, vol. III Pag. 233.

vous savez que d'ailleurs il (Le Tellier) est très-bon ami; mais il y a des jours où la bile le domine; et ces jours-là sont malheureux. ¹ » Cependant Madame de Grignan persiste à s'attrister de la brusque réflexion de l'archevêque. Sa mère la rassure en lui transmettant un renseignement qui est un nouveau trait du caractère de Le Tellier. Le prélat, dit-elle, a parlé ainsi uniquement pour faire pièce à M. Colbert qui s'était montré favorable à M. de Grignan. « Il faut poursuit-elle, que vous vous ôtiez de l'esprit que le frère de la *Mer* (c'était le nom donné à Louvois) soit assez son ami (de Colbert), pour avoir les mêmes sentiments; chacun parle son langage et suit ses humeurs; mais vous ne tirerez aucune conséquence de ce qu'a dit le frère (Maurice Le Tellier). » Ces réflexions peignent le caractère de l'archevêque.

En ces jours de haute fortune, dans ce brillant milieu de Versailles et de Saint-Germain, Maurice Le Tellier déployait parfois une dépense et un faste que l'usage du temps explique sans le justifier. Les riches abbayes et les bénéfices, dont la faveur du Roi l'avait comblé, accrurent rapidement ses revenus. C'était là un des maux dont souffrait l'Église de France, et que le Pape, bien à regret, se voyait contraint de tolérer. L'Église gallicane n'était pas assez libre des entraves du pouvoir temporel, pour que le Saint-Siège pût y faire complètement respecter les sages et austères règlements établis par les conciles concernant la possession des bénéfices. Le principe

¹ *Lettres*. P. 165.

du mal venait de l'autorité séculière ; la cupidité de quelques prélats était intéressée à la maintenir ; et ce fut, chez plusieurs, un secret et triste motif pour plaider, dans l'assemblée de 1682, la cause de la servitude. Cet état de choses avait donc permis d'accumuler, sur la tête de Le Tellier, de nombreux revenus. Il aimait souvent à en faire montre. Toutefois, il y avait, sous ce rapport, dans sa conduite d'étonnants contrastes ; et on reprocha souvent au prélat de manquer de désintéressement. Il lui arriva, sous ce rapport, une aventure dont la Cour s'amusa beaucoup.

C'était pendant l'assemblée du clergé, en 1700. L'archevêque de Reims avait son logement dans le château, qu'habitait également le roi d'Angleterre exilé. Or, il fut beaucoup parlé du vin de Champagne que le prélat servait à ses amis. « Le roi d'Angleterre, dit Saint-Simon, qui ne buvait guère d'autre vin que du Champagne, entendit parler de celui de l'archevêque, et lui en fit demander ; le prélat lui en envoya six bouteilles. Quelque temps après, le roi d'Angleterre, qui l'en avait remercié, et qui avait trouvé ce vin fort bon, l'envoya prier de lui en envoyer encore. L'archevêque lui manda tout net que son vin n'était pas fort, et ne courait point les rues ; et ne lui en envoya pas. Quelque accoutumé que l'on fût aux brusqueries de l'archevêque, celle-ci parut si étrange, qu'il en fut beaucoup parlé ; mais il n'en fut autre chose. ¹ »

¹ Saint-Simon, édit. cit. Tom. II, P. 459.

Cependant la faveur royale, dont jouissait Maurice Le Tellier ne devait pas toujours durer. Depuis que le ministère était sorti de sa famille par la mort de Barbesieux, en 1701, l'archevêque de Reims avait été visiblement négligé par le Roi. Divers incidents vinrent bientôt aggraver cette disgrâce.

Un théologien, du nom de Lemos, avait écrit un ouvrage dans lequel, résumant l'histoire des congrégations de *Auxiliis*, il s'était efforcé de convaincre de Semi-Pélagianisme Molina et les Jésuites partisans de son système. Le livre de Lemos était entaché de Jansénisme; il fut admiré de Bossuet, et ne déplut pas à Maurice Le Tellier. Au contraire, Louis XIV le tint pour fort suspect. Or, il venait de paraître une nouvelle édition de cet ouvrage, laquelle était précédée d'une préface très-violente contre les Jésuites. Cette préface fut examinée à Paris, par Dupin, qui, en sa qualité de censeur, en interdit la publication. Le livre ainsi censuré avait été imprimé clandestinement à Reims, chez un nommé Godard, depuis longtemps noté comme libraire des Jansénistes, et accusé de faire commerce de leurs livres imprimés à Liège, ou à Bruxelles. Godard passait, de plus, pour être fort protégé par Le Tellier, qui, récemment encore, l'avait, par son crédit, tiré de graves embarras causés par quelques contre-façons. Ainsi, les accusations accumulées contre le libraire, relativement au livre de Lemos, rejaillirent-elles sur le prélat son protecteur. L'affaire se compliqua bientôt d'une nouvelle découverte.

Le P. Quesnel, ce fameux chef du parti janséniste, avait été arrêté à Bruxelles. Il était parvenu à se sauver, en perçant le mur d'une maison voisine, et avait gagné la Hollande ; mais tous ses papiers avaient été saisis. Un Bénédictin de l'abbaye d'Hautvillers, au diocèse de Reims, nommé dom Thierry, s'y trouva fort compromis. L'autorité royale résolut de faire une perquisition dans le monastère. Il s'y rencontra une correspondance entre dom Thierry et le P. Quesnel, et la preuve de lettres échangées entre ce dernier et l'archevêque de Reims. De plus, on découvrit, chez dom Thierry, le manuscrit de la préface de Lemos dont on recherchait l'auteur, et qu'on lui attribua, Saint-Simon assure que l'on mit aussi la main sur le manuscrit d'un livre imprimé depuis peu en Hollande, et qui confondait fort la tyrannie avec la monarchie. Mais l'abbé Le Dieu, qui nous donne sur l'affaire d'Hautvillers des détails qu'il tenait de source sûre, ne parle pas de ce dernier ouvrage.

Quoiqu'il en soit, on attribua à Le Tellier toutes les idées du moine Bénédictin. Il tomba complètement en disgrâce près du Roi ; le religieux fut envoyé à Vincennes ; quant au libraire Godard, attiré par feinte hors de la ville, sur le chemin d'Hautvillers, il y fut arrêté par des archers, et envoyé à la Bastille, où il resta quelque temps prisonnier. Une perquisition faite à son domicile ne révéla aucun nouveau délit ; mais on voulut le punir de ses agissements jansénistes, et peut-être, atteindre, dans sa personne, le crédit de l'archevêque disgracié. Celui-ci resta

à Reims, n'osant pas affronter la colère du Roi. Louis XIV, en effet, ne plaisantait pas sur les questions de Jansénisme; et son indignation, déjà très-grande, s'augmentait encore par suite du silence que gardait Maurice Le Tellier.

Enfin, et avec beaucoup de peine, ce dernier obtint une audience du Roi; elle fut absolument défavorable; le prélat quitta le prince plus mal avec lui qu'auparavant. En sortant de l'appartement, il rencontra le comte de Grammont, qui lui fit durement sentir l'humiliation de sa défaite. « Monseigneur, lui dit-il brusquement, *verba volant, mais scripta manent*; je suis votre serviteur. »

« L'archevêque, » ajoute Saint-Simon « brossa sans répliquer un mot. » La Cour et la ville s'entretenaient de la défaveur de Le Tellier; et naturellement, on prit plaisir à dire de lui tout le mal possible, sous prétexte qu'il était mal avec le Roi.

C'était là, pour l'archevêque de Reims, une douloureuse épreuve. On sait quel prestige Louis XIV exerçait autour de lui. Les plus nobles existences ne semblaient pouvoir s'épanouir qu'aux rayons de sa faveur; loin de lui elles paraissaient se flétrir comme des plantes privées de chaleur et de lumière. La pensée d'avoir encouru la disgrâce du Roi avait empoisonné les derniers jours de Colbert, brisé l'âme de Racine, profondément attristé celle de Fénelon. Se pouvait-il que Maurice Le Tellier n'en éprouvât pas une cruelle amertume? Pour lui, les tristesses de l'homme privé s'ajoutaient à l'humiliation déjà si sensible du courtisan. Il avait vu s'élever toute sa famille.

soutenue constamment par la puissante main du Roi. Par une fidélité d'attachement qui ne lui était pas habituelle, Louis XIV avait imposé silence à ses mécontentements les mieux justifiés, pour conserver sa bienveillance aux enfants du chancelier. Il avait supporté les hauteurs de Louvois, l'inconduite et la paresse de Barbesieux, l'humeur parfois si vive de Charles-Maurice lui-même, et lui avait gardé une place de choix dans sa familiarité. Et voici que toute cette longue faveur s'évanouissait en un jour de disgrâce, sous les yeux de la Cour.

Cependant l'adversité eut, pour Maurice Le Tellier, de salutaires leçons. Elle lui apprit à se détacher de ce parti janséniste, dont les intrigues venaient de le précipiter dans une si cruelle disgrâce. Abandonnant la vie militante à laquelle il s'était parfois trop abandonné, il se renferma dans l'administration de son diocèse, et chercha dans ses devoirs d'évêque une utile et salubre diversion à son infortune. Il est à remarquer, en effet, que c'est pendant cette dernière période de sa vie que nous trouvons Le Tellier visitant plus régulièrement les paroisses de son diocèse les plus éloignées. C'est alors aussi qu'il suit avec le plus d'attention le progrès de ses séminaires, l'état des missions dans les campagnes, qu'il s'occupe des prêtres infirmes, des pauvres et des maisons hospitalières.

Toutefois il souffrait toujours de son état de disgrâce, quand un premier rayon d'espérance vint éclairer cette longue nuit.

Courtin, doyen du conseil d'état, et depuis longtemps

fort infirme, vint à mourir ; il fut aussitôt question de le remplacer. La Reynie, qui venait après lui comme conseiller laïque, prétendait à cet honneur. L'archevêque de Reims, conseiller d'état d'Église, se trouvait, par son ancienneté, entre les deux, et revendiquait pour lui-même le décanat. La Reynie objectait qu'une charge de quelques milliers d'écus ne devait pas faire envie à un aussi riche prélat, dont la dignité de pair de France était d'ailleurs supérieure à celle de doyen du conseil. Il ajoutait qu'il n'y avait pas d'exemple d'un conseiller d'état d'Église promu à la charge de doyen. L'archevêque répondait que, pour son compte personnel, il n'avait que faire du décanat, et se souciait peu du mince revenu qui y était attaché ; mais qu'il s'agissait, dans cette affaire, d'une question de principe, et qu'il serait bien fâché, en la sacrifiant, de nuire aux conseillers d'état d'Église, ses successeurs, qui pourraient plus tard prétendre à la dignité de doyen. De plus, il citait des exemples, entre autres celui d'un archevêque de Bourges, et d'un autre abbé, qui avaient été conseillers d'état d'Église, puis doyens du conseil. Il rédigea, sur la question en litige, plusieurs Mémoires au sujet desquels il consulta plusieurs fois Bossuet.

L'évêque de Meaux était alors à Paris, souffrant de la cruelle maladie qui allait, dans quelques mois, le conduire au tombeau. Le Tellier venait très-régulièrement le visiter ; et, entre autres affaires, l'entretenait de cette question du conseil qui le préoccupait vivement. Bossuet était complètement de l'avis de l'archevêque ; il approuvait ses raisons,

lisait ses Mémoires, mais doutait fort du succès, à cause du discrédit dans lequel était tombé son ami.

L'affaire fut enfin jugée par le Roi, le 17 Février 1704, au conseil des dépêches. Là se trouvaient les conseillers d'état d'Eglise et d'épée d'une part, et ceux de robe de l'autre, c'est-à-dire six contre vingt-quatre. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, tous opinèrent en faveur de Le Tellier, qui devint ainsi doyen du conseil. Ce succès lui fut extrêmement sensible, à cause de sa présente disgrâce; aussi alla-t-il, dès le lendemain, dire toute sa joie à Bossuet. L'illustre malade l'accueillit avec une satisfaction marquée. Ce fut là une des dernières conversations entre les deux amis. L'évêque de Meaux sentait ses forces décliner. Il faisait bien encore quelques pas de son lit à son feu; mais quand on se hasardait à le féliciter sur un prétendu retour de santé: « Ne me trompez pas, disait-il, que la volonté de Dieu soit faite; je sens toute ma faiblesse; » et à ses médecins: « Messieurs, vous êtes sages, vous m'avertirez, quand il faudra recevoir les sacrements. » Ce fut dans ce triste état que Le Tellier le vit quelques fois encore. Ils causèrent un peu de questions théologiques. L'archevêque de Reims apporta à Bossuet la nouvelle du bref pontifical qui condamnait un livre de Launoy; le 15 Mars, il quitta l'évêque de Meaux pour ne plus le revoir. Le Tellier retourna à Reims pour y célébrer les fêtes de Pâques; et bientôt, il y reçut la nouvelle de la mort de Bossuet (12 Avril 1704). L'archevêque de Reims garda religieusement le souvenir de son illustre

ami, et en transmet l'expression fidèle dans un article de son testament, que nous citerons tout à l'heure.

Le succès de l'affaire du conseil avait été pour Maurice Le Tellier une espérance; cependant, il n'avait pu encore reconquérir la bienveillance du Roi. Une circonstance, un hasard heureux se présenta dont il sut habilement profiter, et qui amena une complète réconciliation. Voici comment Saint-Simon raconte cette histoire :

« Le comte d'Ayen, gendre de M. d'Aubigné, lequel était le frère de Madame de Maintenon, vint à tomber malade. Soit fantaisie de malade, soit raisons domestiques, il se lassa d'être dans l'appartement de son père et de sa mère, où lui et sa femme étaient très-commodément logés, et si vaste que cela s'appelait la rue de Noailles, et tenait toute la moitié du haut de la galerie de l'aile neuve. Il fit demander à l'archevêque de Reims son logement à emprunter, qui était à l'autre extrémité du château. Il n'en avait pas d'autre; et la demande était d'autant plus incivile, que l'archevêque était alors au plus mal avec le Roi; et le comte d'Ayen n'étant pas maître de lui céder celui que M. le duc de Berry avait quitté depuis quelque temps, sous celui du duc de Noailles, où il s'était mis, c'était déloger tout à fait l'archevêque. Celui-ci savait trop bien la Cour pour ne pas saisir l'occasion favorable. Il comprit, dans l'instant, que Madame de Maintenon, plus contente de sa nièce qu'elle ne l'avait été, raffolée du comte d'Ayen malade, et plus qu'importunée de la duchesse de Noailles, dont elle n'aimait pas la personne, et moins

encore les vues et les demandes continuelles pour une vaste famille, fatiguée même du duc de Noailles, serait ravie d'être en retraite, à son aise et loin d'eux, chez le comte et la comtesse d'Ayen, dans son appartement qui était séparé de ceux du père et du fils de tout le château. Il répondit donc, en envoyant ses clefs, avec toute la politesse d'un rustre en disgrâce; et protesta que, quand même il n'irait pas dans son diocèse, il ne resterait pas dans son appartement. Dès le même jour, il en fit ôter tous les meubles, sans y rien laisser, et s'en alla loger dans sa maison à la ville. Le lendemain, le Roi rencontrant l'archevêque sur son passage, alla droit à lui, le remercia le plus obligeamment du monde, lui dit qu'il n'était pas juste qu'il fût délogé, lui ordonna d'aller voir l'appartement que M. le duc de Berry avait quitté, qui avait été prêté au comte d'Ayen, de voir s'il s'en pourrait accommoder, d'y ordonner tous les changements et tous les agréments qui lui plairaient; et ajouta que, contre ce qu'il avait établi depuis quelque temps, il ne voulait pas qu'il lui en coûtât rien; et qu'il ordonnerait aux bâtiments de tout exécuter sous ses ordres. M. de Reims, comblé bien au-dessus de ses espérances, profita de cet heureux moment. Il obtint une audience du Roi, qui lui fut aussi favorable que la dernière avait été affligeante. Elle fut longue détaillée; le Roi lui rendit ses bonnes grâces premières, et il promit aussi au Roi les siennes pour les Jésuites, sans que le Roi l'eût exigé. Il fit accommoder aux dépens du Roi, qui lui en demanda souvent des nouvelles, ce

logement de M. le duc de Berry, qui, un peu moins grand que le sien qu'il quittait, était de plain-pied à la galerie haute de l'aile neuve et aux appartements du Roi, et un des beaux qui ont vue sur les jardins; au lieu que le sien était au haut du château à l'opposite, et qu'il n'y avait rien à y perdre, à cause du voisinage de la surintendance, où son père et son neveu étaient morts, qui était occupée par Chamillart et sa famille, successeur de leur charge. Voilà comme, dans les Cours, des riens raccommode souvent les affaires les plus désespérées; mais ces hasards heureux y sont pour bien peu de gens. »

Toutefois, cette Cour de France dans laquelle Le Tellier reprenait sa place, semblait vieillir. Les fêtes y étaient moins brillantes, l'entrain moins joyeux; l'ennui même s'y faisait sentir. Puis, tous les fronts s'y assombrissaient, à la nouvelle des défaites qui humiliaient et épuisaient la patrie. La rigueur des saisons s'unissait aux désastres militaires pour augmenter la misère.

Aussi, bien que rentré en faveur auprès du Roi, Maurice Le Tellier continuait à s'occuper silencieusement des graves devoirs de son ministère, et des besoins croissants des pauvres. En face des humiliations imposées à la puissance royale par l'Europe victorieuse, en présence de ces morts de personnages illustres, qui semblaient déjà préluder à la ruine du grand siècle, il dut être sérieusement frappé de la caducité des choses humaines.

Vers la fin de l'année 1709, il écrivit à Paris son testament qui commence ainsi :

« Réfléchissant plus que jamais sur la fragilité de la vie humaine, et ne voulant pas être surpris par la mort, ni être occupé, dans les derniers jours de ma vie, d'aucune autre affaire que de celle de mon salut, j'ai résolu, me trouvant sain de corps et d'esprit, dans ma soixante-huitième année, de faire mon présent testament, que je veux être exécuté après ma mort, comme l'acte de ma dernière volonté. »

Il semble qu'un secret pressentiment avertissait l'archevêque de Reims de se recueillir dans l'exercice de la réflexion et de la vie pastorale, avant d'aller prochainement rendre compte à Dieu de sa longue administration.

Dès le commencement de l'année 1710, la santé de Maurice Le Tellier s'était visiblement altérée. Les ducs d'Aumont et d'Humières, neveux du prélat, avaient des démêlés d'intérêt, qui les aigrissaient depuis longtemps l'un contre l'autre, et qu'ils remirent enfin à la décision de l'archevêque de Reims. Celui-ci mettait la dernière main à cet ouvrage, le samedi 22 Février, et y travaillait depuis sept heures du matin, lorsque, vers une heure après-midi, il dit à son secrétaire qu'il se trouvait mal, et sentait une violente douleur de tête. Un instant après, il s'étendit dans son fauteuil, et mourut subitement ; il était âgé de soixante-neuf ans.

On ouvrit son testament. Voici quelles en étaient les plus intéressantes dispositions.

« Si je meurs à Reims, je veux être enterré dans le chœur de mon église métropolitaine. Je veux que mes

obsèques soient très-modestes, suivant seulement les saintes cérémonies de l'Église. Je défends que mon corps soit ouvert, et qu'on me fasse une oraison funèbre.

« Je prie mes vénérables frères, les prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de mon église métropolitaine, de se souvenir de moi dans leurs prières, après ma mort, et je leur recommande l'exécution de la fondation que j'ai faite, et qu'ils ont acceptée, par acte passé devant l'Epicier et Dallier, à Reims, tant à l'égard de feu M. le chancelier mon père, qu'au mien. Je les prie d'ordonner, dès que je serai décédé, des prières, dans toute l'étendue de mon diocèse, pour le repos de mon âme.

« Je donne à mon église métropolitaine les livres écrits à la main sur du vélin, et reliés en maroquin avec mes armes, que j'ai fait faire pour mon usage et celui de mes successeurs dans mon archevêché, tant pour les grandes Messes que pour les Vêpres solennelles.....

« Je donne à l'hôpital général de la ville de Reims, 12,000 livres. Je donne à l'Hôtel-Dieu de la même ville, 10,000 livres. Je donne à la maison des orphelins de la même ville, 4,000 livres; et à l'hôpital de Saint-Marcoul, de la même ville, 3,000 livres.....

« Je donne à mon neveu, l'abbé de Louvois.....¹ le grand portrait de feu M. le chancelier, mon père, qui est un original de Mignard..... tous mes tableaux des

¹ Il lui léguaît aussi sa maison de Versailles, avec les meubles qui s'y trouveraient, divers vases sacrés, ses crosses, sa croix pectorale.

papes, tous ceux de ma famille . . . , celui de feu mon très-cher ami, Monsieur Bossuet, évêque de Meaux; et je lui recommande de l'imiter autant qu'il lui sera possible, dans le zèle que ce grand homme a eu pour le bien de l'Église, et la défense de la vérité jusqu'à sa mort.

« Ma première intention était de donner à mon dit neveu, l'abbé de Louvois, ma bibliothèque;¹ mais, réflexion faite, j'ai cru qu'elle lui serait inutile, et même à charge, à cause de l'honneur qu'il a, d'être bibliothécaire du Roi Je lègue donc mes livres à la maison des religieux de l'abbaye de Sainte-Geneviève, au mont de cette ville, chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, de la congrégation de France; j'estime cette congrégation, et je suis bien aise de lui donner cette marque de l'amitié que j'ai pour elle, et pour le Père Polinier, son très-digne général Je donne le buste de marbre de feu M. le chancelier, mon père, avec son scabellon, aux dits religieux de Sainte-Geneviève

« Je donne à mon Séminaire de Reims les deux croix et les quatre chandeliers d'argent servant dans la chapelle de mon palais archiépiscopal, avec le bénitier, son goupillon, les calices et les patènes que j'ai à Reims Je donne aussi à mon dit Séminaire tous les livres imprimés qui se trouveront, au jour de ma mort, dans mon palais, à l'exception de ceux que je lègue par mon présent testament; et tous mes ornements d'église, servant à ma personne, dans ma chapelle de Reims

« Je donne aux prier, religieux, et couvent de mon

¹ Elle contenait environ 50,000 volumes.

abbaye de Saint-Remi de Reims, tous mes ornements d'église servant à ma personne, qui se trouveront dans ma maison de cette ville, au jour de mon décès

« Je donne à la maison des Filles de la Propagation de la Foi, établie à Sedan, une maison, située à Sedan, rue de Bourbon, que j'ai acquise par contrat. »

Une clause spéciale recommandait la solde exacte des pensions que l'archevêque payait à quelques pauvres prêtres, dont la liste était entre les mains de M. de Seraucourt.

Les funérailles furent célébrées avec la simplicité que le prélat avait sollicitée, et sa dépouille fut inhumée dans le sanctuaire de la cathédrale.

Ainsi disparut, à l'âge de soixante-dix ans, un des prélats les plus influents du dix-septième siècle, après avoir gouverné l'Église de Reims pendant quarante ans.

Et maintenant, résumons, dans un jugement d'ensemble, les appréciations de détail que nous avons faites de Maurice Le Tellier, dans le cours de cette étude.

Élevé avec soin, au contact de la société la plus brillante et la plus spirituelle du siècle, Maurice Le Tellier avait donné de précoces espérances. Son esprit était ouvert, sa volonté susceptible d'énergie et de travail. Malheureusement, une fortune trop prompte ne lui laissa pas le temps de se former par la réflexion et la discipline. Il fut un peu semblable à un arbre, d'une pousse vigoureuse, mais dont la sève n'a pas été contenue, et dirigée par la main d'un jardinier intelligent, et qui bientôt jette

au vent des branches grêles et irrégulières, auxquelles sont suspendus des fruits d'un goût légèrement fade, et d'un coloris un peu terne. Quelques années d'une vie sérieuse, d'un ministère moins éclatant, au milieu des livres, qui avaient pour lui tant d'attrait, en dehors de ce milieu si agité de Versailles et de Saint-Germain, eussent mûri la pensée de Maurice Le Tellier, et mis plus d'équilibre dans ses facultés.

Archevêque de Reims à l'âge de vingt-neuf ans, il n'avait ni assez d'expérience, ni assez de mesure dans l'esprit, pour bien gouverner les hommes et juger exactement des choses; et le mouvement qui emporta sa vie ne lui laissa pas le loisir de combler cette lacune.

Administrateur, il porta son activité sur une multitude de réformes, mais par des mouvements saccadés qui parfois ébranlaient un instant l'édifice qu'il prétendait consolider. Il voulait la régularité, la discipline, dans toutes les branches de son administration; et il les poursuivait d'une façon impérieuse et raide, qui n'admettait ni hésitation ni réplique. Il y eut, s'il est permis de parler ainsi, du Louvois dans la manière de gouverner de l'archevêque de Reims, et on ne sentit pas toujours assez l'évêque et le père dans l'administrateur; mais cette rigueur même, au service d'une pensée élevée, imprima à l'ensemble une puissance d'organisation qui faisait l'admiration du pays, et résista aux épreuves du temps.

Évêque, Maurice Le Tellier comprit que les sciences, et les lettres sont l'honneur de l'Église, et il les voulut florissantes

dans son diocèse; il s'appliqua à former un clergé instruit et exemplaire; il pourvut abondamment à l'éducation du peuple, et aux besoins des pauvres.

Théologien et canoniste, il fut victime des préjugés et des erreurs du temps. Tout en prétendant défendre la morale, il la compromit par l'exagération de ses théories jansénistes. D'un autre côté, les splendeurs de la royauté l'éblouirent; l'immense place que le trône occupait dans l'édifice religieux et social, déroba aux yeux de Maurice Le Tellier la clef de voûte, qui est la Papauté. Il accepta, pour lui-même et pour l'Église de France, des chaînes, dont ses habitudes de courtisan l'empêchèrent d'apprécier l'humiliante et intolérable servitude. En cela, il suivit le courant qui emportait les meilleurs esprits.

En résumé, Maurice Le Tellier commit des fautes très-regrettables, pour lesquelles l'histoire doit garder un blâme sévère; il fit de grandes œuvres, et rendit des services signalés dont la reconnaissance et la justice doivent perpétuer le souvenir.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I

EXTRAITS DES *Mémoires* DE RÉNÉ BOURGEOIS.

(Manuscrit de la bibliothèque de Reims).

*Arrivé de Le Tellier à Reims en qualité de coadjuteur,
et premiers pourparlers avec les échevins.*

« Le samedi, 13 Avril 1669, Messieurs de la ville allèrent saluer M. le coadjuteur. Il parla du différend que nous avons avec son Éminence, touchant l'échevinage, mais fort modestement. M. le lieutenant lui répartit que la provision de la ville était en état; et que, quand il plairait à son Éminence de mettre la sienne en ordre, et entre les mains du rapporteur, l'affaire serait bientôt terminée. Il répondit que cela touchait M. le cardinal, et qu'il en saurait toujours bien user. Il prit possession l'après-dîner, et on y observa toutes les mêmes cérémonies qu'en la prise de possession de M. le cardinal. Il n'y invita personne en particulier, de crainte de faire jalousie; néanmoins les particuliers des plus célèbres corps s'y rendirent pour honorer cette action.

« Le lendemain, jour des Rameaux, il assista à la procession, avec sa chape en forme de robe de docteur de Sorbonne, le bonnet en tête; et, la procession achevée, il rentra au palais.

« Le Lundi, 15, il assista à la prédication au matin; et l'après-dîner, en une représentation qui se fit aux Jésuites. Il avait visité, la veille, le collège de l'Université. Il bénit le peuple à la fin de la prédication. Le même jour, il vint à l'hôtel-de-ville, où se trouva, par rencontre, M. le lieutenant avec quatre ou cinq conseillers de ville, au nombre desquels j'étais. Il en considéra la place avec attention, et principalement les tables sur lesquelles sont écrits les noms de Messieurs les lieutenants. Pendant tout son séjour, le vin de sa bouche fut fourni par MM. de la ville.

« Le 22 Avril, le lendemain de Pâques, M. le coadjuteur partit pour retourner à Paris. Il avait entretenu M. le lieutenant, le samedi précédent, de l'affaire de l'échevinage, en présence de M. l'abbé de Saint-Thierry. Cet entretien obligea M. le lieutenant de dire à la compagnie, qu'il avait fait assembler ledit jour, pour aller prendre congé dudit seigneur le coadjuteur, et recevoir ses ordres, qu'il avait appris que, vendredi, les officiers de l'archevêché avaient eu conférence avec M. le coadjuteur touchant les différends de l'échevinage, à laquelle ledit sieur abbé de Saint-Thierry avait assisté; qu'en cette conférence M. le bailli avait avancé beaucoup de choses qui avaient flatté M. le coadjuteur, et fait dire au sieur abbé que, si tout ce qu'avancait M. le bailli était vrai, il y avait jour de rétablir les choses en leur premier être; que lui, M. le lieutenant, pour désabuser l'un et l'autre, ou au moins, pour les instruire de nos raisons, avait présenté audit sieur abbé le livre dernier im-

primé, contenant nos *Mémoires*, avec prière de le vouloir examiner; que le sieur abbé l'avait reçu agréablement, et promis de le voir avec attention, et offert sa médiation auprès de M. le coadjuteur.

« M. le lieutenant dit encore à la compagnie qu'il savait que le dessein de M. le coadjuteur n'était pas seulement de ruiner la justice de l'échevinage, mais de remettre le corps dudit échevinage en l'état qu'il était avant l'union au corps de ville; que l'autorité dans laquelle était sa famille, nous devait, avec justice, faire appréhender qu'il n'obtint un arrêt du conseil d'en haut, pour remettre les choses en l'état qu'elles étaient du temps de M. d'Estampes, archevêque de Reims; que l'une et l'autre chose seraient fort au désavantage du public, parce qu'il rejetterait le conseil dans la confusion, par le rétablissement du corps de l'échevinage, et ôterait aux habitants la justice qu'ils croyaient leur être patrimoniale; et que ces deux choses étaient de grande conséquence.

« Après ce récit, il fut arrêté que le sieur abbé de Saint-Thierry serait vu, et entretenu de l'affaire contentieuse; et pour cela, M. le lieutenant fut prié de s'en donner la peine.....

« Le 29 Juillet 1669, M. le lieutenant a eu avis que M. le cardinal avait consulté à Paris sur l'affaire de l'échevinage, et avait été conseillé de la tirer hors du ressort du Parlement, et de la mettre au conseil, par une requête présentée au Roi, aux fins de cesser l'union que nous avons obtenue de l'échevinage au conseil de ville, de rapporter les arrêts obtenus es années 1655 et 1656, et de remettre les choses au point qu'elles étaient auparavant lesdits arrêts; et comme on n'avait pas mandé à M. le lieutenant à qui

la requête serait adressée, il écrivit à M. Frison, avocat du conseil, à Paris, de chercher à le découvrir. Car il semblait fort important de savoir où elle se ferait ; et toute la crainte du conseil était que, l'adressant directement au Roi, son Éminence n'obtînt un arrêt qui remit les choses en l'état ancien, et ne cassât l'union de l'échevinage et du corps de ville.

« La crainte n'était pas imaginaire, si nous considérons le crédit de M. Le Tellier. La chose succéda autrement. Car dès qu'on se fut déterminé au conseil de M. le cardinal, ou plutôt, dès que M. Le Tellier se fut résolu de bailler la requête au Roi, il choisit en même temps la médiation du seigneur Colbert, lui remit la requête entre les mains, et le rendit maître de l'affaire, nous obligeant, par ce coup d'adresse, de nous soumettre à son jugement.

« Le 31 Juillet, M. le lieutenant assembla le conseil, et fit lecture d'une lettre de M. le coadjuteur. Elle portait que son Eminence lui avait mis en main une requête, pour la présenter au Roi, au sujet des différends qu'elle avait avec la compagnie; qu'il aurait pu présenter la requête au Roi directement, mais qu'il avait bien voulu la mettre aux mains de M. Colbert, ne doutant pas que ledit seigneur n'apportât tous soins pour rendre à la compagnie tous les bons offices qu'elle peut attendre d'une personne affectionnée aux intérêts de la ville ; que lui, M. le coadjuteur, ne ferait jamais rien contre nous, dont nous puissions nous plaindre ; mais que, étant obligé de défendre les intérêts de l'archevêché, il n'en avait pas pu mieux commettre la décision qu'entre les mains de Monseigneur Colbert.

« La lettre était fort civile; mais chacun trouva que la voie qu'avait choisie M. le cardinal, était fort désavan-

tageuse à la ville ; puisqu'on ne devait pas douter qu'elle n'eût été concertée entre M. Le Tellier et ledit seigneur Colbert, et que nous ne pouvions sans crime nous défendre de sa médiation.

« Il fut conclu que le seigneur coadjuteur serait remercié de l'honneur qu'il avait fait d'écrire à la compagnie, et de sa manière d'agir auprès de nous ; et assuré que la compagnie mettra volontiers ses intérêts entre les mains de M. Colbert ; et pour le faire, M. le lieutenant fut prié d'écrire . . . »

« Le 5 Août, M. le lieutenant dit à la compagnie qu'il avait reçu une lettre de M. Colbert, avec copie de la requête que M. le cardinal avait présentée au Roi. Après lecture, il fut conclu que M. Colbert serait remercié de la lettre, et qu'on lui témoignerait la joie qu'avait la compagnie de la médiation qu'il lui offrait, pour terminer le différend entre Monseigneur le cardinal et la ville ; et qu'on lui enverrait les Mémoires pour répondre à la requête.

« La requête de M. le cardinal demandait la cessation de l'union de l'échevinage au corps de ville, le rapport des arrêts de 1655 et 1656, ensemble les fruits de la justice depuis lesdits arrêts, et que les tutelles, curatelles et ventes appartiendront à l'archevêché.

« La lettre portait que M. Colbert avait embrassé avec plaisir cette occasion de nous témoigner la part qu'il prenait dans nos intérêts ; et nous conseillait de ne pas entrer en contestation avec Monseigneur le cardinal, nous offrant sa médiation, et nous permettant d'envoyer des députés pour nous défendre sur ladite requête.

« Nous ne pûmes pas lui refuser de nous soumettre à

son arbitrage, quoique chacun de la compagnie crût l'affaire en la pire condition qu'elle pouvait être, à cause du crédit du seigneur Le Tellier; et que, quand nous n'eussions pas accepté de bonne grâce sa médiation, l'affaire étant au conseil, elle n'en eût jamais été retirée; et il en eût toujours été, sinon le maître, du moins un des premiers commissaires, et le refus que nous eussions fait de nous soumettre à son jugement, n'aurait servi qu'à l'aigrir contre nous, et attiré sur la ville sa disgrâce; et irrité M. Le Tellier, qui, par le pouvoir de son fils, M. le marquis de Louvois, nous aurait pu remplir la ville de gens de guerre, dont il avait la disposition; tellement que la conjoncture de ces deux grandes puissances nous fit bailler les mains à la médiation de M. Colbert, et avancer la ruine de l'échevinage.

*Entrevues des députés du conseil de ville
avec MM. Colbert et Le Tellier, coadjuteur de Reims,
au sujet de la question de l'échevinage.*

« Le 7 Août 1669, M. le lieutenant est député à Paris, avec M. Rolland et moi pour poursuivre l'affaire....

« Dès la première audience que nous eûmes de M. Colbert, nous pressentions quelque chose à notre désavantage. Car, M. le lieutenant lui ayant fort bien expliqué la manière de rendre la justice, et comme les assignations se baillaient, il répartit : « Ainsi donc, M. l'archevêque n'a
« pas de justice dans Reims, lui qui en est le seigneur
« temporel et spirituel. » Et quoique M. le lieutenant eût voulu faire valoir, à l'avantage dudit seigneur archevêque, le ressort, c'est-à-dire, les appellations de l'échevinage, il nous fit des démonstrations qu'il ne goûtait pas bien ces raisons, et que nous avions entrepris la justice sur les

droits du seigneur archevêque; et il a toujours eu cette pensée; et nous avons jugé, de cette première audience, qu'il était prévenu, et instruit des droits dudit seigneur archevêque; et, sans trop ajouter de créance à ce que nous dit, vers ce temps-là, M. le bailli, qu'il avait entretenu, pendant trois heures, M. Colbert de nos différends, par où il avait bien pu prendre les teintes de notre affaire, nous avons toujours trouvé M. Colbert plus dans l'intérêt de l'archevêché que dans celui de la ville.....

« M. le coadjuteur étant revenu à Paris, nous allâmes le voir. Il nous fit entrer dans sa chambre, dans laquelle nous fumes avec lui durant une heure. M. le lieutenant lui fit son compliment, qu'il ouït avec assez de patience; et les civilités étant terminées de part et d'autre, nous ayant engagés à nous promener dans la chambre, il nous dit, sans nous flatter davantage, qu'il fallait lui rendre ce que nous avions ôté à l'archevêché; qu'il nous conseillait de le faire de bonne grâce, ou qu'il nous le ferait faire malgré nous, et qu'il avait assez de crédit et d'autorité pour cela. Il nous dit que, si nous entrions dans ce sentiment de lui faire justice, en lui rendant ce que nous avions usurpé (ce fut un mot qu'il répéta fort souvent), nous serions les plus heureux du royaume; que les soldats n'approcheraient pas la ville de trois lieues, et qu'ils n'y entreraient que le chapeau en main; mais que, si nous ne lui accordions ce qu'il nous demandait, nous aurions loisir de nous en repentir, et qu'il laisserait agir chacun ainsi qu'il voudrait, sans prendre aucune part dans nos intérêts.

« Il ne nous en fallait pas dire davantage pour nous faire appréhender le crédit de M. de Louvois, son frère, qui faisait la charge du département des gens de guerre.

« M. le lieutenant voulant répartir, et lui dire que nous n'avions rien usurpé sur les droits de l'archevêché, il l'interrompit brusquement, lui disant qu'il ne le savait que trop bien pour en douter; et qu'il fallait nous résoudre à lui accorder ce qu'il nous demandait, ou qu'il nous le ferait bien faire malgré nous. Il nous répéta ensuite ce que M. Le Tellier, son père, nous avait dit, de la voie qu'on avait prise, qu'il aurait pu nous mettre au Parlement, où il avait autant d'amis qu'au conseil; mais qu'il avait choisi la médiation de M. Colbert, pour nous bailler plus lieu d'espérer, et moins de sujet de nous plaindre, quand on lui aurait fait la justice que nous lui avions refusée.

« Il nous parla de la soumission au jugement de M. Colbert; et M. le lieutenant lui ayant reparti que nous avions trop de respect pour ses sentiments pour ne pas les suivre, il continua, et lui dit que nous aurions toujours grande joie de le faire. Et étant un peu revenu de ses menaces, il nous demanda si nous avions un pouvoir du conseil pour nous soumettre, et nous engagea à voir M. Colbert.....

« M. Colbert nous dit qu'il était bien aise de voir ses répliques avant de nous les communiquer; et répéta que nous ferions mieux de revoir M. le coadjuteur; et de lui faire des propositions.

« Nous allâmes voir M. le coadjuteur. M. le lieutenant le pria de dire ce qu'il souhaitait de nous, et quelles demandes il nous voulait faire. Il nous répartit, avec une nouvelle fierté, qu'il n'en avait aucune à nous faire; que M. Colbert était maître de l'affaire; qu'il en fallait passer par son sentiment, et *sauter le bâton* (ce sont ses termes); et avoir une soumission par écrit; après quoi, il nous quitta

fort brusquement. Ce colloque nous obligea d'écrire à Reims, pour avoir une conclusion, que l'on nous envoya par l'ordinaire suivant.....

« Quelques jours après, nous allâmes chez M. Colbert. Sur les neuf heures, M. le coadjuteur arriva. L'huissier de la porte lui ouvrit le cabinet; il y entra, et y demeura quelque temps. Étant sorti, il nous dit que notre affaire serait bientôt terminée; et que nous apprendrions, par la bouche de M. Colbert, ce qui avait été résolu. Dès ce moment, nous perdîmes toute espérance, et nous attendîmes que M. Colbert nous fit appeler.

« A peine nous fûmes entrés, que M. Colbert, reprenant l'affaire dès son commencement, nous dit que la justice de l'échevinage, en la manière qu'elle s'exerçait maintenant, était usurpée; que de son origine, elle s'exerçait autrement, que nous n'avions aucun titre pour nous maintenir dans la possession que nous prétendions avoir; que, n'étant ni seigneurs ni juges, nous ne pouvions jouir, ni des inventaires ni des ventes; et que, pour l'union de l'échevinage au corps de ville, elle était moins que légitimement faite, par le défaut de consentement de Monseigneur l'archevêque; enfin, qu'il ne voyait aucune apparence de fondement en nos prétentions.

« Il écouta patiemment tout ce que M. le lieutenant voulut lui dire, mais sans paraître touché, ni convaincu de nos raisons; et après plusieurs entretiens, il nous renvoya à M. le coadjuteur, pour s'expliquer plus au long de son sentiment. Nous connûmes bien qu'il n'avait rien de favorable pour nous, mais qu'il avait peine à nous prononcer un arrêt si dur que celui qu'il avait dans l'esprit.....

« M. le coadjuteur, que nous vîmes, resta inébranlable, et nous dit qu'il fallait faire une transaction. En nous quittant, il nous témoigna du chagrin du mauvais succès de notre affaire; et, pensant nous consoler, il nous dit que c'était beaucoup que M. le cardinal nous laissât jouir paisiblement de l'union de l'échevinage et du corps de ville.

« Peu après, nous retournâmes à Saint-Germain, prendre congé de M. Colbert, de M. Le Tellier, de M. le coadjuteur, et de M. de Louvois. Nous arrivâmes à Reims, le 15 Mars. La transaction signée, M. le coadjuteur nous fit de grandes offres de service, nous assura que toute sa famille entrerait toujours dans nos intérêts; qu'à son égard, il nous pria d'être persuadés qu'il n'envisageait rien au monde de plus glorieux que l'archevêché de Reims; qu'il tenait cette dignité à l'égal d'un chapeau; qu'il allait s'occuper, de ce moment, à tout ce qui pouvait en rehausser l'éclat; qu'il veillerait à la conservation du collège, et qu'il voulait en être le protecteur; aussi bien que le solliciteur de nos besoins auprès du Roi; et je ne doute pas qu'ayant le crédit attaché à la situation en laquelle est sa famille, il ne nous puisse rendre de grands offices, et qu'il ne le fasse volontiers, si nous restons unis ensemble. Nous avons l'obligation, dans l'occurrence du temps, de nous tenir en bonne intelligence avec lui, en attendant l'occasion d'une moindre faveur pour prendre de nouvelles mesures. . . . »

*Efforts de l'archevêque pour délivrer la ville de Reims
du séjour des troupes.*

« Monseigneur l'archevêque nous présenta son neveu, fils de M. de Louvois; et après qu'il nous eut dit que ce serait

son successeur, et qu'il serait un jour notre archevêque, nous le saluâmes. Il nous demanda si la ville était bien satisfaite de n'avoir point de garnison. Nous lui répartîmes que Sa Grandeur n'en devait pas douter, mais que nous devions cette faveur à sa protection. . . . »

« 22 Octobre 1674. Arrivée de deux bataillons du régiment de Bourlemont. Embarras pour la délivrance des billets. Pendant que nous étions à l'hôtel-de-ville, M. le grand archidiacre, vicaire général de Monseigneur, y arriva, apportant une lettre à lui écrite par Monseigneur l'archevêque. Il lui marque que l'armée de M. le Prince étant séparée, on l'a mise en garnison ; que nous en serons exemptés ; que le Roi nous accorde cette grâce à sa recommandation ; que M. de Louvois va mieux, et qu'on travaille à expédier des ordres pour faire sortir les soldats convalescents que nous avons ici.

« La lettre de Monseigneur était pleine d'affection pour les intérêts de la ville ; mais elle était fort haute et fière à l'endroit qui parlait de la séparation de l'armée de M. de Turenne. Car elle était conçue en ces termes : « L'armée
« de M. le Prince est séparée, et le Roi a accordé, à ma
« recommandation, que vous n'aurez point de garnison ;
« mais quand la séparation de l'armée de M. de Turenne
« se fera, j'aurai de la peine à m'empêcher de consentir
« que vous en ayez ; mais jusque-là, vous n'en aurez pas. »

*L'archevêque patronne les écoles de M. Roland , malgré
l'opposition du conseil de ville, Juillet 1675.*

« Persuadé que l'établissement de M. le théologal nuira aux écoles de la ville, le conseil envoie une députation à Monseigneur, pour qu'il veuille bien surseoir à la bénédiction de la chapelle ouverte par M. le

théologal Roland, dans la rue des Orphelins.

« Monseigneur étant entré dans la salle des audiences, où nous l'attendions, vint à M. Dallier, qui lui fit la révérence; et après lui avoir remontré, en peu de mots, le tort que toute la ville allait souffrir par la bénédiction de la chapelle que M. le théologal avait fait bâtir, supplia Sa Grandeur de surseoir à cette bénédiction. A peine M. Dallier eut-il fini son compliment, que Monseigneur, d'un ton d'autorité souveraine, lui demanda s'il n'avait pas le pouvoir de faire les fonctions de sa charge dans la ville; qu'il avait résolu de faire cette bénédiction, et qu'il la ferait; qu'il voyait bien que l'intérêt imaginaire, dont on lui battait les oreilles, était la pensée et l'ouvrage de sept ou huit du conseil; qu'il était ennemi des cabales, et que nous n'étions pas ses maîtres pour lui prescrire des lois dans les fonctions de sa charge..... Il promit cependant de veiller à l'exécution des formalités à remplir avec le conseil pour l'établissement des nouvelles écoles..... »



II.

DOCUMENTS SUR LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE
DE PARIS, EN 1663.

Tirés du vol. 155^e des *Cinq cents Colbert*: Bibliothèque nationale,
départ. des manuscrits.

*Listes des Docteurs qui ont voté POUR ou CONTRE
l'enregistrement de l'arrêt du Parlement
du 22 Janvier 1663.*

Pour :

MM. COPIN,
DE MINCÉ,
PATU,
DE BRÉDA,
Les Curés de St-Paul
et de Saint-Eustache.
BOURGEOIS, Bernardin,
DRUYON,
VAILLANT,
BÉTILLE,
TEDENAT, Bernardin,
LENOIR,
DESCURES,
GOSSET,
GRENET,

Contre :

MM. MOREL,
PIGNAY,
BAIL,
NICOLAÏ,
CHAILLOU,
GOBINET,
ALEAUME,
POUSSÉ,
JOISEL,
LEBLOND,
CHAMILLARD, et tous
les professeurs de
Sorbonne,
BOSSUET,
CHARTON,

Pour:

FORTIN,
GODIN,
DAGNEAUX,
BANNERET,
LONERGAN,
PAYEN,
GOBILLON,
GUIGNARD,
HABERT,
RESTOUT,
HUOT,
FAURE,
PETITPIED,
BECHEREL,
MARAIS,
BASILE,
GERBAIS,
CAMART,
RATOUIN,
BOILEAU,
TEMPLEUX,
ROBERT.

Contre:

LA MORLIÈRE,
LEBLANC, de Saint-Sul-
pice,
LA RUE,
DEZ DE FONTAINE,
LE BRETON, de Saint-
Sulpice,
BLANGER,
LA BARMONDIÈRE,
DU FOURNEL,
LOUVET, Bernardin,
HERMANT, id.

*Et tous les moines, à
l'exception de deux
ou trois.*

Il y a, outre cela, une
troupe d'indifférents.



III.

DOCUMENTS SUR LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE
DE PARIS, 1682.

(Tirés d'un manuscrit en quatre volumes, ayant appartenu jusqu'à la Révolution au Séminaire de Saint-Sulpice, et classé aujourd'hui à la Bibliothèque de l'Arsenal, sous le n° 31 bis, J. fr.)

Relation de ce qui s'est passé en Sorbonne, au sujet de l'enregistrement de l'édit du Roi sur la Déclaration de MM. du clergé de France, concernant la puissance ecclésiastique.

Le premier jour ouvrier du mois de Mai 1682, les docteurs de la Faculté de théologie s'étant assemblés en Sorbonne, et ayant vu plusieurs fauteuils arrangés dans leur salle, M. Pirot, syndic de la Faculté, leur dit que ces fauteuils étaient disposés pour y recevoir MM. du Parlement, qui devaient venir pour l'enregistrement de l'édit du Roi sur la Déclaration de MM. du clergé, concernant la puissance ecclésiastique; que l'on était convenu avec M. le premier Président que le doyen ne quitterait point sa place, qu'il n'irait point les recevoir, et qu'il parlerait latin, qui est la langue académique que la Faculté ne quitte jamais que lorsqu'elle parle au Roi; et que, si la Faculté le jugeait à propos, douze des plus anciens docteurs iraient recevoir ces Messieurs, lorsqu'ils arriveraient. Toutes ces choses furent

agréées de la compagnie. On parla ensuite de quelques autres affaires; et comme on fut averti de l'arrivée de MM. du Parlement, les douze docteurs députés les allèrent recevoir, et les ayant conduits dans la salle de l'assemblée, ils prirent leurs places selon l'ordre suivant :

M. le premier Président se mit dans un fauteuil qui était au milieu de six autres, que l'on avait tous placés sur la même ligne, au même endroit où les évêques ont coutume de se mettre, lorsqu'ils assistent aux actes; et six des anciens conseillers de la grand'chambre, qui l'accompagnaient, s'assirent à ses deux côtés.

Du côté de l'entrée de la salle, à main droite des conseillers, il y avait encore un fauteuil préparé, dans lequel se mit M. le Procureur général, vis-à-vis de M. le doyen de la Faculté, qui était aussi assis sur un fauteuil placé au même endroit où est ordinairement le banc sur lequel il s'assit seul. A la main droite de M. le Procureur général était le greffier du Parlement, vis-à-vis du greffier de la Faculté.

MM. du Parlement ayant ainsi pris leurs places, M. le premier Président dit, en peu de mots, mais avec beaucoup de poids et de gravité, qu'ils étaient dans une maison qui devait ses commencements à un Roi que Rome avait canonisé, et qui nous avait donné le premier des armes pour nous défendre contre les entreprises de Rome, etc.

Et après avoir expliqué le sujet de leur venue, qui était pour exécuter les ordres du Roi, et faire enregistrer, dans les registres de la Faculté, l'édit de sa Majesté sur la Déclaration de MM. du clergé, concernant la puissance ecclésiastique, il ordonna au greffier du Parlement d'en faire lecture. Le greffier ne lut que le commencement de

l'édit, parce que M. le premier Président l'avertit de passer à la Déclaration du clergé ; mais il ne lut aussi que la première proposition de cette Déclaration ; car M. le premier Président lui ayant fait signe de s'arrêter, M. le Procureur général prit la parole, et fit un long discours dans lequel il s'étendit fort sur la sainteté du Pape, sur la religion du Roi, et sur le mérite de la Faculté, sur sa doctrine et sa fidélité, sur laquelle l'État avait toujours fait un grand fond.

Il dit, entre autres choses, qu'il n'était pas surprenant que l'on considérât ceux qui avaient l'autorité en main, et que l'on eût recours à eux ; mais qu'un corps, qui n'avait nulle autorité acquise que par le mérite de ceux qui le composaient, se rendit célèbre, et engageât tout le monde à avoir tant de respect pour ses décisions, c'était une chose particulière à la Faculté de théologie de Paris ; que l'estime qu'il avait pour ce corps si célèbre faisait qu'il y venait avec joie pour la quatrième fois, non point apporter une doctrine nouvelle, mais celle qui y avait toujours été enseignée, etc. Et après avoir réduit à deux points la matière dont il s'agissait, savoir, à l'indépendance du temporel des Rois et à la supériorité des conciles sur les Papes, et avoir prouvé l'un et l'autre séparément, il ajouta qu'il ne doutait point des bonnes intentions de la Faculté dans l'occasion qui se présentait, et de sa fidélité à maintenir une doctrine qu'on avait reçue d'eux ; et il conclut en requérant, pour le Roi, l'enregistrement de l'édit de Sa Majesté dans les registres de la Faculté.

M. le premier Président prit ensuite les avis de MM. les conseillers, prononça l'arrêt d'enregistrement de l'édit du Roi et des articles de la Déclaration du clergé, et

ordonna au greffier de les donner au bedeau de la Faculté. Après quoi, se retournant vers le doyen de la Faculté, qui est un homme fort âgé, nommé M. Bétille, ce bonhomme ne répondit que trois mots latins : *Gratias agimus amplissimas*. Mais M. le premier Président continuant de le regarder avec les conseillers, comme s'il eût témoigné n'être pas content de sa réponse et attendre quelque autre chose de la Faculté, le bonhomme ajouta : *Facultas pollicetur obsequium*, et aussitôt M. le premier Président se leva, et s'en alla avec sa compagnie, étant reconduit par les mêmes docteurs députés qui avaient été le recevoir en rentrant. Il est vrai que le doyen sortit aussi avec eux, quoiqu'on fût convenu qu'il ne quitterait point sa place ; mais tous les autres docteurs, au nombre de près de trois cents, demeurèrent dans l'assemblée, attendant le retour de leurs députés pour délibérer de cette affaire, qui paraissait assez importante pour être examinée.

Les députés étant rentrés, et M. le doyen ne paraissant plus, on proposa au syndic de mettre l'affaire en délibération ; mais il refusa de le faire, disant qu'il n'y avait point à délibérer sur l'ordre du Roi, surtout après l'arrêt qui venait d'être prononcé. Quelques docteurs l'ayant encore pressé, il répondit que, M. le doyen n'y étant point, il n'avait rien à proposer. L'on insista que la compagnie n'était jamais sans chef, mais il n'y eut pas moyen de lui faire changer de résolution. De sorte qu'il sortit de la salle sans qu'on pût gagner sur lui ; et par sa sortie il donna lieu à l'assemblée de se séparer, chacun raisonnant diversement, mais sans bruit, sur cette affaire ; et la plupart se réservant à en parler, en temps et lieu, plus amplement et plus à fond.

Quelques jours après cette assemblée, M. le Procureur général envoya demander l'acte d'enregistrement de l'édit de Sa Majesté; mais, comme l'usage de la Faculté est que ce qui a été conclu dans une assemblée n'a point de force, qu'on ne l'ait relu dans l'assemblée suivante, on lui répondit qu'on ne pouvait lui rien donner avant le premier jour de Juin.

Cependant, divers docteurs, s'étant entretenus de cette affaire, prirent résolution de demander que l'on marquât, dans l'acte d'enregistrement, que la Faculté n'avait point délibéré; ce que le syndic ayant su, il en parla à M. l'archevêque et à M. le premier Président, qui dirent qu'il fallait empêcher, s'il se pouvait, que cette clause ne fût mise; mais qu'on pouvait le tolérer, si les docteurs s'y attachaient absolument.

Avant que de passer à ce que l'on fit ensuite, il est bon de faire remarquer ici qu'il y a cinq choses fort considérables, et qui méritent d'être fort observées touchant cette première assemblée.

La première est que c'est la première fois que le premier Président a été en Sorbonne pour prononcer un arrêt. On prétend même qu'il n'a droit d'en prononcer que dans le Parlement, et qu'il ne peut, sans des lettres patentes, en prononcer ailleurs. Dans toutes les occasions précédentes, où l'on a voulu faire enregistrer les ordres de la cour dans les registres de la Faculté, les arrêts ont toujours été donnés dans le Parlement, et l'on a député deux conseillers pour les aller faire prononcer en Sorbonne, par le greffier de la cour, et les faire enregistrer dans les registres de cette Faculté.

La deuxième est que toutes les fois que les conseillers

sont venus pour faire enregistrer quelque arrêt, ils ne sont jamais sortis de la Faculté qu'ils n'en aient fait faire l'enregistrement, leur greffier, en leur présence, l'ayant dicté au greffier de la Faculté, et en ayant même laissé toujours une expédition signée de lui; ce que M. le Président a omis dans l'affaire présente, n'ayant point fait faire l'enregistrement, ni fait laisser l'expédition de son arrêt.

La troisième chose à remarquer est que le doyen est sorti avec les douze députés, pour reconduire MM. du Parlement, ce qu'il ne devait point faire, et ce que l'on croit lui avoir été suggéré pour empêcher que la Faculté ne délibérât sur cette affaire, après la sortie de MM. du Parlement.

La quatrième est la seconde réponse de M. le doyen, par laquelle, sans prendre l'avis de la Faculté, il promit de son propre mouvement qu'elle obéirait : *Facultas*, dit-il, *pollicetur obsequium*.

La cinquième et dernière est que la Faculté demanda que l'affaire fût mise en délibération, ce que le syndic ne voulut pas.

Il est encore à propos de remarquer ici les principales difficultés que la plupart des docteurs trouvaient à l'enregistrement de l'édit du Roi et de la Déclaration du clergé.

Ils ne croyaient pas devoir souffrir, sans dire mot, qu'on leur attribuât la doctrine contenue dans les propositions qui avaient été données autrefois à Sa Majesté, et qu'on les fit passer pour des propositions délibérées dans la Faculté, et remises, par ordre de la même Faculté, entre les mains de MM. du clergé, comme l'édit du Roi l'insinuait; car ils savaient qu'il n'y avait jamais eu de délibération

sur ces propositions, et qu'elles contiennent même une doctrine qui n'est point formellement la doctrine de la Faculté.

Il est vrai qu'en 1663, le Roi ayant été mal informé des sentiments de la Faculté sur l'infailibilité du Pape, et sur son autorité tant sur le temporel des rois que sur le concile, l'on députa quelques docteurs pour informer la cour des véritables sentiments de la Faculté sur ces matières; que ces docteurs réduisirent leurs sentiments à six propositions, qu'ils remirent entre les mains de MM. les ministres de Sa Majesté; mais il est vrai aussi qu'ils les donnèrent sans que la Faculté les eût examinées ni approuvées, et sans même qu'elles eussent été mises en délibération dans aucune assemblée. On ne peut pas néanmoins désavouer qu'elles n'y aient été rapportées et qu'on ne les y ait lues hautement; mais quoique alors elles fissent peine à plusieurs, qui croyaient qu'il fallait en expliquer quelques-unes, de peur que, dans la suite, on ne les portât, comme l'on fait aujourd'hui, au-delà des sentiments de la Faculté, pas un néanmoins n'en dit mot en ce temps-là, parce qu'on ne crut pas devoir renouveler en cour l'aigreur que l'on y avait conçue contre la Faculté; de sorte que si on ne se plaignit point alors de ces docteurs, ce n'est pas que l'on approuvât leur conduite, mais c'est que l'on avait sujet de craindre que le Roi ne crût que la Faculté désapprouvait le fond de la doctrine contenue dans ces propositions.

Or, voici comme ces six propositions étaient conçues. Les termes en sont remarquables : aussi avaient-ils été bien concertés.

1° *Non esse doctrinam Facultatis quod Summus Pontifex*

aliquam in temporalia Regis Christianissimi auctoritatem habeat. Imo Facultatem semper obtitisse etiam iis qui indirectam tantummodo esse illam auctoritatem voluerunt.

2° Esse doctrinam Facultatis ejusdem, quod Rex Christianissimus nullum omnino agnoscit nec habet, in temporalibus, superiorem, præter Deum, eamque suam esse antiquam doctrinam, a qua nunquam recessura est.

3° Doctrinam Facultatis esse, quod subditi fidem et obedientiam Regi Christianissimo ita debent, ut ab iis nullo prætextu dispensari possint.

4° Doctrinam Facultatis esse, non probare nec unquam probasse propositiones ullas Regis Christianissimi auctoritati, aut germanis Ecclesiæ gallicanæ libertatibus, et receptis in regno canonibus contrarias, verbi gratiâ, quod Summus Pontifex possit deponere Episcopos adversus eosdem canones.

5° Doctrinam Facultatis non esse quod Summus Pontifex sit supra Concilium œcumenicum.

6° Non esse doctrinam vel dogma Facultatis, quod Summus Pontifex, nullo accedente Ecclesiæ consensu, sit infallibilis.

Or, ce qui est surprenant, est qu'après vingt ans que ces propositions ont été données, sans aucune approbation de la Faculté, on les ait rapportées dans l'Assemblée de MM. du clergé, et on les fasse passer maintenant dans l'édit pour des propositions faites tout nouvellement par la Faculté, délibérées dans l'assemblée des docteurs, et remises, de leur part, entre les mains de MM. du clergé.

Et ce qui fait encore en cela plus de peine, est que l'on a même changé quelques-unes de ces propositions dans la Déclaration qu'a faite le clergé ; car, non-seulement des

six on n'en a fait que quatre, mais encore on a exprimé d'une manière affirmative celle de l'infailibilité du Pape et de son autorité sur le concile, que les docteurs n'avaient donnée autrefois qu'en des termes négatifs, ce qui est extrêmement à remarquer.

Car il y a cette distinction dans ces anciennes propositions que l'on prétend être de la Faculté, que celles qui concernaient l'autorité du Pape sur le Roi et sur ses sujets, étaient absolues et affirmatives, et on s'exprimait de cette sorte : *la doctrine de la Faculté*, et son ancienne doctrine, qu'elle ne quittera jamais, *est* que le Roi ne reconnaît nul supérieur que Dieu seul pour le temporel. *La doctrine de la Faculté est* que les sujets du Roi ne peuvent être dispensés du serment de fidélité sous aucun prétexte que ce soit. Mais à l'égard de celles qui concernent l'autorité du Pape sur le concile et son infailibilité, elles étaient conçues en des termes négatifs : *La doctrine de la Faculté n'est pas* que le Pape soit infailible, ni qu'il soit au-dessus du concile.

Or, on voit dans la Déclaration du clergé et dans l'édit de Sa Majesté, que non-seulement toutes ces propositions sont affirmatives, mais encore qu'on en veut attribuer la doctrine à la Faculté, laquelle ne pourrait pas l'approuver sans s'exposer aux censures de Rome, et sans se priver de la liberté, qu'elle s'est conservée jusqu'à présent, de se maintenir dans ces propositions négatives. Elle avait même sujet de craindre un schisme dans la France, par l'intérêt que l'État avait de la maintenir contre les censures qui pourraient venir de Rome; et puis, il y a bien de la différence entre dire : *Ce n'est pas la doctrine de la Faculté que le Pape soit infailible*, et dire :

la doctrine de la Faculté est que le Pape n'est pas infallible. Dans le premier sens, la Faculté n'impose point de nécessité ni à ses docteurs d'enseigner, ni à ses disciples de croire et de soutenir que le Pape soit ou ne soit pas infallible. Elle laisse l'infaillibilité pour ce qu'elle est, elle la laisse en question dans les écoles. Chacun a la liberté entière d'en croire ce qu'il veut, et, quoiqu'elle soit l'unique Faculté de l'Europe qui n'enseigne pas l'infaillibilité du Pape, elle n'a pas néanmoins jugé à propos jusqu'ici de se déclarer autrement, ni de faire un dogme et un point de sa doctrine de ces sentiments qui partagent ses docteurs.

Cependant, par le changement que l'on fait aujourd'hui de ces propositions négatives en affirmatives, on veut que sa doctrine soit que le Pape ne soit pas infallible, et que tous ses docteurs, par conséquent, et ses disciples soient obligés de tenir et de soutenir ces sentiments. C'est de ce changement dont elle croit avoir grand sujet de se plaindre. C'est cette doctrine, qu'on lui attribue contre ses sentiments, qui lui fait peine: ce sont les suites fâcheuses pour la paix, pour la religion, et pour l'État, qui peuvent arriver de cette innovation, qu'elle appréhende.

C'est aussi ce qui a donné lieu à quelques-uns, qui se sont expliqués de leurs sentiments sur ceci avec plus de liberté, de dire que toute la conduite que l'on tenait dans cette affaire, était l'ouvrage des ennemis de la Faculté, et de ceux qui, au lieu de lui donner la protection qu'ils lui doivent, employaient tout leur crédit pour la détruire; et il y en a même qui ont ajouté que cette Déclaration achevait de ruiner tout ce qui restait à la Faculté de son ancienne splendeur et de son autorité; et que, au lieu de la

liberté dans laquelle elle s'était jusques à présent conservée, elle se verrait réduite dans une servitude déplorable ; qu'elle avait conservé toujours cette liberté, même à l'égard de M. l'archevêque de Paris, qui n'avait nulle autorité sur elle ; que cette indépendance était fondée et sur les privilèges des Papes, et sur une très-ancienne possession dans laquelle elle s'était, de tout temps, maintenue ;

Que la Déclaration, qui assujettit toutes les Universités et Facultés aux Ordinaires, était non seulement préjudiciable à la gloire et à la liberté de la Sorbonne, mais d'une pernicieuse conséquence pour l'État ; que la Sorbonne avait toujours eu le dépôt de la doctrine du royaume ; qu'elle avait été comme le centre auquel les autres Universités s'en étaient rapportées dans les différentes disputes et contestations qui étaient arrivées dans l'Église ; que c'était l'oracle qu'elles avaient consulté dans leurs difficultés ; que les Rois avaient tellement approuvé cette conduite, qu'ils l'avaient consultée eux-mêmes pour conserver, dans tout leur royaume, l'uniformité de doctrine ;

Que, comme on la réduisait, par cette Déclaration, au rang des autres Facultés, qui se trouveraient assujetties aux Ordinaires, on s'exposait à avoir autant de sentiments différents qu'il y a d'Universités et d'Ordinaires dans le royaume ; que cette grande diversité pouvait avoir des suites dangereuses ; et qu'enfin, il était aisé de voir de quelle conséquence tout cela pouvait être, dans la suite, pour la religion et pour l'État.

Outre toutes ces raisons, qu'avaient les docteurs qui avaient peine à l'enregistrement, il leur paraissait que la

Faculté avait encore un sujet particulier et très-raisonnable de se plaindre de l'édit du Roi; car il y a eu toujours une contestation considérable entre la Sorbonne et le chancelier de l'Université, qui est aussi le chancelier de l'Église de Paris; le chancelier prétendant présider au corps de la Faculté de Paris, et la Faculté, au contraire, selon son ancienne liberté, ne voulant être présidée que par son doyen, qui est un droit dans lequel elle s'est toujours maintenue, ce qui fait que le chancelier n'entre jamais dans les assemblées de la Faculté. Or, la Déclaration qui veut que, dans toutes les Universités et Facultés de théologie, l'on rende compte au chancelier de la doctrine que l'on aura enseignée touchant les matières contenues dans ces propositions, assujettirait la Sorbonne, comme les autres Facultés, à son chancelier.

Enfin, la même Déclaration veut que les professeurs de théologie rapportent chaque année leurs cahiers à M. le Procureur général. Or, c'est de quoi l'on s'est plaint hautement et avec tout sujet, puisque c'est assujettir la doctrine de la Faculté à un juge séculier, qui est une chose inouïe, et une plaie mortelle à la Sorbonne.

Cependant, le mois de Mai s'étant passé sans qu'on fit rien sur cette affaire, le lundi 1^{er} jour de Juin, la Faculté s'était assemblée à l'ordinaire. M. le syndic fit le rapport du procès-verbal, qu'il avait dressé, de la dernière Assemblée. Il commença de fort bonne heure à en faire la lecture, en sorte qu'il n'y avait encore que très-peu de docteurs dans l'Assemblée; mais, M. Dumont, qui a au moins sept ou huit années de doctorat, étant arrivé assez tôt pour en entendre une partie, dit que les choses ne s'étaient point passées comme M. le syndic le rapportait, et qu'il s'opposait à ce

que ce récit fût inséré dans les registres de la Faculté, d'autant qu'il contenait des choses fausses, ce qui ayant engagé M. le syndic à répliquer, il donna le temps à plusieurs docteurs d'entrer dans l'Assemblée.

M. Gerbais, docteur et député du second ordre dans l'Assemblée du clergé, se leva aussitôt, et demanda que M. Dumont se retirât, afin que la Faculté délibérât sur son opposition; ce qui ayant excité un grand tumulte dans l'Assemblée, et M. Dumont voyant qu'il s'était trop avancé, fit quelques satisfactions à M. le syndic, et, adoucissant les expressions dont il s'était servi dans le premier mouvement de son zèle, il dit qu'il s'opposait à l'enregistrement, s'il n'était porté par le procès-verbal qu'il ne se faisait que par l'ordre exprès du Roi, et en exécution de l'arrêt du Parlement. Cet adoucissement apaisa le bruit qui s'était ému dans l'Assemblée, et l'on continua d'opiner comme on avait fait auparavant.

Après que plusieurs eurent dit leur avis, le rang d'opiner de M. Blanger étant venu, il dit qu'il s'agissait de trois choses: de l'édit du Roi, de l'avis de MM. du clergé, et du procès-verbal de M. le syndic de la Faculté; et qu'à l'égard de ces trois sujets, il avait deux devoirs à remplir: le devoir d'un fidèle et respectueux sujet du Roi et le devoir d'un docteur de la Faculté.

Qu'en qualité de sujet du Roi, très-fidèle et très-respectueux à ses ordres, il n'avait rien à dire de nouveau, ni de l'édit du Roi, ni de l'avis de MM. du clergé, que Sa Majesté avait témoigné approuver par son édit; et que, sans rien ajouter à ce qui avait été remarqué sur l'un et l'autre, il n'y avait qu'à réduire, en quelque sorte, les observations qui avaient été faites séparément par ceux qui avaient opiné

devant lui, pour faire connaître combien elles étaient solides. Ce qu'ayant fait en peu de mots, il dit que, par le respect dont il faisait profession à l'égard des ordres du Roi, il était bien éloigné de vouloir que, dans la conjoncture présente, la Faculté fit aucun mouvement vers Sa Majesté, non pas même par de très-humbles remontrances, de peur qu'on ne retirât quelques avantages vrais ou imaginaires contre l'intérêt de l'État; que son avis était que M. le doyen et M. le syndic seraient priés d'observer, dans la suite, le temps, et de prendre l'occasion favorable pour faire connaître à la cour le préjudice que recevait la Faculté en cette rencontre, et les conséquences pernicieuses que pouvait avoir cette Déclaration pour la doctrine, pour la religion et pour l'État.

Mais pour satisfaire aux devoirs d'un docteur, qui doit faire profession de dire la vérité et de soutenir l'honneur de la Faculté, il ne pouvait approuver le procès-verbal qui avait été fait de l'assemblée dernière, parce qu'il y avait des choses qui n'y devaient point être; qu'il y en avait d'autres qui n'y étaient point et que l'on devait y avoir mises; et qu'il y en avait que l'on a mises, et qui y doivent être, mais que l'on avait revêtues de circonstances qui n'étaient pas vraies.

Le syndic, qui avait dressé le procès-verbal, se récria fort sur cela, se trouvant fort offensé d'un pareil discours. Mais ce docteur, qui n'est pas un homme à se laisser interrompre facilement, lui dit qu'il aurait grand sujet de se plaindre s'il en demeurait là; mais que pour le satisfaire, il allait justifier en particulier chacune des propositions générales qu'il avait faites, et il se fit faire, par ce moyen, un silence admirable, que le syndic tenta par plusieurs fois d'interrompre, mais inutilement.

M. Blanger dit donc premièrement qu'il y avait dans le

procès-verbal des choses qui n'y devaient pas être, comme était, entre autres, la seconde réponse qu'avait faite M. le doyen en ces termes: *Facultas pollicetur obsequium*; que par cette réponse, M. le doyen, de son propre mouvement et sans prendre les avis de la compagnie, promettait au nom de la Faculté purement et simplement l'enregistrement, ce qui était contre toutes les formes; qu'étant maîtres de leur procès-verbal, ils n'étaient pas obligés d'y mettre toutes choses, et particulièrement, ce qui blessait la Faculté, que si on avait voulu mettre cette seconde réponse, qui avait échappé à M. le doyen, il fallait donc ajouter qu'il l'avait faite de son mouvement, et sans délibération de la compagnie, de sorte qu'il voyait en cela l'un de ces deux défauts dans le procès-verbal: ou qu'on y avait mis ce qui n'y devait pas être, ou qu'on avait omis ce qui devait y être ajouté; mais qu'il eût été bien plus à propos de n'y point mettre cette réponse de M. le doyen, que d'être obligé d'ajouter qu'il l'avait faite contre les formes observées dans la compagnie.

Il insista, en second lieu, sur le défaut de délibération, comme sur une chose essentielle à remarquer dans le procès-verbal, ce que personne n'avait observé; et il dit qu'il y fallait même exprimer que la délibération avait été demandée par toute l'assemblée, et n'avait pas été accordée, et qu'ainsi il croyait qu'il était important d'y ajouter ces mots: *nulla deliberatione habita, etiam petita*.

Il remarqua encore, outre les choses qui avaient été omises, que le greffier de la cour n'avait lu que la première des propositions contenues dans l'avis de MM. du clergé, ce qui était fort à observer, parce que cette dernière proposition, qui concerne le Roi, était la véritable doctrine de

la Faculté, au lieu que les autres, qui n'avaient point été lues, ne la contiennent pas, n'étant point les mêmes que celles qui ont été données autrefois à Sa Majesté, et le sens en ayant été tout à fait altéré par le changement que l'on y a fait.

Qu'enfin, il fallait marquer dans le procès-verbal que le greffier de la cour n'avait point laissé d'expédition de l'arrêt prononcé, et qu'il lui semblait que M. le syndic devait au moins l'avoir retirée pour la joindre à son procès-verbal, et pour la faire enregistrer dans les registres de la Faculté avec la Déclaration du Roi et l'avis de MM. du clergé, puisque ce n'est qu'en vertu de cet arrêt, que la Faculté doit procéder à cet enregistrement; et que cela lui paraissait d'autant plus important, que c'était une circonstance qui aurait servi, dans la suite, à faire connaître la manière dont on avait reçu cet édit, et à justifier la conduite de la Faculté.

En troisième lieu, il dit qu'il y avait dans le procès-verbal une circonstance, entre autres, essentielle contre la vérité, qui est qu'incontinent après le départ de MM. du Parlement, l'assemblée s'était séparée; que la vérité était que MM. de la cour s'étant levés, il n'y eut que les douze docteurs députés qui furent les conduire avec M. le doyen, et que tous les autres demeurèrent en leurs places, attendant le retour de leurs députés; que M. le doyen n'étant point rentré avec eux, et M. le syndic étant prié de mettre l'affaire en délibération, il répondit qu'après l'ordre du Roi et l'arrêt de la cour, il ne s'agissait plus de délibérer; de quoi la compagnie n'étant pas contente, il ajouta que, M. le doyen n'y étant pas, il n'avait rien à proposer, et quoiqu'on lui représentât que la compagnie

n'était jamais sans chef, on ne put rien gagner sur lui, et il persista toujours dans son refus; qu'enfin, puisqu'il était constant que les choses s'étaient passées de la sorte, on ne pouvait pas dire que l'assemblée s'était séparée aussitôt après la sortie de MM. du Parlement et du doyen; ce que M. Blanger appuya d'autant plus fortement que, M. le doyen ayant voulu s'excuser à la compagnie de ce qu'il n'était point rentré dans l'assemblée, il dit qu'il s'était trouvé incommodé, mais qu'en sortant, il avait prié M. Mazure, qui était après lui, de tenir sa place et d'achever ce qui restait à faire dans l'assemblée.

Enfin, M. Blanger conclut que, puisque le procès-verbal ne rapportait point les choses de la manière qu'elles s'étaient passées, il était d'avis que l'on en fit un autre, et que l'on députât pour cela des commissaires qu'il nomma.

M. Despérier, professeur de Sorbonne, opina ensuite, et après avoir appuyé fortement ce qui avait été dit par M. Blanger, il conclut à la réformation du procès-verbal, et nomma pareillement des commissaires; mais, parce qu'il avait été nommé par M. Blanger et qu'il voulait se décharger de cette commission, il en nomma d'autres, disant qu'il y avait déjà des commissaires députés, depuis quelque temps, pour régler quelques affaires de la Faculté, et qu'il n'était pas permis d'en choisir d'autres; ce que M. Blanger n'avait pas jugé à propos pour deux raisons: la première, parce qu'il est du nombre de ces commissaires, et qu'il ne voulait pas, non plus que M. Despérier, avoir part à la commission du procès-verbal; la seconde, parce qu'entre les commissaires, il y en avait deux qui étaient de l'Assemblée du clergé, à quoi M. Despérier

n'avait pas fait pour lors réflexion.

Après ces deux derniers, *tous les autres* n'opinèrent qu'en disant qu'ils étaient de l'avis de M. Blanger et de M. Despérier. Comme il y en avait plus de 200, il ne fut pas besoin de compter les suffrages pour ce qui regardait la réformation du procès-verbal. On les compta seulement pour savoir quels seraient les commissaires, et lesquels, ou de ceux nommés par M. Blanger, ou de ceux nommés par M. Despérier, auraient le plus de voix.

Ceux de M. Despérier l'ayant emporté, il fut ordonné que le syndic donnerait à chacun desdits commissaires une copie de son procès-verbal, afin qu'ils puissent y faire les réflexions nécessaires; et l'on conclut aussi qu'ils s'assembleraient à certains jours, pour convenir de la manière dont on pourrait en dresser un, dont la Faculté pût être satisfaite, et qui la mît en état de pouvoir enregistrer sans scrupule la Déclaration du Roi. Ainsi se termina cette assemblée du 1^{er} Juin 1682.

MM. du Parlement, ayant eu avis de ce qui s'était passé, donnèrent ordre, par un billet, au doyen et à une vingtaine de docteurs, de se trouver le vendredi suivant, à sept heures du matin, en la grand'chambre. Ils s'y rendirent, et M. le premier Président les ayant fait asseoir dans le parquet des huissiers, et leur ayant parlé avec beaucoup d'honnêteté sur le différend que la cour avait appris être survenu dans leur assemblée dernière, au sujet de l'enregistrement, ordonné par arrêt de la cour être fait en leurs registres, de la Déclaration du Roi concernant l'autorité ecclésiastique, il leur ordonna de faire une assemblée extraordinaire du lundi suivant en huit jours, pour procéder, sans autre délai ni retard, à l'enregistrement dont il

s'agissait, et il ajouta qu'après l'ordonnance du Roi et l'arrêt de la cour, il n'était plus question de délibérer, mais d'obéir.

En conséquence de cet arrêt, l'assemblée de la Faculté fut indiquée au lundi 15 du mois, et les commissaires eurent ordre de tenir leur procès-verbal tout prêt pour ce jour-là. Ils requièrent pour cela le syndic de leur fournir des expéditions des deux arrêts de la cour, tant de celui prononcé en Sorbonne, le *prima mensis* de Mai, que de celui prononcé en la grand'chambre, le vendredi 6 Juin, en vertu desquels l'enregistrement devait être fait, ce qu'il leur promit; et, après s'être assemblés plusieurs fois pour examiner la manière dont on pourrait dresser le procès-verbal, ils estimèrent qu'on ne devait point s'arrêter à celui du syndic, et en dressèrent un tout nouveau, dans lequel ils mirent que l'enregistrement s'était fait *nulla deliberatione habita, licet a non paucis petita*.

Il est vrai que cette clause souffrit quelque difficulté entre les commissaires, et qu'elle ne passa pas d'un commun avis; car lorsqu'ils commencèrent à délibérer, il ne s'y en trouva d'abord que onze; et le douzième, qui est M. de Lestocq, ne survint que pendant que l'on opinait. Comme il savait ce que contenait le procès-verbal, il se fit remettre seulement les opinions: il y en avait six qui étaient d'avis de spécifier qu'il n'y avait point eu de délibération, quoiqu'elle eût été demandée, et quatre entre lesquels étaient M. Faure et M. Feu, croyaient qu'on ne devait point parler de la délibération, M. de Lestocq se rangea à ce dernier avis, dans l'espérance que M. Gobinet, qui était l'ancien, et qui présidait à la commission, s'y rangerait aussi, et contrebalancerait les avis. Mais M. Gobinet,

appréhenda que, se trouvant mi-partis, la décision ne s'en remît à la Faculté entière, ce qui causerait encore beaucoup de trouble et éloignerait la conclusion de l'affaire, se rangea du côté des six; et l'article du défaut de délibération passa de deux voix dans le procès-verbal.

Le dimanche 14^e, qui était la veille de l'assemblée qui se devait tenir en Sorbonne, Mgr l'archevêque de Paris manda aux docteurs députés de se trouver chez lui à trois heures après-midi. Tous s'y étant rendus, il leur fit un fort grand discours et fort concerté. D'abord il leur fit de grandes et amples protestations de son inclination sincère pour le bien, la liberté et la gloire de la Faculté de théologie, et témoigna qu'il se faisait plus d'honneur d'être un membre de cet illustre corps que de la place qu'il occupait dans l'Église de Paris. Il les assura qu'il avait pris la protection de la Faculté auprès du Roi, en lui faisant entendre que toute la contestation de leur assemblée n'avait point été, ni sur l'édit de Sa Majesté, ni sur la Déclaration de MM. du clergé, mais seulement sur le procès-verbal dressé par le syndic de leur compagnie; qu'il avait remarqué que cela avait été bien reçu du Roi, et qu'il pouvait les en assurer.

Que, pour ce qui regarde l'édit du Roi, il avait été dressé sans lui et sans sa participation, qu'il avait fait réflexion aux griefs qu'il leur faisait, qu'il croyait qu'ils avaient raison de les ressentir, et qu'il en avait même parlé au Roi, et les lui avait si bien fait entendre, que Sa Majesté lui avait déjà donné sa parole d'y apporter remède dans la suite, et qu'ils pouvaient s'en reposer sur cette parole royale et sur ses soins; qu'à son égard, il leur déclarait comme il l'avait déjà dit au Roi, qu'il ne

prétendait rien innover dans la Faculté, ni prendre aucune autorité sur son corps: qu'il pouvait leur donner la même parole de la part de M. Cocquelin, chancelier.

Que de la part de M. le Procureur général, il n'avait pas à la vérité, la même parole à leur donner, parce que, s'agissant d'un édit du Roi, il est de sa charge de le faire exécuter, mais qu'il ne témoignait aucune passion pour cette affaire, et qu'il leur promettait qu'il se trouverait encore quelque modification aux termes de l'édit sur son sujet.

A l'égard de la Déclaration de MM. du clergé, il n'en parla presque pas: il n'entra point dans la discussion des Propositions: il *dit seulement qu'il se départirait d'autant plus facilement de toute autorité à l'égard de ces Propositions, que ce n'étaient point des propositions de foi*, mais seulement des propositions adoptées en France pour la paix de l'Eglise et de l'État: et enfin, il conclut en exhortant les docteurs de faire en sorte que le lendemain l'on passât à l'enregistrement de l'édit, remettant à faire ensuite les remontrances que l'on jugerait à propos, leur réitérant sa parole, de la part du Roi, que l'on y aurait égard.

Le lundi 15^e du mois, la Faculté s'assembla, et l'assemblée fut fort nombreuse. On remarqua qu'il n'y avait personne de Saint-Sulpice. Plusieurs, qui ne savaient pas la raison pour laquelle ils ne s'y trouvèrent pas, furent surpris, ne croyant pas qu'ils dussent s'absenter dans une occasion de cette conséquence, où il s'agissait de soutenir les intérêts de la Faculté; mais ceux qui étaient plus intruits des détails de l'affaire, et qui savaient qu'une personne qui avait autorité et caractère pour leur parler de la

part du Roi, leur avait témoigné qu'ils feraient plaisir à Sa Majesté de ne s'y pas trouver, ne purent pas désapprouver leur conduite.

On lut dans cette assemblée la formule dont MM. les députés étaient convenus, et après que M. le syndic eût fait le rapport de ce qu'avait dit M. l'archevêque, M. le doyen demanda les avis.

M. Mazure, premier opinant, dit qu'il était prêt de signer les Articles dressés par le clergé. Ce sentiment, qui donnait plus qu'on ne demandait, *excita une rumeur* qui porta M. le syndic à parler afin de l'apaiser, et à dire que M. Mazure *ne disait pas qu'il fallait souscrire ces articles*, mais qu'il témoignait seulement qu'il était disposé à le faire.

M. Grandin, second opinant, parla assez longtemps. Il fut d'avis de l'enregistrement sous la forme dont les députés étaient convenus; mais il dit qu'étant bientôt près de mourir, il était obligé de dire la vérité. Que le clergé de France venait de dresser les Articles d'une manière bien différente de celle qu'il avait suivie autrefois: qu'il y avait trente ans qu'il parlait tout un autre langage, comme il paraissait dans la lettre écrite au pape Innocent X, touchant la condamnation des cinq propositions de Jansénius. Et, après avoir cité le commencement de cette lettre, il ajouta que, non-seulement on avait dressé maintenant des articles si opposés aux sentiments que l'on avait alors, mais que l'on voulait même obliger les professeurs à les enseigner; que, pour lui, sa chaire l'obligeait à enseigner l'Écriture-Sainte, où il trouvait, à la vérité, la puissance des Rois bien marquée, mais qu'il n'y trouvait rien des autres articles, et que, si on voulait lui

imposer cette obligation, *veterano militi clypeus erit abjiciendus*.

M. Paucelier, troisième opinant, dit qu'il fallait présenter requête au Roi, comme M. l'archevêque avait semblé l'insinuer; que l'on pouvait être en doute s'il faudrait présenter cette requête avant ou après l'enregistrement, mais que cela lui paraissait assez indifférent: qu'il croyait seulement qu'il fallait ajouter à la formule : *nec probante, nec deliberante Facultate*.

Tous les autres docteurs qui opinèrent après lui furent d'avis de l'enregistrement, jusqu'à M. Joisel, quelques-uns voulant des mêmes termes que M. Paucelier avait marqués dans son avis, d'autres ne les trouvant pas nécessaires. Quelques-uns aussi, comme MM. Chaillou et Gobinet, s'expliquèrent sur les griefs qui étaient faits à la Faculté par cet édit et par ses articles.

M. Joisel ne dit qu'un mot, et après s'être rangé à l'avis de M. Paucelier, il conclut à ce que la requête fut présentée au Roi, et cependant, l'enregistrement différé.

M. Chamillard, qui n'allait plus aux assemblées de Sorbonne depuis plusieurs années, crut se devoir trouver à celle-ci, et, quoique M. l'archevêque eût témoigné qu'il lui ferait plaisir, aussi bien qu'à M. Boucher de n'y point aller, s'ils ne croyaient pas pouvoir opiner de conscience comme il le désirait, parce qu'il lui serait fâcheux de voir que les chefs de son séminaire se distinguassent en cette occasion, il ne laissa pas de s'y trouver, et de dire que deux choses lui paraissaient fort fâcheuses dans l'enregistrement que l'on demandait à la Faculté de l'édit du Roi et des Propositions du clergé :

La première, que l'on obligeât des professeurs à

enseigner, et des bacheliers à soutenir une doctrine qu'ils n'étaient point obligés de croire, et qui pouvait être contraire à leurs sentiments.

La seconde, que, quand même le Pape se pourrait tromper, les fidèles le devant considérer comme leur père, il n'y avait guère d'apparence de vouloir publier ses défauts, ainsi que l'édit semblait l'ordonner ; sur quoi, il rapporta un trait de l'histoire profane qui marque que les peuples qui adoraient autrefois le soleil, observaient comme un acte de religion de ne le regarder jamais dans son couchant, pour ne rien diminuer du respect qu'ils croyaient lui devoir.

Cet avis fut fort goûté, et plusieurs témoignèrent qu'ils entraient dans son sentiment, et qu'ils désiraient que les députés qui avaient été chargés de dresser la formule de l'enregistrement, et qu'on avait aussi chargés de dresser la requête qu'on avait parlé de présenter au Roi, y missent les deux réflexions de M. Chamillard.

M. Gilot entra dans cet avis, et après avoir témoigné combien il était persuadé de l'article qui regarde l'indépendance des Rois pour le temporel, il ajouta qu'il ne croyait pas qu'il fût du service du Roi d'obliger tous les bacheliers à soutenir cet article, parce qu'il y en aurait qui le défendraient mal, et qui, par là, donneraient lieu de douter de cette vérité.

M. Gobillon curé de Saint-Laurent, parla dans son avis de l'inconvénient où pourrait être la Faculté, si elle s'obligeait à enseigner et à soutenir ces articles, et que le Pape le défendît sous peine d'excommunication.

M. Blanger, à qui M. l'évêque de Constances avait écrit, suivant l'ordre de la cour, de ne se point trouver à

l'assemblée s'il ne croyait pas pouvoir en conscience opiner en faveur de l'enregistrement, fut d'avis d'enregistrer, pour obéir aux ordres du Roi, et ensuite de faire des remontrances.

- M. Chevillier crut qu'il était plus à propos de différer l'enregistrement, et qu'en cas que cet avis ne prévalût pas, et qu'on fit l'enregistrement avant que de présenter la requête, il estimait qu'il fallait mettre dans l'acte d'enregistrement la clause : *non approbante Facultate*.

Tous ceux qui, après lui, entrèrent dans ce sentiment, prirent la même précaution.

Quelques-uns remarquèrent que cette clause : *non approbante Facultate* semblait marquer que la Faculté désapprouvait ces Articles; ce qu'elle ne pouvait pas faire, puisqu'elle n'en délibérait pas, et qu'il ne lui était pas même permis d'en délibérer. C'est pourquoi il y en eut qui proposèrent de mettre : *nec probante nec improbante Facultate*.

Il y en eut aussi qui remarquèrent qu'il ne suffisait pas de mettre : *non deliberante Facultate*, parce que ce terme, dont il semblait que quelques-uns seraient satisfaits, ne disait pas assez; en ce qu'on pouvait prétendre, si l'on ne l'expliquait davantage, que la Faculté n'avait point délibéré, ou parce qu'elle n'avait aucun droit de le faire, après une Déclaration du clergé de France et un arrêt du Parlement, ou parce que ces Articles ne contenaient que son ancienne doctrine. C'est pourquoi ils conclurent que l'on devait ajouter *non deliberante, quia deliberandi facultas est adempta*.

Les trois MM. Boucher, celui de Navarre, le chanoine de Notre-Dame, et le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet,

furent aussi d'avis de présenter la requête avant que d'enregistrer. Le dernier dit que plusieurs reconnaissaient que la Faculté était grevée par cet édit et par les Articles, mais qu'on ne marquait pas en quoi, et qu'il était à propos de le faire; que, pour lui, il trouvait à redire :

1° Aux mêmes choses que M. Gilot avait relevées ;

2° A l'obligation que l'on impose aux professeurs de montrer leurs cahiers à M. le Procureur général ; qu'à la vérité, il n'y avait pas tant d'inconvénient à le faire à celui qui possédait présentement ces charges, à cause de son rare mérite, mais que la charge pouvait passer en d'autres mains, et que les professeurs ne devaient pas être soumis, pour le fait de la doctrine, à un homme laïque.

3° A ce que, dans le quatrième Article, on disait que le jugement du Pape pouvait être réformé quand l'Église n'y consentait pas, et qu'on n'expliquait pas quelle soumission était due à ce jugement du Pape avant que l'Église y eût consenti ou l'eût désapprouvé, ce qui pouvait donner lieu à de grands inconvénients.

M. Humblot se plaignit, en disant son avis, de ce qu'il n'y avait point de liberté, et de ce que de toutes parts on faisait des menaces aux docteurs ; et, comme il témoigna que cela lui était arrivé, et qu'un évêque l'était venu trouver pour le menacer en cas qu'il s'opposât à l'enregistrement, il fut interrompu par M. Feu, qui lui dit qu'il imposait à la Faculté, et que cet évêque qui avait été chez lui n'y était pas allé pour le menacer, mais pour lui donner conseil en ami ; ce qui fit juger que cet évêque était M. le coadjuteur de Rouen, chez qui M. Feu demeure, et ce qui confirma ce que disait M. Humblot ; car on était persuadé qu'un conseil de cette nature valait bien une

menace.

M. de Berlise ayant été interrompu en disant son avis, qui était de différer l'enregistrement, dit que les docteurs qui étaient députés à l'Assemblée du clergé, pour le second ordre, ne devaient pas assister à l'assemblée de la Faculté; ce qu'il prétendait prouver, parce que ceux qui ont assisté au jugement d'une cause dans un tribunal inférieur, ne peuvent plus y assister, lorsqu'elle est portée à un tribunal supérieur; mais M. Féron, qui opina après lui, répondit qu'ils ne devaient pas être exclus de l'assemblée de la Faculté, puisque, dans l'Assemblée du clergé, ils n'avaient pas eu de voix délibérative.

M. Faure interrompit souvent les docteurs, surtout quand ils semblaient vouloir entrer dans le fond de l'affaire, disant qu'*il s'y opposait, et que le Parlement l'avait défendu*.

M. Gerbais voulut aussi interrompre M. Grandin, et, dans son avis, il dit que la lettre citée par M. Grandin n'avait pas été faite dans une assemblée du clergé; que feu M. Habert, évêque de Vabres, en était l'auteur, et que l'assemblée de 1660 l'avait, en quelque façon, rétractée. Ceux qui étaient auprès de lui répondirent qu'elle valait bien la lettre d'une assemblée, puisqu'elle avait été signée par quatre-vingt-huit évêques.

Toute l'assemblée se passa avec beaucoup de calme; jamais il n'y eut plus d'audience et moins de tumulte. Comme on entendit sonner onze heures et demie, on voulut se séparer: mais M. le syndic dit qu'il ne le fallait point, et qu'il y avait *ordre du Parlement de terminer l'affaire ce jour-là*. On continua donc d'opiner; et M. le syndic s'étant venu mettre auprès du bedeau qui marquait les voix, on lui dit que ce n'était point là sa place, et on

le pria de se retirer, dans la crainte qu'on eut qu'il ne fit écrire les choses d'une autre manière qu'elles ne se passaient, et qu'il ne fit mettre au rang de ceux qui opinaient pour l'enregistrement ceux qui y étaient opposés. C'est pourquoi il retourna à sa place ; mais on croit qu'il jeta quelque œillade sur le plunitif du bedeau, et qu'ayant vu que la pluralité des voix allait à l'enregistrement, il donna les mains, peu de temps après, à ce que l'assemblée se séparât, et qu'on remit au lendemain la conclusion de cette affaire.

Il y avait alors 35 voix pour l'enregistrement ⁽¹⁾ et 29 contre; mais, comme on craignit que la plupart des jeunes docteurs ne suivissent ce dernier avis; dès le lendemain, sur les six heures du matin, l'huissier Huby vint signifier au doyen de la Faculté un arrêt du Parlement donné le même jour, par lequel, sur ce que le Procureur général avait remontré que les docteurs, au lieu d'enregistrer l'édit ainsi qu'on leur avait ordonné, avaient voulu délibérer sur les Articles du clergé, bien qu'ils n'eussent aucun droit de le faire, et qu'ils n'eussent aucun jugement doctrinal que par tolérance, la cour leur défendait de continuer leurs

(1) Il s'en faut bien que ces 35 voix pour l'enregistrement fussent toutes favorables aux quatre Articles. Il ne faut pas compter comme telles celles qui n'avaient voté l'enregistrement qu'à la condition qu'on fît ensuite les remontrances, que les autres voulaient faire auparavant, et qu'on mît sur le procès-verbal la clause *non approbante*, etc. Il n'y avait donc, pour l'enregistrement immédiat, pur et simple, qu'une faible minorité, composée principalement des docteurs livrés à la cour, et membres de l'Assemblée du clergé, comme Gerbais, Faure, Feu, Cocquelin, etc. C'est bien ainsi que le Procureur général le comprit: il en expédia sur-le-champ la nouvelle à Versailles.

Le danger fut jugé si grand, que le Roi envoya dans la nuit Seignelay à Paris, pour préparer, avec les chefs du Parlement et l'archevêque, le petit coup d'État du lendemain matin.

assemblées, et mandait au doyen et aux six professeurs de Sorbonne, au grand-maitre et quatre professeurs de Navarre, et à tous ceux que le Procureur général indiquerait, de se trouver au Parlement, au parquet des huissiers, à sept heures du matin.

MM. Chamillard, Blanger, Humblot, etc, furent du nombre des indiqués. La cour ne pouvait avoir été assemblée assez matin pour donner cet arrêt, et l'on dit qu'il avait été résolu le lundi au soir fort tard, entre M. l'archevêque, M. le premier Président, le Procureur général et M. le marquis de Seignelay, que le Roi avait chargé de cette affaire, et qui, sur les nouvelles qu'on avait portées à Versailles, de ce qui s'était passé à la Faculté, était venu exprès à Paris pour y mettre ordre.

Les docteurs étant entrés, M. le premier Président les traita d'une manière fort sèche, et leur dit, d'un ton qui faisait paraître que l'on n'était pas content de leur conduite :

« Nous apprenons avec douleur que l'esprit de paix ne règne plus parmi vous, et que la cabale empêche la soumission que vous devez aux ordres de la cour. On vous méconnaît parmi ces voix indiscrètes que le plus grand nombre aurait dû étouffer. Ce n'est plus cette sage conduite qui fit rechercher les avis de vos prédécesseurs et qui leur acquit *sans aucun titre*, la liberté de s'assembler dans les occasions de doctrine. La cour n'aurait jamais cru que vous eussiez osé *différer l'enregistrement qu'elle vous avait ordonné*. Votre désobéissance lui fait regretter les marques d'estime dont elle vous avait *honorés*. Persuadée que *vous ne méritiez plus sa confiance*, elle vous *défend de vous plus assembler*, jusqu'à ce qu'elle vous en ait prescrit la manière; ce qu'elle aura soin de faire avant le 1^{er} Juillet. »

Il demanda ensuite si le greffier de la Faculté était présent; et comme on l'eut fait approcher, et qu'on lui eut demandé s'il avait apporté ses registres, on lui ordonna de passer au greffe, et d'y aller faire l'enregistrement de l'édit du Roi, et de la Déclaration du clergé, et de l'arrêt qui lui serait dicté par le greffier de la cour. Ce qui fut exécuté à l'heure même, et les docteurs s'en retournèrent.

Le lundi suivant, deux valets de pied du Roi allèrent, dès le matin, chez MM. Boucher, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, et Chamillard, vicaire, et supérieur du séminaire de ladite paroisse, leur porter un ordre de Sa Majesté de se retirer incessamment: le premier, à Guingamp en Basse-Bretagne, et le second, à Issoudun en Berry. Mais comme ils ne purent partir le même jour, à cause que les carrosses d'Orléans étaient déjà partis, ils furent visités d'une infinité de personnes, et partirent avec joie le lendemain, s'estimant honorés de ce traitement qu'ils recevaient pour avoir voulu défendre les intérêts de la Faculté et de l'Église.

Les jours suivants, M. Humblot fut exilé à Lescar en Béarn, M. Joisel à Brioude, M. Paucelier à Bazas, M. Chaillou à Tulle, M. Blanger à Villefranche, M. de Berliose à Fontenay-le-Comte en Poitou.



ERRATA

- Page 14, ligne 7, *au lieu de dans, lisez dont.*
- 20, ligne 16, *au lieu de le coadjutorerie, lisez la coadjutorerie.*
- 34, ligne 17, *au lieu de auxilliaires, lisez auxiliaires.*
- 36, ligne 5, *au lieu de pieurés, lisez prieurés.*
- 50, ligne 8, *au lieu de excadrons, lisez escadrons.*
- 53, ligne 20, *au lieu de relatif, lisez relative.*
- 57, ligne 20, *au lieu de contume, lisez coutume.*
- 61, ligne 11, *au lieu de réguralité, lisez régularité.*
- 74, ligne 18, *au lieu de levé, lisez levée.*
- 81, ligne 23, *au lieu de Cisterciens, lisez Chartreux.*
- 87, ligne 1, *au lieu de du fondateur, lisez de la fondatrice.*
- 91, ligne 5, *au lieu de fussnt, lisez fussent.*
- 93, ligne 16, *au lieu de pur, lisez par.*
- 96, ligne 26, *au lieu de fondateur, lisez religieux.*
- 119, ligne 18, *au lieu de il rappella aux associés, lisez il rappela aux associées.*
- 192, ligne 21, *au lieu de satué, lisez statué.*
- 274, ligne 1, *au lieu de ui, lisez lui.*
- 284, ligne 15, *au lieu de d'humilité, lisez de l'humilité,*
- 323, ligne 1, *au lieu de le chapitre, régulier après, lisez le chapitre régulier, après.*
- 350, ligne 7, *au lieu de attentisf, lisez attentifs.*
- 377, ligne 21, *au lieu de quelques fois, lisez quelquefois.*
- 381, ligne 24, *au lieu de soixante-neuf, lisez soixante-huit.*
- 384, ligne 14, *au lieu de soixante-dix, lisez soixante-huit.*



TABLE DES MATIÈRES.

Lettre de Son Excellence, Monseigneur Langénieux, archevêque de Reims à l'auteur.	Pages. v
---	-------------

PRÉFACE	VII
-------------------	-----

CHAPITRE I.

CHARLES-MAURICE LE TELLIER.

Ses premières années, jusqu'à sa prise de possession du siège archiépiscopal de Reims.

Naissance et éducation de Maurice Le Tellier. — Ses études. — Il est ordonné prêtre. — Il voyage en Italie. — Journal de ce voyage. — Correspondance entre Maurice Le Tellier et son père. — Conférences avec le Pape. — Retour en France. — Comment il est nommé coadjuteur de Langres, puis de Reims. — Son arrivée à Reims. — Il officie aux funérailles de Henriette de France et de Henriette d'Angleterre. — Il sacre Bossuet. — Mort du cardinal Barberin, archevêque de Reims. — Le Tellier lui succède. 1

CHAPITRE II.

LE TELLIER, ARCHEVÊQUE DE REIMS.

Son Administration spirituelle. — Clergé séculier.

Limites et organisation religieuse du diocèse de Reims. — Clergé séculier. — Plans de Maurice Le Tellier. — Visite faite par les doyens. — Visites de Maurice Le Tellier. — Ses notes. — Les maux de la guerre interrompent souvent ses visites pastorales. Réformes de divers abus et de cérémonies bizarres. — Rituel. — Nouveau catéchisme. — Conférences ecclésiastiques. — Ordonnances synodales. — Conflits avec les Parlements. — Secours aux prêtres infirmes. — Troubles apportés dans l'administration paroissiale par la guerre de la succession d'Espagne. 29

CHAPITRE III.

LE TELLIER, ARCHEVÊQUE DE REIMS.**Son Administration spirituelle. — Clergé régulier.**

Rôle du clergé régulier dans le diocèse de Reims au XVII^e siècle.
 — Disposition d'esprit de Maurice Le Tellier à l'égard des réguliers. — Diverses réformes. — Monastère de Sainte-Marie de Mouzon. — Couvents de Charleville. — Chapitre de Braux. — Bénédictins de Bethel. — Monastère de Signy. — Maison de Saint-Marcoul à Reims; Hôpital-général. — Ordonnance sur les réguliers. 79

CHAPITRE IV.

LE TELLIER, ARCHEVÊQUE DE REIMS.**Ses rapports avec les protestants.**

Situation du parti protestant en France. — Le Protestantisme à Sedan. — Visites de Maurice Le Tellier à Sedan. — Ses rapports avec les ministres protestants; il prêche à Sedan, y fonde des écoles et des établissements divers. — Réparations de l'église Saint-Laurent. — Déclin et suppression de l'académie protestante. — Séminaire catholique. — Le Tellier et les nouveaux convertis. — Transformation du temple protestant en église catholique. . . 108

CHAPITRE V.

LE TELLIER, ARCHEVÊQUE DE REIMS.**Son zèle pour les lettres.**

Université de Reims. — Collège des Bons-Enfants. — Séminaires. — Collège des Jésuites. — Développement de l'Université et de son collège sous l'administration de Maurice Le Tellier. — Rivalité de l'Université et des Jésuites. — Collèges d'Épernay et de Mouzon; écoles monastiques. — Organisation et état des écoles populaires dans le diocèse de Reims. — Maurice Le Tellier et Jean-Baptiste de La Salle. — Écoles des religieuses de l'Enfant-Jésus. — Écoles de J.-B. de La Salle. — Le Tellier protège les savants. — Son goût pour les livres. — Sa bibliothèque. 131

CHAPITRE VI.

LE TELLIER, DUC DE REIMS.

Son Administration temporelle.

Affaiblissement de la puissance communale sous l'administration de Maurice Le Tellier. — Diverses juridictions dans la ville de Reims: Royauté, Archevêché, Chapitre, Échevinage, etc. — Démêlés de Le Tellier avec le Chapitre. — Démêlés avec l'Échevinage. — Accroissement du pouvoir de l'archevêque. — Calamités publiques. — Lieutenance de police jointe à l'archevêché. 175

CHAPITRE VII.

LE TELLIER, DUC DE REIMS.

Son Administration temporelle (Suite).

Police de la ville de Reims sous l'administration de Maurice Le Tellier. — État et physionomie de la ville et des marchés publics. — Règlements divers. — Corporations industrielles; nouveaux statuts confirmés par Maurice Le Tellier. — Les ouvriers drapiers: leurs démêlés avec l'autorité royale. — Désordres qui suivirent l'hiver de 1709. — Mesures prises pour soulager la misère. 206

CHAPITRE VIII.

LE TELLIER, THÉOLOGIEEN.

Ses principales discussions.

Caractère habituel de Maurice Le Tellier dans les discussions théologiques. — Débat relatif à la Version de Mons. — Correspondance, à ce sujet, entre Maurice Le Tellier et Louvois. — Polémique relative au péché philosophique. — Nouvelle correspondance entre Maurice Le Tellier et Louvois. — Discussions sur le Molinisme et les théories de la grâce. — Ordonnance de Maurice Le Tellier. — Quiétisme. — Affaire du cas de conscience. — Promulgation des décrets pontificaux. 234

CHAPITRE IX.

Pages.

LE TELLIER, PRÉDICATEUR.**Ses principaux sermons.**

Caractère général des sermons de Maurice Le Tellier.—Sermon pour le IX^e Dimanche après la Pentecôte. — Sermons pour la fête de la Circoncision de Notre-Seigneur. — Sermon sur la Cène. — Sermon prêché dans l'église de Sedan, le jour de la fête de saint Pierre, 1676.—Exhortation prononcée à l'abjuration de M. Jacques Fremin, le 12 Juin 1682. 268

CHAPITRE X.

LE TELLIER ET LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.**Assemblées de 1681 et 1682.**

État des esprits. — Propositions de 1663. — Question de la Régale. — Dispositions de Maurice Le Tellier; influences qu'il subit.—Le Tellier à l'assemblée de 1681; sa conduite relativement à l'affaire de la Régale; sa lettre au chapitre de Reims. — Le Tellier à l'assemblée de 1682; son rapport sur l'affaire de la Régale; ses observations sur le bref pontifical adressé aux évêques. — Fin de l'Assemblée. — Désaveux. 304

CHAPITRE XI.

LE TELLIER ET LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.**Assemblée de 1700.**

But de cette assemblée.—Le Jansénisme et le Probabilisme. — Bossuet et le Tellier concertent leurs plans. — Ouverture de l'assemblée. — Ménagements à l'égard des Jansénistes. — Affaire des rites chinois. — La présidence de l'assemblée passe au cardinal de Noailles. — Censure des propositions de morale. — Clôture de l'assemblée. 337

CHAPITRE XII.

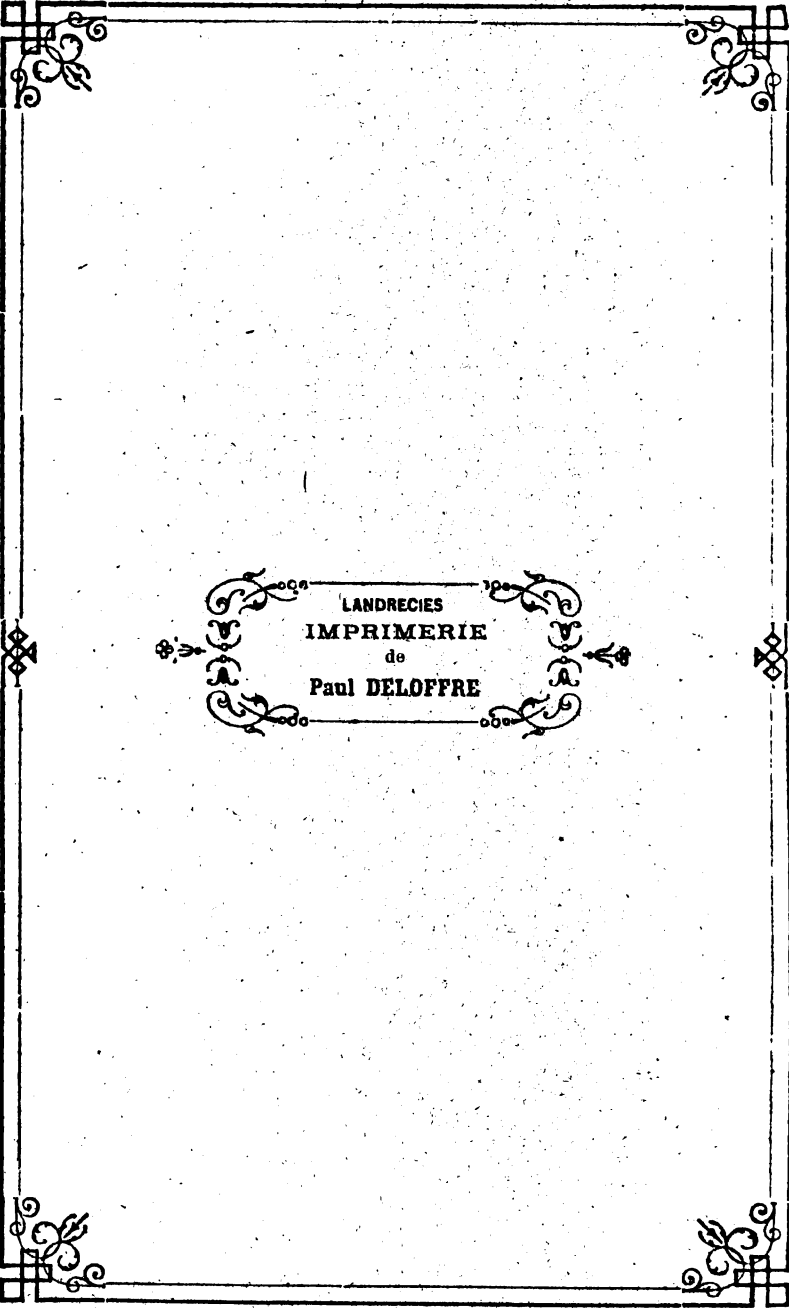
Pages.

MAURICE LE TELLIER A LA COUR DE LOUIS XIV.**Faveur et Disgrâce.**

Bontés du Roi pour Maurice Le Tellier.—Affaire de Barbesieux.	
—Rapports du Roi et de Le Tellier pendant l'assemblée de 1700.	
—Caractère de Le Tellier à la Cour; appréciations de Saint-Simon et de Madame de Sévigné. —Intrigue janséniste; disgrâce de Le Tellier. — Le Tellier nommé doyen du Conseil d'État. — Mort de Bossuet. — Le Tellier retrouve la faveur du Roi. — Sa mort. — Son testament. — Appréciation générale de l'action de Maurice Le Tellier.	360

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Extraits des Mémoires de René Bourgeois	389
Documents sur la Faculté de Théologie de Paris en 1663. . .	401
Documents sur la Faculté de Théologie de Paris en 1682. . .	403



LANDRECIES
IMPRIMERIE
de
Paul DELOFFRE



